

صكنا من الامل



Le Monde

LE MONDE EMPLOI

La survivance
des métiers d'antan
7 pages
d'offres d'emplois



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16189 - 7 F

MERCREDI 12 FÉVRIER 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

59 cinéastes appellent à « désobéir » aux lois sur l'immigration

CINQUANTE-NEUF réalisateurs de cinéma lancent un appel à la désobéissance aux lois sur l'immigration. Dans ce texte, que nous publions, ils annoncent leur intention de ne pas déclarer l'arrivée, ou le départ de chez eux, d'un étranger, comme le prévoit le projet de loi du ministre de l'Intérieur. Ils réclament leur mise en examen pour « aide au séjour irrégulier » et invoquent leurs « concitoyens qui ne se soumettent pas à des lois inhumaines ». Lancé par la jeune génération du cinéma français - Arnaud Desplechin, Pascal Ferran, Mathieu Kassovitz, Sandrine Veysset - mais déjà signé par quelques-uns de leurs aînés, comme Bertrand Tavernier, Claude Miller ou Patrice Chéreau, cet appel s'inscrit dans une campagne « contre les lois Pasqua et Debré ».

Lire page 9

Des stages en entreprise seront offerts aux jeunes sans emploi

Les syndicats de salariés réservent leur jugement

TOUT EN SE FÉLICITANT de la qualité des échanges, les syndicats de salariés ne cachent pas leur scepticisme après la conférence nationale sur l'emploi des jeunes organisée à Matignon, lundi 10 février. Une série de mesures pour lutter contre le chômage des moins de vingt-cinq ans a été arrêtée. Les treize ministres réunis autour d'Alain Juppé et la soixantaine de représentants patronaux, syndicaux et étudiants ont approuvé la priorité donnée à la formation en alternance. Le patronat s'est engagé à accueillir 400 000 jeunes, contre 330 000 actuellement, en contrats d'apprentissage ou de qualification. Des stages de « première expérience professionnelle » seront proposés aux étudiants ainsi que, dès cette année, 10 000 stages à l'étranger. Par ailleurs, 100 000 jeunes au chômage depuis plus d'un an se verront proposer soit un emploi soit une formation avant l'automne.



Lire page 6
et notre éditorial page 14

Madrid reste intraitable face au terrorisme basque

Un juge du Tribunal suprême a été assassiné

L'ETA, l'organisation séparatiste basque, a de nouveau frappé, lundi 10 février. En plein centre de Madrid, un magistrat du Tribunal suprême espagnol, Rafael Martínez Emperador, a été tué d'une balle dans la tête par deux hommes qui ont réussi à prendre la fuite. Dans la matinée, à Grenade (Andalousie), l'explosion d'une voiture piégée au passage d'une fourgonnette de l'armée de l'air avait fait un mort et une dizaine de blessés parmi les militaires. La classe politique espagnole a unanimement condamné ces attentats dont l'objectif est, selon le ministre de l'Intérieur, Jaime Mayor Oreja, de « pousser à bout l'ensemble des citoyens et créer le sentiment que leurs vies sont en permanence menacées ». Ces nouvelles actions de l'ETA renforcent les craintes du gouvernement et de la police espagnole qui redoutent une année « particulièrement difficile » avec le terrorisme basque. Ces derniers mois, plusieurs dirigeants de l'organisation avaient été arrêtés, notamment en France, et les séparatistes veulent sans doute montrer qu'en dépit de ces revers, ils conservent pleinement leur capacité d'action. Le nombre d'assassinats avait diminué en 1996 (cinq contre quinze en 1995). Depuis le début de l'année, les attentats ont déjà fait quatre victimes. Ils interviennent au moment où le Tribunal suprême a cité à comparaître l'ensemble de la direction de Herri Batasuna - la « vitrine » politique de l'ETA - dont les membres sont accusés d'avoir fait, par le biais de cassettes vidéo, l'apologie de la violence lors de la campagne des élections législatives de 1996. Le président du gouvernement, José María Aznar, maintient une attitude ferme et refuse d'engager des négociations avec l'ETA tant que celle-ci n'aura pas renoncé à la violence. « Il n'est pas question, a déclaré le numéro deux du cabinet, Francisco Álvarez Cascos, de céder devant la terreur, la violence et la mort ».

Lire page 2

La fermeté d'Alberto Fujimori

Le président péruvien déclare au Monde qu'il n'est pas question d'accorder des concessions aux preneurs d'otages de l'ambassade japonaise à Lima.

p. 4

Un suspect dans l'affaire Toscan

La police irlandaise a, lundi 10 février, placé en garde à vue puis relâché, en transmettant son dossier au parquet, un voisin de Sophie Toscan du Plantier, assassinée le 23 décembre 1996.

p. 10

La natalité repart

En 1996, pour la seconde année consécutive, le nombre de naissances a augmenté en France.

p. 30

Les batailles de Châteauneuf

La justice doit se prononcer, jeudi 13 février, sur la dissolution, demandée par le maire FN de Toulon, de l'association organisatrice du Festival de Châteauneuf.

p. 13

Petits plats chez les grands

Jean-Pierre Quélin a comparé les formules « bistrot » de trois prestigieux restaurants parisiens.

p. 22

Les candidats du Parti socialiste

Nous publions la liste des 462 candidats déjà investis par le PS pour les législatives de 1998.

p. 8

Albanie, 3 DM ; Arabie Saoudite, 9 F ; Australie, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 500 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 200 Ptas ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 360 Dr ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 FF ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 Fl ; Portugal, 200 Esc ; République tchèque, 100 Kcs ; Royaume-Uni, 9 F ; Sénégal, 200 F CFA ; Suède, 10 KSE ; Suisse, 2,10 FF ; Tunisie, 12 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147-212-700 F
page 11

Le cadeau du maire de San Francisco aux « partenaires domestiques »

NEW YORK. de notre correspondant. Willie Brown, le maire de San Francisco, n'en est pas à sa première controverse. Démocrate, noir, non conformiste et acquis à toutes les causes qui font passer sa ville pour le dernier bastion de la contre-culture aux yeux de la droite conservatrice, cet ancien président de l'Assemblée de Californie a aussi habillé ses administrés à la voir se tirer de situations délicates avec un certain panache. Il pourrait bien y être parvenu une nouvelle fois, après avoir réussi à se mettre à dos l'Eglise catholique et la compagnie aérienne United Airlines, deux acteurs importants de la vie économique et sociale de la ville. Le corps du délit est un arrêté municipal pris en novembre 1996 qui impose aux entreprises travaillant avec la ville de San Francisco d'étendre les avantages sociaux offerts à leurs salariés (assurance-maladie, retraite, etc.) aux « partenaires domestiques » de ceux-ci, c'est-à-dire aux personnes avec qui ils vivent en union libre, y compris du même sexe. A San Francisco, qui abrite une importante

communauté gay et où le concubinage homosexuel est administrativement reconnu, cette disposition n'est pas de pure forme ; plusieurs entreprises de la région, comme Apple, l'ont déjà mise en œuvre de leur propre initiative. Premier à ruer dans les brancards, l'évêque du diocèse, M^{re} William Levada, a opposé au conseil municipal le principe de la liberté religieuse. Les œuvres sociales et caritatives catholiques, qui touchent 5,6 millions de dollars de subventions de la ville et gèrent cinq hôpitaux, ne « sauraient être forcées d'appliquer des règlements allant à l'encontre de leurs convictions religieuses », a averti le prélat, après avoir menacé de traîner le conseil municipal devant les tribunaux. Plus discrète, la direction d'United Airlines n'en a pas moins menacé, elle, de transférer ses installations les plus récentes dans la ville voisine d'Oakland. Si elle applique l'arrêté municipal, United Airlines, qui emploie 17 000 personnes à San Francisco, risque en effet de devoir étendre cette mesure à l'ensemble de ses 80 000 salariés aux Etats-Unis. La compagnie aérienne - qui,

entre autres avantages sociaux, offre aux familles de ses salariés la possibilité de voyager à prix très réduit - laisse entendre que ce n'est pas à la mairie de San Francisco de décider de sa politique sociale à l'échelle nationale et souligne que, lorsqu'elle a négocié l'été dernier avec la municipalité un bail de vingt-cinq ans pour la construction de nouveaux bâtiments, il n'a jamais été question de cet arrêté. Le départ d'une entreprise d'une telle envergure coûterait très cher à San Francisco. Le maire l'a compris et, au terme de discrètes négociations, un compromis semble avoir été trouvé : le conseil municipal va approuver le bail pour deux ans, pendant lesquels United Airlines aura le temps d'étudier l'opportunité d'appliquer ou non l'arrêté. Quant à l'Eglise, selon le San Francisco Examiner, elle examine une formule sémantique qui, en remplaçant l'expression « partenaires » par celle, plus neutre, de « membres du foyer », permettrait de sauver les apparences.

Sylvie Kauffmann

Israël et sa malédiction libanaise

COMMENT SORTIR de la « malédiction libanaise » ? Pourquoi, dix-neuf ans après l'invasion du pays du Cédre, dans un contexte géopolitique régional radicalement différent, l'Etat juif occupe-t-il toujours près d'un dixième du territoire national de son voisin ? Quelques jours après la mort ac-

cidentelle, mardi 4 février, de 73 soldats d'élite en route pour le Liban sud, le débat fait rage en Israël. Avancer ou reculer. Pour l'opinion publique traumatisée, radicalisée par l'ampleur de la catastrophe, c'est la seule alternative. Ou bien l'armée reprend, comme en

1982, le contrôle de l'essentiel du Liban par le biais d'une nouvelle et puissante offensive générale qui, espérait les va-t-en-guerre, « réglerait une fois pour toutes le problème », changerait la donne régionale, mais rallumerait un sanglant conflit avec la Syrie, ou bien Tshah se retire des 850 kilo-

mètres carrés de sa « zone de sécurité » libanaise. « Le Liban nous hante », écrit le célèbre expert militaire Yoël Marcus dans Haaretz, la tragédie nous impose de réexaminer l'utilité de notre présence sur une parcelle de territoire qui prend pour nous l'apparence croissante d'un mini-Vietnam. » Benyamin Nétanyahou lui-même l'a dit : en une seule seconde, Israël, qui a perdu plus de 400 soldats au Liban depuis 1985, a subi le 4 février sur sa frontière nord une catastrophe qui lui a coûté autant d'hommes qu'en « trois années de combat » au sud du pays du Cédre. Dimanche 9 février, après une attaque du Hezbollah qui a blessé sept soldats, le premier ministre a lancé un appel « aux élus et aux officiels » pour qu'« ils cessent de discuter publiquement » la politique libanaise du pouvoir. « Cela peut encourager les terroristes [le Hezbollah] à accroître leurs attaques contre nos positions », a ajouté M. Nétanyahou. Mais ni ces appels à la solidarité nationale, ni le recours au sentiment de fatalité, ni les mises en garde contre la « dématérialisation » que ce « débat dangereux » allait semer dans la troupe n'ont pu l'étouffer.

Patrice Claude
Lire la suite page 14.

Presse : la stratégie des hebdo

LES NEWS MAGAZINES français sont à la recherche d'un deuxième souffle. Longtemps acteurs les plus dynamiques de la presse française, les quatre principaux hebdomadaires d'information - Le Nouvel Observateur, L'Express, Le Point, L'Evénement du jeudi - sont fragilisés par le reflux de leurs recettes publicitaires et des crises internes. Ils tentent de conquérir un nouveau lectorat en développant leurs ventes au numéro après avoir fait repasser leur stratégie de diffusion sur une surenchère dans la commercialisation d'abonnements accompagnés de cadeaux. Les news veulent développer l'investigation et retrouver une place dans le débat politique.

Lire page 27

Un Estonien à Paris



LENNART MERI

LE PRÉSIDENT estonien Lennart Meri, dans un entretien au Monde, plaide pour l'entrée de son pays dans l'Union européenne. Il rencontrera Jacques Chirac, jeudi 13 février. Ecrivain polyglotte, M. Meri, qui, adolescent, a été déporté en Sibérie, est le symbole de l'indépendance de l'Estonie, la plus petite et la plus prospère des trois Républiques baltes.

Lire page 3

International	2	Aujourd'hui	26
France	4	Jean	21
Société	9	Météorologie	23
Carnet	10	Culture	24
Régions	11	Galerie culturelle	25
Horizons	13	Communication	27
Entreprises	16	Abonnements	28
Annuaire classés	17	Radio-Télévision	28
Finances/marchés	18	Nosque	29

صلى الله عليه وسلم

TERRORISME Un magistrat du Tribunal suprême espagnol, Rafael Martínez Emperador, a été tué d'une balle dans la tête, lundi 10 février en plein cœur de Madrid, par

deux hommes qui ont pris la fuite. Cet attentat, de même que celui qui, le même jour, avait fait un mort à Grenade, a été attribué à l'ETA, l'organisation séparatiste basque. ● CE

REGAIN DE VIOLENCE intervient alors que le Tribunal suprême a cité à comparaître, jusqu'au 18 février, la direction collégiale de Herri Batasuna, la vitrine politique de l'ETA.

Celle-ci a voulu montrer que sa capacité d'intervention demeurait forte en dépit des revers subis ces derniers mois tant en Espagne qu'en France. ● **LES FINANCES** de l'ETA

sont prospères, selon les spécialistes. L'organisation séparatiste recourt notamment aux enlèvements pour obtenir des rançons et à l'impôt révolutionnaire.

L'ETA reprend ses attentats meurtriers en Espagne

Un juge du Tribunal suprême a été assassiné, lundi à Madrid, tandis qu'à Grenade un militaire était tué par une voiture piégée. L'organisation basque, qui avait perdu du terrain ces derniers mois, montre qu'elle a gardé sa capacité d'action

MADRID
de notre correspondant
Succédant à une nouvelle flamme de violence ces derniers jours au Pays basque, deux attentats meurtriers attribués à l'ETA, l'organisation séparatiste basque, sont venus rappeler, coup sur coup, lundi 10 février, qu'à l'heure de l'Europe et de la monnaie unique, l'Espagne n'a pas encore résolu ses problèmes intérieurs hérités du passé. Tout le matin, une voiture piégée a explosé sur le passage d'une fourgonnette de l'armée de l'air qui transportait des employés de la base aérienne d'Armillia, à la sortie de Grenade. L'un d'eux, Domingo Puente Marin, un père de famille de quarante-trois ans qui faisait office de coiffeur sur la base, a été tué. Dix autres étaient blessés, dont plusieurs gravement. La ville de Grenade venait à peine de décréter trois jours de

deuil public, qu'en début d'après-midi, c'était cette fois un magistrat du Tribunal suprême, la plus haute juridiction espagnole, qui tombait en plein Madrid, tué d'une balle dans la nuque, devant chez lui. Les assassins étaient deux, d'après des témoins, ils ont pris la fuite à pied. Le magistrat, Rafael Martínez Emperador, âgé de soixante-neuf ans, est mort en arrivant à l'hôpital. Si comme on le pense, au vu des méthodes et de l'explosif utilisé (de l'Amosal), l'ETA est bien responsable de ces deux attentats, cela porte à quatre le nombre de ses victimes depuis le début de l'année. Les deux dernières, les 8 et 30 janvier, avaient été un beute-nant de l'armée de terre tué à Madrid et un vendeur de bicyclettes de Saint-Sébastien, accusé par l'organisation séparatiste d'avoir « vendu », un de ses militants. Cette recrudescence de l'offensive

de l'ETA intervient à un moment particulièrement délicat. La justice espagnole a entrepris de s'en prendre de front à Herri Batasuna, la coalition indépendantiste basque, considérée comme la vitrine politique de l'ETA. Vitrine ou porte-voix ? Ces derniers jours la question s'est posée avec plus d'acuité. Le Tribunal suprême, dans lequel siègeait le magistrat assassiné, a convoqué par petits groupes, depuis le début du mois, l'ensemble des vingt-cinq membres de la direction collégiale de la coalition. Accusés de « collaboration avec bande armée », pour avoir diffusé, lors de la dernière campagne législative, une vidéo exposant les propositions de l'ETA, les dirigeants cités à comparaître ont refusé de se présenter. Au fur et à mesure des convocations, ils sont arrêtés. Lundi soir, on en était à cinq arres-

tations effectives et un sixième mandat d'arrêt.

Herri Batasuna, pour répondre à ce qu'elle considère comme une « attaque injustifiée », a mobilisé ses militants. Le dernier week-end au Pays basque a été l'objet de violentes manifestations qui se sont soldées par plusieurs blessés et de nombreux dégâts. Manifestations d'autant plus violentes que l'un des membres supposés de l'ETA, José María Aranzamendi Arburu, avait été retrouvé, vendredi, mort en prison, à Alcalá-Meco, près de Madrid.

UN CYCLE INFINI
Il était en détention préventive depuis deux ans, accusé d'avoir pris part à plusieurs attentats du « commando Biscaye » de l'ETA. Selon la version officielle, le détenu, qui souffrait de dépression, s'est pendu à la grille d'aération de

sa cellule, après avoir laissé un mot d'adieu. Mais le journal indépendantiste basque Egin a révélé qu'il avait les mains et les pieds attachés, ce que les autorités ont dû confirmer. Et même si le gouvernement s'en tient à la thèse du suicide, les nationalistes peuvent jouer sur le doute. Les avocats ont demandé une seconde autopsie. L'enterrement en Biscaye, à la fin de la semaine, a été suivi par des milliers de personnes et a servi de prétexte à de nouvelles violences. Dans cette situation déjà confuse et tendue, un des dirigeants de Herri Batasuna qui devait comparaître le jour même devant la justice, Eugenio Aramburu dit « Txo », ancien dirigeant du syndicat indépendantiste « Lab », a été à son tour retrouvé, lundi, pendu dans une maison de campagne, à Mallabia, au Pays basque. Le ministre de l'Intérieur, Jaime

Mayor Oreja, a dû écarter son voyage officiel en Israël pour regagner une Espagne traumatisée et sur le pied de guerre.

La reprise des attentats intervient alors que de nombreuses voix se sont élevées ces derniers jours, dont celles de plusieurs érudits et des modérés du Parti nationaliste basque (PNV, allié du premier ministre José María Aznar à Madrid) pour demander à nouveau de rompre, par la négociation, le cycle infini violence-répression. Mais le gouvernement, opposé au dialogue tant que l'ETA n'a pas renoncé à la lutte armée, a été une fois de plus très clair, comme l'a précisé le vice-président du gouvernement, Francisco Álvarez Cascos : « Il n'est pas question de céder devant la terreur, la violence et la mort ».

Marie-Claude Decamps

Les revers politiques poussent les séparatistes à la « fuite en avant »

MADRID
de notre correspondant
Arrestations, victimes, deuils : le cycle infini de la violence dans laquelle se débat le Pays basque et avec lui l'Espagne n'a pas manqué de relancer la question qui surgit, après chaque attentat meurtrier : où en est vraiment l'ETA, l'organisation séparatiste basque ? La réponse, on s'en doute, n'est pas aisée.

Forcé est de constater que l'ETA a perdu considérablement du terrain, sur tous les plans. Depuis son premier attentat meurtrier en Guipuzcoa, en 1968, l'organisation sépara-

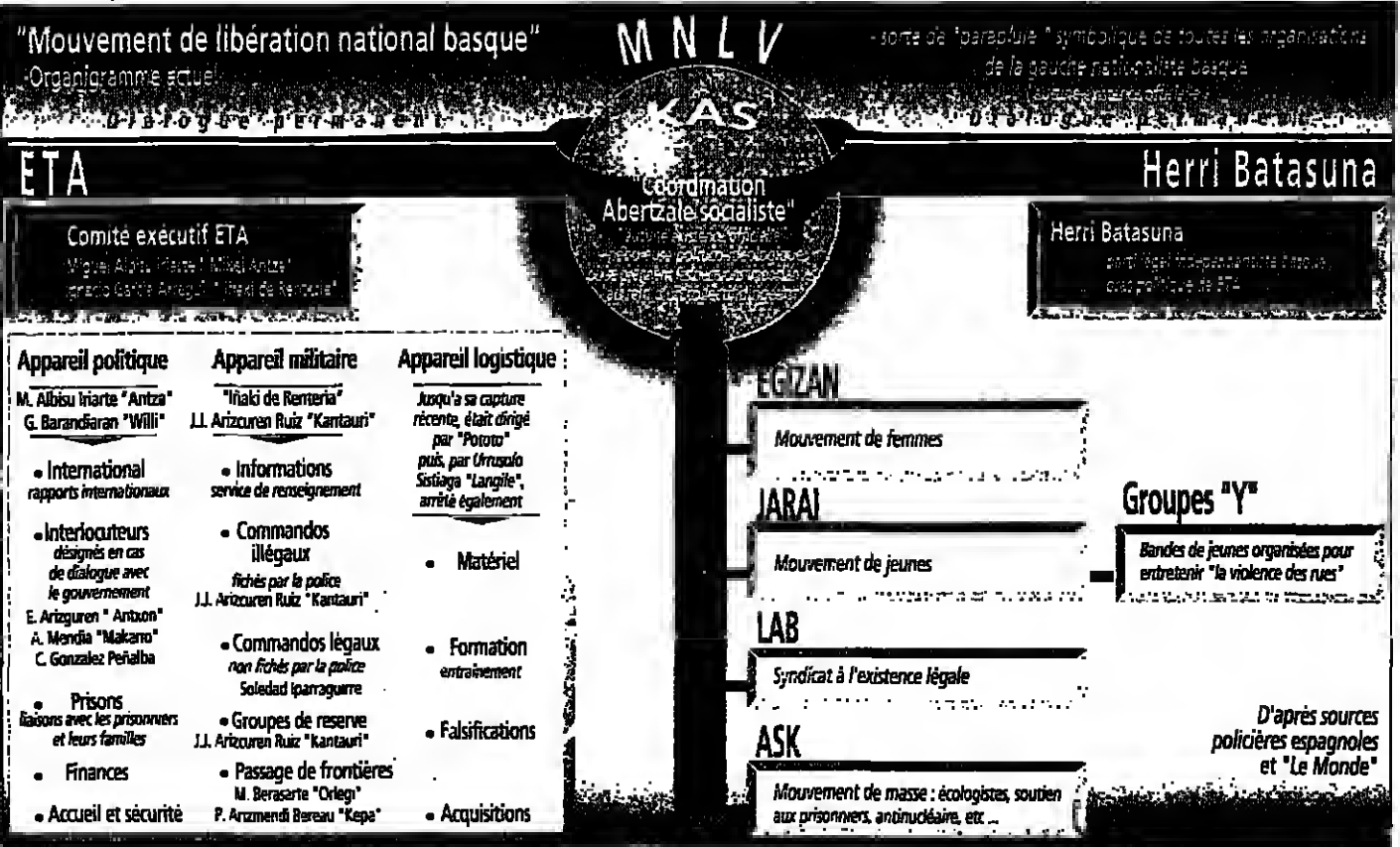
tiste a accumulé les victimes, faisant 753 morts et orchestrant 76 enlèvements, mais elle a aussi subi des revers. Notamment depuis 1987, lorsque se sont formalisés, de manière plus concrète, les accords entre policiers français et espagnols, à l'origine de l'arrestation de 27 chefs présumés de l'ETA et du démantèlement de « caches », de réseaux d'armements ou structures d'appui.

Pour l'ETA, ce sera le début d'années plus difficiles. Avec la transformation progressive de l'Espagne, ouverte aux autonomies régionales, et la perspective européenne toute proche, les vieux alibis idéologiques et l'apologie de la violence vont perdre du terrain, dans une société civile qui aspire à davantage de paix. L'élan de compréhension qu'avait valu à l'ETA la « sale guerre » du GAL, ce véritable terrorisme d'Etat dont avaient été victimes une vingtaine de ses sympathisants, entre 1983 et 1987, dans le sud de la France, est retombé assez vite. Comme était retombé l'espoir d'une solution négociée, « honorable » après l'échec des négociations d'Alger, menées par les dirigeants socia-

listes espagnols en 1989. Une tentative de remise en cause de la ligne du mouvement a lieu en 1994, au sein de l'ETA, mais autour de la coalition Herri Batasuna, sa vitrine politique. Ce sont pourtant les plus radicaux qui vont l'emporter, une fois de plus. Et un dirigeant comme José Luis Urrutia, qui connaît une ascension rapide dans le mouvement, pourra s'en prendre « au bureaucratisme mou des anciens dirigeants ». C'est la reprise en main.

Pour accroître son efficacité, l'ETA a littéralement dédoublé sa structure, avec deux personnes par poste de commandement, et remplace les vides au fur et à mesure des arrestations. Mais des leaders historiques, on est passé souvent aux « colonels », voire aux « sergents », et si l'idéologie reste inchangée, le sens politique et la préparation manquent parfois.

Selon certains spécialistes de la lutte antiterroriste espagnole, la stratégie et les décisions sont arrêtées à présent moins au sein de l'ETA elle-même que dans le collectif dirigé par KAS (Coordination Abertzale sozialista), cette nébuleuse de la gauche radicale nationaliste basque qui sert à la fois de terreau et de tuteur idéologique à l'ETA, et de plus en plus à Herri Batasuna. Très radicalisée, cette dernière connaît un léger déclin, mais représente toujours 13 % des voix au Pays basque.



Un « budget » annuel estimé à près de 50 millions de francs

MADRID
de notre correspondant
Pour acheter et entretenir ses armements, assurer l'accueil et le transit de ses militants et maintenir le moral de ses quelque six cents prisonniers et de leurs familles, l'ETA a besoin de beaucoup d'argent. Jésus Dura, le spécialiste du quotidien El País pour les questions de terrorisme, s'est amusé à imaginer le « budget » de l'organisation séparatiste.

Il en ressort, explique-t-il, que l'ETA doit pouvoir bénéficier d'une somme minimum égale à 40 ou 50 millions de francs par an de stricts frais de « fonctionnement » pour sa structure. A cela s'ajoutent les frais de maintien des « Ertarras » qui se trouvent en « réserve » en France, et toucheraient, selon lui, une aide de

2 000 francs par mois et par personne. Quant au coût d'un militant actif, en pleine opération, il serait d'au moins 4 000 francs par mois.

L'ETA a également besoin d'argent pour louer appartements et maisons, fabriquer d'éventuels faux documents, payer des voyages. Pour s'en procurer, il utilise principalement deux méthodes. La première est l'enlèvement pur et simple, contre rançon, ce qui, estime-t-on pour l'enlèvement du père du chanteur Julio Iglesias et celui de l'industriel basque José María Aldaia, lui a rapporté environ 28 millions de francs. La seconde méthode est de faire pression, en les menaçant d'enlèvement, sur les industriels ou les grands entrepreneurs locaux pour qu'ils

payent l'« impôt révolutionnaire ». Une forme de chantage rendue très efficace depuis que les commandos « Y », de jeunes militants, voire « casseurs » organisés, à la solde de l'ETA, font peur aux industriels en question, en pulvérisant vitrines ou camions.

RÉSEAUX D'ENTREPRISES
L'ETA parvient ainsi à se constituer de véritables réseaux financiers, dont certains, notamment à Toulouse, il y a quatre ans, ont été démantelés par la police. Pour « blanchir » et recycler cet argent, l'organisation séparatiste dispose de tout un réseau d'entreprises de « couverture » (hôtels, restaurants « basques » à l'étranger, pressings etc.).

En France, il y en aurait sur la côte basque, mais aussi en Bre-

tagne, où de nombreux « Ertarras » avaient été envoyés quand le gouvernement français, dans les années 80, avait voulu « disperser » les militants basques espagnols en territoire français. Les plus nombreuses sont toutefois au Mexique, au Venezuela et en Uruguay, où séjournent beaucoup d'« Ertarras » en exil. Ainsi, en 1992, avait été démantelée à Montevideo une chaîne de restaurants, surnommés la « Pili-Pili connection ». La même année, la police belvédère avait confirmé aux enquêteurs que des fonds appartenant à l'ETA avaient transité par des banques suisses. Quitte à emprunter les réseaux bancaires qu'utilisent aussi les cartels de la drogue colombiens.

Vingt-sept dirigeants arrêtés en France

LE PROBLÈME DES DÉTENUÉS
De quelle stratégie s'agit-il ? Maintenir, semble-t-il, un maximum de pression sur l'Etat espagnol, non plus pour l'amener à court terme à une « solution négociée globale » — que le gouvernement conservateur de José María Aznar refuse tant que l'organisation séparatiste ne dépose pas les armes — mais pour le forcer à un « marchandage » ponctuel sur le problème des détenus de l'ETA. Ces quelque six cent dix prisonniers (dont une bonne soixantaine en France) ont leur mot à dire dans la marche de l'organisation, et réclament avec instance leur regroupement au Pays basque. C'est dans la perspective d'inciter le gouvernement à négocier qu'a été enlevé, il y a un an, le gardien de prison José Antonio Ortega Lara. L'enlèvement, en novembre 1996, de l'avocat Cosme Delclaux, fils d'un riche industriel, a surtout des raisons économiques. L'ETA, pour maintenir sa structure et aider les familles de prisonniers, a de gros besoins.

La collaboration entre les polices française et espagnole pour traquer les terroristes basques sur le territoire français, qui a longtemps servi de sanctuaire à l'ETA, ne démarre véritablement que dans les années 80, sous la cohabitation Mitterrand-Chirac. Elle a permis l'arrestation de vingt-sept dirigeants présumés. Pour n'en citer que les plus célèbres : Santi Potros, en septembre 1987 ; José Antonio Urruticoechea « Josu Ternera » en janvier 1989 ; ou plus récemment, en juillet 1996, Julian Atxurra Egurola « Pototo », qui dirigeait, estime-t-on, l'appareil logistique de l'organisation et faisait partie de son comité exécutif. Le coup le plus dur porté contre l'ETA intervient en mars 1992, lorsque le triumvirat de la « compe » dirigeante sera démantelé, à Bidart, en France, et que seront arrêtés Francisco Mugica Garmendia « Artapalo », Juan Lorenzo Lasa Mitxelena « Txikierrdi » et José María Arregui Erstarbe « Fidi ». — (Corresp.)

Même affaiblie, l'organisation séparatiste a encore des moyens. Au ministère de l'Intérieur espagnol on reste prudent. Les services spécialisés font valoir que les structures militantes de l'ETA se sont réduites d'une dizaine de « commandos illégaux » à trois ou quatre au maximum. Il en resterait cependant un à Madrid qui servirait de commando « itinérant » et un en Biscaye, avec un possible embryon à Barcelone et quelques « restes » de structures démantelées en Guipuzcoa, en Navarre et en Galice.

A quoi peut-on s'attendre à l'avenir ? La réponse est unanime : à une année très dure et à une « fuite en avant dans la violence ». Consciente que le temps travaille contre elle, l'ETA veut préparer un éventuel marchandage en force, en poursuivant ses attentats sélectifs symboliques comme ceux de lundi. Le roi Juan Carlos et José María Aznar ont échappé eux-mêmes à des attentats. La seule nouveauté depuis deux ans, sur le plan tactique, a été la violence

M.-C. D.

M.-C. D.

1957 1958 1959 1960 1961 1962 1963 1964 1965 1966 1967 1968 1969 1970 1971 1972 1973 1974 1975 1976 1977 1978 1979 1980 1981 1982 1983 1984 1985 1986 1987 1988 1989 1990 1991 1992 1993 1994 1995 1996 1997 1998 1999 2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023 2024 2025 2026 2027 2028 2029 2030 2031 2032 2033 2034 2035 2036 2037 2038 2039 2040 2041 2042 2043 2044 2045 2046 2047 2048 2049 2050 2051 2052 2053 2054 2055 2056 2057 2058 2059 2060 2061 2062 2063 2064 2065 2066 2067 2068 2069 2070 2071 2072 2073 2074 2075 2076 2077 2078 2079 2080 2081 2082 2083 2084 2085 2086 2087 2088 2089 2090 2091 2092 2093 2094 2095 2096 2097 2098 2099 2100 2101 2102 2103 2104 2105 2106 2107 2108 2109 2110 2111 2112 2113 2114 2115 2116 2117 2118 2119 2120 2121 2122 2123 2124 2125 2126 2127 2128 2129 2130 2131 2132 2133 2134 2135 2136 2137 2138 2139 2140 2141 2142 2143 2144 2145 2146 2147 2148 2149 2150 2151 2152 2153 2154 2155 2156 2157 2158 2159 2160 2161 2162 2163 2164 2165 2166 2167 2168 2169 2170 2171 2172 2173 2174 2175 2176 2177 2178 2179 2180 2181 2182 2183 2184 2185 2186 2187 2188 2189 2190 2191 2192 2193 2194 2195 2196 2197 2198 2199 2200 2201 2202 2203 2204 2205 2206 2207 2208 2209 2210 2211 2212 2213 2214 2215 2216 2217 2218 2219 2220 2221 2222 2223 2224 2225 2226 2227 2228 2229 2230 2231 2232 2233 2234 2235 2236 2237 2238 2239 2240 2241 2242 2243 2244 2245 2246 2247 2248 2249 2250 2251 2252 2253 2254 2255 2256 2257 2258 2259 2260 2261 2262 2263 2264 2265 2266 2267 2268 2269 2270 2271 2272 2273 2274 2275 2276 2277 2278 2279 2280 2281 2282 2283 2284 2285 2286 2287 2288 2289 2290 2291 2292 2293 2294 2295 2296 2297 2298 2299 2300 2301 2302 2303 2304 2305 2306 2307 2308 2309 2310 2311 2312 2313 2314 2315 2316 2317 2318 2319 2320 2321 2322 2323 2324 2325 2326 2327 2328 2329 2330 2331 2332 2333 2334 2335 2336 2337 2338 2339 2340 2341 2342 2343 2344 2345 2346 2347 2348 2349 2350 2351 2352 2353 2354 2355 2356 2357 2358 2359 2360 2361 2362 2363 2364 2365 2366 2367 2368 2369 2370 2371 2372 2373 2374 2375 2376 2377 2378 2379 2380 2381 2382 2383 2384 2385 2386 2387 2388 2389 2390 2391 2392 2393 2394 2395 2396 2397 2398 2399 2400 2401 2402 2403 2404 2405 2406 2407 2408 2409 2410 2411 2412 2413 2414 2415 2416 2417 2418 2419 2420 2421 2422 2423 2424 2425 2426 2427 2428 2429 2430 2431 2432 2433 2434 2435 2436 2437 2438 2439 2440 2441 2442 2443 2444 2445 2446 2447 2448 2449 2450 2451 2452 2453 2454 2455 2456 2457 2458 2459 2460 2461 2462 2463 2464 2465 2466 2467 2468 2469 2470 2471 2472 2473 2474 2475 2476 2477 2478 2479 2480 2481 2482 2483 2484 2485 2486 2487 2488 2489 2490 2491 2492 2493 2494 2495 2496 2497 2498 2499 2500 2501 2502 2503 2504 2505 2506 2507 2508 2509 2510 2511 2512 2513 2514 2515 2516 2517 2518 2519 2520 2521 2522 2523 2524 2525 2526 2527 2528 2529 2530 2531 2532 2533 2534 2535 2536 2537 2538 2539 2540 2541 2542 2543 2544 2545 2546 2547 2548 2549 2550 2551 2552 2553 2554 2555 2556 2557 2558 2559 2560 2561 2562 2563 2564 2565 2566 2567 2568 2569 2570 2571 2572 2573 2574 2575 2576 2577 2578 2579 2580 2581 2582 2583 2584 2585 2586 2587 2588 2589 2590 2591 2592 2593 2594 2595 2596 2597 2598 2599 2600 2601 2602 2603 2604 2605 2606 2607 2608 2609 2610 2611 2612 2613 2614 2615 2616 2617 2618 2619 2620 2621 2622 2623 2624 2625 2626 2627 2628 2629 2630 2631 2632 2633 2634 2635 2636 2637 2638 2639 2640 2641 2642 2643 2644 2645 2646 2647 2648 2649 2650 2651 2652 2653 2654 2655 2656 2657 2658 2659 2660 2661 2662 2663 2664 2665 2666 2667 2668 2669 2670 2671 2672 2673 2674 2675 2676 2677 2678 2679 2680 2681 2682 2683 2684 2685 2686 2687 2688 2689 2690 2691 2692 2693 2694 2695 2696 2697 2698 2699 2700 2701 2702 2703 2704 2705 2706 2707 2708 2709 2710 2711 2712 2713 2714 2715 2716 2717 2718 2719 2720 2721 2722 2723 2724 2725 2726 2727 2728 2729 2730 2731 2732 2733 2734 2735 2736 2737 2738 2739 2740 2741 2742 2743 2744 2745 2746 2747 2748 2749 2750 2751 2752 2753 2754 2755 2756 2757 2758 2759 2760 2761 2762 2763 2764 2765 2766 2767 2768 2769 2770 2771 2772 2773 2774 2775

Prix pour paiement à comptant.

RECEIVED: 1997 JAN 14

100

Alberto Fujimori, président du Pérou « Pas de concessions aux preneurs d'otages »

Le chef de l'Etat se dit « optimiste » sur l'issue de la crise de l'ambassade japonaise à Lima

LONDRES
de nos envoyés spéciaux
A Londres, où il participait à une conférence sur l'investissement en Amérique latine, le président péruvien, Alberto Fujimori, a annoncé que des « discussions préliminaires directes » entre son gouvernement et le commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) débuteraient mardi 11 février, date à laquelle M. Fujimori devait regagner son pays. Le commando du MRTA, qui a pris d'assaut la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima, le 17 décembre 1996, détient toujours soixante-douze otages qu'il n'accepte de relâcher qu'en échange de la libération de quatre cent cinquante de ses militants.



ALBERTO FUJIMORI

« Depuis le début de la prise d'otages, il n'y a eu qu'un contact officiel, le 28 décembre, entre votre gouvernement et le commando du MRTA. Quelle est la situation ? »

— Nous allons entamer, mardi 11 février, des conversations préliminaires directes avec les membres de la commission des garants et le numéro deux du commando, Rolfo Rojas, dit El Arabe. C'est en fait une continuation normale des conversations informelles des dernières semaines. Cette étape, qui doit s'engager mardi, est une préparation.

— La tenue de cette rencontre signifie-t-elle que vous acceptez de négocier ?

— Non, ce ne seront que des discussions préliminaires. Parler de négociations suppose qu'il puisse y avoir des concessions de la part du gouvernement pour obtenir la libération des soixante-douze otages détenus dans l'ambassade. Il n'en est pas question.

— Qu'êtes-vous prêt à accorder dans le cadre d'une discussion avec le commando ?

— Très peu, presque rien.

— La situation peut donc se prolonger encore longtemps ?

— Je suis optimiste. Mgr Cipriani, qui est mon ami, a eu ces dernières semaines de nombreuses conversations avec les chefs du commando. L'ambiance de ces conversations informelles est sereine.

— Vous n'excluez pas un dénouement rapide ?

— Je ne veux rien prédire.

— Seriez-vous disposé à saisir le Congrès d'un projet de loi qui vous permettrait d'agir en restant dans un cadre législatif ?

— Non : il n'y aura aucune libération de prisonniers du MRTA. Cela est définitif. De même, il n'y aura pas de projet de loi sur mesure. La seule chose que l'on puisse faire, c'est de chercher une sortie imaginative. En fait, ces conversations ont pour but de persuader le MRTA qu'il n'obtiendra rien, ni privilège ni concessions, parce qu'il a pris des otages. En refusant de négocier, nous voulons créer un précédent très clair : ce type d'action n'est pas acceptable.

— Êtes-vous prêt à améliorer les conditions de détention des prisonniers ?

— Nous avons construit vingt-trois établissements pénitentiaires, ces dernières années. Il sont modernes et comportent toutes les installations nécessaires. Les conditions dans les prisons péruviennes sont bien sûr dures, mais pour la situation du Pérou, c'est assez bien. Je crois que le problème vient de ce qu'auparavant elles étaient contrôlées par le MRTA et par le Sentier lumineux. Maintenant, ce sont les autorités qui font respecter l'ordre.

— La seule chose que vous accepteriez, c'est le départ du commando dans un autre pays après qu'il eut libéré les otages ?

— Oui, nous cherchons un pays d'accueil et ce n'est pas simple à trouver. Et encore faut-il que les membres du commando acceptent. S'ils avaient voulu quitter le pays, ils n'auraient pas besoin de monter cette prise d'otages.

— Le premier ministre japonais, M. Hashimoto, a-t-il fait pression pour que vous assumiez votre position ?

— Non, lors de notre rencontre à Toronto, le 2 février, nous avons simplement harmonisé nos points de vue. Le gouvernement japonais est tout à fait d'accord avec notre position.

— Pour lutter contre le terrorisme, depuis 1990, vous avez accordé des prérogatives importantes accordées aux forces de l'ordre et au pouvoir judiciaire.

— Oui, il y a beaucoup de personnes, inculpées de terrorisme et emprisonnées qui sont innocentes : nous le reconnaissons. Des erreurs ont été commises. Nous avons créé deux structures qui permettent, selon le dossier des personnes, soit de les libérer, soit de leur faire bénéficier d'un recours en grâce. Depuis cette initiative, 325 personnes ont été libérées. Je pense qu'il reste, peut-être, deux cents personnes innocentes en prison, mais certainement pas un millier, comme je l'entends dire.

— Votre gouvernement a voté en 1995 une loi d'amnistie en faveur des forces de l'ordre impliquées dans des actes de « sale guerre », dénoncée par toutes les organisations de défense des droits de l'homme comme une loi d'impunité. Comment justifiez-vous cela ?

— C'est le contraire, cela ne peut en rien engendrer un sentiment d'impunité. Cette loi d'amnistie ne concerne que cent cinquante ou deux cents personnes. Mais alors, pourquoi personne n'a-t-il protesté, quand nous avons libéré cinq mille personnes dans le cadre de la loi du repentir ? Nous avons voulu procéder à une coupure nette avec le passé et entrer dans un processus de pacification et d'apaisement dans le pays.

— Votre politique économique, qui a redressé les grands indicateurs, n'a-t-elle pas dans le même temps exclu une part importante de la population, prête à s'engager dans des actions violentes ?

— Avec ce raisonnement, il devrait y avoir des actions terroristes et des prises d'otages dans tous les pays d'Amérique latine qui procèdent à des plans d'ajustement économique. Beaucoup de pays de la région vivent la même situation que nous parce que les conditions de pauvreté sont similaires. Même aux États-Unis, il y a des pauvres.

— Nous avons engagé un programme de stabilisation, avec un plan de privatisations, qui a donné des résultats macro-économiques satisfaisants, avec un taux de croissance de l'ordre de 8 %. La réduction de notre dette en 1996 dans le cadre du Club de Paris est l'une des meilleures jamais conclues par un pays sous-développé. Dans le même temps, le nombre des pauvres a diminué.

— Plus de la moitié de la population appartient pourtant au secteur informel et n'est pas associée à ce redressement ?

— Ce secteur informel existait avant mon gouvernement. Quant aux 22 % des 24 millions de Péruviens qui vivent dans un état d'extrême pauvreté, ils constituent, avec ceux qui sont au chômage, la grande faiblesse de mon pays. Notre objectif est de réduire ce pourcentage de moitié à l'horizon 2000. Si notre croissance se maintient à 5 % nous pourrions atteindre cet objectif et baisser significativement le nombre de chômeurs.

— Cette prise d'otages vous inquiète-t-elle pour l'avenir ?

— Non, le MRTA et le Sentier lumineux ne représentent plus une menace pour le Pérou qui, comme tout autre pays du monde, peut être victime d'une action terroriste.

Propos recueillis par
Alain Abellard
et Patrice de Beer

Les troupes éthiopiennes sont de plus en plus nombreuses à la frontière soudanaise

Addis-Abeba soutient la rébellion contre le régime de Khartoum

L'ancien premier ministre et opposant soudanais Sadek El Mahdi a déclaré, lundi 10 février, que les États-Unis n'approuvaient pas une action mili-

taire contre le pouvoir islamiste de Khartoum. Néanmoins, selon des témoignages recueillis en Éthiopie, l'offensive lancée par les rebelles sou-

naïs début janvier contre les forces du régime a coïncidé avec l'envoi massif de renforts éthiopiens vers la frontière avec le Soudan.

ASOSA

de notre envoyé spécial
Les quelques soldats éthiopiens qui circulent dans les rues en terre battue de cette bourgade assoupie ne montrent aucun signe de fébrilité. Il est vrai que le front de la

REPORTAGE

La situation est confuse dans la région du Nil Bleu, où l'on ne peut accéder

guerre qui s'est rallumée en janvier dans la région du Nil Bleu, au Soudan, est à plus de 100 kilomètres de là, au-delà des villes frontalières de Kourmouk et Gizeh, dont les localités homonymes, côté soudanais, ont été conquises en quelques heures, le 12 janvier... par la rébellion, dit cette dernière, par les forces érythréennes et éthiopiennes, affirme le gouvernement de Khartoum.

D'Asmara, la capitale érythréenne devenue depuis deux ans le quartier général de l'opposition soudanaise nordiste et sudiste unifiée au sein de l'Alliance nationale démocratique (AND), le porte-parole de la guérilla affirmait fin janvier que les forces rebelles n'étaient plus qu'à 30 kilomètres de Damazin, dont le barrage voisin fournit 80 % des besoins en électricité de Khartoum. Mais, selon lui, « la stratégie actuelle n'est pas de s'emparer de Damazin ou de marcher sur Khartoum, mais de combattre les forces du régime de façon à permettre à la population soudanaise de se soulever dans les villes ».

Aucune source indépendante n'ayant pu vérifier les affirmations des rebelles, il est difficile de se faire une idée précise de la situa-

tion. Toutes les personnes en poste dans la région se sont repliées sur Asosa ou Addis-Abeba, à commencer par les employés de Golden Star, une compagnie canadienne qui exploite un gisement aurifère près de Kourmouk. Les autorités éthiopiennes interdisent jusqu'à présent leur retour dans cette zone. Au journaliste de passage à Asosa, des responsables du gouvernement régional de Beni-Shangul assurent que d'ici à Kourmouk, tout est calme. Ils opposent toutefois un refus gêné à une demande de se rendre sur place. « On nous dit que c'est une zone interdite », explique un fonctionnaire.

Bien que parcellaires, les témoignages recueillis indiquent tout de

mouk. En général, les véhicules circulent le soir ou la nuit, soigneusement bâchés. Mais un témoin a vu arriver, entre autres, « trois camions chargés chacun de quatre missiles », des fusées suffisamment longues pour avoir sectionné accidentellement des fils électriques.

Sur la route Addis-Abeba-Asosa, longue de 700 kilomètres, d'autres témoins parlent de convois qui sont passés « nuit et jour », près d'une semaine avant le début de l'offensive des rebelles soudanais. Des récits recueillis un peu plus au nord font état du passage, vers le 7 janvier, de « cinquante-quatre camions chargés de soldats ainsi que des tanks » se dirigeant vers la frontière soudanaise. De hauts

analyses divergent quant à l'objectif visé. S'agit-il d'une stratégie de défense en prévision d'une contre-offensive soudanaise qui pourrait déborder en Éthiopie ? Ou d'un appui actif de l'Éthiopie à l'offensive des rebelles sudistes ?

Le ton de la presse officielle éthiopienne à l'égard de Khartoum s'est durci ces dernières semaines. « Aucune initiative diplomatique ne peut modifier l'impasse actuelle et rétablir la stabilité dans la corne de l'Afrique », écrit ainsi le quotidien gouvernemental *Ethiopian Herald*. Mais les dirigeants d'Addis-Abeba et d'Asmara sont-ils décidés à s'impliquer directement dans le conflit en vue de renverser le régime du président soudanais Omar El Bachir ?

L'Erythrée, confrontée depuis deux ans à une guérilla islamiste qui recrute, affirme le gouvernement, dans les camps de réfugiés érythréens du Soudan, a toutes les raisons de craindre l'islamisme des dirigeants soudanais. Asmara, qui a rompu ses relations diplomatiques avec Khartoum en 1995, accueille ouvertement tous les opposants soudanais.

Dans l'ouest de l'Éthiopie, le gouvernement est lui aussi confronté à un mouvement de guérilla intégriste somali. Al Itihad, d'autres groupes armés en sommeil, chez les Afars ou les Oromos, pourraient également recevoir des armes soudanaises. L'appui américain aux adversaires du Soudan - l'Éthiopie, l'Ouganda et l'Erythrée - pourrait inciter Addis-Abeba à soutenir directement l'AND. La menace islamiste, les liens présumés du régime de Khartoum avec les mouvements terroristes sont très sévèrement condamnés par les États-Unis.

Jean Hélène

Viols et meurtres dans les villages pris par les rebelles

Entre soixante-dix et quatre-vingts citoyens soudanais, dont une vieille femme, auraient été égorgés par des Éthiopiens dans la ville de Kourmouk, et les villages avoisinants, affirme Soulema Aboukashawa, secrétaire générale de l'Union générale des femmes soudanaises. M^{me} Aboukashawa, qui cite des témoignages « concordants » d'habitants ayant réussi à s'enfuir de ces régions.

Une centaine de femmes, dont quatre-vingts écolières âgées de douze à seize ans, auraient été violées. Ces informations n'ont pas pu être confirmées de source indépendante. Le nombre recensé (donc incomplet) de personnes déplacées de leurs foyers par cette guerre à l'est du Soudan s'élèverait à deux mille cinq cents environ. Quatre mille citoyens sont faits prisonniers à l'intérieur de la ville de Kourmouk.

même une nette coïncidence entre l'offensive rebelle et l'envoi massif de renforts éthiopiens dans la région contiguë à la province soudanaise du Nil Bleu. Au dire des habitants, Asosa est, depuis début janvier, traversée quotidiennement par des convois de camions militaires se rendant vers le vaste camp situé à une dizaine de kilomètres de là, sur la piste de Kour-

gradés éthiopiens ont logé en janvier à l'hôtel Ras Dashen, à Asosa, en compagnie de personnes suspectées d'être des officiers sudistes de l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA), commandée par le colonel John Garang.

Dans les milieux diplomatiques d'Addis-Abeba, le renforcement des troupes éthiopiennes à la frontière ne fait pas de doute, mais les

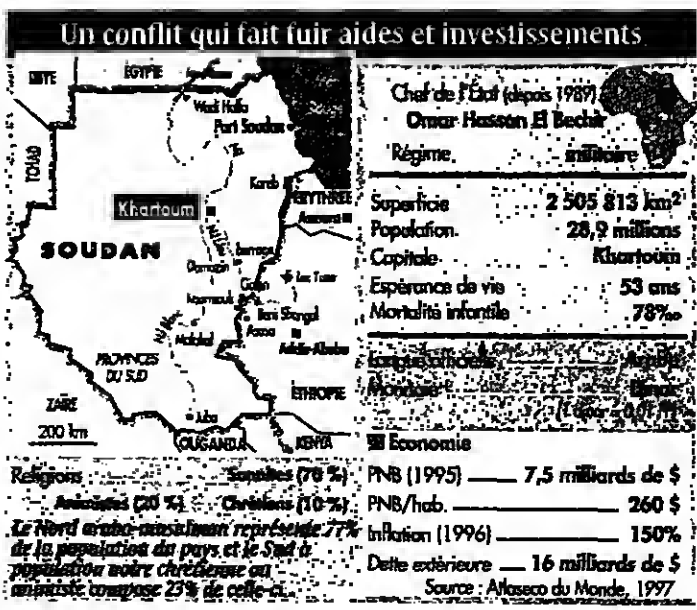
Asphyxié par les pays occidentaux, le Soudan se tourne vers l'Est

KHARTOUM

de notre envoyé spécial
Sa vieille Peugeot de 1967 est son bien le plus précieux. Younés en parle comme d'une brave compagne. « C'est elle qui m'a construit ma maison, m'a marié et me permet d'entretenir mes sept enfants », dit-il. Treize ans déjà, alors même que Younés, chauffeur de taxi de son métier, l'avait achetée d'occasion. « Il y en a de bien plus récentes, dit-il, qui datent de 1993 par exemple. » Antérieures à l'indépendance du Soudan en somme.

Les exceptions ne faisant que confirmer la règle, le parc automobile de Khartoum est sans âge. « Que voulez-vous, une voiture neuve revient entre 400 000 et 600 000 dinars », explique Younés. Corrélat en devises, la somme n'est pas énorme - autour de 16 000 francs -, mais elle est considérable pour la majorité des Soudanais : le salaire minimum mensuel est de 15 000 dinars, alors que le prix du kilo de viande varie entre 3 000 et 4 000 dinars. Mais point n'est besoin d'aller chercher au bas de l'échelle des revenus. Le salaire d'un journaliste de l'un des journaux officiels, *El Soudan el Hodith* (Le Soudan moderne), varie, selon son rédacteur en chef, entre 70 000 et 100 000 dinars. Avec une inflation galopante - 150 % à la fin de 1996, ce qui correspond au double de 1995, selon le Fonds monétaire international (FMI) -, on comprend que le premier souci des Soudanais n'est pas d'acquiescer un véhicule.

Nous n'avons pas le choix, affirme Gbazi Salaheddine El Atabani, l'un des hommes forts du Front national islamiste, formation officiellement dissoute lors du coup d'État de 1989, comme tous les partis politiques, mais qui a le vrai pouvoir à Khartoum. « Si le citoyen est obligé de se servir en cuisine, c'est parce que nous avons opté pour une politique « révolutionnaire » qui n'est rentable qu'à terme. » En plus de doter un pays gigantesque - plus de 2 000 000 km² - et potentiellement riche du minimum requis d'infrastructures (routes, télécommunications, barrages) pour que les investisseurs osent prendre des risques,



« Cette politique consiste, dit-il, à réduire un secteur public pléthorique hérité du colonialisme britannique. Khartoum veut aussi varier ses sources de financement tant internes (en exploitant les ressources naturelles : nr. pétrole, minerais) qu'externes.

Pour violations des droits de l'homme et soutien présumé au terrorisme, le Soudan est quasi asphyxié par un embargo occidental qui ne dit pas son nom. Ainsi, aux quelque 400 millions de dollars (1 dollar vaut 5,5 francs) par an du côté de la guerre contre les rebelles du Sud s'ajoute le tarissement des aides et prêts. Depuis 1993, l'Union européenne n'applique plus à son égard les accords de Lomé IV (environ 214 millions de dollars par an).

Les autorités culminent l'art de donner raison à leurs contempteurs. Alors que le Conseil de sécurité des Nations unies débattait en avril 1996 de l'imposition de sanctions diplomatiques à Khartoum, le président Omar El Bachir n'a rien trouvé de mieux que de se rendre au Nigeria, montré du doigt par la communauté internationale pour violations flagrantes des droits de l'homme. Le Soudan a un autre ami jugé peu fréquentable, le ré-

gime iranien, que les États-Unis veulent mettre en quarantaine et avec lequel l'Europe maintient un dialogue « critique ».

Mais il est vrai aussi que le Soudan « se vend mal, selon l'expression d'un diplomate, tant à Bruxelles que dans les capitales européennes ». Certaines de ces dernières le classent comme un pays arabe, alors que pour d'autres il fait partie du continent africain. Pour les premiers il passe loin derrière le conflit israélo-arabe. La question des Grands Lacs focalise toute l'attention des seconds. Il ne fait donc pas partie des « priorités instinctives » des Occidentaux.

L'OFFRE MALAISIENNE

Le FMI, très sévère à l'égard du gouvernement soudanais, critique sa politique fiscale, réclame la réduction des dépenses publiques et la libération totale du taux de change et des opérations d'import-export. Sur une dette extérieure de quelque 16 milliards de dollars, le Soudan en doit 1,7 au FMI, auquel il n'a pas réussi à rembourser, depuis septembre 1996, les 5,5 millions de dollars par mois qu'il s'était engagé à payer. La Banque mondiale n'accorde pas d'aide au Soudan,

tant que la situation ne permet pas de lancer un programme économique sain. Le plus triste, comme l'a récemment déclaré le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, « c'est que le Soudan est un pays riche, aux ressources immenses, qui ne parvient pas à les exploiter ».

Faute de crédits à l'Ouest, Khartoum, indique M. El Atabani, s'est tournée vers l'Est, où la Chine et la Malaisie se sont montrées intéressées. C'est une société malaisienne de pétrole qui a ainsi emporté un contrat d'exploitation, dans la partie nord du Soudan sud, dans la région d'Hillil. Les Malaisiens ont fait une offre plus intéressante que la société américaine Occidental Petroleum, affirme M. El Atabani, selon lequel, contrairement à des informations publiées par le *Washington Post*, ce sont des raisons économiques et non politiques qui sont à l'origine du retrait de la firme occidentale. Cette dernière et la française Total peuvent revenir quand elles le souhaitent, et pourraient être intéressées par des champs pétroliers découverts à proximité des précédents, ajoute-t-il.

Quant à la Chine, elle est intéressée par la prospection aurifère, dans la région dite Red Hills (les Collines rouges), près de la mer Rouge. Le minéral, selon une source diplomatique occidentale, y est de meilleure qualité que le sud-africain. Depuis près de dix ans, le Bureau (français) de recherches géologiques et minières (BRGM) opère dans cette région par le truchement de la société la Source.

Certains opérateurs économiques privés saoudiens, restés longtemps fidèles après le soutien apporté par le Soudan à l'Irak lors de la guerre du Golfe, sont revenus, selon des sources concordantes. Cette amorce de retour serait dictée par une prise de conscience, y compris au niveau des gouvernements arabes, par une prise de conscience de la position stratégique du Soudan et aussi par les inquiétudes croissantes quant aux intentions de l'Erythrée en mer Rouge.

Mouna Naïm

La capitale zairoise paralysée par une grève générale

KINSHASA. L'appel à une journée de grève générale, lancé lundi 10 février par l'opposition, a été largement suivi dans la capitale zairoise. Les rues de cette agglomération de quelque quatre millions d'habitants étaient presque désertes. Ce mouvement a été décidé pour réclamer notamment le départ du premier ministre, Léon Kengo Wa Dondo. Ce dernier, après le retour du président Mobutu Sese Seko dans son pays en décembre, a formé un gouvernement « de crise », mais l'alle la plus dure de l'opposition, menée par Etienne Tshisekedi, qui attendait un gouvernement d'union nationale, n'y participe pas. Le succès de cette grève a surpris, car les différentes manifestations organisées depuis plus d'un an par l'opposition radicale n'avaient connu qu'un succès mitigé. — (AFP Reuters)

Le Parlement serbe doit se prononcer sur la victoire de l'opposition

BELGRADE. Vingt mille étudiants se sont rassemblés dans le centre de Belgrade, lundi 10 février, afin de maintenir la pression sur le président Slobodan Milosevic à la veille de l'examen par le Parlement d'un projet de loi reconnaissant les victoires de l'opposition aux élections municipales du 17 novembre dernier. L'opposition a confié son espoir que le texte soit adopté mardi, prévenant que les manifestations continueraient jusqu'à la publication du projet de loi au journal officiel, dans une dizaine de jours. Par ailleurs, l'opposition estime qu'il y aura des manifestations toute l'année en Serbie, promettant « un printemps chaud » à M. Milosevic. — (AFP)

La police croate attaque des musulmans à Mostar

MOSTAR. Une fusillade a fait un mort et une trentaine de blessés lundi 10 février à Mostar, dans le sud-ouest de la Bosnie-Herzégovine, lorsque la police croate a dispersé un cortège de centaines de musulmans venus se recueillir dans un cimetière pour la fin du ramadan. Le mufti de Mostar et un capitaine français de la Force de stabilisation de l'OTAN qui tentait de protéger une femme musulmane ont été légèrement blessés. Un contingent de l'OTAN s'est rapidement déployé dans la ville afin de séparer les communautés. « C'est un crime et il sera traité comme tel », a réagi le Haut représentant de la communauté internationale Carl Bildt, tandis que le président bosniaque Alija Izetbegovic se déclarait « choqué » par l'attaque croate. Le premier ministre bosniaque, Haris Silajdzic, a dénoncé « un grave coup porté à l'accord de paix de Dayton et à la Fédération croato-musulmane ». — (AFP)

Le Royaume-Uni obtient le quart du marché mondial des armes en 1996

LONDRES. Les exportations d'armes de la Grande-Bretagne ont fortement augmenté, totalisant en 1996 le montant record de 5,5 milliards de livres (environ 50 milliards de francs), soit un quart du marché mondial (contre 16 % en 1994 et 19 % en 1995), selon James Arbuthnot, le ministre délégué à l'armement. M. Arbuthnot a indiqué que ces résultats placent son pays au deuxième rang mondial, après les États-Unis. L'industrie britannique de défense occupe 360 000 salariés. Pour 1997, le ministre délégué britannique à l'armement prévoit de nouvelles et « bonnes » perspectives de vente au Moyen-Orient, notamment en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis et à Qatar. — (AFP)

EUROPE

■ ITALIE. La cour de cassation italienne a décidé lundi que l'ancien capitaine SS Erich Priebke sera réjugé par un tribunal militaire pour le massacre de 335 civils italiens, dont 75 juifs, aux fosses Ardeatine à Rome en mars 1944. L'ancien officier nazi, âgé de quatre-vingt-trois ans, avait déjà été reconnu coupable mais des circonstances atténuantes lui avaient permis d'être libéré. Ce verdict avait consterné l'Italie. Erich Priebke est actuellement assigné à résidence près de Rome, et la date du nouveau procès n'a pas encore été fixée. — (AFP)

■ ALLEMAGNE. La cour d'appel de Lünebourg, dans l'Etat allemand de Basse-Saxe, a interdit lundi 10 février, à titre conservatoire, l'abattage des bœufs d'origine britannique et suisse ordonné le 28 janvier par les autorités fédérales à la suite de la découverte d'un cas de « vache folle » dans un troupeau en Allemagne. Selon ce tribunal, Bonn aurait dû demander l'aval des Etats régionaux, ce qu'elle n'a pas fait. — (AFP)

ASIE

■ CHINE. Le couvre-feu a été imposé et l'aéroport a été fermé dans la ville frontalière de Yining, au Xinjiang (Turkistan chinois), à la suite d'affrontements à caractère ethnique entre séparatistes musulmans et Chinois qui ont fait au moins dix morts les 5 et 6 février, ont rapporté mardi 11 février des résidents. La ville et ses alentours sont quadrillés par des policiers armés, qui ont procédé à l'arrestation d'un « millier de personnes », selon un habitant. — (AFP)

■ JAPON/ÉTATS-UNIS. Des chasseurs de la marine américaine ont tiré par erreur plus de 1 500 balles contenant de l'uranium appauvri lors d'un exercice militaire sur une île proche d'Okinawa (Japon), à la fin de 1995 et au début de 1996, a confirmé lundi 10 février le Pentagone. Le Japon a accepté les excuses américaines tout en « regrettant » qu'il ait fallu plus d'un an aux États-Unis pour l'informer. — (AFP Reuters)

AMÉRIQUES

■ ÉTATS-UNIS. reconnu civilement responsable de la mort de son ex-épouse, Nicole Brown, et de l'un de ses amis, Ronald Goldman, O. J. Simpson a été condamné, lundi 11 février, à verser à chacune de leur famille 12,5 millions de dollars (68,75 millions de FF) de dommages et intérêts, seize mois après avoir été déclaré non-coupable de leur assassinat. Mardi 5 février, le jury avait déjà condamné l'ancien joueur de football américain à payer 8,5 millions de dollars (46,75 millions de FF) à la famille Goldman.

AFRIQUE

■ BURUNDI. plus de 200 réfugiés burundais ont disparu, après avoir été refoulés par les autorités tanzaniennes au cours des deux premières semaines de janvier, a indiqué, lundi 10 février, le gouverneur de la province burundaise de Muyinga. Trois cent quatre-vingt-quatre personnes avaient été remises aux autorités burundaises. Cent vingt-six d'entre elles avaient été tuées par des soldats burundais, quarante-huit regroupées dans un camp ; on est sans nouvelle des deux cent dix autres. — (AFP)

■ RWANDA. onze personnes ont été tuées dans l'attaque de deux taxis-minibus, à une quinzaine de kilomètres de Kigali, a rapporté, lundi 10 février, la radio nationale rwandaise. Après l'embuscade, qui a eu lieu dimanche soir, les assaillants ont fait descendre tous les passagers puis ont séparé les Hutus et les Tutsis, avant de tirer sur ces derniers, a précisé la radio. — (AFP)

Des étudiants égyptiens aisés aimaient le hard rock et « adoraient » Satan

Les autorités religieuses exigent un châtiment exemplaire

Montée en épingle par la presse pendant le mois de ramadan, une affaire de secte « satanique » mettant en cause de jeunes étudiants aisés pas-

sionnés de hard rock et de heavy metal met en difficulté le gouvernement et témoigne des fantasmes de la société égyptienne. Les plus hautes

autorités religieuses sont intervenues pour demander un châtiment exemplaire alors que les indices des enquêteurs restent minces.

LE CAIRE

de notre correspondant

Faut-il condamner à mort « les adeptes de Satan » ? Telle est la question qui préoccupe aujourd'hui une bonne partie des Égyptiens. L'affaire a commencé à la mi-janvier, quand la police a annoncé l'arrestation d'une vingtaine de jeunes, âgés de quinze à vingt ans, accusés d'avoir constitué une secte dont l'objectif était l'adoration du démon. Pour la presse qui, pendant le mois de ramadan où tout fonctionne au ralenti, était en mal de copie, la tentation de monter ce fait divers en épingle a été irrésistible. Du très sérieux *Al-Ahram* à la presse à scandale, en passant par les journaux islamistes, de nombreuses « une » ont été consacrées à cette affaire réunissant tous les ingrédients du spectaculaire : sexe, sang, drogue, argent et blasphème.

Les cent quarante jeunes jusqu'à présent appréhendés sont pour la plupart des étudiants, inscrits notamment à la prestigieuse université américaine, et en majorité musulmans. Une bonne partie des

prévenus vient de milieux aisés. Selon les enquêteurs, les membres de la « secte » organisaient des messes noires où, après s'être drogués, ils se barbouillaient de sang et chantaient et dansaient à la gloire du démon avant de se livrer à des orgies. Leurs signes d'identification étaient des vêtements noirs, des califichets en forme de crânes ou de squelettes, des tatouages de croix renversées et des cheveux longs.

DIMENSION POLITIQUE

Les cérémonies avaient souvent lieu dans la banlieue résidentielle Héliopolis, au nord-est du Caire, dans une demeure abandonnée du baron Empain, un palais de style hindou qui, à cause de ses statues de cobras et autres Shiva, a la réputation d'abriter fantômes et démons. Les enquêteurs, qui ne disposent manifestement que de peu d'indices sérieux, mettent aussi en cause les concerts de hard rock ou de heavy metal, dans des hôtels ou des parcs d'attractions. L'auteur d'un livre sur la « secte » a également accusé les discothèques

d'avoir favorisé l'expansion de cette dernière, en diffusant à longueur de soirée des rythmes endiablés qui mettraient les jeunes en phase avec l'adoration du démon.

Mais l'affaire a rapidement pris une dimension politique. La piste, insaisissable, du « complot sioniste » a été une nouvelle fois avancée, cette fois-ci par la presse islamiste et de gauche. Selon ces journaux, ce serait lors de séjours en Israël que des jeunes « adorateurs » auraient été convertis au satanisme. Les Israéliens ont ainsi été accusés de leur avoir lavé le cerveau, voire de leur avoir versé des sommes d'argent. Le quotidien de l'opposition libérale *Wafid* a assuré que l'origine du mal était à chercher du côté de l'absence de libertés politiques, qui empêche les jeunes de se livrer à des activités plus civiques.

Les autorités religieuses sont également intervenues. Le patriarche copte orthodoxe, Chénouda III, a réclamé que « la peine maximale soit appliquée aux membres de la secte, esclaves des esprits malfaisants, afin de défendre la

jeunesse ». Le grand mufti, le cheikh Nasr Farid Wassel, a accusé les jeunes arrêtés d'avoir renié l'islam et réclamé que soit appliquée la peine prévue pour les apostats : la décapitation. Certaines voix, comme celle de l'admiraliste Salama Ahmad Salama dans *Al-Ahram*, se sont cependant élevées contre la manière dont l'affaire a été montée en épingle.

Le gouvernement se trouve à présent dans une situation embarrassante. Il n'est en effet pas question de condamner les membres de la « secte » à de lourdes peines. La loi punit de six mois à cinq ans de prison toute personne « qui répand une idéologie portant atteinte aux valeurs de la société, à la religion et à la paix sociale ». Châtiement trop léger aux yeux des conservateurs de tous bords et surtout des islamistes, qui auront beau jeu de faire valoir que « les croyants » sont condamnés à de lourdes peines, tandis que les « adorateurs du démon » sont mé-

Alexandre Bucciatti



Offre spéciale⁽¹⁾ "compact 316i CS" : 129 900 F et 4,9% de 12 à 60 mois. Climatisation, Lecteur CD, ABS, Airbag⁽²⁾

La BMW compact 316i CS : c'est l'assurance de trouver tout le confort et la sécurité BMW à un prix compact. En plus de ses nombreux équipements de série (ABS, Airbag⁽²⁾, vitres électriques, direction assistée...), la compact 316i CS vous offre la climatisation et un lecteur CD.

⁽¹⁾Offre valable pour toute BMW compact 316i CS à 129 900 F commandée entre le 1^{er} et le 28 février 1997. Exemple de modalités de financement pour une BMW compact 316i CS au prix de 129 900 F avec apport de 51 960 F : crédit, TEG 4,9% sur 60 mois. 60 mensualités de 1 467,26 F (hors assurances facultatives), soit un coût du crédit de 10 095,60 F. Exemple de financement pour 10 000 F empruntés : crédit, TEG 4,9% sur 60 mois. 60 mensualités de 188,25 F (hors assurances facultatives), soit un coût du crédit de 1 295 F. Sous réserve d'acceptation de votre dossier par BMW Finance, SNC au capital de 80 000 000 F, RCS Paris B 343 806 448.

La même offre spéciale est disponible pour la compact 318tds CS à 138 900 F chez votre concessionnaire. FINA partenaire de BMW. 3615 BMW (1,29 F/mn).

⁽²⁾Coussin gonflable de sécurité



CHÔMAGE Le premier ministre a réuni, lundi 10 février, une conférence nationale pour l'emploi des jeunes rassemblant une soixantaine de participants et treize ministres. A la sortie, les

syndicats de salariés étaient majoritairement sceptiques, mais se félicitaient de la qualité des échanges. ● LA FORMATION en alternance sera développée par les entreprises, le CNPF s'étant

engagé à ce qu'elles accueillent 70 000 apprentis et stagiaires de plus. L'ANPE va recevoir les 100 000 jeunes au chômage depuis plus d'un an. ● LES STAGES DIPLÔMANTS proposés par le

patronat ont été réduits à quatre mois et demi et placés sous le contrôle universitaire, ce qui a satisfait les syndicats étudiants. Pour remplacer la possibilité, pour les appels du contingent,

d'effectuer leur service national dans une entreprise à l'étranger, deux formules ont été mises au point; elles seront proposées à 10 000 jeunes dès cette année.

Les entreprises acceptent de se mobiliser pour l'emploi des jeunes

Alain Juppé donne la priorité à la formation en alternance et à l'apprentissage. Les syndicats étudiants et le patronat se sont mis d'accord sur la création de stages diplômants raccourcis et placés sous le contrôle des enseignants

A L'OUVERTURE de la conférence nationale sur l'emploi des jeunes, qui a réuni, lundi 10 février à l'hôtel Matignon, treize ministres et une soixantaine de représentants patronaux, étudiants, syndicalistes et élus, le diagnostic sur le chômage des moins de vingt-cinq ans était clair dans l'esprit de Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, et d'Anne-Marie Couderc, ministre déléguée pour l'emploi.

« Alain Juppé nous a demandé plusieurs fois, dans les coulisses de la négociation, combien les entreprises et les administrations recrutent chaque année en France, raconte M. Barrot et M^{me} Couderc. Nous lui avons répondu que le chiffre des embauches s'élevait à environ 700 000, c'est-à-dire paradoxalement à peu près l'effectif d'une classe d'âge. Malheureusement, nous conservons un stock de 630 000 jeunes chômeurs, ce qui explique que les moins de vingt-cinq ans mettent huit mois en moyenne pour trouver un emploi. C'est ce délai qui convient de raccourcir. Nous avons constaté que 73 % des jeunes en apprentissage sous contrat de travail trouvent un emploi dans les deux ans contre 55 % pour ceux qui viennent du système

scolaire. Une solution s'impose : la professionnalisation de la formation. »

Les mesures arrêtées par la conférence, qui s'ouvrent donc sur les formations en alternance, sont les suivantes :

● **Alternance.** Les représentants patronaux se sont engagés sur un objectif de 400 000 jeunes en formation dans ces filières contre 330 000 aujourd'hui. Ce résultat sera obtenu notamment en portant à 230 000 le nombre des contrats d'apprentissage (+ 20 % par rapport à 1996) et à 130 000 celui des contrats de qualification (+ 35 %).

Le CNPF incitera les grandes entreprises à accueillir au minimum 2 % de leur effectif en alternance dès 1997. En avril, il rendra public les objectifs chiffrés de cent cinquante grandes entreprises. Par ailleurs, le gouvernement rétablira la prime aux contrats de qualification pour 750 millions de francs.

Les régions augmenteront le nombre de places dans les centres de formation d'apprentis (CFA) de 15 % et l'Etat y contribuera pour 70 millions de francs. Le ministère de l'éducation nationale, un peu réticent, promet qu'il ouvrira à la rentrée prochaine de petites sec-

tions d'apprentissage dans les lycées d'enseignement professionnel « à hauteur des places nécessaires pour atteindre les objectifs annoncés ».

Le gouvernement fait sienne la proposition de loi du député Michel Jacquemin (UDF, Daubs) d'extension au secteur public des primes à l'apprentissage de façon à porter à 10 000 le nombre d'ap-

plombement. Le stage diplômant, cher au CNPF, est rebaptisé « unité de première expérience professionnelle ». Il verra le jour à la rentrée universitaire. Accessible aux étudiants volontaires, en licence et en maîtrise, ce stage en entreprise ou dans le secteur public sera intégré au cursus universitaire. D'une durée de quatre mois et demi au minimum, il fera l'objet d'une

partenariat à l'université seule », a précisé M. Juppé. Le patronat et les organisations étudiantes élaboreront une charte nationale des stages pour le mois d'avril.

Pour inciter les jeunes à s'expatrier et pour compenser la fin du service national, deux formules de stages professionnels sont créées pour offrir, dès cette année, une expérience à l'étranger à dix mille jeunes de dix-huit à trente ans : le contrat privé « Avenir International », d'une durée de dix-huit mois, s'accompagnera d'un volume accru d'heures de formation ; un contrat de droit public de seize à dix-huit mois s'inspirera de l'actuelle coopération du service national en entreprise (CSNE) dont le recrutement sera démocratisé afin qu'il ne soit plus réservé, selon le mot de Jacques Chirac, « aux fils d'archevêques ».

● **Déconcentration.** Un fonds national pour l'emploi des jeunes financera les initiatives sur la base de contrats entre l'Etat, les collectivités locales, les organismes paritaires et consulaires. Ces fonds recevront 1 milliard de francs. M. Juppé réunira, le 17 février, les préfets pour les mobiliser. La liste des opérations à soutenir sous le label « opération jeunes » devra

être arrêtée pour le 1^{er} juillet. Les crédits d'aide à l'emploi seront totalement déconcentrés dans six régions expérimentales (Auvergne, Bretagne, Limousin, Lorraine, Nord-Pas-de-Calais, Poitou-Charentes). Cette mesure représente 8 des 35 milliards de francs affectés à l'insertion (CES, CIE, stages d'insertion, emplois de ville, emplois consociés). Les préfets pourront librement ventiler les crédits en fonction des besoins locaux.

● **Jeunes chômeurs de longue durée.** Les cent mille jeunes au chômage depuis plus d'un an seront reçus entre les mois de mars et de septembre par l'ANPE et le réseau local d'insertion, afin de se voir proposer une orientation, des emplois dans les secteurs marchands ou non marchands ou des stages de formation professionnelle.

● **Des embauches réservées.** Les entreprises ayant recours aux dispositifs d'aide à l'emploi devront respecter dans leurs embauches une proportion de jeunes. Celle-ci sera de deux tiers pour l'usage de la loi Robien sur la réduction du temps de travail.

AL F.

Le premier ministre et le chèque emploi

LES « outils » en faveur de l'emploi des jeunes sont si nombreux et complexes que le premier ministre a commis une confusion dans l'entretien publié lundi 10 février par *Libération* en répondant par l'affirmative à une question sur l'extension du chèque emploi-service aux petites et moyennes entreprises. Cette formule permet aux seuls particuliers de rémunérer sans formalité leurs employés de maison. Les PME demandent de longue date une simplification de l'embauche et de la paye de leurs employés, surtout à temps partiel. L'extension de la formule aux petites entreprises menacerait les conventions collectives en vigueur.

Jacques Barrot, ministre du travail, nous a confirmé que le chèque emploi auquel pensait le chef du gouvernement était une aide de 80 francs par mois testée à Niort (Deux-Sèvres) pour l'établissement de la feuille de paye chez un spécialiste. Il n'est pas question que le chèque emploi-service soit étendu aux artisans et aux PME.

MARC BLONDEL s'est fait excuser pour le déjeuner. Ouverte lundi à 14 h 30 précises, la conférence nationale pour l'emploi des jeunes était précédée par un déjeuner à Matignon, réservé aux « bappy few ». Le

RÉCIT

Six heures de discussion entre ministres, représentants du patronat, syndicats étudiants et de salariés

premier ministre, entouré de Jacques Barrot et d'Anne-Marie Couderc, avait convié à sa table les dirigeants du patronat et des syndicats. Il s'agissait de rétablir une forme de hiérarchie, alors que Matignon s'était lancé dans une formule inédite, en invitant pas moins de 67 convives, allant des syndicats étudiants aux chambres consulaires, en passant par des élus, pour traiter de l'emploi des jeunes. Le secrétaire général de FO a préféré manger un couscous de son côté, croyant que Louis Vianet avait aussi l'intention de bouder le déjeuner. Peu adepte de ces grand-messes, le secrétaire général de la CGT avait hésité à se faire représenter, mais il a finalement répondu à l'invitation de M. Juppé.

Autour de la table rectangulaire, qui emplissait toute la salle, M. Juppé, accompa-

gné de treize de ses ministres, faisait face aux organisations étudiantes dont les représentants jouxtaient ceux de l'ANPE. Une nouvelle gageure attendait le premier ministre : comment faire parler 67 personnes, sans que cela soit « lo cocophonie » ou « l'ouberge espagnole », selon les craintes exprimées par Nicole Notat. En maître de maison, M. Juppé proposa aussitôt une méthode : aborder la question du chômage des jeunes, par thèmes, d'abord traiter de l'alternance, ensuite parler des jeunes diplômés et enfin de l'insertion des jeunes à l'étranger. M. Blondel protesta. Venu avec un discours global sur l'emploi, le secrétaire général de FO n'entendait pas le saucissonner. Le premier ministre l'invita donc à s'exprimer en premier. Celui-ci rappela notamment que « l'on ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif » en l'occurrence, l'entreprise n'embauche que lorsqu'elle en a besoin et la priorité doit donc aller à la création d'emplois.

M. Barrot a animé la première table ronde sur l'apprentissage et la formation en alternance. M. Juppé, voulant tenir les créneaux horaires, faisait les relevés de conclusion. M. Gandois annonça, au nom du CNPF, qu'il avait l'intention de faire passer le nombre de jeunes formés en alternance de 330 000 à 400 000, d'ici à la fin de 1997.

Pour le thème des jeunes diplômés, François Bayrou prit le relais de M. Barrot. Les

stages diplômants rebaptisés « unité de première expérience professionnelle » (UPEP) se retrouveront au cœur du débat. Père du projet mort-né du CNPF, Didier Piteau-Valencienne estima que son idée de départ était juste, mais qu'elle avait été mal expliquée. Les organisations étudiantes donnèrent de la voix. Alors que le délégué national de l'UNJ (droite) s'en prenait vertement aux positions de M. Bayrou, Pouria Amirshahi, président de l'UNEF-ID (gauche), décrivait la situation de plus en plus précaire des étudiants, obligés de devenir « colibuteurs de cornichons chez McDonald ». « Aucun travail ne se méprise », rétorqua, offensé, Lucien Rebuffet, président de la CGPME. « Vous voulez donc créer des ingénieurs en cornichons ? », demanda M. Blondel. « Et pourquoi pas ? », répondit le « patron » des PME, sous un éclat de rire général.

Les dirigeants des organisations étudiantes mirent en avant l'allongement de la durée de recherche d'emploi pour un jeune, la baisse de son salaire d'embauche et les problèmes liés à la retraite, dès lors que les jeunes entrent dans la vie active, pas avant 25 ou 26 ans. *Mezzo voce*, M. Juppé rappela qu'il « avait essayé de traiter de la question des retraites il y a un an et demi, mais que ce lo ne lui avait pas beaucoup réussi ». Pour la troisième table ronde sur l'expatriation des jeunes à l'étranger, M. Barrot reprit le té-

moins de mains de M. Bayrou. A l'issue des six heures de discussion, M. Juppé s'est félicité du « bilan tout à fait positif » de cette conférence nationale pour le premier emploi des jeunes. « On a évité les grandes incantations, les grandes phrases : on a voulu rester concret et réaliste », commenta le premier ministre. Cela n'a pas empêché plusieurs membres de son gouvernement de trouver les interventions des étudiants trop longues, notamment celle de l'UNEF-ID « qui nous a saoulé de paroles », selon l'un d'eux, M. Barrot et M^{me} Couderc ont décerné des bons points à plusieurs participants, notamment à M. Gandois, dont la bonne volonté a été jugée exemplaire, mais aussi au socialiste Charles Josselin dont l'intervention a été qualifiée de constructive et à Valérie Estournes, des cadres CGT, qui a fait grosse impression.

De leur côté, M. Vianet et M^{me} Notat ont filé la même métaphore, en sens inverse. « Les stages diplômants sont morts », mais « l'UPEP est née et le bébé ne se présente pas trop mal », précisait la secrétaire générale de la CFTD, tandis que le secrétaire général de la CGT s'est déclaré « ni surpris, ni déçu » car « on ne s'attend pas à un coucouement quand il n'y a pas eu de grossesse ».

Alain Beauv-Méry et Alain Faujas

« Du concret » et « du réaliste » pour soixante-sept convives

Début de réconciliation entre l'université et l'entreprise

LA CONFÉRENCE NATIONALE pour l'emploi des jeunes marque-t-elle une nouvelle étape dans le rapprochement entre le système éducatif et l'entreprise ? A l'issue de la réunion, Jean Gandois, le président du CNPF, en était convaincu. Au moins « on s'est bien expliqué », a-t-il indiqué en commentant la fin du feuilleton des « stages diplômants ». Bien qu'aucun calendrier n'ait été fixé, la discussion n'est pourtant pas close. D'ici au mois d'avril, les patrons devraient avancer des propositions sur le nombre de stages qu'ils entendent ouvrir aux étudiants de deuxième cycle. D'ici là également, il reste à négocier les éléments d'une charte - un engagement déontologique - destinée à limiter les abus.

SATISFACTION DES ÉTUDIANTS

Les syndicats d'étudiants, de leur côté, éprouaient un double motif de satisfaction. Pour la première fois, ils ont été conviés par le gouvernement à la table de discussions, parmi les partenaires sociaux, entre le CNPF et les confédérations de salariés. Alors que ni les enseignants, ni les présidents d'université n'étaient invités,

ils ont bénéficié d'une marque de reconnaissance qui leur a permis de s'exprimer.

La seconde raison de leur contentement porte sur le contenu des mesures annoncées. Certes, ils rejoignent le constat des syndicats de salariés sur l'absence de mesures directes pour l'emploi. Même « s'il n'y a pas eu de réponse à la hauteur des exigences, on l'a échappé belle », remarquait Marie-Pierre Vieu, présidente de l'UNEF, satisfaite « d'avoir fait reculer le CNPF », avant que Pouria Amirshahi, président de l'UNEF-ID, ne renchérisse : « La pire a été évitée ». La crainte d'un « CIP bis » ou « au rabais » ayant été écartée, ces deux organisations considèrent avoir remporté « une victoire ». Ils ont réussi à imposer un « cadre minimum », qui restreint considérablement la portée des ambitions affichées par le CNPF en décembre 1996.

La mise en place de l'unité de première expérience professionnelle, qui s'ajoute à la panoplie des stages traditionnels et aux formations en alternance, devrait bousculer les habitudes. Les responsables de formations

professionnalisées (BTS, IUT, IUP, écoles d'ingénieurs...) sont certes habitués à traiter avec les entreprises. Il n'en est pas de même pour les doyens de faculté des filières générales, de lettres ou de droit, qui seront en première ligne pour trouver des places en faveur de leurs étudiants et valider cette unité dans la délivrance des diplômes.

Symboiquement, la mesure est importante. Bien que de portée limitée dans un premier temps, elle conforte l'entrée des milieux professionnels à l'université. Le CNPF ne l'a d'ailleurs pas caché. Il mise sur un premier bilan en 1998 pour revoir l'ensemble des stages actuels.

Cette négociation devra s'engager avec l'ensemble du système éducatif et notamment les enseignants. Sur ce point, l'éviction de leurs représentants à la conférence explique la virulence des réactions de la FEN et de la FSU, qui entendent être associées dans les négociations avec les employeurs sur le contenu des formations comme sur la reconnaissance des diplômes.

Michel Delberghe

Une étude de l'OFCE souligne les avantages de la loi Robien

L'INTÉRÊT de la loi Robien est fermement discuté au sein même de la majorité. Pour la défendre, son promoteur a diffusé à tous les députés UDF une étude de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) qui, comparant son coût et ses avantages avec la « proposition » de Michel Rocard - une modulation des cotisations sociales en fonction de la durée du travail - souligne l'apport de ses deux systèmes dans la lutte contre le chômage. Le mouvement d'Alain Madelin, Idées Action, a immédiatement réagi en faisant parvenir aux mêmes parlementaires une étude prenant le contre-pied de celle de l'OFCE et en soulignant qu'il ne voyait pas « l'intérêt pour l'UDF de préconiser une réduction de la durée du travail dans les administrations et la diminution légale du travail à l'horizon de cinq ans, thèmes chers aux socialistes ».

Que ce soit le mécanisme inventé par l'ancien premier ministre ou celui mis au point par Gilles de Robien, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, l'OFCE note qu'« appliquée à environ un cinquième de l'économie mor-

chande, la réduction de la durée du travail peut conduire à la création de plus de 400 000 emplois à l'horizon de cinq ans ». Surtout, cette étude préconise de compléter la loi Robien ou la proposition Rocard « par une réduction légale de la durée du travail » sur la même période et que l'Etat soit à l'initiative d'« un pacte social » autour de cette idée.

477 000 EMPLOIS CRÉÉS

Entre les deux dispositifs, l'étude affiche toutefois une préférence marquée pour la loi Robien, considérée comme « plus juste » et « plus contrôlable dans son application par l'Etat ». La simulation, inspirée de la convention Villages Vacances Famille, s'appuie sur une réduction de la durée du travail de 10 %, en contrepartie de 10 % d'embauches supplémentaires, une réduction du salaire mensuel de 1 %, la création ex ante de 500 000 emplois. Après atténuation des effets positifs initiaux, l'application de cette loi, à hauteur de 100 milliards de francs, permet la création de 477 000 emplois pérennes. « En moyenne, sur les cinq premières années, le coût d'un emploi créé par la

loi Robien est de 39 000 francs », d'après l'OFCE. Le dispositif Rocard, d'après la simulation, conduirait à la réduction de la durée du travail d'un peu moins de 3,5 millions de salariés et entraînerait une réduction de la durée hebdomadaire moyenne d'une heure et demie. A terme de cinq ans, son effet ex ante serait la création de 370 000 emplois. « En moyenne, sur la période d'application, le dispositif Rocard coûte 65 000 francs par an et par emploi créé », estime l'OFCE. Elle justifie la différence avec la loi Robien par « les effets de fuite, temps partiel, fraude » que permettrait la mesure Rocard.

Dans un tableau comparatif final, l'OFCE constate que « les créations d'emplois dans le dispositif Rocard sont principalement concentrées sur les bas salaires ». Partant d'une baisse, en moyenne, de 3,6 points de cotisations sociales (équivalente dans les deux dispositifs par construction), l'étude observe que le financement nécessaire dans les deux cas (loi Robien ou mesure Rocard) est, en fait, « du même ordre de grandeur ».

A. B.-M.

Des proches de... la création d'un...

Des proches de Charles Pasqua envisagent la création d'un parti entre le RPR et le FN

La droite parlementaire est partagée sur la portée de l'élection de Vitrolles

Les responsables de la majorité divergent sur les enseignements à tirer de l'élection, dimanche 9 février, d'une liste du Front national à la mairie de

Vitrolles (Bouches-du-Rhône). Alors qu'Edouard Balladur redoute que la poussée de l'extrême droite conduise à un éclatement de la majorité,

William Abitbol, l'un des conseillers de Charles Pasqua, pousse à la création d'un « produit nouveau » qui se situerait entre le FN et la coalition RPR-UDF.

LA DÉTERMINATION face au Front national n'est pas l'attitude la mieux partagée chez les dirigeants de la majorité. Alors que, d'un même mouvement, Alain Juppé et François Léotard ont engagé, au soir du premier tour de l'élection partielle de Vitrolles, la droite locale à se restreindre, les responsables du RPR et de l'UDF n'ont pas été trop regardants sur le comportement, au second tour, de l'électorat de la majorité, lequel a renoué à faire obstacle à l'extrême droite. C'est ainsi que, mardi 11 février sur RMC, le président délégué de l'UDF, François Bayrou, s'est contenté de constater que l'élection de Vitrolles constituait « un écartement, dont il faut prendre la mesure ».

L'ancien ministre Alain Madelin, président d'Ideas-Action, reste tout aussi évasif sur les enseignements à tirer de ce scrutin. Interrogé par le Monde, il note « un jeu d'intérêts locaux » qui plaident en faveur du couple Miegret. Souhaitant ramener le résultat « à sa juste proportion », le ministre (UDF-FD) du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, a regretté, de son côté, l'attitude des abstentionnistes. Lors d'un déplacement à Riom (Puy-de-Dôme), le ministre (RPR) de la justice, Jacques Toubon, a aussi considéré que l'élection de Vitrolles n'avait pas valeur de « test national ». M. Toubon estime toutefois qu'« un résultat comme celui de Vitrolles est, à beaucoup d'égards, salutaire, car il nous rappelle, et en particulier à la majorité, mais aussi à l'opposition socialiste, à un devoir de vigilance ».

Interrogé lundi dans les couloirs de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin est sorti de la réserve qu'il avait observée avant l'élection, en affirmant que les résultats étaient « évidemment consternants ». « Le Front national est comme un thermomètre. Il ne sert à rien de philosopher sur un thermomètre, ou de dialoguer avec un thermomètre, ou de lancer des options pédagogiques de terrain contre un thermomètre. Il faut faire tomber le fièvre en s'attaquant aux causes de la maladie », a affirmé le président de l'Assemblée nationale, en citant « le chômage, la crise morale, la perte des repères individuels et collectifs ».

Avec des différences d'appréciation, notamment sur l'intégration européenne et les effets de la mondialisation, la perspective d'une recomposition politique n'est pas davantage écartée par les amis de Charles Pasqua. Jugeant que le résultat de l'élection de Vitrolles était « attendu mais stupéfiant », l'un des principaux conseillers de l'ancien ministre de l'Intérieur, William Abitbol, observe que « les consignes ne servent à rien, et qu'elles ont même

l'effet inverse à celui attendu ». Il estime que « cette élection est une victoire de la démocratie et une défaite de la République ». « Faute d'un parti national, c'est-à-dire un parti gaulliste, et non pas néo-gaulliste ou post-gaulliste, il y a le Front national », suggère M. Abitbol.

Déjà regroupés au sein de l'association Demain la France, les amis de M. Pasqua ne cachent pas la nécessité de passer à la concrétisation de ce besoin qu'ils ressentent. Ils conservent, toutefois, le plus grand mystère sur la forme que celle-ci pourrait prendre. Mais M. Abitbol explique que « le seul repère que les gens reconnaissent, c'est la nation ou la patrie ». Surtout, il ajoute : « S'il n'y a pas de réponse à cet endroit-là, le Front national est condamné à progresser. Il n'est pas trop tard pour créer un "produit nouveau" entre le FN et le congrès RPR-UDF, structure de pouvoir sans dynamique ». Ce peut être un pas difficile à franchir pour M. Pasqua, cofondateur du RPR.

Olivier Biffaud et Jean-Louis Saux

Pour M. Hollande, les dirigeants de la majorité « parlent le Le Pen sans peine »

M. Melenchon invite à un examen de conscience du PS

TOUT en reconnaissant « une mobilisation de terrain sans doute insuffisante » et en soulignant que le PS devait avoir « des candidats exemplaires », François Hollande, porte-parole du PS, s'en est vivement pris, lundi 10 février devant la presse, à la majorité au lendemain de l'élection municipale de Vitrolles. « Le bilan de la droite à Vitrolles c'est - quand on est le parti du gouvernement - être incapable de faire plus de 16 % des voix au premier tour. » « La responsabilité de la droite à Vitrolles, c'est aussi de s'en être remis à des consignes ambiguës », a ajouté M. Hollande, qui a distingué la déclaration « nette » d'Alain Juppé de celles de dirigeants de la majorité qui ont été « tout souffertes » et de « comportements étranges » comme des « appels indirects ou vote blanc et nul ».

M. Hollande a accusé la droite, dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, « de servir de recyclage aux dirigeants du FN » en mettant en avant l'adhésion du maire de Nice, Jacques Peyrat, au RPR. Le porte-parole du PS a re-

proché à la majorité de « tenir un discours proche du FN ». « On parle "le Le Pen sans peine" lorsque l'on orbite des thématiques de la même manière que le FN. » « Quand la droite cède ou discours du FN, elle finit par lui concéder son électorat », a conclu M. Hollande.

Jean-Luc Melenchon, un des porte-parole de la Gauche socialiste, a estimé, lundi, dans un communiqué : « Le désastre de Vitrolles exige un sérieux examen de conscience du Parti socialiste. » « Ce qui a manqué dans la bataille, a-t-il ajouté, c'est bien la rénovation du parti. » Pour le sénateur de l'Essonne : « La direction de la Fédération socialiste des Bouches-du-Rhône doit être sévèrement jugée pour avoir consacré toute son énergie à ses manœuvres internes plutôt qu'au combat sur le terrain » et « réorganisée de la cave au grenier ». M. Melenchon a reproché aux « commentateurs socialistes » de s'exempter « de leurs propres turpitudes » en faisant de Jean-Jacques Anglade « un bouc émissaire ».

Sondage CSA : 70 % des Français jugent le FN raciste

Un sondage réalisé par le CSA, le 10 février, auprès d'un échantillon représentatif de 1 008 personnes, et publié dans les éditions du Parisien du mardi 11, montre que les Français s'inquiètent du résultat de l'élection de Vitrolles : 78 % des personnes interrogées estiment que le Front national est une formation d'extrême droite, 70 % le qualifient de raciste, 64 % disent qu'il représente un danger pour la démocratie, et pourtant 70 % pensent que le FN « doit pouvoir avoir des élus au Parlement car il représente une partie de l'électorat ». Soixante pour cent des sondés pensent que le FN prendra « de plus en plus d'importance », 74 % croient que son interdiction serait peu efficace. Quand on demande ce qui serait efficace pour lutter contre l'influence de l'extrême droite, 82 % des personnes interrogées demandent plus d'attention aux préoccupations des citoyens, 78 % une amélioration de la sécurité, 78 % une lutte contre l'immigration clandestine et 76 % une action contre la corruption.

Jean-Claude Gaudin assure que le report de voix à Vitrolles a été bon

VITROLLES (Bouches-du-Rhône) de notre correspondant régional

Lundi 10 février au soir, les partisans vaincus de Jean-Jacques Anglade se sont réunis après une journée de récupération, mais l'heure n'était pas encore venue d'un bilan critique. Au cours de cette réunion « mi-morose, mi-combative », selon un participant, le maire socialiste battu a annoncé qu'il siégerait au conseil municipal de Vitrolles : il souhaite être présent pour les règlements de compte qu'il pressent. Cette réunion a été écourtée par les incidents qui avaient lieu en ville. Une bonne part des membres de la liste de gauche voulaient jouer un rôle de médiateur entre les jeunes gens ayant provoqué des incidents, les forces de police exaspérées et des habitants des quartiers avoisinants partisans d'une auto-défense musclée. Des voitures ont été incendiées, des pierres jetées et un feu de broussailles déclenché. Ces jeunes gens des quartiers pauvres, qui détestent le Front national, réagissaient surtout l'après-midi même à Aix-en-Provence et qu'ils estiment « provocateurs ». Des manifestants du dimanche soir avaient été condamnés en flagrant délit de la prison ferme pour leurs jets de pierre, tandis que les militants du FN qui avaient volotairement renversé deux jeunes gens à motolette n'étaient sanctionnés que de peines avec sursis.

Dans la matinée, Bruno Mégret s'était rendu, en personne, à la mairie pour rencontrer la délégation spéciale qui gère la municipalité depuis l'annulation de l'élection. Le nouveau conseil municipal se réunira dimanche 16. Il élira Catherine Mégret au poste de maire de la ville, et les élus FN prendront une première mesure : la diminution de 30 % des indemnités des conseillers municipaux. A partir de ce jour, l'extrême droite sera aux affaires à Vitrolles, et cela inquiète terriblement tous

les employés proches des socialistes, surtout les auxiliaires, contractuels et autres agents précaires des sociétés d'économie mixte, qui craignent que leurs contrats ne soient pas renouvelés. Les syndicalistes redoutent une chasse aux sorcières d'autant plus féroce que tout le monde, ici, connaît tout le monde et que l'affrontement a été sans merci.

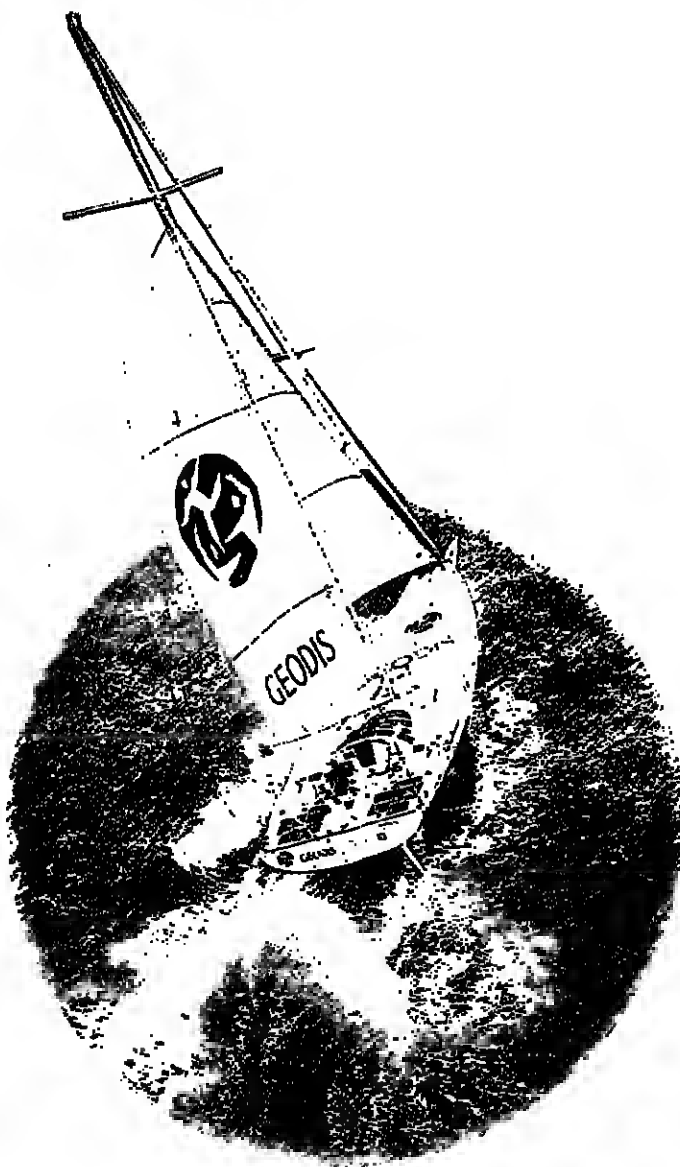
CAMPAGNE MALADROITE

Pendant ce temps les dirigeants politiques régionaux continuent d'analyser les sources et les conséquences du scrutin. Dans l'entourage de Jean-Claude Gaudin, on s'efforçait de convaincre que les reports de voix de Roger Guichard - le candidat UDF-RPR du premier tour - vers Jean-Jacques Anglade ont été bons. On en voulait pour preuve quelques bureaux favorables à la majorité qui ont fourni de bonnes progressions au candidat socialiste. On insistait surtout sur la responsabilité du PS, qui a laissé un mauvais candidat dans la place alors que toutes les élections précédentes suffisaient à s'alerter sur la montée du FN. On soulignait également la maladresse d'une campagne fondée sur la dénonciation du fascisme alors que les gens voulaient entendre parler de sécurité et voir le chômage diminuer. Le néo-gaulliste Christian Rossi devrait se mettre dès maintenant en piste pour les législatives afin de suppléer à l'affaiblissement de Roger Guichard, décidé à faire une pause.

Lucien Weygand, président socialiste du conseil général et qui soutint M. Anglade, plus que d'autres socialistes, réexpliquait, de son côté, que les discussions sur la personnalité du candidat masquaient le problème essentiel de l'implantation du FN dans ces terres. Il ajoutait que personne n'avait jamais proposé de candidat alternatif crédible depuis juin 1995.

Michel Samson

Être le premier en transport est une pure question d'organisation.



Christophe Auguin, skipper de Geodis, en tête du Vendée Globe 96/97.

GEODIS

GEODIS est l'entreprise de transport internationale qui vous offre la meilleure solution pour vos besoins de transport. Avec une flotte de plus de 100 000 véhicules, nous sommes présents dans plus de 150 pays. Nous vous proposons des services adaptés à vos besoins, que ce soit pour le transport de marchandises ou de passagers. Contactez-nous dès maintenant pour en savoir plus.

GEODIS est l'entreprise de transport internationale qui vous offre la meilleure solution pour vos besoins de transport. Avec une flotte de plus de 100 000 véhicules, nous sommes présents dans plus de 150 pays. Nous vous proposons des services adaptés à vos besoins, que ce soit pour le transport de marchandises ou de passagers. Contactez-nous dès maintenant pour en savoir plus.

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 12 FÉVRIER 1997

SANS-PAPIERS Cinquante-neuf réalisateurs de cinéma lancent un appel à la désobéissance contre les lois sur l'immigration. Dans ce texte, que nous publions, ils demandent leur

mise en examen pour « aide au séjour irrégulier » et invitent leurs « concitoyens à ne pas se soumettre à des lois inhumaines ». ● CET APPEL s'inscrit dans un contexte de protes-

tation grandissante contre le projet de loi de Jean-Louis Debré, dont la deuxième lecture à l'Assemblée est prévue les 24 et 25 février. Des maires de gauche ont fait savoir

qu'ils n'appliqueraient pas les mesures envisagées. Plusieurs pétitions lancées par les associations ont recueilli des centaines de signatures de personnalités. ● À LILLE, treize per-

sonnes entamaient, mardi 11 février, leur vingt-neuvième jour de grève de la faim. Ils demandent leur régularisation, sans que les négociations avec la préfecture aient progressé.

Les lois sur l'immigration suscitent un foisonnement de protestations

Le projet de loi de Jean-Louis Debré comme le dispositif législatif existant soulèvent de plus en plus de critiques. Après les pétitions à l'initiative de plusieurs associations et les adresses de maires, des réalisateurs de cinéma lancent un appel à la désobéissance

« **DÉSŒBÉISSANCE CIVILE** », « résistance », « comité antidélinquance » : les grands mots ont été lâchés. En quelques semaines, des associations, des élus, universitaires et autres personnalités du monde des arts et spectacles ont lancé plusieurs initiatives afin de marquer leur opposition au projet de loi sur l'immigration présenté par Jean-Louis Debré. Ce texte, déjà adopté par les députés et les sénateurs, devrait être discuté en deuxième lecture à l'Assemblée nationale les 24 et 25 février. Des pétitions circulent, des appels sont lancés. Des maires annoncent leur intention de ne pas appliquer certaines dispositions du texte du ministre de l'Intérieur. Des chercheurs et universitaires réfléchissent aux moyens de contourner la législation actuelle pour poursuivre la coopération internationale dans les disciplines.

Enfin, pour la première fois depuis des années, le monde du cinéma a décidé d'entrer collectivement sur la scène politique. Cinquante-neuf réalisateurs annoncent leur intention de ne pas déclarer la venue ou le départ de visiteurs étrangers à leur domicile. Assurant être déjà « coupables » d'avoir hébergé des personnes en situation irrégulière, ils réclament leur mise en examen pour aide au séjour irrégulier et appellent leurs « concitoyens à ne pas se soumettre à des lois inhumaines » (lire ci-dessous). Cette dernière expression vise, selon ses auteurs, aussi bien le projet de loi Debré que les lois Pasqua co-écrits. Toutefois, plutôt que de faire explicitement ré-



férence à des textes législatifs, ils ont choisi une approche plus « humaine », en réagissant à la condamnation, le 4 février à Lille, d'une enseignante accusée d'avoir hébergé un ami zéroïste, dont elle ignorait la situation irrégulière. Par le passé, des responsables d'associations, des prêtres, et jusqu'aux propres conjoints d'étrangers sans papiers ont déjà été condamnés pour « aide ou séjour irrégulier ». Le jugement de Jacqueline Deltonne, en pleine discussion du projet Debré au Sénat et à quelques jours du succès du Front national à Vitrolles, a servi de détonateur. La jeune génération du cinéma français, à l'origine de l'initiative, entend à présent faire

premier, prévoit que « toute personne ayant signé un certificat d'hébergement et hébergé un ressortissant étranger, dans le cadre d'une visite privée au sens du présent article, doit informer la mairie de sa commune de résidence du départ de l'étranger accueilli ». Les signataires y joignent un autre article, tiré cette fois de l'ordonnance du 10 décembre 1941, promulguée par le gouvernement de Vichy : « Les personnes juives ou non juives qui hébergent des juifs à quelque titre que ce soit devront faire au commissariat de police une déclaration spéciale (...). Cette déclaration devra être faite dans les vingt-quatre heures de l'arrivée du juif. »

RÉFLEXION SANS TABOUS
En deux semaines, l'appel a été signé par plusieurs centaines de personnes. Une autre version de ce texte a été rédigée en direction des élus, afin que ceux-ci s'engagent à « refuser la mise en œuvre d'une telle mesure dans [leur] commune si cet article de loi était adopté ». Il se heurte cependant à la crainte de nombre d'entre eux de se placer ouvertement hors la loi. « Nous devons réfléchir aux conséquences d'une telle décision », indique-t-on par exemple à la mairie de Saint-Denis.

Le maire (PCF) de cette commune de Seine-Saint-Denis, Patrick Braouezec, n'est pas resté pour autant inactif. Avec quatre-vingt-dix-huit élus, réunis dans le collectif des maires d'Ile-de-France, il a lancé, en novembre 1996, « une adresse au premier ministre » réclamant « une véritable

réflecte de la politique d'immigration », dans laquelle serait « présumée, non pas la fraude, mais la volonté d'intégration ». Venu de toutes les tendances de la gauche, ils invitaient Alain Juppé à les recevoir. Le premier ministre les a renvoyés vers Jean-Louis Debré. Depuis, ils attendent.

Ce silence n'a pas été pour rien dans la décision d'une quinzaine d'entre eux de procéder à des

Nous l'avons fait, et le bénéfice est évident. On ne peut plus rester sur le seul terrain moral. Il faut convaincre par des faits.

D'autres pétitions circulent. Cinq cents scientifiques, hommes de lettres, artistes ou responsables politiques se sont joints à la Ligue des droits de l'homme pour déclarer : « Nous ne pouvons plus laisser faire. » Une centaine d'universitaires ou de responsables associa-

Un défilé silencieux le 22 février

Ils sont enfants, petits-enfants, arrière-petits enfants d'immigrés. D'origines espagnole, italienne, polonaise ou arabe, ils ont pourtant fait - avec leur nom - « à coucher dehors », dit l'un d'eux - la richesse de la France en devenant des célébrités du monde des arts, des sciences, du spectacle ou de la politique. Samedi 22 février, à 15 heures, ils défilent de la gare de l'Est à la préfecture de police de Paris pour dénoncer les dérives xénophobes des lois en préparation. Lancée par des intellectuels proches des sans-papiers de l'église Saint-Bernard, l'initiative a déjà reçu le soutien d'une soixantaine de personnalités. Silencieux, le défilé ne devrait comporter aucune référence partisane. Les manifestants porteront seulement une valise et seront précédés d'une unique banderole comparant le projet de loi à l'ordonnance votée en 1941 par le gouvernement de Vichy. Avec une question : « A quand notre tour ? »

« baptêmes républicains » de sans-papiers, samedi 8 et dimanche 9 février (Le Monde du 11 février). D'autres maires devraient faire de même au cours du mois de février. Ces actions ont évidemment valeur de symbole. « Mais elles doivent s'accompagner d'une réflexion sur la place des immigrés dans notre vie quotidienne, indique-t-on à la mairie de Saint-Denis. Regardons sans tabous ce que les étrangers nous apportent et ce qu'ils nous coûtent.

tifs ont lancé « une adresse solennelle » aux « candidats ou responsables du pouvoir », exigeant qu'ils prennent position contre les principes mêmes de la politique d'immigration menée « depuis vingt ans ».

Au lendemain de la victoire du FN à Toulon, ces initiatives peuvent paraître dérisoires. Ne faudrait-il pas concentrer son action contre l'extrême droite ? « Regardons ce qui a fait le lit du FN, réplique Mouloud Aounit, secrétaire général du MRAP Debré, à travers ces lois, prétend intégrer les immigrés, alors qu'il détruit tous les processus d'intégration. Refuser le renouvellement d'une carte de résident pour trouble à l'ordre public, n'est-ce pas précariser les gens intégrés ? Qui va ramasser la mise ? Il faut montrer à tous les citoyens, français comme étrangers, que c'est leur propre liberté qui est en danger. »

Un souci qui rassemble toutes les actions lancées ces dernières semaines.

Nathaniel Herzberg

Cinquante-neuf réalisateurs appellent à « désobéir »

Voici le texte de l'appel lancé par cinquante-neuf réalisateurs de cinéma. La liste des signataires, arrêtée au 11 février, devrait s'allonger dans les jours à venir :

Nous, réalisateurs français, déclarons : Nous sommes coupables, chacun d'entre nous, d'avoir hébergé récemment des étrangers en situation irrégulière. Nous n'avons pas dénoncé nos amis étrangers. Et nous continuerons à héberger, à ne pas dénoncer, à sympathiser et à travailler sans vérifier les papiers de nos collègues et amis. Suite au jugement rendu le 4 février 1997 à l'encontre de M^{me} Jacqueline Deltonne, « coupable » d'avoir hébergé un ami zéroïste en situation irrégulière, et partant du principe que la loi est la même pour tous, nous demandons à être mis en examen et jugés nous aussi. Enfin, nous appelons nos concitoyens à désobéir pour ne pas se soumettre à des lois inhumaines.

Nous refusons que nos libertés se voient ainsi restreintes.

Olivier Assayas, Jacques Audiard, Mathieu Amalric, Pascale Bailly, Eric Barbier, Xavier Beauvois, Lucas Belvaux, Laurent Bénégui, Diane Bertrand, Christophe Blanc, Pascal Bonitzer, Laurent Bouhnik, Catherine Breillat, Marc Caro, Patrice Chéreau, Jean-Paul Civeyrac, Catherine Corsini, Claire Denis, Arnaud Desplechin, Claire Devers, Karim Dridi, Danièle Dubroux, Martine Dugowson, Pascale Ferran, Laurence Ferreira-Barbosa, Sophie Fillières, Anne Fontaine, Thomas Gilou, Robert Guediguan, Bojana Horackova, Cécile Kahn, Mathieu Kassovitz, Jacques Kébadian, Cédric Klapisch, Jan Kouven, Jeanne Labruno, Serge Le Péron, Philippe Lioret, Noémie Lvovsky, Jacques Maillot, Tonie Marshall, Agnès Merlet, Claude Miller, Gérard Mordillat, Gaspar Noé, Agnès Obadia, Nicolas Philibert, Manuel Poirier, Bruno Podalydès, Alain Robak, Jean-Henri Roger, Jean-Michel Roux, Pierre Salvadori, Claire Simon, Michel Spinosa, Bertrand Tavernier, Marion Vernoux, Sandrine Veysset, Yolande Zauberman.

Une initiative exceptionnelle venant du monde du cinéma

C'EST une initiative à la fois exceptionnelle et inscrite dans une longue tradition que viennent de prendre la plupart des meilleurs représentants du jeune cinéma français en demandant à se faire mettre en examen pour avoir aidé des étrangers en situation irrégulière. Des cinéastes ont souvent, par le passé, publiquement pris position, voire pris des risques, sur des grands sujets politiques et sociaux. Mais il est exceptionnel qu'un groupe de cinéastes se constitue en tant que tel, l'habitude voulant plutôt que certains se joignent à un mouvement plus vaste, lancé hors des milieux cinématographiques.

C'est ainsi qu'en 1959 on trouvait au bas du « Manifeste des 121 » en faveur de l'insoumission en Algérie les noms d'Alain Resnais, de François Truffaut, Claude Sautet, Pierre Kast et Jacques Doniol-Valcroze. Mais cette initiative venait du monde littéraire (Dionys Mascolo, Maurice Blanchot, Marguerite Duras...). Truffaut, accompagné de Sami Frey, sera également présent lorsqu'il s'agira d'aller vendre La Cause du peuple interdite, aux côtés de Sartre, Beauvoir, Chéreau, Hallier et Liliane Siegel.

De même, trouve-t-on des réalisatrices et, surtout, des actrices (Jeanne Moreau, Catherine Deneuve, Agnès Varda, François Fabian, Bernadette Lafont, Michèle Moretti, Bulle Ogier, Marie-France Pisier, Micheline Presle, Delphine Seyrig, Alexandra Stewart, Nadine Trintignant, Marina Vlady, Anne Wiazemsky) au bas du « Manifeste des 343 », où, en 1971, des femmes célèbres affirmant haut et fort avoir avorté, au défi de la loi. Là encore il s'agit d'une initiative extérieure au monde du cinéma.

Hors la prise de position plus conventionnelle d'un organisme corporatif, comme récemment l'appel - parmi d'autres organisations - de la Société des réalisateurs de films à se joindre à la manifestation de Châteauneuf, le 13 février prochain, pour défendre

le Centre national de la danse et de l'image contre le Front national, on se souvient tout de même que des réalisateurs s'étaient, il y a trente ans, regroupés pour réaliser un film en faveur du Vietnam en guerre contre les États-Unis. Loin du Vietnam, cosigné par Chris Marker, Alain Resnais, Jean-Luc Godard, Agnès Varda, Claude Lelouch et William Klein, faisait acte d'engagement collectif.

Cet engagement traduit un rapport bien réel avec le monde dans lequel ils vivent

Depuis, la grande époque du cinéma engagé s'est éteinte avec les années 70, sans qu'aucun moment les réalisateurs ne prennent d'initiative commune d'envergure sur un sujet ne concernant pas leur domaine. Sans exclure les cinéastes, la mobilisation en faveur de Sarajevo assiégée fut, en France, surtout le fait des gens de théâtre.

On s'étonnera donc peut-être de trouver les noms des jeunes réalisateurs d'aujourd'hui au bas du texte en faveur des sans-papiers : ne leur reproche-t-on pas souvent leur « nombrilisme » ? A l'époque du « Manifeste des 121 », ce ne furent pas les contempteurs de la nouvelle vague, accusés d'apolitisme, qui signèrent, mais bien des représentants de la jeune génération d'alors. Les cinéastes qui prennent aujourd'hui parti traduisent un rapport bien réel avec le monde dans lequel ils vivent, et un point de vue sur ce monde.

Rapport qui, pour ne plus se traduire par les vieilles lunes du cinéma « à message », est également très présent dans leurs œuvres.

Jean-Michel Frodon

Treize grévistes de la faim à Lille pour leur régularisation

LILLE

de notre correspondant
Elle est allongée sur son matelas et ne dira rien tout au long des trois heures que durera, ce lundi soir, l'assemblée générale. Sa seule « prestation », c'est sa présence, son silence et ce calicot au mur qui dit son histoire : « Doyenne des Laotiens, je demande la régularisation à titre humanitaire. Ancienne gréviste de la faim, mal, Vong Souk Kham, j'en-tame une deuxième fois cette grève. Par cette action, j'entends revendiquer mon insertion en France. Depuis 1990, la guerre au Laos m'a faite orpheline. De Paris à Lille, le parcours fut très long : travail au noir, garde à vue, un avocat qui m'a dilapidée pour rien... M. le préfet et autres, je revendique le droit d'être régularisée. »

Ils sont treize, comme elle, à observer, à Lille, depuis vingt-neuf jours, une grève de la faim, la seconde en moins de quatre mois pour certains d'entre eux. Installés dans les locaux de la Maison de la nature et de l'environnement, il débattent de la suite à donner à leur action. Entre la lassitude des uns - « que la préfecture nous mette en prison au lieu d'un avion pour l'Afrique, ou alors qu'elle donne des papiers » - ou la

colère et le désespoir des autres - le refus de toute surveillance médicale -, le comité finit par faire valoir sa détermination : « Une grève de la faim, ce n'est pas une arme pour mourir, c'est une arme pour vivre. » Une arme face à l'administration, face à la préfecture.

« **LEITEURS** » ADMINISTRATIVES
La bagarre a commencé en juin 1996 avec une première grève de la faim, soutenue par le Réseau contre les lois Pasqua. Les quatorze parents d'enfants français, Guinéens pour la plupart, finissent par obtenir au cours de l'été leur titre de séjour. Ces dossiers étaient certainement les plus simples, mais il a fallu un jeûne, le soutien de nombreuses associations et le parrainage d'élus et de personnalités pour débloquer la situation.

En octobre, un nouveau collectif se met en place : 238 personnes aux situations plus complexes, déboutés du droit d'asile, parents d'enfants français, étudiants, conjoints de Français... Début novembre, après d'âpres discussions avec la préfecture, le collectif suspend un jeûne de vingt-sept jours : l'administration accorde treize autorisations provisoires de séjour et onze sursis à exécution

pour les personnes se trouvant sous le coup d'une mesure de reconduite à la frontière. Seize pères ou mères d'enfants français apparaissent immédiatement régularisables et quatorze autres dossiers sont à l'instruction.

Le 14 janvier, devant les « lenteurs » de l'administration et une interpellation imprévue, une nouvelle grève de la faim démarre. Dans un courrier en date du 3 février, le préfet note qu'elle rompt « de manière unilatérale l'engagement, accepté en novembre 1996 par le comité des sans-papiers, d'arrêter tout mouvement de ce type tant que des dossiers sont en cours d'instruction (des) services ». En conséquence, « le moratoire (...) ne peut être maintenu ». Il souligne avoir prononcé vingt et une régularisations, soixante-cinq dossiers étant en cours d'instruction. Les dossiers que le comité juge prioritaires correspondent à des « étrangers dont la plupart font déjà l'objet d'une mesure administrative de refus de séjour ou de reconduite à la frontière » et parmi lesquels « certains sont interdits de territoire français suite à une condamnation judiciaire pour séjour irrégulier ».

Jean-René Lore

Faites vous-même votre revue de presse sur Minitel !

les dépêches de l'AFP
La Croix
Les Echos
L'Entreprise
L'Expansion
L'Express
Le Monde
La Tribune
L'Usine Nouvelle
La Vie Française

Gagnez du temps, connectez-vous au 08 36 29 00 00

Deux ans de presse en texte intégral
Envoi des articles et dépêches par fax en moins d'une heure

NE VU PRESSE
08 36 29 00 00
Retrouvez l'info qui vous intéresse

La police relâche un suspect dans l'affaire du meurtre de Sophie Toscan du Plantier

L'homme a été libéré à l'issue de sa garde à vue, mais le dossier a été transmis au parquet

Dans l'affaire du meurtre de Sophie Toscan du Plantier, la police judiciaire irlandaise, la Garda, a placé en garde à vue, lundi 10 février, un

homme qui habitait à deux kilomètres de la maison du producteur de cinéma. Il a été relâché au terme des douze heures légales mais

son dossier a été transmis au procureur - le *director of public prosecution* -, qui peut décider de le mettre en examen.

BANDON (Irlande)
de notre envoyé spécial
Cette fois, l'Irlande croyait avoir enfin trouvé un vrai suspect. Pas un suspect de presse à ragois, siôt accusé, siôt innocenté. Non, un suspect officiel, en bonne et due forme : un citoyen anglais, poète méconnu et journaliste à ses heures, soupçonné d'avoir tué Sophie Toscan du Plantier, le 23 décembre 1996, en contrebas de sa maison de vacances du hameau de Toomore. Après un mois et demi d'errements (*Le Monde* du 16 janvier), l'énigme sur le meurtre de l'épouse du producteur de cinéma semblait en passe d'être résolue. La mise en cause de cet homme d'une quarantaine d'années, correspondant local de deux journaux irlandais, constituait un rebondissement aussi décisif qu'étonnant : o'avait-il pas rédigé plusieurs articles sur l'affaire, contribuant pour partie à la dérive graveleuse dénoncée par les proches de la victime ?

Au regard des lois de la République irlandaise, une personne considérée comme suspecte est bien davantage qu'un témoin entendu un peu plus longtemps que les autres. Si la police judiciaire, la Garda, la désigne de manière officielle - sans toutefois dévoiler son nom et des détails permettant de l'identifier -, c'est qu'elle estime avoir réuni assez de preuves pour l'envoyer devant la justice. Aussi, lundi matin 10 février, lorsque

l'homme en question a été interpellé dans sa maison située à deux kilomètres de celle des Toscan, il s'agissait de l'événement le plus important depuis la découverte du corps. Presque une promesse de dénouement. Les policiers l'ont conduit au poste de Bandon, petite ville du sud-ouest du pays. Ils l'ont interrogé, ainsi que sa compagne, une artiste peintre. Les enquêteurs, plutôt confiants, ont informé l'entourage de Daniel Toscan du Plantier de ces interpellations. Plus tard, un porte-parole de la Garda a confirmé l'arrestation d'un homme, sans révéler son nom ni sa profession. De toute manière, il n'y avait pas à attendre trop longtemps : en Irlande, la durée de la garde à vue ne peut excéder douze heures. Avant 22 h 45, on serait fixé sur le sort réservé au premier véritable suspect de cette affaire.

Au fil de la journée, la tension n'a cessé de monter à Bandon. Des dizaines de journalistes sont arrivés de Paris, de Dublin, de Cork. A 22 h 45, dans la fraîcheur d'une nuit voutée, ils se sont massés devant l'entrée du poste de police. Le chef superintendant Noel Smith, responsable des investigations, s'est avancé sur le perron, les projecteurs se sont allumés et il a dit, devant un auditoire déconcerté : « L'homme est relâché. La femme le sera sous peu. Ils sont libres de retourner chez eux s'ils le souhaitent. »

Pallait-il en déduire que tout le monde s'était affolé pour rien ? Que l'enquête repartait de zéro ? Que la police s'était jouée trop vite ? Que la mort de Sophie - comme tout le pays l'appelle désormais - resterait à jamais mystérieuse ? Au soir d'une journée si mouvementée, la situation évoquait l'épisode de l'attentat des Jeux olympiques d'Atlanta, pendant lequel un agent de sécurité, Richard Jewell, avait été soupçonné, à tort, par le FBI et les médias. Noel Smith, conscient des impatiences frustrées, fut dénotant de bonhomie : « Vous avez l'air plus déçu que moi », fit-il remarquer aux journalistes, avant d'ajouter en souriant : « L'enquête suit son cours, nous progressons. »

ARBITRAGE
Reste à savoir si sa bonne humeur trouve son explication dans la procédure pénale irlandaise. Car la police peut choisir de se remettre à l'appréciation du procureur de la République, le *director of public prosecution* (DPP), à Dublin, afin qu'il examine le dossier et décide de poursuivre ou non la personne soupçonnée. C'est précisément ce qu'on fait les policiers : après avoir interrogé leur homme, procédé à une perquisition à son domicile et rassemblé les éléments en leur possession - empreintes, analyses diverses, procès-verbaux... -, ils s'en sont remis à l'arbitrage du DPP. Le sus-

pect du 10 février, aujourd'hui libre sans contrôle judiciaire, pourrait donc être de nouveau inquiété. Ou totalement innocenté... Mardi matin, en Irlande, les avis étaient partagés sur ces développements. Certains observateurs y voient la confirmation flagrante du manque de preuves de la police. D'autres, moins nombreux, estiment au contraire que la Garda a agi par prudence, pour s'assurer du soutien du DPP. Même s'il peut s'accorder plusieurs mois de réflexion, il pourrait se montrer plus rapide pour ce dossier sensible. L'ouverture en France, le 5 février, d'une information judiciaire pourrait l'inciter à accélérer les procédures.

En attendant, les trente-cinq policiers chargés de l'enquête officient à l'aveugle, « toutes les hypothèses », comme aux premiers jours. Au total, ils ont entendu près de 1 000 personnes depuis le 23 décembre 1996. Quant aux journalistes, ils ont renoncé à ex-presser à publier leurs informations sur ce confrère pigiste occasionnel, établi depuis six ans dans la région. S'il devait être mis en examen dans les jours ou les semaines à venir, les articles à son sujet ne manqueraient toutefois pas. On saurait tout de sa carrière, de ses poèmes et surtout de ses écrits journalistiques sur la mort de Sophie...

Philippe Broussard

Des appelés du contingent victimes d'une erreur médicale

TRENTÉ ET UN des trente-sept appelés du contingent incorporés chez les sapeurs-pompiers du Var ont été piqués avec la même aiguille lors d'une séance de vaccination anti-tuberculeuse, jeudi 6 février, à Figanières. Cette erreur médicale imputable à un praticien, qui « n'est pas un médecin militaire », selon le Sirpa, a été découverte par un ancien gendarme à l'issue de la séance d'intradermoréaction à la tuberculine (cuti-réaction). Par mesure conservatoire, le médecin a été suspendu par la préfecture du Var. Le conseil départemental de l'Ordre des médecins a également été informé. Les tests VIH et hépatite C, effectués peu après la découverte de l'incident, se sont révélés négatifs. Compte tenu de la période d'incubation, de nouvelles analyses devraient être effectuées dans trois semaines. Un suivi psychologique des victimes a été mis en place. (Corresp.)

Un ancien député condamné pour outrage à magistrat

LE TRIBUNAL correctionnel de Perpignan (Pyrénées-Orientales) a condamné, lundi 10 février, Jacques Farran, ancien député (PR) des Pyrénées-Orientales et ancien président de la chambre de commerce, à 10 000 francs d'amende et au versement du franc symbolique à Claude Gauze, procureur de la République de Mont-de-Marsan, et ancien juge d'instruction en charge de l'affaire du détournement des recettes du parking de l'aéroport de Perpignan, pour outrage à magistrat. M. Farran, qui avait été condamné à deux de prison avec sursis et 1,2 million de francs dans le cadre de cette affaire, avait envoyé un mot avec le faire-part du décès de sa femme à l'ancien juge d'instruction, mais aussi à l'ancien préfet des Pyrénées-Orientales, Jean-René Garnier, et l'ancien procureur de la République, Louis Bartolomé. Dans sa mise en examen, M. Farran accusait les trois hommes de « schizophrénie » et d'« arrièrisme » et concluait : « Je souhaite que vous le payez un jour ». Seul M. Gauze avait porté plainte. (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **SECTE** : un pharmacien de Brest (Finistère) a été mis en examen pour participation à une association de malfaiteurs dans le cadre de l'instruction sur la tuerie de l'Ordre du temple solaire. Il aurait fourni aux adeptes de la secte des « trousseaux de survie » composés de produits homéopathiques. Certaines des victimes, retrouvées mortes dans une forêt du Vercors, avaient absorbé de puissants neuroleptiques. ■ **BIENS JUIFS** : la ville de Lyon (Rhône) devrait prochainement mettre en place une commission chargée d'enquêter sur l'éventuelle spoliation de biens juifs sous l'occupation. Cette commission, proposée par le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) Rhône-Alpes, M. Alain Jakubowicz, serait chargée d'identifier les biens juifs afin de déterminer s'ils appartiennent encore au patrimoine de la ville de Lyon ou les restituer à leurs propriétaires.

Le bâtonnier plaide devant la « chambre des pauvres »

MARSEILLE
de notre correspondant
« Plaidiez ! Persévérez ! Continuez à assurer la défense du prolétariat de la délinquance ! » A la barre de la 8^e chambre du tribunal correctionnel de Marseille, la « chambre des flagrants délits », où se jugent les vols à la roulotte, les séjours irréguliers, les cambriolages..., le bâtonnier Sixte Ugolini a harangué, lundi 10 février, ses jeunes confrères, les exhortant à « ne pas fuir la défense des pauvres ». Action symbolique : le chef de file des onze cents avocats marseillais s'est substitué, le temps d'une audience, à l'avocat commis d'office à la défense des justiciables les plus démunis ; généralement, on envoie les débutants. L'audience, suivie par un parterre d'avocats stagiaires, a été l'occasion de lancer quelques messages. En préambule à sa plaidoirie pour un toxicomane, multirécidiviste du malfaiteur, contre lequel a été réclamé un an de prison pour le vol d'une cassette, M. Ugolini a souligné que, « partout où la défense est absente, il n'y a pas de justice. Partout où la défense est défaillante, la justice est mal rendue ».

Cet encouragement à « ne pas abandonner la défense pénale d'urgence de qualité » visait à convaincre que « toute défense individuelle porte en elle l'affirmation des grands principes et des libertés ». Selon le bâtonnier de Marseille « les avocats s'enrichissent humanement au contact de la chambre des pauvres ». Cependant, en assumant ces tâches « essentielles de la bonne marche de la justice », ils ne s'enrichissent pas financièrement. Ce message-là s'adressait aux pouvoirs publics, invités à révaloriser les indemnités des commissions d'office.

Au moment des travaux pratiques, en fin d'après-midi, à l'heure où les policiers transfèrent du commissariat à la salle d'audience des prévenus pri-

vés de leurs lacets de chaussures et du simple droit de se raser, M. Ugolini a retroussé ses manches pour défendre six justiciables contre lesquels a été requis l'emprisonnement en attendant le procès. Un mandat de dépôt a été réclamé contre un Algérien qui, après avoir vu le visage des assassins d'un de ses amis, refusait de retourner en Algérie par peur d'être à son tour exécuté. « En requérant un mandat de dépôt, on dit à celui-ci : vous ne voulez pas aller vous faire tuer en Algérie, vous entrez donc en prison française », a plaidé M. Ugolini, dénonçant le caractère « moyendageux » des poursuites lancées contre « ces étrangers qui veulent simplement respirer l'air de la France ».

LE BÂTON ET LES LOUANGES

Avocat sans concession, défenseur foudroyant, arbuté sur le respect du justiciable, le bâtonnier de Marseille a, de la même façon, vivement répliqué aux propos du substitut d'audience qui, à l'occasion d'une autre affaire de séjour irrégulier, s'est déclaré « d'accord pour une France terre d'accueil, mais pas d'accord pour une France paubelle ». « Mai n'ai pas, je ne veux pas d'une France paubelle, a repris M. Ugolini. Malheureusement, je sens les relets d'une idéologie qui a mené l'humanité vers des excès que nous ne voulons jamais revoir. J'ai l'impression de plaider à Vitrolles-sur-Mer ».

Six mois de dépôt pour sept requis : les jugements du président William Milne ont illustré l'apostrophe du bâtonnier aux jeunes avocats : « Vous prenez plus de coups de bâton que vous ne recevez de louanges. Il est d'autant plus nécessaire de plaider pour les exclus et les pauvres que la pauvreté est la cause de la délinquance. »

Luc Leroux

Un pédophile nancéen confondu par son cambrioleur

Le voleur avait envoyé aux autorités une cassette vidéo trouvée dans son bûtin

NANCY
de notre correspondant
Une cassette vidéo a pesé très lourd dans le procès criminel qui a commencé, lundi 10 février, à Nancy, à huis clos. Sur les images, on voit l'accusé, Michel Chrétien, un homme de quarante-huit ans aux cheveux blancs, cadre à l'Office public des HLM de Nancy, se bécotter, nu, à des ébats sexuels avec deux fillettes profondément étonnées et dévotées. Sans un cambriolage mystérieux survenu le 12 mars 1994, les faits que juge la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle, présidée par Elisabeth Blanc, n'auraient sans doute jamais été révélés. Dans son bûtin, le voleur avait en effet emporté la cassette vidéo, qu'il a décidé de transmettre aux autorités.

Le 17 août 1994, le service départemental de l'Aide sociale à l'enfance de Nancy reçoit un paquet anonyme contenant cette cassette. Sur l'enveloppe, d'une écriture hésitante, il est fait mention du destinataire de l'envoi : « service départemental : services à enfants ». Les fonctionnaires découvrent un billet accompagnant l'envoi : « Fin de la manté, premier d'age, première partie à droite. » Ce mot désigne la

chambre de M. Chrétien. Sans tarder, la Ddass transmet le dossier au parquet de Nancy. La police, qui n'a jamais mis la main sur le cambrioleur, entend l'intéressé. Michel Chrétien commence par nier, mais placé devant les images vidéo, il ne peut que reconnaître les faits. D'autant que, au cours de leur perquisition, les policiers ont saisi d'autres cassettes à caractère pornographique ainsi que des revues naturalistes. Ils ont également mis la main sur des centaines de photos représentant des fillettes érotiquement nues ainsi qu'un carnet où figurent le nom, l'adresse et la date de naissance de plusieurs jeunes filles recroisées en vacances.

PETITES PILULES ROSES

Le chef de subdivision aux OPHEM de Nancy, comme on a coutume de l'appeler dans le quartier du Haut-du-Lievre, a toute l'apparence de la respectabilité. Doux et attentionné avec les enfants, il a participé pendant douze ans à des activités bénévoles d'accompagnement de temps à autre les sorties à la piscine et les classes de oiege et de mer. Il plaisait aussi

aux parents, affable avec ceux qui le rencontraient chaque mois au moment de payer le loyer. Si aimable que, en août 1993, deux mères de famille lui confient Virginie et Sandra afin qu'il les emmène prodre l'air en Bretagne, où il possède une caravane. Ce lieu sera le théâtre de certains de ses agissements, tous filmés en vidéo par lui et assortis de pressions morales pour s'assurer du silence des enfants.

Certaines des fillettes ont affirmé que M. Chrétien leur faisait prendre des petites pilules roses pour les calmer et qu'elles avaient envie de dormir aussitôt après avoir bu le verre de grenadine qu'il leur préparait mais il a toujours nié leur avoir fait absorber des somnifères. Michel Chrétien a été marié et il est père de deux enfants. Aux juges, il a expliqué qu'il avait commencé à avoir des pulsions pour les petites filles immédiatement après avoir divorcé. Une expertise psychiatrique n'a pas relevé d'anomalies mentales ou psychiques « mais des conduites pédophiles sur fond de traits neurotiques pervers de la personnalité ».

Monique Raux

Le Fonds social européen est appelé à la rescousse du projet de loi contre l'exclusion

LE PROJET de loi de renforcement de la cohésion sociale touche enfin au but. Le Conseil d'Etat devait commencer à l'examiner, mardi 11 février, avant les deux étapes décisives de son passage en conseil des ministres, prévu le 26 février, puis devant le Parlement, à partir de la mi-mars. Les conseillers d'Etat redoutent ainsi un ultime avis sur un texte qui n'aura pas cessé d'en susciter ces derniers mois. Son exposé des motifs peut s'enorgueillir de la « concertation d'une rare ampleur » dont l'avant-projet aura été l'objet. Du Conseil économique et social (CES) au Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, en passant par les associations, personne n'a été oublié.

Pour quel résultat ? Ces avis, souvent critiques, n'ont pas bouleversé en profondeur le texte tel qu'il fut rendu public fin septembre (*Le Monde* du 27 septembre 1996). Les cabinets de Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires so-

ciales, et de Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, tous deux copilotés du projet, ont tenté de l'étoffer et de faire oublier les lacunes les plus criantes. Au premier rang de celles-ci, la plupart des commentateurs plaçaient le manque d'argent. Entre cette exigence de moyens et la rigueur budgétaire que s'impose le gouvernement, une ébauche de compromis aura été dénichée à Bruxelles. Le Fonds social européen (FSE) devrait irriguer la loi contre l'exclusion avec une somme avoisinant les 3 milliards de francs sur trois ans.

Cet apport servirait d'abord à financer les heures de formation qui accompagneront les contrats d'initiative locale (CIL) et dont l'absence avait été unanimement déplorée dans la version précédente du texte. Il pourrait également alléger, pour les employeurs, les coûts résiduels de ces contrats fondés sur l'activation de minima sociaux tels

que le revenu minimum d'insertion (RMI) ou l'allocation de solidarité spécifique (ASSI). Enfin, il permettrait de doubler le nombre initialement prévu de jeunes de moins de 25 ans bénéficiant d'un itinéraire personnalisé d'insertion professionnelle, en le portant à 20 000 par an dès 1997.

Le chapitre emploi s'est aussi allongé de deux nouveaux articles. L'un autorise « à titre expérimental et jusqu'au 31 mars 1998 » les titulaires de CIL à occuper un poste d'auxiliaire de vie. L'autre, dans un souci d'accroître les chances d'insertion de ces publics, permet aux bénéficiaires d'un contrat emploi-solidarité (CES) de le « cumuler avec une activité professionnelle complémentaire rémunérée, pour une durée limitée ».

Le volet concernant l'accès au logement constitue l'autre point fort du texte. Surtout depuis qu'il s'est étoffé d'une réforme des attributions de logements sociaux, récemment rendue publique par le minis-

tère du logement (*Le Monde* du 6 février). Une autre avancée devrait profiter aux occupants d'hôtels meublés, condamnés à tous les abus par le vide juridique de leur situation. L'article 22 leur offre une protection minimale sous la forme d'un bail écrit d'un an, avec renouvellement et préavis.

Les avis sollicités, souvent critiques, n'ont pas bouleversé en profondeur le texte initial

La dernière modification importante porte sur l'accès au droit de vote des sans-domicile fixe. La première version du texte ne leur permettait que de s'inscrire sur les listes électorales de leur lieu de

naissance ou de leur dernier domicile. Le caractère irréaliste de cet article avait fédéré toutes les critiques contre lui. Il ne satisfaisait en fait que le ministère de l'intérieur qui avait opposé à toute autre rédaction des arguments juridiques qui masquaient mal une mauvaise volonté politique. Au bout du compte, il aura fallu un ultime arbitrage du premier ministre, en fin de semaine dernière, pour que le cabinet de Jean-Louis Debré finisse par céder. La rédaction retenue sera finalement celle qu'avaient proposée les associations du réseau Alerte. Elle autorise les citoyens qui « n'ont pas la possibilité d'appartenir à la preuve d'un domicile (...) » à s'inscrire « sur la liste électorale d'une commune comprise dans l'arrondissement où est situé l'organisme d'accueil dont l'adresse figure sur leur carte nationale d'identité ». Pour éviter la possibilité de voir un gros centre d'accueil situé sur une petite commune faire basculer la majorité par le poids hautement hypothé-

tique d'un vote SDF unanime, une commission, présidée par un magistrat, pourra répartir les nouveaux inscrits sur plusieurs communes de l'arrondissement.

Si le ministère de l'intérieur a fini par plier, celui de l'éducation nationale a, lui, persisté jusqu'au bout dans son choix de ne pas participer à l'élaboration de la loi. La plupart des avis avaient réclamé sa collaboration en vue de muscler les articles concernant la lutte contre l'illettrisme. Ils se demandaient surtout comment une vraie politique de prévention de l'exclusion pourrait faire l'économie d'un effort accru envers les zones d'éducation prioritaire, pour le renforcement de la médecine scolaire ou l'amélioration de l'accès des plus démunis aux cantines. Pour ne pas avoir à répondre à ces questions, le ministère de François Bayrou semble avoir fait mine de ne pas les entendre.

Jérôme Fenoglio

RÉGIONS

LE MONDE / MERCREDI 12 FÉVRIER 1997

AMÉNAGEMENT Le préfet des Pyrénées-Atlantiques vient de signer un arrêté créant, au titre de la loi d'orientation sur l'aménagement et le développement du territoire de

1995, un « pays » au Pays basque. ● CETTE NOUVELLE entité territoriale correspond exactement aux trois anciennes provinces basques du nord des Pyrénées : le Labourd,

la Basse-Navarre et la Soule. Plus de 230 000 habitants sont concernés, ainsi que 157 communes. ● LA LOI permet de constituer des « pays », en dehors du cadre administratif

traditionnel. Ces unités territoriales ont vocation de devenir le cadre du développement régional. ● LES PARTISANS de la création d'un département propre au Pays basque

ne sont pas totalement satisfaits par cette mesure. ● LE BÉARN, l'autre partie des Pyrénées-Atlantiques, s'oriente aussi vers la création d'un ou plusieurs « pays ».

Le Pays basque devient un « pays », tel que la loi les définit

La nouvelle entité territoriale, permise par l'orientation adoptée en 1995 sur l'aménagement du territoire, lui redonne son unité historique et un cadre de développement. Le débat sur la création d'un département basque n'est cependant pas clos

BAYONNE

de notre correspondant
« Il y a manifestement une cohérence géographique, économique, culturelle et sociale » : aux yeux de Gilles Boullaguet, préfet des Pyrénées-Atlantiques, les conditions sont bien réunies pour faire du Pays basque un « pays » au sens de la loi d'orientation du 4 février 1995 portant sur l'aménagement et le développement du territoire (Le Monde du 16 janvier). Aussi a-t-il signé, le 29 janvier dernier, un arrêté fixant le périmètre de ce « pays » Pays basque : il correspond très exactement aux trois provinces basques situées au nord des Pyrénées, c'est-à-dire le Labourd (Bayonne), la Basse-Navarre (Saint-Jean-Pied-de-Port) et la Soule (Mauléon), 233 678 habitants y vivent dans 157 communes.

Cette loi, voulue par Charles Pasqua, alors ministre de l'Intérieur, est explicite : « Le pays exprime la communauté d'intérêts économiques et sociaux ainsi que, le cas échéant, les solidarités réciproques entre la ville et l'espace rural » (article 23). Comme le Pays basque s'est déjà doté du projet de développement

requis par ce texte en approuvant le 26 octobre 1996, un « schéma de développement » (Le Monde du 26 octobre 1996), on n'attendait plus que le paraphe préfectoral après le feu vert accordé par la commission départementale de la coopération intercommunale.

Deux édiles sur trois se sont prononcés pour, bien que les maires des villes de la côte se soient montrés plus réservés

C'est là l'aboutissement d'une démarche amorcée dès l'automne 1992 avec le groupe de prospective « Pays basque 2010 ». Le 9 juillet 1994, un conseil de développement du Pays basque, sorte de conseil économique et social local, était mis en place et remettait, l'automne dernier, un schéma d'amé-

nagement de développement avec 112 propositions au Conseil des élus lui-même créé le 9 février 1995. Rassemblant conseillers généraux, parlementaires et certains maires, cette instance sera justement la structure porteuse du nouveau « pays ». Son président, Jean-Jacques Lasserre (UDF-Force Démocrate), en avait d'ailleurs officiellement demandé la création le 3 juillet dernier.

Mais, entre temps, est revenue sur le devant de la scène la revendication du département du Pays basque, distinct du Béarn avec lequel il forme aujourd'hui les Pyrénées-Atlantiques. Les partisans de la départementalisation en espèrent une plus grande efficacité administrative et économique, en particulier pour mettre en œuvre les 112 propositions. Lors d'une consultation écrite menée en octobre 1996 parmi les maires du Pays basque, cette revendication d'un département spécifique a été approuvée : deux édiles sur trois se sont prononcés pour, bien que les maires des villes de la côte se soient montrés plus réservés. Est-ce à dire qu'aujourd'hui avec

un « pays » conçu par le législateur comme un bassin de vie plus proche de la population qu'un syndicat de communes ou un arrondissement, le Pays basque est comblé ? Les élus départementalistes sont plutôt réservés. Pour leur président, Jean Aniotzbehere, maire du village frontalier de Sare

qualifient ce « pays » d'ersatz. « C'est une création virtuelle, sans budget ni responsabilité directe », s'insurge Jacques Abetberry, adjoint au maire de Biarritz. La coalition Abertzaleen Batasuna a lancé une campagne « pour une institution maintenant ». Le 1^{er} mars, elle appelle à un rassemblement sur ce

thème à Bayonne. Conjonction qui ne doit sans doute rien au hasard, le président du conseil général (UDF-Force Démocrate), François Bayrou, vient à son tour d'apporter sa réponse à la demande de départementalisation des maires basques. Il y est foncièrement hostile mais il a qualifié « d'éclai-

Le Béarn aussi

Sur les traces des Basques, François Bayrou a engagé les élus béarnais à créer un « pays de Béarn ». Pour l'heure, deux projets sont bien avancés : un pays du hant Béarn, centré sur Oloron-Sainte-Marie, au pied des Pyrénées ; et un pays de Luys, à travers les collines du nord de Pau.

Quitte à changer, quelques maires aimeraient plutôt un département de Béarn, à la grande satisfaction de leurs collègues basques.

« le pays ne correspond pas aux conditions d'un département. Ce n'est pas une collectivité et nous n'avons pas la possibilité de passer contrat ni d'avoir un budget ». En effet, le Conseil des élus n'est, pour le moment, qu'une association loi 1901 aux moyens réduits.

De leur côté, les nationalistes

thème à Bayonne. Conjonction qui ne doit sans doute rien au hasard, le président du conseil général (UDF-Force Démocrate), François Bayrou, vient à son tour d'apporter sa réponse à la demande de départementalisation des maires basques. Il y est foncièrement hostile mais il a qualifié « d'éclai-

rament » leurs prises de position. C'est pourquoi il a décidé de créer à Bayonne un deuxième site pour des services départementaux jusqu'alors centrés sur la capitale béarnaise, Pau. Une ou deux directions départementales devraient ainsi prochainement résider sur les bords de l'Adour.

A proximité de l'estuaire du fleuve, ces services s'inscrivent fort à propos dans l'effort amorcé le 25 janvier dernier pour faire du port de Bayonne un pôle économique fédérateur du sud-Aquitaine. Ce jour-là fut une grande première puisque côte à côte, François Bayrou, son collègue ministériel Alain Lamassourie (également président du district Bayonne-Anglet-Biarritz) et le socialiste Henri Emmanuelli, président du conseil général des Landes se sont engagés à travailler désormais ensemble. Une manière pour les pays de l'Adour, loin de Bordeaux mais confrontés à des soucis identitaires, notamment de la part des Basques, de faire équipe et de ressembler les rangs.

Michel Garicoï

Autour de la Hague, les mères sont en colère de ne pas savoir

CHERBOURG

de notre envoyée spéciale
La colère est née spontanément, un matin de janvier, sur le parking de l'école de Fernanville, un petit paradis marin, truffé d'anses, de prairies et de belles maisons en granit. La foudre venait de toucher le Cotentin nord sous la forme d'un rapport savant : un épidémiologiste, le docteur Viel, attribuait à la fréquentation des plages et à la consommation de produits de la mer la légère augmentation des leucémies constatée chez les enfants dans un rayon de 35 kilomètres autour de l'usine nucléaire de la Hague. « Absurde », avait répondu la direction de l'usine, tandis que les édiles locaux criaient au complot.

Polémique, bataille de chiffres. C'en était trop. Ce matin-là, Nathalie et ses deux copines ont explosé : « Le nucléaire a tout acheté, les terres, les routes, maintenant la santé des enfants ! Il faut faire quelque chose. On ne nous dit pas tout et le peu qu'on nous dit est incompréhensible. On veut en avoir le cœur net ! » Le cercle de la colère s'est élargi aux amies des amies, aux collègues, aux connaissances. En une semaine, elles étaient trente : « On a réalisé qu'on était nombreuses. » Le « collectif des mères en colère » était né. Réunions, discussions, communiqué. Lundi 3 février, moins de trois semaines après, Corinne Lepage, ministre de l'environnement, venue à Cherbourg rassurer les populations, les recevait officiellement. Les « mères en colère » avaient les bonheurs de la presse, aux côtés des agriculteurs, des syndicats et des élus reçus le même jour.

Depuis, les témoignages affluent. Institutrices, infirmières, femmes de pêcheurs, mères d'enfants malades taraudées par l'anxiété. Elles veulent souvent rester anonymes. « La pression est énorme. Dans toutes les familles, quelqu'un travaille de près ou de loin pour le nucléaire. Les gens ont peur

de parler. » Nathalie, porte-parole du collectif, elle, n'a pas peur. Et pour cause : fille de Jacky Bonnemala, le fondateur de Robin des Bois, association écologiste, elle a grandi parmi les militants antinucléaire.

Mais, là, c'est autre chose. « Mères en colère » ne sera pas, ne doit pas être une organisation écologiste de plus. Le but premier, dit-elle, « c'est que les gens s'expriment en dehors de tout clivage pro ou anti-nucléaire. Il faut lever la chope de plomb. Parler, libérer l'angoisse ».

POLLUTION INVISIBLE

L'angoisse. Maître mot dans ces parages où la pollution est d'autant plus insupportable qu'elle est invisible. Elle se tapit peut-être dans la mer, l'air iodé, les algues, symboles même de la salubrité. Jusque-là, les femmes vivaient avec. « On était conscientes du danger, mais on se disait : un verre bien ! » Ce n'est plus le cas. L'étude Viel, si elle dit vrai, remet tout en question. Y compris le fait de vivre ici. « On a toutes des enfants jeunes, deux, six, dix ans. Ils passent l'été sur la plage, dit une mère, très émue. La maladie se déclare lentement, on ne veut pas que plus tard... On veut avoir la conscience tranquille. » Alors, elles ont décidé de s'« immerger » dans le débat jusque-là réservé aux hommes. « Les morts ont un discours chiffré, d'experts, nous c'est plus terre à terre : la santé des enfants est-elle menacée ? C'est oui ou non, blanc ou noir. Il faut absolument savoir. »

Corinne Lepage leur a promis un début de réponse en juin, assurant que pour sa part elle n'était « pas très inquiète ». Elles ont été déçues. Elles voulaient participer aux enquêtes complémentaires. « En tant qu'observatrices. Pour voir si tout se passe dans la neutralité. » Et être rassurées, enfin ! « L'amiante, il y a vingt ans, on disait "ce n'est pas très dangereux"... »

Véronique Maurus

DÉPÊCHES

■ SAVOIE : les fiches de paie des 730 agents du conseil général mentionneront dès la fin du mois de février les salaires nets en euros en même temps qu'en francs. Michel Barnier (RPR), président du conseil général et ministre délégué aux affaires européennes, a pris cette décision - une « première » - dans le souci de « sensibiliser les Savoyards et les nombreux touristes qui visitent le département à l'arrivée de la monnaie européenne » en 1999.

■ HÉRAULT : la ville de Montpellier vient de recevoir l'Echarpe d'or décernée par la Prévention routière, qui récompense les collectivités locales agissant pour réduire le nombre et la gravité des accidents de la circulation. Les accidents corporels ont diminué de 44 % depuis dix ans.

RHÔNE-POULENC INFORMES SES ACTIONNAIRES

Résultat net 1996 : + 28,4 %

« En 1996, nous avons progressé dans la mise en œuvre de notre stratégie :

- les activités sciences de la vie ont poursuivi leur croissance et l'amélioration de leur rentabilité, grâce au succès commercial des nouveaux produits et à l'intégration de Fisons,
- en chimie et fibres, une amélioration est notable dans la majorité des activités et de nouvelles mesures de restructuration ont été engagées,
- le recentrage de nos activités a été poursuivi, et nous avons cédé 6,8 milliards de francs d'actifs.

En 1997, nous poursuivons ces actions et nous confirmons nos objectifs de croissance du bénéfice par action, et d'amélioration du ratio dettes sur fonds propres à moins de 0,5 ».

Jean-René Fourton
Président-Directeur Général

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'établit à 85,8 milliards de francs, soit une progression de 1,2 % à périmètre historique et de 3 % à périmètre comparable.

Les résultats liés à l'exploitation s'élèvent à 7,7 milliards de francs (+ 22,2 %) grâce à la croissance des ventes et à l'amélioration de la productivité.

Le résultat net s'élève à 2,7 milliards de francs, en progression de 28,4 %. Cette progression est due essentiellement à la croissance des résultats de la pharmacie

- Contribuer à prévenir et guérir les maladies des hommes, des animaux et des plantes
- Améliorer la qualité et la sécurité des produits industriels et de la vie quotidienne

telles sont les missions de Rhône-Poulenc



Rhône-Poulenc
7^e groupe
pharmaceutique
et chimique mondiale
fondée sur
développement
sur des produits
chimiques et
pharmaceutiques
la pharmacie
industrielle
commerciale

et de la santé animale et végétale qui représentent 87 % des résultats liés à l'exploitation* du Groupe.

Le bénéfice net par action est de 8,44 francs, en progression de 25,8 %.

Avant amortissement des survaleurs (goodwill), il s'élève à 11,54 francs, contre 9,12 francs en 1995 (+ 26,5 %).

Un dividende brut par action A de 5,25 francs (+ 16,7 %) sera proposé par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Le ratio dettes nettes sur fonds propres s'établit à 0,61 à fin 1996, contre 0,72 à fin 1995, en ligne avec l'objectif de revenir à un ratio dettes sur fonds propres inférieur à 0,5 fin 1997.

* Résultat opérationnel + Quote-Part des sociétés mises en équivalence.

Agenda de l'Actionnaire

- Assemblée Générale : 23 avril 1997 (sur 2^e convocation).
- Résultats trimestriels : 30 avril, 25 juillet, 30 octobre 1997.
- Réunions d'actionnaires : 11 mars à Strasbourg, 12 mars à Lyon.

Relations Actionnaires
25, quai Paul Doumer
92408 Courbevoie cedex
N° Vert 800 60 60 60
Minitel : 3615 ou 3616 CLIFF
Internet :
<http://www.rhone-poulenc.com>

RHÔNE-POULENC

صلى الله عليه وسلم

DISPARITIONS

WILLIAMS SASSINE, écrivain guinéen, est mort des suites d'une crise cardiaque à Conakry, dimanche 9 février, à l'âge de cinquante-trois ans. Dramaturge, écrivain, romancier et journaliste, il tenait également une chronique dans l'hebdomadaire satirique guinéen *Le Lynx* depuis sa création en février 1992. Après vingt-huit ans d'exil en Côte-d'Ivoire, en Sierra Leone, au Gabon et en Mauritanie, il vivait en résidence surveillée à Conakry (Guinée), avec interdiction de sortie du territoire, pour ses écrits hostiles au régime du président Lansana Conté. La plupart de ses ouvrages, dont *Le zéro n'est pas n'importe quel* (1985), sont publiés aux éditions Présence africaine. Il était, en France, chevalier des arts et lettres.

NOMINATIONS

Loïc Hennekinne a été nommé ambassadeur au Canada, en remplacement d'Alfred Siefert-Gaillardin, récemment nommé ambassadeur en Algérie, par décret paru au *Journal officiel* daté 10-11 février. [Né le 20 septembre 1940 à Caudran (Gironde), Loïc Hennekinne est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1964-1966). Il a été notamment en poste à Saigon (1969-1971), à Santiago du Chili (1971-1973), à Tokyo (1973-1981) et à l'administration centrale, avant de devenir directeur du cabinet de Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, de septembre 1982 à mai 1983. Loïc Hennekinne a été ensuite ambassadeur en Indonésie (1986-1988), conseiller auprès de Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (1988-1989), conseiller diplomatique de François Mitterrand, président de la République (1989-1991), ambassadeur au Japon (1991-1993). Depuis octobre 1993, il était inspecteur général des affaires étrangères.]

Benoît d'Aboville a été nommé ambassadeur en Pologne, en remplacement de Daniel Contenay, récemment nommé inspecteur général des affaires étrangères, par décret paru au *Journal officiel* daté 10-11 février. [Né le 14 mai 1942 à Rabat (Maroc), Benoît d'Aboville est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1966-1968). Il a été notamment en poste à Washington (1969-1973) et à Moscou (1973-1975), avant de devenir conseiller technique au cabinet de Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères d'octobre 1977 à novembre 1978. Spécialiste du désarmement, il a occupé ensuite diverses fonctions à l'administration centrale, à la CEE, à la CDE et auprès de l'OTAN, avant d'être nommé général à New York de février 1989 à juillet 1993. Depuis juillet 1993, Benoît d'Aboville était ambassadeur auprès de la République tchèque.]

Gilles Vidal a été nommé ambassadeur au Honduras, en remplacement d'Yves Saillard, par décret paru au *Journal officiel* daté 10-11 février. [Né le 15 septembre 1936, Gilles Vidal est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Il a été notamment en poste à Tunis (1972-1973), à Dakar (1981-1983), à Beyrouth (1983-1985), à Libreville (1985-1989), avant d'être chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République pour les affaires africaines et malgaches, de janvier 1989 à février 1993, puis ambassadeur au Cameroun, de mars 1993 à octobre 1995.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du samedi 8 février sont publiés :

- **Justice militaire** : un décret portant statut particulier du corps spécial des magistrats du service de la justice militaire.
- **Pompiers** : un arrêté relatif à la formation des sapeurs-pompiers auxiliaires.
- **Aérosols** : un décret relatif à la prévention des risques résultant de l'usage des générateurs d'aérosols.

Au *Journal officiel* du dimanche 9 février sont publiés :

- **Empreintes génétiques** : un décret relatif aux conditions d'agrément des personnes habilitées à procéder à des identifications par empreintes génétiques dans le cadre d'une procédure judiciaire.
- **Corse** : un décret relatif à la composition de diverses instances consultatives en matière de travail et d'emploi dans la collectivité territoriale de Corse ; un décret relatif à la composition du comité régional et des comités départementaux de la promotion sociale et de l'emploi dans la collectivité territoriale de Corse.
- **Billets** : un décret portant suppression du cours légal du billet de la Banque de France de 500 francs Pascal, à compter du 1^{er} mars 1997. Les coupures de ce type continueront à être échangées aux guichets de la Banque de France jusqu'au 1^{er} mars 2007.

AU CARNET DU « MONDE »

Mariages
Élodie
a la joie d'annoncer le mariage de ses parents.
Patricia BLANCHON
et
Bruno CHEVALIER,
qui a eu lieu le 1^{er} février 1997, à Paris-20,
2, square Got,
75020 Paris.

Décès

— M^{me} Guy Ami,
son épouse,
Sandrine et Olivier,
ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
docteur **GUY AMI**,
survenu le 8 février 1997, à l'âge de
cinquante-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
en l'église Notre-Dame de Montesson
(Yvelines), mercredi 12 février, à 10 h 45.
24 bis, avenue Aristide-Briand,
78360 Montesson.

Sos-en-Albert

M^{me} Pauline Batz,
sa mère,
M^{me} Gillette Batz,
son épouse,
M^{me} Alexandra Batz,
sa petite-fille,
Jean-Léon et Marlène Batz,
son fils et sa belle-fille
et leur fille Marianne (17).
Les familles Barre, Gouillou, Raoux,
Ainsi que tous ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de
M. Jean BATZ,
commandeur de la Légion d'honneur,
survenu le 6 février 1997, à l'âge de
soixante-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu le 8 février, à
Sos-en-Albert (Loir-et-Cher).

— Serge Calligaris,
Corine Calligaris,
toute la famille Calligaris, parents et
amis,
ont l'extrême douleur de faire part du décès de
M. Marius CALLIGARIS,
survenu le 7 février 1997, dans sa
soixante-dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 12 février, à 10 h 30, en
l'église Saint-Etienne, à Romaine (Loire).
Cet avis tient lieu de faire-part.

75, boulevard Baron-de-Maris,
42300 Romaine.

— Henry de Lumley, directeur du
Muséum national d'histoire naturelle,
Claude Caussanel, directeur du
laboratoire d'entomologie du Muséum
national d'histoire naturelle,
et l'ensemble des personnels du
Muséum.

ont le regret de faire part du décès du
professeur **Jacques CARAYON**,
professeur honoraire au Muséum,
ancien directeur du laboratoire
d'entomologie,
chevalier dans l'ordre national
de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, le vendredi 7 février
1997, dans sa quatre-vingt-unième année.

Ils s'associent à la douleur de son
épouse et de ses enfants.

— Jacques Bous, président de la section
des sciences de la vie et de la terre de
l'École pratique des hautes études,
Michel Bonlard, directeur du
laboratoire de biologie et évolution des
insectes,
Les directeurs d'études et de labora-
toires,
Les enseignants-chercheurs,
Et tous les personnels de la section,
ont la tristesse de faire part du décès de
leur éminent et regretté collègue, le

professeur **Jacques CARAYON**,
directeur honoraire du laboratoire
d'entomologie économique de l'EPHE
et président honoraire de la section
des sciences de la vie et de la terre.

survenu à Paris, le vendredi 7 février
1997. Ils s'associent à la peine de sa
famille et de ses proches.

Paris-6

M^{me} Pauline Clusseau-Lanauve,
son épouse,
sa famille et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de
M. Jean CLUSSEAU-LANAUVE,
artiste peintre,
ancien combattant 1939-1940,
peintre officiel de la marine,
président du Salon du dessin
et de la peinture à l'eau
de 1976 à 1996,
chevalier des Arts et des Lettres,

survenu le 7 février 1997, à Périgueux,
dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu ce
jour.

— M^{me} Annette Edelin,
son épouse,
M. et M^{me} Dominique Degobert,
M^{me} Géraldine Edelin
et M. Richard Hurd,
ses enfants,
Florian et Anne-Sophie,
ses petits-enfants,
M. et M^{me} Roger Gardien,
sa sœur et son beau-frère,
M. Stéphane Gardien,
son neveu,
Toute la famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jean EDELIN,
survenu le 1^{er} février 1997, à l'âge de
cinquante-deux ans.

La mise en bière aura lieu le mercredi
12 février, à 14 heures, au funérarium de
l'hôpital Saint-Louis, suivie
de l'incinération, à 15 h 30, au cimetière de
la Fontaine-Saint-Martin, à Valenton
(Val-de-Marne), où l'on se réunira.

Un registre à signatures tiendra lieu de
condoléances.

29, allée Just-Adolphe-Leclecq,
93600 Aubry-sous-Bois.

Jean Edelin était un de nos
collaborateurs. Il était entré au journal le
1^{er} décembre 1983. La direction présente à
sa famille ses plus sincères condoléances.

— Les professeurs du lycée Colbert,
Paris-10,
ont le chagrin de faire part du décès de
leur collègue et ami,
Richard JUNG,
survenu le 8 février 1997.

CARNET DU MONDE
Télécopieur :
01-42-17-21-36
Téléphone :
01-42-17-29-94
ou 38-42

— M^{me} Paul-Hubert Le Mire,
son épouse,
Ses enfants, petits-enfants et arrière-
petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du rappel à
Dieu de
Paul-Hubert LE MIRE,
ancien ambassadeur,
officier de la Légion d'honneur,
survenu le 8 février 1997, à l'âge de
quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
à Paris, le jeudi 13 février, à 9 heures, en
l'église Saint-Philippe du Roule et suivie
de l'inhumation au Montparnasse (Paris).

9, place Corneille,
92100 Boulogne.

— Solange Lubineau,
Philippe et Marie-Anne Lubineau,
Clément, Grégoire, Pia,
M^{me} Odile Leconte,
ont la tristesse de faire part de la mort de
Claude LUBINEAU,
survenue le 7 février 1997.

Une hémédiction sera prononcée
vendredi 14 février, à 10 heures, en
l'église Saint-Sulpice, à Paris.

109-111, rue du Cherche-Midi,
75006 Paris.

— Claude et Paule Mordjan,
ses parents,
Sophie Chicaud et Luis Madeira,
Bernard Chicaud et Christine Bosse,
ses enfants,
Ainsi que ses nombreux amis, parmi
lesquels Bernard et Tony,
ont la tristesse d'annoncer le départ de
Anita MORDJAN CHICAUD,
le 4 février 1997.

Selon sa volonté expresse,
l'incinération a eu lieu dans la stricte
intimité familiale.

69, avenue de Ségur,
75007 Paris.
33, rue Jacques-Ibert,
75017 Paris.
40, rue Saint-Sébastien,
75011 Paris.

[Anita Chicaud nous a quittés le
4 février 1997, après un long combat
contre le cancer. Née en 1945, elle avait
connu de nombreux années au bé-
névolat, dans la défense des causes qui
lui étaient chères. Conscience aussi que
les femmes devaient trouver leur place
en politique, elle s'était présentée aux
élections municipales et législatives à
Paris, avant de devenir, en 1986, l'atta-
chée parlementaire d'Henri Foa.

Entrée au journal en 1990 comme
rédactrice-sténographe, elle avait fait la
preuve d'ambition, dans ce « métier de
l'ombre », de ses grandes compétences.
L'ardeur, la passion, qui animaient ce
petit bout de femme aux yeux multi-
colores, dans la critique ou l'enthousiasme,
s'accompagnaient d'un indéfectible
sens de l'humour.

La direction du *Monde* adresse à ses
parents et à ses enfants ses condoléances
attristées.]

— M^{me} Roland Martin,
son épouse,
et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jean-Marie PANNETIER,
Forces françaises libres,
bataillon du Pacifique,
décédé le 8 février 1997, à l'âge de
soixante-dix-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 12 février, à 14 heures, en
l'église de Sucé-sur-Erdre, suivie de
l'inhumation au cimetière de Sucé-sur-
Erdre.

Pas de condoléances.

Cet avis tient lieu de faire-part et de
remerciements.

— M^{me} Werner Philipp,
son épouse,
M. Tony Philipp,
M^{me} Cécile Martin,
M^{me} Collette Wiat,
M. Pierre Philipp,
M. Luc Philipp,
ses enfants,
Et ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de
M^{me} Jeannette PHILIPP,
née DUFÈRE,
survenue le 10 février 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 13 février, à 14 h 45, en l'église
Sainte-Jeanne-d'Arc, 19, rue Jeanne-
d'Arc, Lyon-3^e.

L'inhumation aura lieu à Lyon dans
l'intimité de la famille.

Le Maine,
24260 Le Bugue.

— André Posokhow,
Les associés et les collaborateurs du
cabinet Posokhow,
ont la tristesse de faire part de la
disparition de
Serge POSOKHOW,
expert-comptable,
commissaire aux comptes,
CPA 1954,

survenu le 6 février 1997, dans sa qua-
rante-neuvième année.

— M^{me} Paul-Hubert Le Mire,
son épouse,
Ses enfants, petits-enfants et arrière-
petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du rappel à
Dieu de
Paul-Hubert LE MIRE,
ancien ambassadeur,
officier de la Légion d'honneur,
survenu le 8 février 1997, à l'âge de
quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
à Paris, le jeudi 13 février, à 9 heures, en
l'église Saint-Philippe du Roule et suivie
de l'inhumation au Montparnasse (Paris).

9, place Corneille,
92100 Boulogne.

— Solange Lubineau,
Philippe et Marie-Anne Lubineau,
Clément, Grégoire, Pia,
M^{me} Odile Leconte,
ont la tristesse de faire part de la mort de
Claude LUBINEAU,
survenue le 7 février 1997.

Une hémédiction sera prononcée
vendredi 14 février, à 10 heures, en
l'église Saint-Sulpice, à Paris.

109-111, rue du Cherche-Midi,
75006 Paris.

— Claude et Paule Mordjan,
ses parents,
Sophie Chicaud et Luis Madeira,
Bernard Chicaud et Christine Bosse,
ses enfants,
Ainsi que ses nombreux amis, parmi
lesquels Bernard et Tony,
ont la tristesse d'annoncer le départ de
Anita MORDJAN CHICAUD,
le 4 février 1997.

Selon sa volonté expresse,
l'incinération a eu lieu dans la stricte
intimité familiale.

69, avenue de Ségur,
75007 Paris.
33, rue Jacques-Ibert,
75017 Paris.
40, rue Saint-Sébastien,
75011 Paris.

[Anita Chicaud nous a quittés le
4 février 1997, après un long combat
contre le cancer. Née en 1945, elle avait
connu de nombreux années au bé-
névolat, dans la défense des causes qui
lui étaient chères. Conscience aussi que
les femmes devaient trouver leur place
en politique, elle s'était présentée aux
élections municipales et législatives à
Paris, avant de devenir, en 1986, l'atta-
chée parlementaire d'Henri Foa.

Entrée au journal en 1990 comme
rédactrice-sténographe, elle avait fait la
preuve d'ambition, dans ce « métier de
l'ombre », de ses grandes compétences.
L'ardeur, la passion, qui animaient ce
petit bout de femme aux yeux multi-
colores, dans la critique ou l'enthousiasme,
s'accompagnaient d'un indéfectible
sens de l'humour.

La direction du *Monde* adresse à ses
parents et à ses enfants ses condoléances
attristées.]

— M^{me} Roland Martin,
son épouse,
et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jean-Marie PANNETIER,
Forces françaises libres,
bataillon du Pacifique,
décédé le 8 février 1997, à l'âge de
soixante-dix-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 12 février, à 14 heures, en
l'église de Sucé-sur-Erdre, suivie de
l'inhumation au cimetière de Sucé-sur-
Erdre.

Pas de condoléances.

Cet avis tient lieu de faire-part et de
remerciements.

— M^{me} Werner Philipp,
son épouse,
M. Tony Philipp,
M^{me} Cécile Martin,
M^{me} Collette Wiat,
M. Pierre Philipp,
M. Luc Philipp,
ses enfants,
Et ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de
M^{me} Jeannette PHILIPP,
née DUFÈRE,
survenue le 10 février 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 13 février, à 14 h 45, en l'église
Sainte-Jeanne-d'Arc, 19, rue Jeanne-
d'Arc, Lyon-3^e.

L'inhumation aura lieu à Lyon dans
l'intimité de la famille.

Le Maine,
24260 Le Bugue.

— André Posokhow,
Les associés et les collaborateurs du
cabinet Posokhow,
ont la tristesse de faire part de la
disparition de
Serge POSOKHOW,
expert-comptable,
commissaire aux comptes,
CPA 1954,

survenu le 6 février 1997, dans sa qua-
rante-neuvième année.

— M^{me} Paul-Hubert Le Mire,
son épouse,
Ses enfants, petits-enfants et arrière-
petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du rappel à
Dieu de
Paul-Hubert LE MIRE,
ancien ambassadeur,
officier de la Légion d'honneur,
survenu le 8 février 1997, à l'âge de
quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
à Paris, le jeudi 13 février, à 9 heures, en
l'église Saint-Philippe du Roule et suivie
de l'inhumation au Montparnasse (Paris).

9, place Corneille,
92100 Boulogne.

— Solange Lubineau,
Philippe et Marie-Anne Lubineau,
Clément, Grégoire, Pia,
M^{me} Odile Leconte,
ont la tristesse de faire part de la mort de
Claude LUBINEAU,
survenue le 7 février 1997.

Une hémédiction sera prononcée
vendredi 14 février, à 10 heures, en
l'église Saint-Sulpice, à Paris.

109-111, rue du Cherche-Midi,
75006 Paris.

— Claude et Paule Mordjan,
ses parents,
Sophie Chicaud et Luis Madeira,
Bernard Chicaud et Christine Bosse,
ses enfants,
Ainsi que ses nombreux amis, parmi
lesquels Bernard et Tony,
ont la tristesse d'annoncer le départ de
Anita MORDJAN CHICAUD,
le 4 février 1997.

Selon sa volonté expresse,
l'incinération a eu lieu dans la stricte
intimité familiale.

69, avenue de Ségur,
75007 Paris.
33, rue Jacques-Ibert,
75017 Paris.
40, rue Saint-Sébastien,
75011 Paris.

[Anita Chicaud nous a quittés le
4 février 1997, après un long combat
contre le cancer. Née en 1945, elle avait
connu de nombreux années au bé-
névolat, dans la défense des causes qui
lui étaient chères. Conscience aussi que
les femmes devaient trouver leur place
en politique, elle s'était présentée aux
élections municipales et législatives à
Paris, avant de devenir, en 1986, l'atta-
chée parlementaire d'Henri Foa.

Entrée au journal en 1990 comme
rédactrice-sténographe, elle avait fait la
preuve d'ambition, dans ce « métier de
l'ombre », de ses grandes compétences.
L'ardeur, la passion, qui animaient ce
petit bout de femme aux yeux multi-
colores, dans la critique ou l'enthousiasme,
s'accompagnaient d'un indéfectible
sens de l'humour.

La direction du *Monde* adresse à ses
parents et à ses enfants ses condoléances
attristées.]

— M^{me} Roland Martin,
son épouse,
et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jean-Marie PANNETIER,
Forces françaises libres,
bataillon du Pacifique,
décédé le 8 février 1997, à l'âge de
soixante-dix-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 12 février, à 14 heures, en
l'église de Sucé-sur-Erdre, suivie de
l'inhumation au cimetière de Sucé-sur-
Erdre.

Pas de condoléances.

Cet avis tient lieu de faire-part et de
remerciements.

— M^{me} Werner Philipp,
son épouse,
M. Tony Philipp,
M^{me} Cécile Martin,
M^{me} Collette Wiat,
M. Pierre Philipp,
M. Luc Philipp,
ses enfants,
Et ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de
M^{me} Jeannette PHILIPP,
née DUFÈRE,
survenue le 10 février 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 13 février, à 14 h 45, en l'église
Sainte-Jeanne-d'Arc, 19, rue Jeanne-
d'Arc, Lyon-3^e.

L'inhumation aura lieu à Lyon dans
l'intimité de la famille.

Le Maine,
24260 Le Bugue.

— André Posokhow,
Les associés et les collaborateurs du
cabinet Posokhow,
ont la tristesse de faire part de la
disparition de
Serge POSOKHOW,
expert-comptable,
commissaire aux comptes,
CPA 1954,

survenu le 6 février 1997, dans sa qua-
rante-neuvième année.

Anniversaires de décès

— Une pensée pour
Tertuliano DOS PASSOS,
qui nous a quittés le 12 février 1996.

Merci à tous ceux qui l'ont aimé et
gardent sa mémoire vivante.

— Le 12 février 1995,
Jean-Baptiste NIEL,
écrivain,
nous quittait.

Il nous manque, mais son ardeur voit
libre vit dans ses écrits, à jamais.

Jacky PLOIX
décédé le 11 février 1992.
Lumière elle fut, lumière elle restera.

Séminaires

**COLLÈGE INTERNATIONAL
DE PHILOSOPHIE**

● Séminaires
Denis Guenoun : « Théâtres,
philosophies, politiques »,
17 février, 17 mars, 20 h 30-22 h 30,
salle RC3, université Paris-VII, 2, place
Jussieu, Paris.

Stéphane Argüelles : « Atelier de
traduction : introduction à la lecture
des textes philosophiques en langue
catalane »,
19 février, 12 mars, 17 heures-
19 heures, annexe de la V^e section EPHE,
bât. du Crous, 29, rue David, Paris.

**Barbara Cassin, Jean-François
Courtine, Alain de Libera** : « Ce que les
philosophes disent de leur langue »,
20 février : Denis Thourard : « Autour
de Husserl, Heidegger, Merleau-Ponty »,
21 février : Pierre Puisseux : « Kant,
sur la langue allemande »,
20 heures-22 heures, amph. B, Carré
des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Paul Ricoeur : « Le temps passé :
mémoire, histoire, oubli »,
20 et 26 février, 18 heures-20 heures,
amph. Poincaré, Carré des sciences, 1, rue
Descartes, Paris.

Elisabeth Rigal : « Questions
wittgensteiniennes - 1. La question du
sujet »,
21 février, 20 heures-22 heures,
amph. A, Carré des sciences, 1, rue
Descartes, Paris.

Olivier Lecoq Grandmaison : « Sur la
haute : pourvoir éthique et politique de
la dégradation. Avec Spinoza »,
20 février, 18 h 30-20 h 30, salle RC3,
université Paris-VII, 2, place Jussieu,
Paris.

Les activités du Collège sont libres et gratuites (dans la
limite des places disponibles).
Renseignements sur salles, répondre :
01-44-41-46-80.

Autres renseignements : 01-44-41-46-80.

— M. R.S. Sirat, grand rabbin de
France, traitera « Le judaïsme face à
cent ans de sionisme » au CBL, 10, rue
Saint-Clément, Paris-3^e, ce jeudi 13 février
1997, à 20 h 30. Tél. : 01-42-71-68-19.

AET : L'EMPT du Mans
fêtera son
cinquantième
le samedi 3 mai 1997, au Mans.
Contact : 06-07-97-69-58
ou 02-43-87-91-36

Nos abonnés et nos adhérents
bénéficient d'une réduction sur les
insertions du « Carnet du Monde »,
sous réserve de leur vouloir nous com-
muniquer leur numéro de référence.

LE MONDE
diplomatique

Février 1997

- **MAGHREB** : Arabisation et démagogie en Algérie, par Gilbert Grandguillaume. — Les libérés envoyés de la Tunisie, par Hamed Ibrahim. — La Mauritanie cernée par les conflits, par Bruno Calles de Salles.
- **CORÉES** : Les travailleurs à l'assaut du dragon, par Laurent Carroué. — Un régime libéral à poigne de fer, par Bertrand Chung. — Des mandins pas très calmes toujours assoiffés, par Patrick Maur

HORIZONS

ENQUÊTE

Depuis 1962, le centre culturel varois a toujours été un lieu d'avant-garde pour le théâtre, le jazz, la danse ou l'image. Le maire (FN) de Toulon réclame la dissolution de l'association

L'HISTOIRE de Gérard Paquet et de Châteauvallon n'est pas seulement un feuilleton consacré aux basses manœuvres de la politique. C'est une fable. Oubliez la traque juridico-administrative menée contre Gérard Paquet par Jean-Marie Le Chevallier, maire légitime de Toulon, et par son allié abjectif, Jean-Charles Marchiani, préfet du Var. Laissez-vous transporter dans la pinède de Châteauvallon, lieu de culture et de liberté. La vue y est superbe. Avec, au loin, la rade de Toulon.

Gérard Paquet est chez lui dans ce paysage de Méditerranée. Il est le fondateur de Châteauvallon. Haute silhouette voûtée, qu'on croit, à tort, nonchalante, l'homme aura cinquante-quatre ans le 1^{er} mars. Sur sa colline perchée, ce fils d'officier de marine, né à La Seyne, se sent vigile, timonier, scrutateur d'infini. L'historien Fernand Braudel, un de ses maîtres à penser, aimait, lui aussi, Châteauvallon. Il y donnait les 18, 19 et 20 octobre 1985 une leçon d'histoire, vivace dans toutes les mémoires. « Il y a toujours trente-six façons d'entrer dans une œuvre même quand on en est l'auteur », disait-il lors de ces rencontres. Entrons donc dans l'œuvre de Châteauvallon. Il faut remonter le temps jusqu'en 1962. Un exercice de mémoire salutaire pour comprendre ce qui donne à Gérard Paquet sa force et sa pugnacité dans ce qu'il est, désormais, devenu d'appeler « l'affaire Châteauvallon ».

En 1962, Châteauvallon n'est qu'une pinède. Elle va devenir le lieu d'une utopie culturelle. Celle de deux hommes, Gérard Paquet, alors âgé de vingt-deux ans, et Henri Komatis (mort en 1985), architecte et sculpteur, de vingt ans son aîné. Dans ce lieu, leur projet est déjà inscrit dans la pierre et la terre ocre : ici, une sorte d'amphithéâtre naturel ne demande qu'à être accentué, là une vieille bastide devra être restaurée. Gérard Paquet et Henri Komatis dessinent un espace où se rencontreront des artistes, des philosophes, des scientifiques. Les statues-totems de Komatis, plantées telles des figures de proue, incarnent un avenir aussi studieux que radieux.

En 1965, les deux compagnons créent une association. La commune d'Ollioules, sur laquelle est implanté le site, concède un bail. La ville de Toulon, puis le département, le ministère de la culture, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur vont, à leur tour, soutenir le projet. La soirée inaugurale a lieu le 15 juillet 1965. Dans ce lieu, prémonitrice de l'esprit libertaire de mai 68, commencent alors des années dont le théâtre est le pivot. Les étalles gardent encore l'écho fatal de Maria Casarès, inouïe La Césarine, Jean Glibbert, homme de théâtre et psychanalyste, a participé aux promesses des débuts : « C'était autre chose que Chaillot et le texte mortifère ! J'ai le souvenir du Living Theater chassé d'Avignon en 1968, accueilli ici, à Châteauvallon. C'était une expérience fragile, parce que juste. C'était le Bread and Puppet, Groszowski. C'était une époque sans argent. La réussite tenait à la personnalité de Paquet et de Komatis. C'était le lieu des hommes libres. »

En 1970, avec le jazz, Châteauvallon conquiert d'un seul coup sa réputation internationale. Le free est à son apogée. Et les hippies aiment les volutes sauvages des improvisations. « J'ai fait, à Châteauvallon, ma carrière la plus engagée, se rappelle Michel Portal. J'avais envie d'une musique qui brasse les gens, les cultures, les continents. C'était la colline ouverte. Un soprano sonnait, un clairon lui répondait, s'improvisait alors un bal populaire. » Archie Shepp, Anthony Braxton, Dizzie Gillespie, Cecil Taylor, Steve Lacy, se succèdent. Mais aussi Ravi Shankar, Sun Ra, Weather Report.



Gérard Paquet, prince en exil de Châteauvallon

De vingt mille à trente mille spectateurs, dont un grand nombre campent sur place. Trois conseillers artistiques se cachent derrière ce succès : Bernard Lion, Jean Morlock et André Francès. En août 1973, le festival de jazz se déroule sur fond de racisme. Déjà. Contre les chevelus, mais surtout contre les immigrés. Deuil de Ton écrit dans Charlie Hebdo : « C'est le seul festival de jazz à peu près digne de ce nom en France. Pourtant, on espère qu'il n'aura pas lieu à Châteauvallon. Pourquoi ? Parce que Châteauvallon se trouve à Toulon, et que Toulon est la première ville raciste de France. Le conseil municipal de la ville est le premier conseil municipal français qui ait envoyé une motion ouvertement raciste au gouvernement, le premier qui ait ouvertement dénoncé "l'invasion" des travailleurs immigrés. »

VINGT-DEUX ans plus tard, le 17 juin 1995, Toulon élit un maire Front national. Gérard Paquet, enfant du pays, connaît la politique : il compte à son actif trois mandats d'élu de gauche à la municipalité d'Ollioules - liste centre gauche de Marius Trotabas (1971-1977), liste Union de la gauche de Guy Durbecq (PS, 1977-1983), conseiller municipal dans l'opposition, élu sur une liste de gauche battue par une liste divers droite (1983-1989). Pour barrer la voie au FN, il appelle à voter François Trucy, candidat de la droite. La gauche, en maintenant son candidat, fait élire l'extrême droite : une stratégie du pire, aujourd'hui abandonnée. Le Parti socialiste en a longtemps

voulu à Gérard Paquet. On connaît la suite. Paquet refuse les subventions de la ville de Toulon, déclenchant une succession d'attaques contre lui. De la part du maire FN et de la part du préfet du Var, déshéssant ouvertement à l'État qu'il représente. Rappelons l'essentiel : audits multiples, assignations en justice, interdiction du groupe NIM (Nique Ta Mère), nomination d'un administrateur provisoire à Châteauvallon. Un barèlement qui aboutit. Le 1^{er} février 1997, au licenciement du directeur de Châteauvallon.

Quelques observateurs estiment que « l'affaire » est devenue un combat d'orgueil de Jean-Charles Marchiani contre Gérard Paquet. Que jamais le maire de Toulon n'aurait engagé une lutte si dure sans l'assurance d'un si puissant allié. C'est aussi l'avis du premier ministre, Alain Juppé, et du ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, puisqu'ils proposent, au conseil des ministres du 29 janvier, la nomination hors cadre du préfet du Var, Jacques Chirac, président de la République, intervient pour que cette mutation ne soit pas à l'ordre du jour. On parle de raison d'État.

Spoilé d'un trait de plume de trente-deux ans de travail et de rêves, le fondateur de Châteauvallon constate : « Je suis un marginal dans tous les milieux. Je suis quelqu'un d'ailleurs. Châteauvallon aura eu raison trop tôt. De toute façon, ce lieu a toujours avancé sous le coup des attaques. » En effet, Châteauvallon a toujours évolué contraint et forcé. En 1973, le centre connaît sa première métamorphose obligée. L'affluence des

spectateurs au festival de jazz menace l'environnement et gêne les voisins. Sans compter les difficultés financières. Le jazz doit cesser. La danse lui succédera. Mais il faut auparavant achever les travaux d'équipement. En 1975, le syndicat intercommunal réunissant Ollioules et Toulon est créé pour gérer les bâtiments et les dix hectares de forêt.

« Je suis un marginal dans tous les milieux. Châteauvallon aura eu raison trop tôt »

Dès 1980, la danse fait une entrée joyeuse. Patrick Bensard, actuel directeur de la Cinémathèque de la danse, en est le programmeur. Il sait doser l'avant-garde et la qualité populaire. Il programme Karole Armitage, alors parfaite et géniale inconnue, les claquettes de Broadway, la danseuse égyptienne Samia Gamal. C'est lui aussi, fou d'images et de photos, qui introduit les films, les comédies musicales dans la programmation. Avec le swing de la danse, Châteauvallon se relance. Les années Jack Lang battent leur plein. Le centre culturel achève la construction du théâtre couvert et des lieux d'accueil.

« J'ai découvert un art qui croise tous les problèmes que se pose notre société. J'ai découvert ce que le corps pouvait avoir de préman-

toire, de vif, de profond. J'ai connu de jeunes artistes généreux, tournés vers les autres. Le corps ne triche pas », dit Gérard Paquet. L'année 1986 est pourtant marquée par une deuxième métamorphose de Châteauvallon. La droite est revenue aux affaires. François Léotard, Varols de Fréjus, est nommé ministre de la culture. Il demande un audit des comptes. Le Printemps, énorme manifestation organisée par Denis Guénoun, en 1985, pour célébrer le vingtième anniversaire, a été un cuisant échec. Afin que le centre survive, le ministère choisit de le transformer : il devient, en 1987, le Théâtre national de la danse et de l'image (TNDI), avec un cahier des charges et des missions précises. Dont l'organisation d'une programmation tout au long de l'année. Les subventions sont portées à 14 millions de francs.

Robert Kramer est le premier cinéaste invité en résidence au TNDI. Et François Verret, le premier chorégraphe. Il sera suivi par Angelin Preljocaj, pour lequel seront construits de superbes studios de répétitions. Ce dernier prendra la décision de quitter Châteauvallon pour Aix-en-Provence après la victoire du FN à Toulon.

En 1988 survient la troisième attaque. Moins connue, elle n'en est pas moins vive. La gauche est revenue au pouvoir, et Jack Lang a retrouvé le ministère de la culture : « C'est Jack Lang qui le premier, bien avant Jean-Marie Le Chevallier, a demandé ma démission », dit Jean-Jacques Bonnaud, le président de l'association de Châteauvallon. Le ministre de la culture n'aurait pas apprécié la bonne entente entre Varols. Entre Léotard et Pa-

quet. Ce dernier décide d'abandonner l'image, dont la production est d'un coût trop élevé pour son budget. Il se consacre à la danse. Tout le gacha défile, de Merce Cunningham à Maurice Béjart, du Ballet de l'Opéra de Paris à Martha Graham.

Élitiste, Châteauvallon ? Il est certain que Gérard Paquet aurait été plus à l'aise dans une programmation interdisciplinaire. Ce choix exclusif de la danse lui a été imposé par le ministère. « De toute façon, dans ce pays, le sponsoring privé n'existe pas », dit-il. Gérard Paquet n'est pas un gestionnaire. C'est un homme qui anticipe, une sorte de visionnaire : parallèlement à l'école qu'il trouve trop fermée, il milite pour un enseignement fondé sur le spectacle vivant, la réflexion. Il veut que le public soit en contact direct avec des créateurs, mais aussi des penseurs, des chercheurs. Les hommes qui inventent l'avenir. Ambitieux. « Fumeux », rétorquent ses détracteurs.

GÉRARD PAQUET n'a pas d'amis. Il n'a que des alliés. Et beaucoup (trop) d'ennemis. A commencer par les Toulonnais, pour lesquels il reste un fils de famille qui a eu le culot de réussir « au pays ». Mégalo-mane, autocrate, prince de la colline pour les uns. Naïf politique, stratège de haut vol ; manipulateur, pour les autres. « On le tient pour houtain, alors que c'est un silencieux qui n'est jamais aussi bien que dans ses pins. On le prend pour un mou, sans comprendre que c'est un lent tenace. Il l'a prouvé. Et le prouvera encore », précise Danièle Cornille, responsable de la communication de 1980 à 1982.

L'homme de Châteauvallon a encore des cartes dans sa manche : le soutien de l'État, de la région, du département et celui du maire d'Ollioules, René Arnoux, prêt à céder la pinède de Châteauvallon pour une somme symbolique, afin que le lieu soit transformé en centre culturel de rencontres, comme il en a été décidé par le ministère de la culture. Avec l'engagement de Gérard Paquet. On parle même d'un « Châteauvallon en exil » qui lui serait confié. On

assisterait alors à la quatrième métamorphose de Châteauvallon.

Le 13 février, le tribunal de grande instance doit se prononcer sur l'éventuelle dissolution de l'association de Châteauvallon, demandée par le maire de Toulon. Une manifestation nationale de soutien à Gérard Paquet est prévue devant le palais de justice. Ce même jour, pur hasard de l'histoire, Valérie Fauré, native de Saint-Raphaël (Var), soutiendra une thèse en Sorbonne : Châteauvallon en est le sujet. « Ce lieu est atypique. Né d'une initiative privée, il n'a pas été conçu pour entrer dans les grilles de l'institution, d'où tous ces points de frottements qui sont autant de signes que l'endroit est vivant, mais qu'il n'est plus pensé par une seule tête, dit-elle. Châteauvallon a été créé hors les murs de la ville car dans le projet, dès l'origine, il y a eu un souci écologique. L'endroit est aussi un écosystème, une faune, une flore, qui doivent être mis en valeur par le paysagiste Gilles Clément. C'est encore un site archéologique datant du celto-ligure, symbole, déjà à l'époque, de la résistance de la Provence aux armées romaines. L'ennemi du sud de la France est aujourd'hui le FN. »

Le 13 février, s'il y a dissolution, il y aura course de vitesse entre l'État, la région, le département, d'un côté, et la ville de Toulon, de l'autre, pour investir Châteauvallon avec un projet neuf. « Ici, à Châteauvallon, nous avons le temps pour nous », aimait à dire le fondateur du lieu. Ce n'est plus vrai.

Dominique Frérot
Dessin : Tudor Banus

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-20. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Telex : 206 806 F
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

L'emploi au sommet

S i les deux précédents sommets pour l'emploi des jeunes n'ont pas marqué l'opinion publique - ils n'ont pas non plus laissé beaucoup de traces dans les statistiques du chômage - la réunion qui a eu lieu lundi 10 février, à Matignon, aborde cette question, essentielle pour la société française, avec peut-être plus de pertinence. Certes, un sommet n'a jamais créé d'emplois. Celui de lundi se différencie pourtant des précédents à plus d'un titre. Par la méthode, tout d'abord, celle de la concertation. Par la démarche générale, ensuite, le refus de « la solution miracle ». Enfin, par l'approche à laquelle il a conduit, par la priorité accordée, entre toutes, au problème de l'insertion professionnelle des jeunes.

Après moult tergiversations, le gouvernement a finalement retenu la ligne du dialogue social, de la concertation la plus large possible entre tous les partenaires concernés. Tous étaient là, ou presque : le patronat et les syndicats ouvriers, mais aussi les acteurs locaux ou les syndicats étudiants. Seuls manquaient les syndicats enseignants. Une assemblée aussi large risque de ne conduire qu'à un verbiage sans conséquence. Cela n'a pas été le cas. Une véritable négociation a pu être menée sur certains dossiers précis, comme sur le stage « diplômé », devenu à l'occasion « l'unité de première expérience professionnelle ». Malgré leur prudence d'usage, toutes les délégations indiquaient, à leur sortie, avoir plutôt bien travaillé.

Le gouvernement a, ensuite, renoncé à traiter la question du chômage, de celui des jeunes en particulier, à coups de slogans. Il n'a pas voulu afficher, comme ce fut trop souvent le cas dans le passé, une solution miracle. L'opinion a trop souffert de ces promesses réductrices : la suppression des 900 000 chômeurs de longue durée, par Pierre Bérégovoy (Alain Juppé reprend pourtant le thème en annonçant l'examen de la situation des 110 000 jeunes chômeurs de longue durée) ou celle de réduire brutalement le nombre des sans-emploi grâce au contrat initiative-emploi (CIE). Même le « stage diplômé » n'a pas été promu au rang de médicament définitif.

Plutôt que de s'en tenir à une recette unique et spectaculaire, le gouvernement a préféré travailler sur toute une batterie de moyens s'adressant, chaque fois, à des catégories de jeunes différentes.

Le sommet a mis l'accent enfin, sur le vrai problème auquel se trouvent confrontés les jeunes en France, celui de leur insertion professionnelle. La nécessité de les aider entre leur sortie du système scolaire et leur entrée dans la vie active a été largement débattue. Les entreprises ne veulent plus de débutants. Comment les jeunes peuvent-ils alors un jour débiter ?

Ce sommet risque pourtant de ne pas marquer davantage que les précédents : les mesures arrêtées ne sont pas à la hauteur de l'enjeu. La réunion de Matignon n'a pas vraiment créé de nouvelle dynamique.

Une idée de génie par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

ON NE TIENT PAS CHRONIQUE sans recevoir des lettres de fous.

Où les repère aux précautions de l'emballage, au fouillis de l'écriture souffrante, aux photocopies jointes, qui criblent des points d'exclamation : à l'ambition du propos. Parce qu'il est en mesure de bouleverser le monde, l'auteur se dit pillé, ou persécuté, par les forces obscures que dérangeant ses trouvailles : preuve inédite de l'existence de Dieu, moteur à eau, remède au surpeuplement, à la famine, à l'acné. La chute des missiles va au-devant des rebuffades : « Ayez ou moins la curiosité de me lire jusqu'au bout... » Non seulement j'ai lu Monsieur X en entier, mais j'ai eu envie de rencontrer quelqu'un qui se faisait fort de régler d'un coup « tous nos problèmes économiques et sociaux », exclusion, banlieues, fracture... La nécessité rend crédule. J'étais dans le cas des polytechniciens à qui le choc pétrolier avait fait croire, naguère, aux « avions renifleurs ». Rendez-vous fut pris dans un café de la Rive gauche où le monde avait été souvent rebâti. Monsieur X était reconnaissable à un air de reculé du concours Lépine, que ses ébèques ont blindé sans le blesser. Sitôt échangées les banalités d'usage sur la maussaderie des temps, ce fut une tornade verbale de camelot pressé de conclure avant la descente de police :

« Voulez-vous le plein emploi des jeunes ? (Avant de passer à la question suivante, Monsieur X quêtait un acquiescement du regard.) Voulez-vous garantir définitivement le polement des retraites, l'entente générale, le bonheur pour tous ?

« Qui n'en rêverait ? », dit-il machinalement. « Attention ! », enchaîna l'homme. L'heure n'est plus aux mesures. Sous peine d'explosion, la situation appelle un tout qualitatif, des

fulgurances dignes de Ptolémée, de Collège, de Newton, d'Einstein ! Vous êtes assis ? »

Monsieur X faisait miroiter son plan comme il aurait brandi un épluché-légumes à pile solaire, ou un peligne anti-pellicules à 50 francs la paire. Sauf que, à l'instant de livrer son secret, il se penchait et baissait la voix, avec des mines d'espion traqué : « Au lieu de déplorer, sans rien y pouvoir, que la pyramide des âges repose sur la pointe... retournons-la ! Une loi suffira. Article unique : « La retraite ne se prend plus à la fin de la vie mais au début, de vingt à quarante ans, et l'existence active s'étend de quarante ans à la fin de nos jours. » A l'âge de la curiosité et de la forme maximum, on épuisera les chormes des voyages, des sports de glisse, des études en communication, de la musique à fond, du Parthénon ou crépuscule, du cinéma l'après-midi ; et quand la vitalité décline, tout naturellement, on se mettra ou boulot. Les jeunes auront tout loisir de courir la planète, de s'abandonner à leur génie, rimbaldeen ou informatique, à leurs rêves d'obolus, ils procureront sans crainte de l'avenir, ils poupponneront à l'oise ; cependant que les aînés feront tourner l'économie, prolongés par la médecine et relayés par les robots. Idée de génie, non ? »

Les objections tardant à me venir, Monsieur X a poursuivi, conquérant :

« Napoléon ne s'organisait pas autrement : des maréchaux de trente ans, pour penser à neuf la stratégie, et des sous-off qu'on drognoit sur le champ de bataille. Comme la guerre, la paix sociale est un art tout d'exécution. Sans compter que... »

« Que ? »

« Au lieu de trimboler des vieillards sans dent et sans vraie envie de bouger, les ovions chortent emportant vers les cocotiers des êtres pétant de santé, portés aux voluptés re-

productrices, enfin débarrassés des assauts de carriérisme, d'apreté ou gain et de corruption qui les rendent si semblables, idiots, vulgaires, et qui dérèglent la société. Les nouveaux actifs des deuxième et troisième âges auront acquis la sagesse et la conscience morale que donnent les passés comblés, les opprés faiblissants. Autre conséquence, qui sauvera les artistes de leur humiliation présente... »

« Écrivains et acteurs ne se recruteront plus parmi les notables à cotier judiciaire, pour qui l'Art n'est qu'un refuge, un pis-aller pittoresque. Les sénescents n'auront plus le temps d'encombrer de leurs Mémoires les librairies, rendues aux prodiges de l'imagination. »

Monsieur X avait ramassé ses papiers. Il s'était levé sans demander son reste, ni argent, ni signature d'aucune pétition. Il était déjà ailleurs, indifférent, poète. Il se contenta d'ajouter :

« Privés du temps de se plaindre, qui est la source principale de leurs maudies, les vieux connaîtront leur rêve : ne plus peser sur les enfants, travailler pour eux, sentir qu'on leur souhaite sincèrement longue vie, mourir à la tâche. »

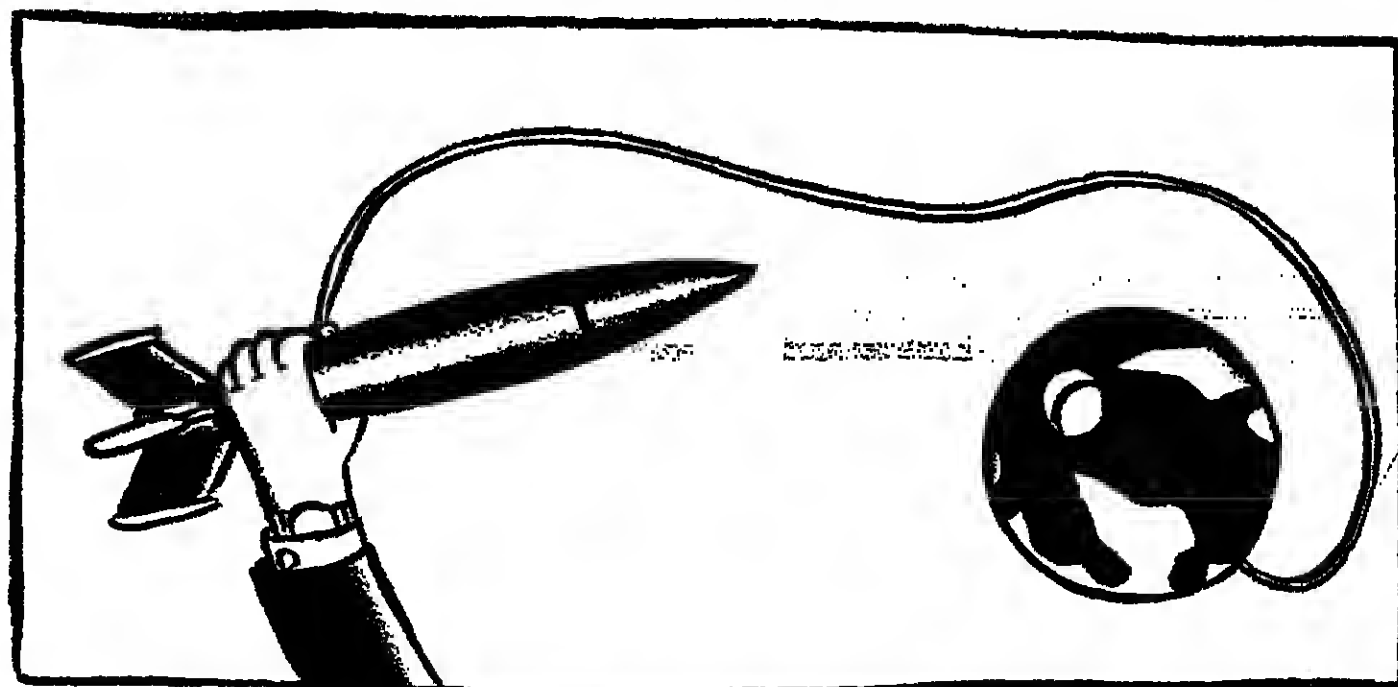
« Et l'environnement international, qu'en faites-vous ? », lançai-je à tout hasard, comme un banquier retour de Davos.

« La Terre entière nous enverra et nous imiterra, balaya-t-il l'argument. La France retrouvera sa mission de phare universel ! »

De la rue, à travers la vitre du café, Monsieur X a levé le pouce dans un signe de confiance qui suffisait à son bonheur. Il avait soudain le regard vide des voyageurs habitués à leur trajet quotidien. Il serrait sous le bras ses feuillets miraculeux.

Là où il attendait - devais-je lui dire ? - ne passait aucun bus.

Bilboquet par Lionel Portier



Israël et sa « malédiction libanaise »

Suite de la première page

Coincidence de l'histoire, cinq jours avant l'accident, c'est pour la première fois un ministre en exercice (celui de la police), le général de réserve Avigdor Kahalani, « héros » patenté des guerres d'Israël, qui, à l'occasion de la mort de trois soldats dans une embuscade tendue par le Hezbollah, avait lancé le pavé dans la mare. « Nos soldats se font tuer comme des lapins au Liban sud. Il est temps de partir. » Mais il est plus facile de commencer une guerre que de la terminer. Comment quitter le Liban, où l'État juif a finalement renoncé à toute ambition territoriale, de même qu'à ses vieilles chimères d'association avec un État chrétien à sa solde, sans quitter aussi le plateau syrien du Golan ?

Au-delà de la « sécurité des civils israéliens de Gollée », régulièrement mise en avant pour justifier l'occupation continue du Liban sud et les offensives meurtrières du type « Opération règlement de comptes » (juillet 1994) ou « Raisins de la colère » (avril 1996), qui tuent des centaines de civils innocents sans changer fondamentalement l'équation, chacun sait bien que la véritable question est là.

Hervé de Charette, affirme la presse locale, a offert, en cas de repli unilatéral israélien, de déployer des soldats au Liban sud pour pro-

téger la frontière de l'État juif. Au ministère français de la défense, on dément ces assertions. A Paris, comme à Washington ou à Jérusalem, on n'ignore pas qu'Israël ne pourra jamais évacuer sa « zone de sécurité » libanaise sans la garantie du principal maître du jeu, le président syrien Hafez El Assad. Le Golan contre la paix, c'est ce que Yossi Beilin et les autres appellent le « piège libanais ».

Véritable proconsul du pays du Cèdre, avec plus de 35 000 soldats stationnés sur place et le pouvoir d'activer ou de désactiver la résistance d'un Hezbollah armé par l'Iran, le « Lion de Damas » ne donnera pas la garantie de sécurité réclamée par Israël pour sa frontière nord sans avoir lui-même l'assurance écrite de récupérer le plateau du Golan, 1 000 kilomètres carrés de terre syrienne conquis et annexés par l'État juif en 1967.

LE CONTRÔLE SYRIEN

Pas un coup de feu n'a été tiré sur ce plateau - habité par 15 000 Druzes syriens et colonisé, à l'ombre des chars d'assaut, par 15 000 Juifs israéliens - depuis la guerre du Kippour, en 1973. C'est au Liban sud, via le Hezbollah, que la Syrie lutte pour la récupération de son territoire. Bien qu'une partie du Hezbollah échappera, selon des sources concordantes, aux ordres directs de Damas, la Syrie assurerait un très large contrôle tant sur les livraisons d'armes au « parti de Dieu » que sur ses opérations d'envergure contre la force occupante.

Damas joue habilement le jeu d'un conflit qualifié par les experts militaires « de faible intensité » et exerce sur le Hezbollah une influence modératrice. De mieux en

mieux acceptés et légitimés au Liban, en raison de leurs exploits mais surtout à cause des offensives israéliennes meurtrières, les combattants chéites du « parti de Dieu » - « pas plus d'un millier », selon les spécialistes de Tel Aviv - ont montré qu'en dépit de l'existence de la « zone de sécurité », où stationnent un millier de soldats de Tsahal et trois mille supplétifs de la milice libanaise du « général félon » Antoine Lahad, ils ont les moyens d'armer la Galilée de roquettes quand ils le veulent.

D'un côté, des guérilleros comme des poissons dans l'eau parmi une population autochtone, de l'autre, des troupes étrangères qui occupent : le schéma est connu. Une armée conventionnelle y est toujours perdante. Sur ordre de Damas et de l'Iran, le Hezbollah respecte l'arrangement de cessez-le-feu obtenu par la France et les États-Unis et se contente d'attaquer Tsahal et ses supplétifs à l'intérieur de la zone occupée. L'armée d'Israël réplique la plupart du temps en bombardant des localités censées abriter des « bases terroristes ». Elle obtient aussi parfois, grâce aux commandos qui circulent à l'intérieur comme à l'extérieur de la zone, quelques résultats. Mais, elle le sait, la victoire totale est inaccessible.

Benyamin Nétanyahou l'a très vite compris. Dès son arrivée au pouvoir, en juillet, il a proposé à Damas de négocier un « arrangement de sécurité » au Liban sud, qui permettrait à ses soldats d'évacuer la zone occupée. Pas question, ont en substance rétorqué les Syriens, votre occupation au Liban est inextricablement liée à celle du Golan : ou vous quittez les deux zones, ou vous y restez et vous payez le prix.

« Il était puéril, reconnaît un général de réserve, dirigeant d'un institut d'études stratégiques à Tel Aviv, de croire qu'Assad nous ferait cadeau de son about maître [le Hezbollah] et les pertes qu'il inflige, alors que son objectif numéro un est de reprendre le Golan... »

DOCUMENTS REMIS

Ainsi se perpétue la tragédie libanaise. Car, si le gouvernement travailliste, en échange d'une normalisation totale avec Damas et de solides assurances de sécurité pour la Galilée, était sur le point non seulement d'abandonner définitivement le pays du Cèdre au « Lion » syrien, mais aussi de lui offrir formellement la garantie de récupérer à terme la totalité du Golan, M. Nétanyahou, lui, ne veut pas en entendre parler.

Suspendues début mars 1996, les négociations avec la Syrie n'ont jamais repris. Les engagements verbaux d'Yitzhak Rabin, consignés par les médiateurs américains sur un document non signé mais remis aux Syriens, « ne valent rien », prétend M. Nétanyahou et ses ministres nationalistes. « Pas question de reprendre les négociations à la case départ », réplique M. El Assad. On en est là. A en juger par les réactions officielles négatives à l'idée d'un retrait unilatéral, la question n'est pas à l'ordre du jour. Mais le débat engagé en Israël peut-il aboutir à forcer la main du premier ministre, l'obliger à entrer dans une négociation sérieuse avec Damas ? Saut à accepter l'éventualité du pire, une nouvelle guerre régionale, c'est la seule solution qui s'offre à Tsahal pour sortir du borborygme libanais.

Patrice Claude

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombant
Directeur : Jean-Marie Colombant ; Dominique Alméida, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint ;
Directeur de la rédaction : Edwy Pissel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhonoré, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Gribelaud, Erik Irshackewicz, Michel Kojman, Bernard Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Boyer
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Roumiant
Médiateur : Thomas Perceval
Directeur exécutif : Erik Polliot ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollin ; directeur des relations internationales : Daniel Verzet
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président
Autre directeurs : Hubert Bernès-Méry (1944-1949), Jacques Favret (1949-1962), André Laurens (1962-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescaze (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Bernès-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde International, Le Monde Presse, Léa Presse, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le plus gros fermier de la Seine

A DOUZE kilomètres de Notre-Dame, en plein département de la Seine, il existe un petit village de 60 habitants, entouré de champs, et où se trouvent, le croirait-on, des exploitations de 100 à 200 hectares ! Ce village, que l'on trouve au sortir de Créteil, même une existence si paisible que les Allemands eux-mêmes sembleraient l'avoir ignoré. Aucun uniforme fédéral n'y fut jamais aperçu, sinon deux jours avant la Libération.

La voiture qui nous y a conduits venait de pénétrer dans une grande cour de ferme entourée de bâtiments. Au fond, une porte à claire-voie s'ouvrait sur les champs et laissait voir la centrale électrique d'Ivry toute proche. Derrière nous, la tour Eiffel et le Sacré-Cœur. Nous étions chez le plus gros fermier de la Seine, 200 hectares appartenant à dix-

huit propriétaires différents », nous disait-il, tandis que nous nous prominions au milieu des poireaux, des blés qui lèvent et des silos de betteraves fourragères.

Les betteraves fourragères sont vendues aux « laitiers ouverts » de la Seine, qui ont un troupeau de 2 800 à 3 000 vaches. Trois fermes à Paris même, dans les 13^e et 15^e arrondissements, possèdent une quarantaine de vaches courrées à l'étable et qui ne la quittent que pour prendre le chemin de La Villette.

Il s'agit ainsi 7 000 à 8 000 propriétaires, fermiers, ouvriers agricoles, qui vivent dans la Seine des produits des 5 000 hectares que l'agglomération parisienne n'a pas encore dévorés sur les 47 800 que compte ce département.

Camille Brunie
(12 février 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMDND

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDPOC ou 08-36-29-04-36

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Sociologie et télévision, arrêt sur le mage

par Jean-Louis Fabiani

LE livre que vient de publier Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, pour dénoncer « l'emprise du journalisme » reçoit un accueil généralement favorable de la part des journalistes. Il vaut la peine de s'arrêter un instant sur quelques aspects surprenants de ce paradoxe brûlant qui vise à diffuser dans le grand public « les occlus de la recherche sur la télévision ». Ce n'est pas la première fois que le grand sociologue cherche à rendre ses concepts accessibles au plus grand nombre : divers ouvrages de vulgarisation balisent son parcours (*Questions de sociologie*, *Choses dites*, *Réponses*). Le très remarquable succès de quelques ouvrages savants de l'auteur, habitué des listes de best-sellers (*La Distinction*, *La Misère du monde*, etc.), rend d'ailleurs cette opération de médiation plutôt redondante : mais peu importe.

Peu importe également qu'on ne discerne pas, dans ce qui apparaît à la lecture profane comme un pamphlet fort bien tourné, les chantiers de recherche dont on nous présenterait les « résultats ».

Chacun sait que les leçons télévisées dont on lit la transcription sont la traduction « à chaud » de la fureur, fort compréhensible, de l'auteur, à l'issue d'une émission de télévision où il n'avait pu s'exprimer dans de bonnes conditions.

Le message est clair : la logique du marché exerce une emprise croissante sur le « champ journalistique », lequel contribue à son tour, dans d'autres secteurs de la production culturelle, à l'accroissement de la pression du commercial sur le « pur ». Le sociologue ajoute sa voix à un ensemble de protestations contre la tyrannie de l'audimat qui n'ont pas besoin de justification scientifique pour se faire entendre. Les propos que viennent d'échanger Claude Allègre et Denis Jeambar dans la revue *Le Débat* (janvier 1997) sont nettement plus stimulants, bien qu'ils n'affichent aucune prétention scientifique : on peut s'y faire une idée plus claire des mécanismes qui ont conduit récemment à la domination d'une forme de journalisme politique très convenue avec son objet.

L'idée selon laquelle il est de plus en plus difficile pour l'intellec-

tuel, s'il veut être entendu, de rester sourd aux sollicitations du marché, constitue un solide lieu commun. Cette idée reçue mériterait pourtant de ne pas être prise comme allant de soi. On pourrait ainsi se demander quel type d'épreuve permettrait de confirmer la thèse de la solitude croissante de l'intellectuel « pur » : la comparaison de la réception des travaux de Durkheim et de Bourdieu par leurs « champs journalistiques » respectifs serait sans doute instructive à ce sujet.

Pierre Bourdieu n'évoque qu'en passant la nécessité de placer ce genre de constat dans une perspective historique. Il est d'ailleurs étonnant de noter que la seule référence que fait le sociologue à des travaux historiques sur la profession soit l'œuvre d'un journaliste, Thomas Ferenzi.

Un thème domine le travail récent de Bourdieu : les menaces sur l'autonomie du champ intellectuel n'ont jamais été aussi fortes qu'en cette fin de siècle du fait qu'il existe de nouveaux mécanismes corrupteurs, à travers les transformations des médias et du mécénat. La vraie question n'est pas ici celle de l'emprise croissante du journalisme, mais celle de l'incroyable fragilité des savoirs des sciences sociales, lesquelles, en dépit de la puissance rhétorique de la « coupure épistémologique », peuvent abandonner en quelques instants une autonomie laborieusement conquise. Plaisante science qu'un fleuve télévisuel borne !

De quelle science s'agit-il donc ? Il semble que ce que Bourdieu a en tête lorsqu'il évoque l'autonomie du champ scientifique, c'est plutôt la représentation héroïsée du grand écrivain du XIX^e siècle, capable de se construire une tour d'ivoire et de créer ainsi un espace d'autonomie et de liberté. En célébrant de manière obsessionnelle la geste du grand créateur dans sa version XIX^e siècle, la sociologie

accomplit une tâche paradoxale, qui revient à fournir des justifications renouvelées à une forme ancienne d'hagiographie littéraire.

Le livre de Pierre Bourdieu associe deux types d'affirmations : les premières, plutôt convenues, concernent le traitement courant de l'information par la télévision (recherche systématique du sensationnel, scanlon très rigide du temps, privilège accordé aux faits divers et au sport) et l'inégalité des ressources dont disposent les agents sociaux face au dispositif télévisuel (mais avons-nous besoin d'une grosse artillerie scientifique pour savoir que Bernard-Henri Lévy est plus à l'aise devant la caméra qu'un cheminot gréviste ?).

Ce que Pierre Bourdieu a en tête lorsqu'il évoque l'autonomie du champ scientifique, c'est la représentation héroïsée du grand écrivain du XIX^e siècle, capable de se construire une tour d'ivoire

Les secondes, fondées aussi sur une idée plutôt triviale, celle de la fabrication des événements, sont plus surprenantes : ainsi la question du foulard islamique n'existerait que parce que les journalistes auraient produit, par l'usage de mots, un effet de réel. Sans cette

recherche d'effet, on en serait, semble-t-il, resté à une simple histoire de port de fichu. On n'ose imaginer ce que des disciples zélés mais limités, s'il s'en trouve, pourraient tirer de ces affirmations en les appliquant à d'autres situations.

La stigmatisation réitérée des « journalistes » pourrait simplement être considérée comme la conséquence de l'effort désespéré, mais vain, de toute épistémologie qui assimile les sciences sociales aux sciences de la nature pour produire artificiellement de la démarcation avec tous les autres discours sur le social. Cette stigmatisation, il faut le souligner, n'est pas constante dans l'histoire de la sociologie (Max Weber, Raymond Aron et plus près de nous Bennett Berger ont insisté sur l'intérêt de l'expérience journalistique pour le travail même du sociologue).

Nous n'avons rien à gagner à la curieuse alliance entre une théorie de la science fondée sur l'affirmation éternellement martelée du fait qu'« il n'y a de science que du côté » et une pratique discursive que rien ne distingue du pamphlet ou de l'invective et qui ressemble tant à ce que nous avons déjà entendu ailleurs sur la télévision. Le caractère de plus en plus marginal du recours à l'invective dans l'univers du journalisme constitue bien plus une avancée démocratique qu'un effet de censure : nous souhaitons que les sociologues renoncent à l'insulte d'allure scientifique dont il est fait si grand usage dans *Sur la télévision*.

Pierre Bourdieu, auquel nous sommes redevables de tant de bonheurs conceptuels, nous a appris à déjouer les pièges de l'usage du langage ordinaire dans nos disciplines. Parler sans cesse du « journalisme » comme s'il s'agissait d'une entité objective, c'est sans doute être victime de l'illusion du réalisme des êtres collectifs. L'idée selon laquelle le « champ

journalistique, comme les autres champs, repose sur un ensemble de présupposés et de croyances partagées (par-delà les différences de position et d'opinion) » permet en dernière analyse de penser de manière unitaire le monde du journalisme (la télévision y ayant un statut paradigmatique).

Les profanes adressent souvent aux sociologues une objection massive et peut-être mortelle : loin d'être un élément d'éclaircissement du monde social, leurs « découvertes » ne leur apprendraient rien qu'ils ne connaissent déjà clairement à travers leur expérience quotidienne. Le grand écart que fait Pierre Bourdieu entre l'argument d'autorité scientifique dogmatiquement assésé et le recours à des stratégies narratives ou interprétatives qu'il est impossible de distinguer de celles qui ont cours dans le monde ordinaire rend difficile la justification de la pratique sociologique. Ce grand écart est sans doute à l'origine du fantastique succès public des travaux récents de Pierre Bourdieu. La science dont il est question ici est immédiatement accessible au journaliste le moins attentif. Mais ce succès et cette impression de compréhension immédiate désignent en même temps les limites d'un parti exotérique qui n'ose jamais vraiment s'afficher comme tel.

En affirmant que son travail n'est qu'un « pis-aller » par rapport à celui que mène Jean-Luc Godard sur « la critique de l'image par l'image », Pierre Bourdieu, en dépit de son assurance savante, donne congé à l'exigence empirique des sciences sociales. A ce compte, mieux vaut aller au cinéma.

Jean-Louis Fabiani est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (Ehess).

AU COURRIER DU « MONDE »

FAIRE FACE À LA PRÉCARITÉ

Dans sa lettre publiée sous le titre « Paradis perdu » par *Le Monde* daté 5-6 janvier, M. Tanugi nous donne un bon exemple de l'utilisation de l'euphémisme par les sphères dirigeantes politiques et économiques pour « habiller » une réalité difficile. Après avoir reconnu l'existence de « situations individuelles difficiles, parfois dramatiques », M. Tanugi qualifie d'« anomalie » le fait d'utiliser le mot « précarité » pour désigner « des situations professionnelles s'inscrivant dans un marché du travail désormais houterment mobile », alors que la

formulation qu'il utilise constitue l'exacte définition, sous forme édulcorée, de la précarité de l'emploi. Resterait de plus à expliquer pourquoi, depuis quand et au profit de qui le marché du travail est devenu « houterment mobile ».

Je ne m'attarderai pas sur la lapalissade du « mythe de la précarité », versu du recto « mythe de la stabilité », et je terminerai en soulignant combien je trouve juste sa dernière affirmation : « Ce n'est pas en tournant le dos à la précarité que nous l'orrérons », c'est en lui faisant face. Mais ce n'est peut-être pas là ce que M. Tanugi voulait dire.

Jean-Claude Bayol, Ingersheim (Haut-Rhin)

Des centaines de milliers d'entreprises ont trouvé un meilleur remède pour devenir plus performantes.

Un million de serveurs Compaq vendus dans le monde. Voilà qui prouve que Compaq fait de la bonne médecine. C'est facile quand on possède une composition idéale.

Conçus sur les standards de l'industrie, les serveurs Compaq ProSignia et

ProLiant sont tous équipés de processeurs Intel Pentium ou Pentium Pro. Ils sont tous livrés avec les logiciels SmartStart, protégés permettant installation et mise à jour des logiciels, et Insight Manager, l'outil qui surveille en permanence plus de 1000 paramètres des serveurs ou micro-ordinateurs Compaq connectés. De plus,

Compaq a développé d'étroits partenariats avec Microsoft, Novell, SCO, Oracle, SAP et bien d'autres éditeurs afin d'obtenir une parfaite intégration entre matériel et logiciel. Alors, pour devenir plus performant, respectez la dose prescrite, choisissez les serveurs les plus robustes, les plus évolutifs, aux coûts d'exploitation les plus réduits.

COMPAQ
A SUIVRE...

ASIE La place financière de Hongkong ne laisse voir aucun signe de panique à l'approche de la rétrocession à la Chine, le 1^{er} juillet. Les dépôts du système bancaire ne cessent de croître,

les taux du marché monétaire ne contiennent aucune prime de risque particulière, le marché de l'immobilier s'est envolé. ● LA BOURSE est au plus haut, elle est animée par les filiales des

puissants ministères de Pékin ou des provinces de Chine populaire, introduites à Hongkong pour financer les équipements que la Chine n'a pas les moyens de s'offrir seule. Ces « red

chips » ont généré plus de 20 % des transactions en janvier. ● LA MASSE même du système financier de Hongkong justifie la sérénité des opérateurs et garantit son autonomie. ● SHANG-

HAÏ se veut concurrente de Hongkong. Mais les deux places seront complémentaires à court terme, jugent les financiers. La menace vient plutôt de Singapour et, plus encore, de Taïwan.

La place financière de Hongkong ne craint pas le rattachement à la Chine

L'importance du marché des capitaux de l'île, où 245 banques internationales sont installées, justifie la sérénité des opérateurs. Les dépôts bancaires ne cessent de croître, les taux d'intérêt ne dénotent pas de prime de risque, la Bourse a gagné 23 % depuis un an

HONGKONG et SHANGHAI
de notre envoyée spéciale

La Bourse de Hongkong a sobriement salué le début de l'année du buffe. Pour sa première journée de cotation après deux jours fériés, l'indice Hang Seng a à peine frôlé, tranchant avec le dynamisme contenu dont il a fait preuve tout au long de l'année lunaire. En douze mois en effet, la Bourse a gagné 23 %. Par sa capitalisation boursière, qui atteint 300 milliards de dollars, Hongkong est devenue la seconde place d'Asie après Tokyo et la huitième du monde (65 % de la capitalisation boursière de Paris).

Son retour dans le giron de la mère patrie, dans 140 jours exactement, après 155 ans passés sous pavillon britannique, sonnera-t-il le glas de sa prééminence comme place financière internationale ? Les milieux d'affaires de Hongkong se veulent rassurés. Didier Balme, responsable de la BNP à Hongkong, voit plusieurs raisons d'être relativement serein. Économiquement tout d'abord. La masse même du système financier de Hongkong

justifie et exige un fort degré d'autonomie : elle représente 39 % de celle de la Chine, ses actifs bancaires sont 1,3 fois ceux de la Chine et sa capitalisation boursière est cinq fois celle de Shanghai et de Shenzhen réunies. « Les Chinois, estime-t-il, ont un très fort intérêt au maintien de Hongkong comme place de transit, de financement et d'investissement. » Quelque 1 700 entreprises chinoises sont déjà établies à Hongkong, où elles ont investi un total de 25 milliards de dollars américains. Plus généralement, le reste du monde, Japon, États-Unis et Europe, notamment, ont d'énormes intérêts à Hongkong comme en Chine et ont besoin du succès de l'une comme de l'autre.

PAS DE SIGNE DE PANIQUE

Politiquement, ensuite. Pour les Chinois, il s'agit de faire au moins aussi bien que les Anglais ; question de prestige. Le respect de leurs engagements doit, en outre, être répliqué : la démonstration faite aux Hongkongais que le retour à la

mère patrie n'est ni un retour en arrière ni un abandon de valeurs s'adresse également aux Taïwanais que Pékin ne désespère pas de ramener en son sein.

De fait, jusqu'à ce jour, on ne dénote aucun signe de panique : les dépôts du système bancaire ne cessent de croître, les taux du marché monétaire ne laissent percevoir aucune prime de risque particulière, la Bourse est au plus haut, le marché de l'immobilier s'est envolé au point que les autorités hongkongaises ont dû adopter des mesures drastiques pour contenir cet emballement. Pourquoi d'ailleurs céder à une quelconque panique : la rétrocession de Hongkong est prévue de longue date et ne prend personne de court, et, pour éviter le pire, les établissements financiers ont assuré leurs arrières. Dès 1991, tout en continuant à réaliser 45 % de ses bénéfices à Hongkong, la Hongkong and Shanghai Banking Corp. (HSBC), premier établissement du territoire, a transféré son siège à Londres. Un comble quand on sait que la HSBC émet près de 80 % de

la masse monétaire de Hongkong. Les banques européennes ont étoffé leurs bases de Singapour. Pour faire face à une perte de confiance qui entraînerait une fuite de capitaux, la plupart des établissements ont mis en place des dispositifs de sauvegarde.

Comment peuvent-elles envisager de se passer de Hongkong ? L'île demeure la porte d'entrée privilégiée en Chine. Hongkong est le premier partenaire commercial de la République populaire (plus de 40 % du total), le premier investisseur étranger (plus de 60 % du total) et le premier employeur étranger puisqu'il emploie 4 millions de personnes.

Quelque 245 banques y sont présentes, dont 85 des 100 premiers établissements mondiaux. Elles exercent des activités de banque commerciale et y ont développé un marché de syndication et un marché de la dette qui sont de loin les premiers d'Asie en dehors du Japon. Elles y alimentent un marché des changes actif. Hongkong est la 4^e place au monde pour les transac-

tions au comptant sur l'or et la 2^e place d'Asie pour la gestion de fonds. C'est dire si la concurrence est vive. D'autant que les établissements étrangers ne peuvent ouvrir qu'un nombre d'agences limité. Les grandes banques françaises s'y épaissent pourtant, bien qu'elles n'arrivent qu'au septième rang après les quarante-six banques japonaises, les dix-huit banques chinoises, les seize banques américaines et les dix banques allemandes.

Shanghai se veut concurrente de l'île. Mais si, depuis la réforme du système interbancaire chinois, en 1996, l'accès aux transactions en yuans — toujours inconvertibles — est progressivement autorisé, les conditions d'exercice sur le territoire chinois restent difficiles. L'encadrement du crédit sévit toujours ; le cadre légal et réglementaire, marqué par l'absence de loi sur les faillites, est assez flou et la comptabilité rustique. Les banques françaises admettent qu'« elles parviennent tout juste à l'équilibre de leurs comptes » à Shanghai. La ville, qui

contribue pour 4,5 % au produit national brut de la Chine, a des ambitions affichées de devenir le premier centre financier du pays. Pudong, son gigantesque quartier d'affaires, se veut la locomotive du développement et de l'ouverture de toute la région. Pour la seule année 1996, les investissements directs ont été évalués à 16,74 milliards de dollars américains, doublant presque chaque année depuis cinq ans.

Mais personne ne croit sérieusement que Shanghai puisse être concurrente de Hongkong, du moins à court terme. Au contraire, les deux places sont présentées comme complémentaires. Reste que, malgré l'engagement de Pékin de respecter le principe « un pays, deux systèmes », Hongkong sera demain chinoise. Elle sera soumise à des stratégies politiques qu'il est difficile d'anticiper. Taïwan et Singapour peuvent profiter de ces incertitudes pour ravir la première place financière asiatique.

Babette Stern

« Un pays, deux systèmes »

L'accord signé en 1984 entre les gouvernements chinois et britannique sur la rétrocession, enregistré à l'ONU, est fondé sur le principe : « un pays, deux systèmes ». Il a donné naissance à la loi fondamentale (Basic Law) promulguée par le 7^e congrès de la République populaire de Chine en avril 1990. Cette loi fondamentale tient lieu de constitution à la nouvelle région administrative spéciale (RAS). Selon ses termes, le gouvernement de la RAS devra assurer un environnement économique et juridique approprié pour le maintien du statut d'Hongkong comme centre financier international (art. 109), mais aussi les principes suivants :

● le système capitaliste et le style de vie à Hongkong seront maintenus inchangés pour cinquante ans (art. 5) ;
● la propriété privée sera protégée par la loi (art. 6) ;
● le gouvernement de Chine ne lèvera pas d'impôts (art. 106) ;
● Hongkong pratiquera un système fiscal indépendant (art. 108), formulera sa propre politique monétaire et financière et ses réserves ne devront pas être transférées à la Chine (art. 110) ;
● le Hongkong dollar continuera à circuler comme seule monnaie officielle (art. 111) et restera librement convertible (art. 112) ;
● le gouvernement d'Hongkong assurera la libre circulation des biens et des services avec l'extérieur (art. 115).

La Bourse est saisie par la fièvre des « red chips »

HONGKONG
correspondance

Quelque quarante sociétés se disputent, depuis l'automne, les hausses les plus fortes à la Bourse de Hongkong. Elles s'appellent Citic Pacific, China Resources, Guangdong Investment, Cosco Pacific, Shanghai Industrial Holdings... Elles ont un point commun : ce sont des filiales d'un puissant ministère de Pékin ou d'une province de Chine populaire. On les appelle les « red chips » (nom inspiré des blue chips, les valeurs vedettes de Wall Street). Elles ont été introduites à Hongkong pour financer les équipements que la Chine n'a pas les moyens de s'offrir seule. Les red chips ne représentent qu'un peu plus de 7 % de la capitalisation de la place, mais elles sont le canal privilégié par lequel l'argent des investisseurs étrangers entre en Chine populaire.

En janvier, elles ont généré plus de 20 % des transactions. Leurs cours ont fait un bond de près de 43 % depuis la fin octobre, alors que dans le même temps le Hang Seng Index, l'indice de référence de la place, a progressé de 9 %. Les plus en vue ont même crevé tous les indices, comme

la très populaire Citic Pacific, dont le cours a gagné 55 % en 1996, et surtout l'action China Resources, qui a gagné plus de 270 % depuis un an.

A quelques mois de la rétrocession de Hongkong à la Chine, les investisseurs ont compris l'intérêt que peuvent représenter ces sociétés qui bénéficient d'un bon gunxi, c'est-à-dire de bonnes connexions politiques. « Notre société bénéficie d'une position privilégiée et des larges connexions de son actionnaire majoritaire, China Poly, propriété de l'Armée populaire de libération », vante en toute simplicité la petite société Continental Mariner dans son rapport annuel 1996.

Les investisseurs parient également massivement sur les « injections d'actifs » à bas prix que peut réaliser la maison mère et qui viendront accroître les profits futurs : la filiale de Hongkong achète à son actionnaire une société pour gonfler son bilan, et accroître ainsi sa capacité d'emprunt ou de lever des fonds. Enfin, on n'exclut pas que ces sociétés seront les premiers artisans du remodelage du capitalisme de Hongkong, rôle joué depuis un an par la prestigieuse Citic

Pacific, filiale de la holding publique d'investissement Citic et première de ces red chips avec une capitalisation boursière dépassant les 70 milliards de francs.

Mais tout cela a un prix. Ces actions s'échangent aujourd'hui sur une base moyenne de vingt fois leurs résultats attendus pour 1997, pendant que la Bourse de Hongkong est valorisée 13,5 fois. « Après la rétrocession, ces sociétés devraient bénéficier de nombreux privilèges tant en Chine qu'à Hongkong », justifie un analyste. Il n'empêche qu'à ce niveau de prix certains commencent à s'interroger sur la solidité de titres dont le statut est pour le moins précaire : les fameuses « connexions » pourraient tôt ou tard devenir stériles ; les « injections d'actifs » sont le plus souvent financées par création d'actions. Enfin, l'utilisation répétée de Citic Pacific à des fins politiques montre que ces émanations de la Chine populaire sont toujours prises en tenailles entre la logique de l'actionnaire et les impératifs du pouvoir.

Valérie Brunswick

La gestion passée du groupe Stern fait l'objet d'une procédure judiciaire

ÉDOUARD STERN, associé-gérant de la banque d'affaires Lazard et principal actionnaire de la holding Elysée Investissements, a déposé avec un certain nombre d'associés une offre de reprise du groupe Comipar et de sa filiale la banque Pallas-Stern, en règlement judiciaire depuis le 30 juin 1995 (*Le Monde* du 6 février). Si M. Stern parvenait à ses fins, il remettrait la main sur la banque familiale qu'il a dirigée entre 1977 et 1988, après en avoir évincé son père, avant de la vendre à la Société de banque suisse.

Un projet que pourrait contrarier les conséquences judiciaires de la gestion « aventureuse » de la banque et du groupe Stern à la fin des années 80. Même si elle ne met pas directement en cause M. Stern, l'instruction menée par le juge parisien Georges Maman révèle les conditions douteuses du dépôt de bilan en 1990 d'une filiale du groupe Stern, la CGP (Compagnie de gestion et de participation).

Entamée en 1990, la procédure a conduit à la mise en examen, en 1991, d'un promoteur associé au groupe Stern, Marc Rozenblum, pour présentation de faux bilans, escroquerie et détournement d'actifs. Michel Garbolino, fidèle bras droit d'Édouard Stern et président d'Elysée Investissements, qui a signé à ce titre le projet de reprise de Comipar, a lui aussi été mis en examen en janvier 1996 pour « publication ou présentation de comptes infidèles, banqueroute par emploi de moyens ruineux et détournement d'actifs ».

L'histoire commence en 1987. M. Rozenblum, dont la société immobilière Afico a été mise en règlement judiciaire deux ans aupara-

vant, cherche un financier. Il a obtenu, à la suite d'un accord avec les banques d'Afico, menacées de perdre une action en justice pour soutien abusif, la possibilité de se faire dédommager d'une faillite dont il ne porte pas la totale responsabilité. Les banques lui permettent de racheter à bon prix une partie (170 millions de francs) du patrimoine immobilier d'Afico. L'affaire est d'autant plus intéressante que les biens étaient « sous-évalués de 50 % en 1985 », reconnaît M. Rozenblum. Compte tenu de la flambée des prix de l'immobilier à la fin des années 80, M. Rozenblum a l'opportunité de réaliser des plus-values considérables. L'accord concordataire stipule qu'il doit payer comptant les actifs, et donc trouver un financier. Édouard Stern sera celui-là.

EXPANSION INCONTRÔLÉE

Les deux hommes créent une société baptisée Somari, dont la vocation est de racheter et revendre les biens d'Afico. La banque Stern finance l'opération à 50 %, suivie par La Hénin (filiale d'Indosuez) à 25 % et la banque Thomson pour les 25 % restants. La banque Stern prend 30 % du capital de la Somari, le reste revenant à M. Rozenblum. La Somari est logée dans les locaux de la banque Stern et dirigée par Michel Garbolino, alors directeur général de la Compagnie financière de Penthièvre (CFP), la holding du groupe Stern qui contrôle la banque du même nom. Les banques acceptent de financer la Somari seulement si son gérant vient du groupe Stern, un gage de sécurité.

La coopération entre le groupe

Stern et M. Rozenblum ne s'arrête pas là. La banque Stern aide en 1988 M. Rozenblum à développer une petite société qu'il dirige, spécialisée dans le textile, et appelée CGP La Somari se porte caution de la CGP. C'est la holding, la Compagnie financière de Penthièvre, qui intervient entre fois directement. C'est aussi la compagnie financière de Penthièvre qui reprend, à la fin de 1988, la participation de la banque Stern dans la Somari puisque la banque est cédée à la Société de banque suisse. Édouard Stern se retire par ailleurs de la présidence de la Compagnie de Penthièvre, qui est confiée à M. Garbolino le 23 décembre 1988.

Entre-temps, la CGP s'est engagée dans une expansion incontrôlée : son chiffre d'affaires passe de zéro à 600 millions de francs en dix-huit mois. Elle multiplie les acquisitions à des prix exorbitants de magasins et de marques de fabricants de vêtements. La banque Stern finance sans compter. En deux ans, ses engagements vont atteindre 170 millions de francs.

La Compagnie financière de Penthièvre décide alors de prendre progressivement le contrôle de la CGP. La participation de 5 % en mai 1988 se transforme en une prise de contrôle de 60 % en août 1989. La CFP veut prendre les choses en main pour éviter une catastrophe. M. Garbolino évince M. Rozenblum et devient le président de la CGP en août 1989. En octobre de la même année, les commissaires aux comptes refusent de certifier les comptes de la CGP. Une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de la CGP est ouverte le 29 mars 1990. Le passif est de

l'ordre de 300 millions de francs.

Le mandataire judiciaire Carrasset-Marillier, qui représente les créanciers de la CGP, souligne dans une étude remise le 30 octobre 1996 au tribunal de commerce que la financière de Penthièvre s'est livrée à « un soutien systématique des différentes opérations ayant marqué et scandé, de manière parfois suspecte, la vie du groupe ».

« REMBOURSEMENT ILLUSOIRE »

Le 29 février 1996, un collège d'experts remet un rapport affirmant que dès « l'exercice 1988, le remboursement des sommes versées par la financière de Penthièvre était illusoire ». Il ajoute qu'« aucun remboursement n'a été effectué par la CGP et aucun paiement d'intérêt depuis l'origine ». Maître Carrasset-Marillier conclut qu'« en fait, la CGP s'est perdue dans une spéculation dont il est vraisemblable... qu'elle n'avait d'autre objectif que de s'emparer de biens immobiliers extérieurs ».

En s'emparant de la Somari et de son patrimoine immobilier, le groupe Stern comptait bien se refaire. La caution entre les deux groupes, Somari et CGP, le permettait. Mais M. Rozenblum a refusé de tout perdre. En tant qu'actionnaire majoritaire de la Somari, il démet de ses fonctions de gérant M. Garbolino le 29 janvier 1990. Le lendemain, les banques qui finançaient la Somari réclament le remboursement immédiat des sommes prêtées. Depuis, la société immobilière se trouve sous administration provisoire dans l'attente d'un jugement.

Eric Leser

Le dollar reste stable au lendemain du sommet du G 7

LES LENDEMAINS de sommet du G 7 sont des journées importantes sur le marché international des changes. Elles permettent d'observer si les messages délivrés par les responsables monétaires internationaux ont été bien compris par les opérateurs. Samedi 8 février, à Berlin, les gouvernements des banques centrales et les ministres des finances des sept pays les plus industrialisés avaient lancé un appel implicite à une stabilisation des cours du dollar après sa remontée depuis la mi-novembre, estimant que « les désajustements majeurs (...) notés lors du G 7 d'avril 1995 ont été corrigés » et qu'« une volatilité excessive est inopportune ».

Lundi 10 février, le billet vert est resté stable, oscillant autour de 1,65 mark. 5,58 francs et 122,50 yens. Le président de la Bundesbank Hans Tietmeyer s'est félicité de cette réaction qu'il a qualifiée d'« appropriée ». Deux effets contradictoires permettent d'expliquer le comportement neutre des marchés. Le premier, qui a pesé sur les cours du billet vert, est la surprise même qu'a constituée la publication d'un communiqué. A la veille du sommet du G 7, la rumeur voulait que les grands argentiers s'abstiennent de toute déclaration commune officielle et laissent les forces de marché agir librement.

Le second, qui a en revanche soutenu les cours de la monnaie américaine, tient aux commentaires faits, en marge du sommet, par M. Tietmeyer et par le chancelier de l'Échiquier britannique Kenneth Clarke. Interrogés

par les journalistes, les deux dirigeants européens ont confié que la question d'une intervention concertée des banques centrales destinée à freiner la hausse du billet vert dans le cas où celle-ci viendrait à reprendre n'avait même pas été évoquée à Berlin. De ces confidences, certains opérateurs ont déduit qu'ils pouvaient acheter des dollars sans craindre un tir de barrage des instituts d'émission.

DÉCALAGE CONJONCTUREL

Mardi matin, le billet vert cotait en légère hausse, à 1,66 mark, 5,60 francs et 123 yens. Les analystes estiment d'ailleurs en majorité que le dollar, soutenu par le dynamisme de l'économie américaine et par le décalage conjoncturel qui existe entre les États-Unis, d'une part, et l'Europe et le Japon, d'autre part, devrait reprendre son ascension au cours des prochaines semaines, les plus optimistes envisageant des sommets de 1,80 mark, 6 francs et 135 yens d'ici l'été. Dans un entretien accordé lundi à la chaîne de télévision CNBC, l'ancien secrétaire d'État au Trésor James Baker a lui aussi parié sur une hausse du billet vert en déclarant : « Si vous observez l'économie mondiale, si vous observez la solidité des institutions américaines, de notre système politique, de nos forces armées et de tout le reste, vous êtes presque amenés à conclure qu'il faut avoir des dollars, et je crois que c'est ce que concluent beaucoup d'investisseurs à travers le monde ».

Pierre-Antoine Delhommeaux

L'industrie électronique espère relancer la consommation grâce au vidéodisque numérique

Ce produit arrivera en France au mois de mars. Au Japon, il est en vente depuis novembre

Le vidéodisque numérique (DVD) permet d'écouter de la musique, de regarder des films ou d'accéder à des données informatiques. Déjà

en vente au Japon, il est en cours de lancement aux États-Unis et devrait arriver en Europe au printemps. Comme leurs concurrents nippons,

Thomson et Philips misent sur cette nouveauté, dont le succès commercial risque pour l'instant d'être freiné par le manque de programmes.

TOKYO

Le vidéodisque numérique (nu DVD, pour Digital Video Disc) réveillera-t-il l'intérêt des consommateurs pour l'électronique de loisirs ? Présenté par les principaux industriels au salon de Las Vegas, début janvier, ce lecteur de CD multimédia (audio, vidéo et informatique), doté de meilleures performances que ses prédécesseurs, est en cours de lancement aux États-Unis et fera son apparition en Europe dès le printemps. Usées par la guerre des prix, les entreprises concernées espèrent refaire leurs marges sur ce nouveau marché. Le groupe français Thomson Multimédia prévoit de le lancer dans l'Hexagone, dès le mois de mars, aux alentours de 5 000 francs, et estime ce marché à deux millions d'appareils en Europe d'ici à l'an 2000. Son concurrent néerlandais, Philips, envisage de le mettre en vente au mois de juin, voire en septembre, et se montre prudent dans ses prévisions : les programmes sont encore à l'état embryonnaire. Fidèles à leur réputation, les industriels nippons ont, une fois de plus, utilisé le Japon comme marché-test pour ce produit dont ils attendent 30 milliards de dollars de chiffres d'affaires (plus de 150 milliards de francs) au tournant de la décennie. Depuis novembre, le DVD est en vente dans tous les bons magasins d'Alibabara, le quartier de l'électronique à Tokyo. Sous les marques de Matsushita,

Toshiba et Pioneer, on peut se les procurer à partir de 70 000 yens, soit 3 500 francs. Fujitsu a, quant à lui, sorti le premier micro-ordinateur avec lecteur DVD-ROM incorporé, suivi de près par Sony.

Rassemblement à s'y méprendre aux CD audio, les disques numériques sont capables de stocker les données visuelles, sonores et informatiques en plus grande quantité et avec une qualité meilleure que les supports existants. Le DVD représente par exemple l'équivalent de sept CD-ROM et permet de stocker au moins 130 minutes de film, le tout avec 8 bandes sonores et 32 barres de sous-titres différentes.

STANDARD COMMUN

Selon ses promoteurs, le DVD devrait phagocytter peu à peu les CD audio et les CD-ROM, mais aussi les cassettes numériques (DAT), les CD vidéo, ainsi que les différents systèmes de jeux vidéo, actuellement incompatibles entre eux. Mais la transition se fera en douceur, puisque les lecteurs de DVD sont capables de lire les CD actuels. Des versions enregistrables du DVD, pour lesquelles aucune norme mondiale n'a encore été établie, pourraient voir le jour d'ici à 1998.

Désireux de ne pas renouveler une guerre des standards qui leur a fait perdre beaucoup d'argent sur d'autres produits comme le magnétoscope, les industriels ont en effet tenu à se mettre d'accord sur les normes avant de mettre ce

nouveau produit sur le marché. Un standard commun aux DVD-ROM et DVD vidéo a ainsi été défini au mois de septembre 1996, après neuf mois de négociations, mais les caractéristiques du DVD audio, ainsi que les versions enregistrables du DVD, sont toujours en discussion.

Autre négociation délicate, celle qui porte sur la protection des œuvres et leur cryptage, pour empêcher les copies. Premières concernées, les majors d'Hollywood ont réussi à imposer des codages régionaux, afin que leur stratégie mondiale de distribution ne soit pas contrariée par la circulation des films sur DVD. Mais, malgré les accords mondiaux conclus entre l'industrie informatique, les fabricants d'électronique grand public et Hollywood, l'offre de films reste limitée. Particulièrement sur le marché européen, où, estime Philips, seuls... une dizaine de titres sont réellement disponibles pour le moment.

Au Japon, 50 titres seulement étaient commercialisés à Noël, mais le salon de Las Vegas a été l'occasion pour les studios de Hollywood d'offrir leur offre. Notamment chez Warner, qui s'est allié à Toshiba : « Nous maîtrisons l'équipement électronique et informatique, eux sont leaders pour les films, la musique et le câble », explique Koji Hase, directeur général de la division DVD de Toshiba, pour qui, sans programmes, le DVD risque de ne pas avoir de clients. « J'ai passé deux ans et demi

à présenter le DVD à Hollywood, raconte M. Hase. Pas aux journalistes, mais aux producteurs et aux réalisateurs. Je n'ai encore rien fait en Europe, où il faudra également convaincre les grands groupes de communication. » Son jugement sur les concurrents trop pressés est sans appel : « Panasonic (groupe Matsushita) a annoncé la livraison de DVD en Europe des mars prochains. Mais il n'y a pas de programmes, c'est suicidaire. Nous ne présenterons pas le DVD avant le salon de Berlin en septembre. Le lancement attendra novembre. »

APPLICATIONS MULTIPLES

Grâce à ses multiples applications, le DVD devrait, selon les industriels nippons, occuper une place de choix sur le marché des produits numériques : les amateurs de Caméscopes et d'appareils photo numériques, qui font fureur dans l'Archipel, s'en serviraient par exemple pour gérer leurs images sur ordinateur. Les jeux vidéo, ainsi que les produits éducatifs actuellement disponibles sur CD-ROM, vont voir leurs possibilités démultipliées par le DVD. Idem pour le Karaoke, gigantesque marché au Japon, et pour les systèmes de navigation automobile, qui équipent 1,2 million de voitures nippones.

« La clé du DVD, c'est sa polyvalence. Nous avons enfin un produit qui peut prétendre à une durée de vie importante », assure Koji Hase. « D'après nos estimations, le marché sera compris entre 80 et 120 millions d'unités en l'an 2000, dont 80 % seront des lecteurs de DVD-ROM. »

Brice Pedroletti

La Royal Air Force boude l'avion de transport européen

L'ARMÉE DE L'AIR BRITANNIQUE envisage de réduire de moitié ses futures commandes pour l'avion européen de transport de troupes (ATF), selon l'hebdomadaire *Flight International* du 11 février, au profit des avions américains C-17 de McDonnell Douglas et C-130 de Lockheed-Martin. Ce retrait mettrait en cause la légitimité du constructeur British Aerospace à revendiquer la fabrication des ailes de l'appareil. 0 fragiliserait son financement, qui porte sur 28 milliards de francs. Le gouvernement français a, pour sa part, demandé aux industriels de développer l'appareil sur leurs fonds propres, comme un programme civil. Le ministère de la défense français négocie avec celui des finances la possibilité de garantir des commandes fermes en versant des acomptes.

DÉPÊCHES

■ **ARIANE** : la société européenne réfléchit « à l'intérêt de développer, à côté d'Ariane-5 (...), un autre lanceur plus petit » pour placer des « constellations » de petits satellites en orbite basse. « Il pourrait s'agir de travailler sur un dérivé moins cher et moins puissant de l'actuelle Ariane-4 », a expliqué Charles Bigot, PDG d'Arianespace.

■ **DASSAULT SYSTÈMES** : la filiale de Dassault Industrie a enregistré un bénéfice net de 342,5 millions de francs en 1996, en hausse de 55 %, pour un chiffre d'affaires de 1,4 milliard en baisse de 23 %.

■ **SÉCURITÉ** : Nice et Oslo-Fornebu sont les aéroports les plus dangereux en Europe, selon une étude de l'Association internationale des pilotes des compagnies aériennes fédérales (IFALPA).

■ **AIR INTER EUROPE** : les syndicats de pilotes et mécaniciens de l'ancienne Air Inter vont déclencher « assez rapidement » d'autres grèves surprises, pour « contraindre la direction de la compagnie aérienne à ouvrir des négociations » sur leur statut. « Les annonces de grève seront faites à 17 h pour le lendemain », a précisé un responsable syndical, ajoutant qu'un calendrier, tenu secret, a été fixé.

■ **LA POSTE** : le préavis de grève déposé par la CGT et Sud-PTT dans 23 centres de tri pour le 10 février n'a pas eu d'incidence sur la distribution du courrier, selon la direction de la Poste, qui estime à 8,3 % le taux de participation. Les syndicats protestent contre les réorganisations engagées par le nouveau président, Claude Bourmaud.

■ **ISOLA 2000** : le groupe de loisirs Pierre et Vacances, ouvrier européen des résidences de tourisme, est candidat à la reprise de la station de sports d'hiver Isola 2000 (Alpes-Maritimes), placée sous administration judiciaire depuis avril 1995.

■ **AVIS EUROPE** : la société de location d'automobiles va prochainement s'introduire à la Bourse de Londres, ce qui lui permettra de lever 250 millions de livres (2,3 milliard de francs) et de racheter sa participation à General Motors.

■ **MARUTI** : le gouvernement de New Delhi et le groupe japonais Suzuki Motor Corp. actionnaires à parité du premier constructeur automobile indien, sont en désaccord. Suzuki souhaite prendre le contrôle de la société, faute de quoi il pourrait se chercher un nouvel allié.

■ **UNILEVER** : le groupe anglo-néerlandais a réalisé, en 1996, un bénéfice net de 4,215 milliards de florins (12,6 milliards de francs) en 1996, en hausse de 13 %, pour 87,8 milliards de florins de chiffre d'affaires.

■ **CHIYODA** : la société japonaise a remporté un contrat de 650 millions de dollars (3,6 milliards de francs) pour construire le premier complexe pétrochimique entièrement privé en Arabie Saoudite.

REPRODUCTION INTERDITE

Quand Renault veut louer des Peugeot

POUR LA PREMIÈRE FOIS depuis dix ans, Renault a perdu de l'argent en 1996. Seules ses activités financières ont été bénéficiaires : Renault Crédit International (RCI), la filiale qui les regroupe, a dégagé un bénéfice net comparable à celui de l'année précédente (751 millions de francs). Un résultat honorable compte tenu de la chute des ventes de Renault et de la baisse des taux d'intérêt.

Mais RCI n'échappe pas pour autant à des mesures de restructuration. La DIAC, filiale française de RCI, devrait fermer au moins une direction régionale, celle de Dijon, dont l'existence ne se justifie pas compte tenu de la proximité de celle de Lyon. D'autres pourraient connaître le même sort. Certains pensent que la DIAC, qui est actuellement organisée en onze directions régionales, pourrait ramener ce nombre à huit, comme dans le groupe PSA.

Le groupe français s'est par ailleurs engagé dans une nouvelle activité : la location longue durée multimarque. Traditionnellement, Renault ne fournissait aux flottes d'entreprises que des voitures de sa marque, sauf aux Pays-Bas. Mais la concurrence des grands loueurs - groupes indépendants des constructeurs qui offrent toutes les marques, comme Avis Fleet ou Lease Plan - et la demande des clients plus exigeants a conduit l'ex-Régie à changer de politique.

L'an dernier, elle s'est mise à la location longue durée multimarque en Belgique et vient de s'engager dans cette voie en France. Elle a donc fait appel à Martin Hegeman, le président de RCI Pays-Bas. « C'est une mini-révolution pour le groupe et dans la profession », confie un spécialiste du secteur. Car, en France, aucun constructeur ne propose les voitures de la concurrence aux entreprises. DIAC, surtout connue pour ses activités de crédit, loue des Renault, et Creldipar, des Peugeot et des Citroën.

En décembre, DIAC a créé Overlease pour la location longue durée multimarque. Deux contrats, avec Alcatel et la Compagnie générale des eaux, dont les parcs représentent respectivement 10 000 et 8 000 voitures, sont en cours de négociation. Les deux entreprises souhaitent louer des Renault mais aussi des Citroën. Or la marque aux chevrons et Overlease n'ont pas encore réussi à s'entendre sur le prix de vente des Citroën à la filiale de Renault. « Pour l'instant, Citroën ne consent pas à faire à Renault le prix qu'elle pratique normalement pour les loueurs », explique un proche du dossier. « C'est en cours de négociation », répond-on chez Citroën. En attendant, Renault perd du temps et Citroën des ventes.

Virginie Malingre

Le groupe allemand Mannesmann devient le premier actionnaire de Vallourec

USINOR SACLOR poursuit la reorganisation de son portefeuille financier. Le 10 février, le groupe sidérurgique a confirmé son intérêt pour « une alliance stratégique » avec la société espagnole CSI, en voie de privatisation. 0 a annoncé, le même jour, son intention de vendre 21 % du capital de Vallourec (sur les 27,7 % qu'il possède) à Mannesmannröhren Werke, filiale de l'allemand Mannesmann.

Sous réserve de l'accord des autorités européennes, la firme allemande va ainsi devenir le premier actionnaire de Vallourec. La transaction s'accompagne d'un important accord de partenariat industriel. Les deux groupes vont créer une société commune de droit français dans les tubes d'acier sans soudure, contrôlée à 55 % par Vallourec.

En rassemblant leurs technologies et leurs positions commerciales, les deux groupes cherchent à mieux résister sur un marché devenu très concurrentiel et souffrant de surcapacités. Malgré un redressement en 1996, la situation reste tendue, à la suite de nombreuses exportations ex provenance de l'Europe de l'Est. « La filiale commune se situera parmi les plus

grands producteurs mondiaux », souligne Vallourec. Cet accord s'inscrit dans la droite ligne de la politique suivie par Mannesmann depuis plusieurs années. Le groupe allemand, qui a l'ambition de se développer dans de nouveaux secteurs comme les télécommunications, ne veut pas pour autant abandonner ses activités traditionnelles, notamment dans les tubes, dont il a inventé la technologie. Pour renforcer ses positions, il multiplie les alliances avec d'autres européens. Il s'est associé à Usinor Saclor dans les tubes soudés au sein d'Europipe. Il a déjà créé un partenariat avec Vallourec et Italeco Dalmine dans les tubes en acier inoxydable.

RECENTRAGE

La nouvelle société va reprendre, côté allemand, les activités de Mannesmannröhren et Mannesmannröhren Werke Sachen, et, côté français, celles de Vallourec Industries, des filiales Pétrole et Gaz de Valtubes, ainsi que le laminage de Valté à Montbard (Côte-d'Or). « Pour sécuriser son approvisionnement », la société prendra aussi 30 % de l'aciérie Hüttenwerke Krupp. Ultérieurement, elle prévoit de reprendre les

activités de Mannesmann au Brésil. Selon les premiers calculs, la future société réalisera un chiffre d'affaires de 9 milliards de francs, ce qui devrait porter celui de Vallourec autour de 13 milliards contre 7,7 milliards en 1996.

Cette alliance entre Mannesmann et Vallourec permet aussi à Usinor Saclor de sortir avec les formes de son rôle de premier actionnaire du fabricant français de tubes. Depuis des mois, le groupe cherchait à se désengager de cette participation « historique », qui n'entraînait plus dans sa stratégie. « Cette opération contribuera au recentrage des activités du groupe sur ses principaux métiers, en lui apportant des ressources complémentaires significatives pour renforcer ses capacités financières », explique Usinor Saclor. Le groupe n'a pas précisé le montant de la transaction. Mais il devrait profiter de l'envolée du marché boursier qui s'est traduit par une hausse de plus de 12 % de l'action Vallourec à 310 francs depuis le début de l'année. Sur la base du cours actuel, la vente devrait lui rapporter plus de 500 millions de francs.

Martine Orange

OFFRES

Important organisme de formation des publics en difficulté d'insertion recrute

LE RESPONSABLE DES FORMATIONS DE SON PRINCIPAL CENTRE

700 000 heures de formation, 40 à 50 formateurs à temps plein. Le candidat - bac +3, connaît, des publics, grande exp. des dispositifs et des pratiques pédagogiques, autorité et capacité d'entraînement, rigueur de gestion, facultés de synthèse et d'analyse - gère l'appareil de formation dans son ensemble. 268 000 F.

Ad. C.V. à A.C.P.M. 48, bd Marcel-Deprat 13013 Marseille

Groupe de sociétés d'assistance au sol des compagnies aériennes (+ de 300 personnes) situé à Roissy recherche :

UN CHEF DU PERSONNEL JURISTE RESPONSABLE RH ET ADMINISTRATIF

La création de ce poste nécessite une personnalité d'envergure tant sur un plan juridique qu'en ressources humaines. Formation supérieure juridique indispensable (maîtrise, DESS, DEA en droit du travail). Merc d'adr. votre cand. (lettre manuscrite, photo, CV et prêt) au : Cabinet MORTIER, 14, rue du Docteur-Marie 85000 Auray à qui nous avons confié la sélection (sur Roissy).

VRP MULTICARTE SENIOR

cherche produits industriels ou d'équipement ou services financiers difficiles à vendre et chers. Rémunération uniquement à la commission (1 % en rapport) et unique clientèle d'entreprise. Région parisienne. Ecrire au Monde Publicité sous n° 9074, 133, av. des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08.

AFRIQUE

Management Leadership Marketing World HDSP - Wils University 23 ans IBM dans 5 pays responsables en Europe Large exp. africaine Actuellement à Maputo. Accepte propositions. Fax : 2581-428716 E-Mail : Transo@men.com

JF 25 ans, ing. math. appl. cherche poste ING. en CALCUL numérique, statistiques ou crypt. Informatique. Tél. : 03-81-50-80-95 (rép.)

CHAUFFEUR DE DIRECTION

8 ans d'exp. ch. emploi sur Paris-Banl. Tél. : 01-45-31-72-22.

Homme 40 ans. CHAUFFEUR GARDE DU CORPS. Moniteur de ski, naut., logi., rémunération journalière. Tél. : 06-08-05-22-23.

Nègre chevronné polit., sté, arts, fiction, biogr., de scénario. FAX : 01-42-71-38-43.

JURISTE CONFIRME

3 années exp. AVOCAT Très sérieux et motivé rech. poste JURISTE étud. toutes prop. Paris, R.P. province. Tél. : 05-46-48-14-48.

Homme, expérience, sérieux cherche emploi CHAUFFEUR DE MAÎTRE ou CHAUFFEUR LIVREUR

Bonne connaissance Paris-Banlieue, permis A, B, C, E + ambulance et transport enfants. Bonne présentation. Étudier toutes propositions. Dom. : 01-42-06-66-87. Port. : 06-08-96-06-22.

JF 23 ans MO-TVÉE I Science-Po + DEA pénal 1^{er} exp. Conseil en RH + stages industrie. TB anglais. 9 mois Canada. WORD 7 - EXCEL 5 - ACCESS - NET

Méthodes, TB relationnel cherche poste Paris/RP CHARGÉE D'ÉTUDES RH. Tél. : 01-44-74-65-82 (rep.).

NIGERIA

Dirigeant 49 ans, expertise comptable, nationalité française, trilingue anglais, arabe, 25 ans d'expatriation en Afrique et Proche-Orient. Actuellement en poste au Nigeria depuis 7 ans. Excellentes relations dans les hautes sphères bancaires, administratives et commerciales.

Cherche poste D.G. ou D.A.F. ou création de filiale en Afrique / Proche-Orient, de préférence au Nigeria. Libre sous préavis de 4 mois.

Ecrire (sous n° 9070) à : Le Monde Publicité - 133, avenue des Champs-Élysées - 75409 PARIS Cedex 08, qui transmettra.

■ L'ALUMINIUM a vivement reculé, lundi, sur le London Metal Exchange (LME), après l'annonce d'une hausse des stocks. Le prix de la tonne a cédé 30 dollars, à 1 588 dollars.

CAC 40 ↓ Cibure	CAC 40 ↗ 1 mois	CAC 40 ↗ 1 an	MIDCAC ↗ 1 mois
-----------------------	-----------------------	---------------------	-----------------------

à 1 177 francs. Son chiffre d'affaires 1996 est conforme aux attentes mais l'annonce d'un emprunt de 2 milliards de francs pesait un peu sur l'action.

certaines des investisseurs qui avaient vendu le titre avant l'augmentation de capital du mois de novembre 1996 étaient peut-être de retour.

la baisse de Wall Street et du marché obligataire. L'indice Footsie a terminé en recul de 0,1 point à 4 307,7 points. Outre-Rhin, la Bourse de Francfort a poursuivi sa course aux records ininterrompue depuis sept séances dans un marché calme. L'indice DAX a gagné 46,35 points, à 3 184,36 points, par rapport à la clôture de la séance officielle de vendredi.

	Cours 9 10/02	Cours 20 07/02	Var. en %
Paris CAC 40	2595,37	2597,59	0,08
New-York DJ Indus.	6851,19	6855,80	-0,07
Tokyo/Nikkei	18161,20	18267,4	+1,73
London FT100	4313,30	4307,60	-0,13
Frankfurt Dax 30	3184,36	3183,01	-0,04
Frankfurt Commer.	1096,11	1088,65	+1,06
Bourseshanghai 20	2489,58	2495,58	-0,24
Bourseshanghai 50	2489,58	2495,58	+0,39
Millan/MIB 30	1072	1072,51	-0,05
Amsterdam C.A. Cx	475,30	475,20	-0,02
Mil Madrid Ibs 35	476,25	476,25	+0,00
Stockholm Affarsall	2684,83	2693,83	-0,33
Lisbon F350	2651,70	2647,60	+0,21
Hong Kong Hang S	13643,50	13660,58	-0,12
Singapore Straits T	2205,39	2205,39	-0,00

	10/12	07/12
Alcoa	66,87	67,62
Altel Signal	71	71,50
American Express	65	65,25
AT&T	57,75	58,25
Bethlehem	8,25	8,25
Boeing Co	107,25	109,37
Caterpillar Inc.	79,12	79,50
Chevron Corp.	65,25	65,75
Co-Cola Co	58,37	58,37
Disney Corp.	73,75	75,12
Du Pont, General & Co	101,12	112,50
Eastman Kodak Co	89,75	89,75
Exxon Corp.	100,12	101,37
Gen. Motors Corp.H	56,50	56,75
Gen. Electric Co	104,12	105
Goodyear T & Rubbe	53,25	52,50
IBM	142,75	148,25
Int Paper	74	74
J.P. Morgan Co	109,25	104,62
McDonalds Corp.	49	45,37
Merck & Co Inc.	92,37	93,50
Minnesota Mng.&Mfg	83,50	84,12
Phillip Morris	120,25	121,37
Procter & Gamble Co	122,75	122,25
Sears Roebuck & Co	83	81,37
Union Carb.	103,50	103,12
United Tech	70,25	69,62
Util Technol	71	71,25
Westingh. Electric	17,37	17,87
Woolworth	20	20,25

Sélection de valeurs du FT 100		
	10/02	07/02
Allied Lyons	41.62	41.62
Barclays Bank	11.16	11.62
B.A.T. Industries	5.12	5.10
British Aerospace	12.17	12.17
British Airways	5.98	5.67
British Gas	2.44	2.43
British Petroleum	7.24	7.37
British Telecom	4.37	4.39
B.T.R.	2.51	2.51
Coburn Schweppe	4.77	4.73
Curatellon	0.80	0.81
Fortis		
Glaxo Wellcome	10.10	9.97
Granada Group Plc	8.95	9.13
Grand Metropolitan	4.29	4.33
Guinness	4.45	4.46
Harrold Plc	0.88	0.88
Henkel Inc	6.25	6.36
H.I.C. Plc	11.37	11.31
Imperial Chemical	7.11	7.36
Legal & Gen. Corp	4.04	3.99
Marks and Spencer	4.92	4.86
National Westminster	8.28	8.11
Peninsular Oriental	1.62	1.52
Reuteurs	6.61	6.54
Rover and Search	1.05	1.05
Shell Transport	10.70	10.69
Tate and Lyle	4.41	4.37
Unilever Ltd	13.94	13.64
Zeneca	17.62	17.66

	10/02	07/02
Allianz Holding N	3174	3174
Bsf Ag	62,94	60,90
Bayer AG	66,30	65,40
Bayer AG Wschelack	62,65	61,40
Bayer Verordbank	62,15	61,05
BMW	1094	1075,50
Commerzbank	49,30	41,95
Daimler-Benz AG	121,60	120,20
Degussa	704	698
Deutsche Bank AG	85,35	83,45
Deutsche Telekom	22,20	22,10
Dresdner BK AG FR	53,35	52,60
Henkel VZ	88,40	88,40
Hoechst AG	74,15	71,65
Karstadt AG	525	518,50
Linde AG	1115	1085
LT. Lufthansa AG	24,20	23,75
MAN AG	44,40	43,75
Mannesmann AG	69,2	67,4
Metro	134,20	135,20
Muench Rne N	3815	3820
Preussag AG	416,50	408
Rwe	71,95	70,55
Sap VZ	256	253,20
Schering AG	149,20	143
Siemens AG	143,50	135,80
Thyssen	327,50	318
Veoba AG	92,30	91,70
Vitag	715	697,30
Volkswagen VZ	633	618

PARIS ↓ jour le jour	PARIS ↓ OAT 10 ans	NEW YORK ↓ jour le jour	NEW YORK ↓ Bonds 10 ans	FRANCFORT ↓ jour le jour	FRANCFORT ↓ Bunds 10 ans
----------------------------	--------------------------	-------------------------------	-------------------------------	--------------------------------	--------------------------------

LE CONTRAT NOTIONNEL DU MATIF, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, a ouvert en hausse, mardi 11 février. Après quelques minutes de transactions, il gagnait 20 centèmes, à 131,66 points, son plus haut niveau historique. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,44 %, soit 0,15 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance. La veille, le marché obligataire américain avait

terminé la séance en légère baisse, dans un marché peu actif en raison de l'absence de statistiques économiques. Le rendement de l'obligation à trente ans s'était inscrit en clôture à 6,71 % (6,69 % vendredi).

La Banque de France a laissé inchangé, mardi matin, à 3,19 %, le niveau de l'argent au jour le jour. Les opérateurs ne prévoient pas de baisse des taux directeurs de l'institut d'émission, dont le conseil se réunit jeudi.

The graph shows the Dow Jones Industrial Average from 1929 to 1934. The x-axis is labeled with years: 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, and 1934. The y-axis represents the index value, with a major tick mark at 13,666. The line starts at approximately 10,000 in 1929, rises to about 11,000 in 1930, then experiences a sharp decline to around 8,000 in 1931. It then fluctuates, with a notable peak in 1932 followed by a decline, and a steady rise through 1933 and 1934, ending at 13,666.

Taux 10q2	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	3,12	5,54	6,46	1,70
Allemagne	3,06	5,69	6,54	1,60
Grande-Bretagne	6	7,20	7,85	2,50
Italie	7,42	7,90	7,95	3,70
Japon	0,50	2,45	—	0,20
Etats-Unis	5,13	5,49	6,72	2,90

Taux de rendement	Taux au 10/02	Taux au 07/02	Indice (base 100 fin 96)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4.12	4.11	99.92
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	4.87	4.88	100.74
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5.35	5.37	101.43
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5.71	5.72	102.37
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6.30	6.35	103.83
Obligations françaises	5.69	5.20	101.26
Fonds d'Etat à TME	2.25	2.20	99.41
Fonds d'Etat à TRE	2.02	1.91	99.44
Obligat. franc. à TME	2.10	2.39	99.65
Obligat. franc. à TRE	0.07	0.08	100.07

	Achat 1002	Vente 0702	Achat 0702	Vente 0702
jour le jour	3,1725	—	3,1725	—
1 mois	3,34	3,34	3,34	3,33
3 mois	3,26	3,26	3,26	3,25
6 mois	3,29	3,30	3,30	3,32
1 an	3,32	3,45	3,30	3,32
PiBor Francs				
PiBor Francs 1 mois	3,9125	—	3,9125	—
PiBor Francs 3 mois	3,943	—	3,943	—
PiBor Francs 6 mois	3,9469	—	3,9469	—
PiBor Francs 9 mois	3,9438	—	3,9363	—
PiBor Francs 12 mois	3,9672	—	3,9672	—
PiBor ECU				
PiBor Ecu 1 mois	4,1250	—	4,0950	—
PiBor Ecu 6 mois	4,1250	—	4,1250	—
PiBor Ecu 12 mois	4,1250	—	4,1250	—

Echéances 10/02	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Mars 97	59452	131,46	131,50	131,16	131,24
juin 97	512	130,12	130,12	129,92	129,94
Sept. 97	2	128,28	128,28	128,28	128,28
Déc. 97					

Jun 97	7496	96,74	96,75	96,78	96,75
Sept. 97	3644	96,73	96,73	96,71	96,72
Déc. 97	2412	96,64	96,65	96,68	96,64
ECU LONG TERME					
Mars 97	574	97,56	97,56	97,30	97,30
Jun 97					0,08

Echéances 10/02	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Février 97	9103	2603	2622	2592	2594
Mars 97	380	2613	2625	2598	2599,50
Avril 97	1	2604	2601	2601	2601
juin 97	3	2593	2593	2593	2593

Vigueur de la livre

LE DOLLAR cotait en légère hausse, mardi matin 11 février, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,66 mark, 5,60 francs et 123 yens. La veille, le billet vert était resté stable, ses cours oscillant autour de 1,65 mark, 5,58 francs et 122,50 yens. Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, avait jugé « appropriée » la réaction des marchés financiers au communiqué du G 7. Les

DEVICES	coins RFD	lg02	%002	Acas	Vente
Allemagne (100 dm)	337,5700	+0,02	325	-399,2	
Ecu	6,5540	-0,09	-	-	
Etats-Unis (1 usd)	5,3850	-0,64	5,3000	5,3000	
Italie (100 F)	16,3610	+0,02	15,6200	16,6200	
Belgique (100 B)	36,3610	+0,02	-	-	
Monnaie (1000 lrs)	3,4335	-	3,1100	3,5600	
Danemark (100 kr)	85,7500	+0,12	82,2500	86,2500	
Finlande (1 fip)	9,9463	-0,23	8,5500	9,5500	
Gde-Bretagne (1 L)	9,1155	-0,48	8,7000	9,5500	
Grèce (1000 drs)	2,1495	-0,07	1,8500	2,2500	
Suède (100 kr)	76,0700	+0,90	70	-80	
Suisse (100 F)	392,0700	+0,42	377	-401	
Espagne (100 pes)	166,6400	-0,66	160,0000	166,0000	
Australie (100 sch)	2,7960	-0,05	2,4500	2,5000	
Europe (100 sc)	3,9585	-0,06	3,7000	3,8000	
Canada (100 esc)	3,3660	-	2,9500	3,5000	
Paraguay (1 dollar ca)	4,1332	-0,56	3,8000	4,6000	
Japon (100 yens)	2,5529	+0,62	4,3200	4,6700	
Finlande (marka)	113,8500	+0,06	107	-118	

	cours 10/02	cours 07/02	INDICES
Or fin (le barre)	61500	61000	Dow-Jones comptant
Or fin (en lingot)	61800	61500	Dow-Jones à terme
Once d'Or Londres	339,75	340,40	CRB
Pièce française(20f)	353	352	
Pièce suisse (20f)	355	352	METALLS (Londres)
Pièce Union Int(20f)	353	352	Cuivre comptant
Pièce 20 dollars us	2420	2345	Cuivre à 3 mois
Pièce 10 dollars us	1320	1330,50	Aluminium comptant
Pièce 50 pesos mex.	2280	2290	Aluminium à 3 mois

En dollars	cours 10/02	cours 07/02	
Brent (Londres)	181	—	Zinc comptant
WTI (New York)	19,96	—	Zinc à 3 mois
Crude Oil (New York)	—	—	Nickel comptant
			Nickel à 3 mois

analystes prédisent généralement une reprise rapide du mouvement de hausse du dollar à la faveur de nouvelles statistiques confirmant le dynamisme de l'économie américaine.

Le franc était inchangé, mardi matin, face à la monnaie allemande, à 3,3740 francs pour 1 deutschemark. La livre sterling s'inscrivait, pour sa part, en forte hausse. Son cours s'établissait à 2,7230 mark et 9,18 francs.

Achat	Vente	FRANCFORT : USD/DM	1,6558	1,71,6509	-0,31
325	349	TOKYO : USD/Yens	122,7500	122,5400	-0,32

15,420	16,920				
Devisen/Einsatz: demande offre demande 1 mois offre 1 mois					
Dollar Etats-Unis	5,585	5,939	5,583	5,822	
Yen (100)	4,525	4,516	4,562	4,611	
Deutschmark	3,380	3,581	3,762	3,730	
Franc Suisse	3,907	3,895	3,829	3,829	
Franco (1000)	3,414	3,401	3,428	3,428	
Yen sterling	9,624	9,668	6,814	6,827	
Franc (100)	3,922	3,937	3,937	3,937	
Franc Belg (100)	16,49	15,74			

3 7000	4 3000	DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
2 9500	3 6500	Eurofranc	3,28	3,37	3,34
3 6200	4 4200	Eurodollar	5,31	5,44	5,56
4 3200	4 6700	Eurolivre	6,12	6,19	6,37
107	118	Eurodeutschmark	3,06	3,06	3,06

INDICES		METALX (New-York)		AGRIUMS	
	10/02	07/02			
Dow-Jones composite	230,50	230,50	Argent à terme	4,93	4,93
Dow-Jones à terme	41,34	41,34	Platine à terme	—	—
CRB	236,34	236,34	Palladium	—	Wholesale
			OR (Londres)	266,45	Wholesale
			OR (Chicago)	266,45	Wholesale
METALX (Londres)	dollars/tonne		OR (Chicago)	266,45	Wholesale
Cuivre comptant	247,5	250,0	OR (Chicago)	266,45	Wholesale
Cuivre à 3 mois	251,5	252,5	OR (Chicago)	266,45	Wholesale
Aluminium comptant	155,50	155,50	OR (Chicago)	266,45	Wholesale
Aluminium à 3 mois	156,7	156,7	OR (Chicago)	266,45	Wholesale
Piombe comptant	640	641	OR (Chicago)	266,45	Wholesale
Piombe à 3 mois	650	650	OR (Chicago)	266,45	Wholesale
Etain comptant	587,5	588,0	OR (Chicago)	266,45	Wholesale
Etain à 3 mois	587,5	588,0	OR (Chicago)	266,45	Wholesale
Zinc comptant	114	113,5	OR (Chicago)	266,45	Wholesale
Zinc à 3 mois	116,50	115,5	OR (Chicago)	266,45	Wholesale
Nickel comptant	762,6	777,5	OR (Chicago)	266,45	Wholesale
Nickel à 3 mois	772,0	787,5	OR (Chicago)	266,45	Wholesale

SEPTIEMBRE
MENSUEL

COMPT 337

SECOND
MARCHE

SICAV et

ENTOMOLOGIE Présents sur Terre depuis plusieurs dizaines de millions d'années, les termites ont fait des ravages dans les forêts françaises. Plusieurs espèces de ces pe-

tits animaux de deux à trois millimètres de long vivent en France. En quelques décennies, ces insectes qui se nourrissent de cellulose se sont répandus dans plus de cinquante

départements. ● **MAIS LES FORÊTS** n'ont pas suffi à combler leur appétit. Profitant des transports de bois, ils ont quitté les campagnes pour les zones urbaines. Ils infestent au-

jourd'hui un grand nombre de villes et causent des dégâts dans les habitations. ● **LES INSECTICIDES** utilisés pour les combattre, souvent nocifs pour l'environnement, n'en sont pas

venus à bout. ● **UN LABORATOIRE** de neurobiologie du CNRS s'efforce de mettre au point une nouvelle arme biologique qui, en les privant d'odorat, entraînerait leur mort.

Les chercheurs tentent d'enrayer l'invasion des termites en ville

Pour chasser les petites bêtes qui envahissent maintenant les zones urbaines et causent d'importants dommages aux habitations, une équipe du CNRS de Marseille propose l'inhibition du sens olfactif de ces insectes xylophages

« L'ÉTUDE d'un tel sujet pourrait présenter des aspects pittoresques... ». En adoptant une proposition de loi visant à « organiser la lutte contre les termites » (Le Monde du 30 janvier), les sénateurs ont estimé qu'ils risquaient d'être taxés d'une futilité peu couronnée au sein de leur haute assemblée. Prévenant la critique, les parlementaires ont souligné que « l'omniprésence sur l'ensemble du territoire national (...) et les effets dramatiques de ces insectes xylophages dans certaines régions nécessitent de prévenir et de traiter avec le plus grand sérieux un tel fléau ».

Le mot n'est pas trop fort. Les termites gagnent du terrain, avec patience et méthode. Ces petits insectes de 2 à 3 millimètres de long, qui se nourrissent de cellulose, percent l'humidité et ont horreur de la lumière - leur couleur blafarde leur vaut le nom erroné de « fourmis blanches » - viennent de loin.

Des fossiles datant de l'éocène attestent de leur présence il y a quelque 50 millions d'années, et certains entomologistes leur prêtent même plus de 200 millions d'âge. Ils forment aussi une fa-

mille très prolifique. Les taxonomistes recensent près de deux mille espèces distinctes de par le monde, pullulant surtout dans les forêts tropicales et équatoriales, où leurs colonies, peuplées parfois de plusieurs millions d'individus, peuvent causer des ravages.

En France, prospèrent cinq espèces : le *Reticulitermes santonensis*, ou termite de Saintonge - le plus agressif -, trois sortes de *Lucifugus*, ou termites lucifuges, et le *Kollaritermes floccosus*, ou termite à cou jaune, que l'on rencontre surtout autour du bassin méditerranéen. Ces amateurs de fibres ligneuses participent utilement à l'équilibre de l'écosystème forestier, en éliminant les arbres morts et les végétaux malades.

« BARRIÈRES CHIMIQUES »

Mais, profitant des transports de matériaux de construction et de bûches de chauffage, ainsi que de l'utilisation de bois peu résistants comme le pin, ils ont essaimé hors de leur biotope naturel pour envahir les centres urbains. Là, ils ont trouvé l'eau et la chaleur bienfaitrices que leur prodigent le sous-sol et les réseaux souterrains des villes, ainsi que

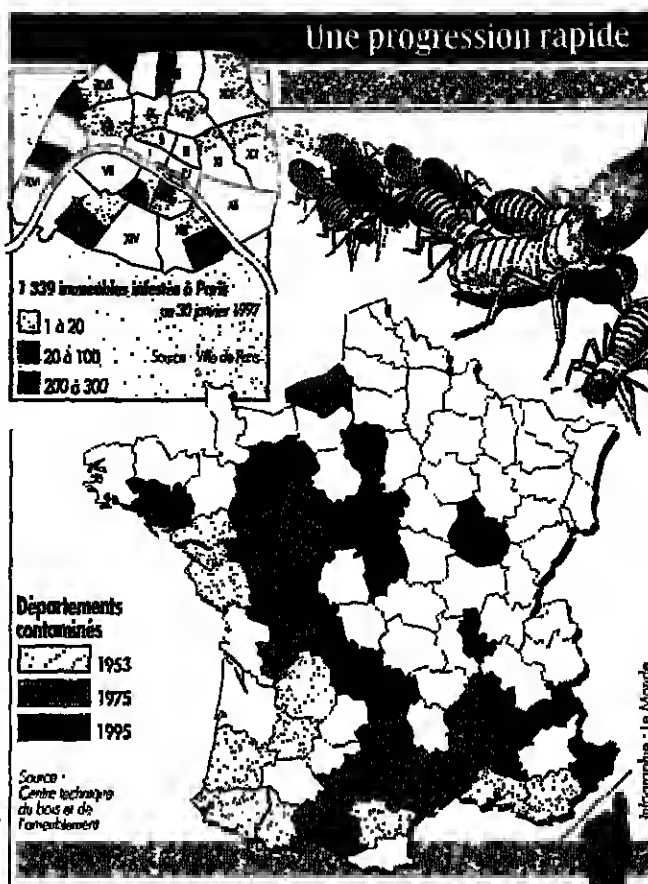
des provisions à portée de mandibules : fondations, poutres et charpentes, mais aussi papiers, cartons ou tissus, dont ils se délectent avec voracité.

Or, ces grignoteurs opiniâtres, mentionnés dès le XVIII^e siècle dans les villes du sud-ouest de la France, progressent à vive allure depuis un demi-siècle. Plus de cinquante départements sont désormais infestés à des degrés divers, vingt-six quartiers de la capitale contaminés et une « association des villes pour la lutte contre les insectes xylophages », créée en 1990 à l'initiative de la municipalité d'Arles, regroupe déjà trente-deux communes dont Paris, Marseille, Toulouse, Bordeaux ou Nantes.

C'est que la lutte contre ces destructeurs est particulièrement malaisée. Ils n'agissent jamais au grand jour, mais rongent le bois de l'intérieur sans laisser de traces - la cellulose ingérée sert, après digestion et régurgitation, à nourrir l'ensemble de la termitière - ou cheminent à l'abri d'étroites galeries, ou cordons, formées de déjections et de salive.

Pour les combattre, des « barrières chimiques » peuvent être dressées dans les habitations, dont les sols, les murs et les boiseries sont traités à l'aide de substances neurotoxiques. Mais ces termiticides sont nocifs pour l'environnement : l'un d'eux, l'aldrine, a été retiré du marché en 1994 en raison de sa toxicité. Et ils ne sont pas venus à bout de l'ennemi.

Pis, chassés des bâtiments où ils avaient élu domicile, les intrus se sont rabattus, dans plusieurs arrondissements de Paris, sur des arbres sains auxquels, croyait-on jusqu'alors, ils ne s'attaquaient pas. Pour les éliminer définitivement, la direction des parcs, jardins et espaces verts a expérimenté, avec succès, un procédé original consistant à appâter les termites avec de la sciure de bois mélangée à un « poison » inodore, l'hexaflumuron. Cette molécule provoque rapidement la mort de la colonie, en empêchant, au moment de la mue, la reconstitution de la carapace - ou cuticule -



« Les termites contaminés par la sciure de bois mélangée à un « poison » inodore, l'hexaflumuron, ont été retirés du marché en 1994 en raison de sa toxicité. Et ils ne sont pas venus à bout de l'ennemi. »

dans des insectes (Le Monde du 22 juin 1996). Ce piège a été perfectionné et peut désormais être utilisé dans les maisons, une fois les bêtes indésirables localisées grâce à des détecteurs acoustiques qui enregistrent les vibrations infimes produites par leur manducation ou leurs déplacements. Les entre-

prises spécialisées ont encore recours à de nouvelles techniques préventives, comme la pose de films synthétiques imprégnés de pyréthroides, molécules insecticides.

Mais, pour enrayer la marche des termites, élus et professionnels de la construction misent sur la recherche fondamentale. Jean-Luc Clément, professeur à l'université de Provence et directeur du laboratoire de neurobiologie du CNRS de Marseille, étudie la vie de ces petites bêtes depuis vingt ans. « Nous occupons des observations permettant de mieux connaître leur organisation et leur mode de communication », indique-t-il.

PRIVÉS D'ODORAT

Les termites, qui vivent en sociétés fortement structurées - avec roi et reine reproducteurs, soldats et ouvriers stériles -, se repèrent dans leur environnement et échangent des informations grâce à des signaux chimiques que détecte leur « nez » antennaire très subtil. Privés d'odorat, donc incapables de communiquer comme de s'alimenter, ils seraient condamnés à une mort certaine.

Aussi l'équipe de chercheurs marseillais s'efforce-t-elle de mettre au point des armes plus « ciblées », touchant des espèces spécifiques et visant à rendre les insectes anonomiques. « On peut imaginer d'utiliser des virus qui bloqueraient l'expression des récepteurs olfactifs des termites », avance Jean-Luc Clément. Hélas, cette « trappage chirurgicale » ne sera sans doute pas au point avant une dizaine d'années. Les termites ont encore de beaux jours devant eux.

Pierre Le Hir

Virilletes, lyctus et capricornes

Les termites ne sont malheureusement pas les seuls ennemis du bois d'œuvre. Parmi les insectes qui en sont le plus friands figurent aussi plusieurs espèces de coléoptères. Parmi ces derniers on trouve en particulier la petite et la grosse virillette, le lyctus et le capricorne.

Moins voraces que les termites, ces xylophages déposent leurs larves dans le bois, où ils se développent en creusant des galeries. Ils sont ainsi plus faciles à détecter dès le début de l'infestation, grâce à la sciure qu'ils produisent ainsi qu'aux vermoulures et aux trous qu'ils laissent dans le bois. Ces coléoptères sont également présents dans la nature. On les a observés dans les bois de Boulogne et de Vincennes où ils se nourrissent d'arbres en voie de dépérissement.

L'épidémie allemande de peste porcine menace plusieurs pays européens

UNE IMPORTANTE épidémie de peste porcine progresse activement depuis plusieurs semaines en Allemagne. A la différence de la plupart des pays de l'Union européenne, cette maladie sévit depuis plusieurs années déjà dans ce pays sur un mode endémique.

Plus de 20 000 porcs atteints ou suspects de l'être ont été abattus en Allemagne au cours du mois de janvier, et les autorités ont annoncé, il y a quelques jours, l'abattage supplémentaire de 10 000 animaux dans le nord du pays. Ils souhaitent ainsi enrayer la progression de cette infection excessivement contagieuse et dont les conséquences économiques pourraient rapidement prendre d'inquiétantes proportions.

Après avoir décidé, dans les derniers jours du mois de janvier, de fermer ses frontières aux importations de porcs allemands, la Belgique a décidé, mercredi 5 février, « à titre préventif », de durcir les conditions de ses importations de porc en provenance des Pays-Bas, après la découverte dans le sud de ce pays d'un « foyer de peste porcine ». La Belgique importe chaque année quelque 1,2 million de porcelets, dont la moitié provient des Pays-Bas. La Suisse, pour sa part, a fixé les interdictions d'importation des animaux en provenance de quatre Länder allemands (Mecklenbourg-Poméranie, Basse-Saxe, Rhénanie-du-Nord - Westphalie et Brandebourg).

Cette infection constitue un fléau majeur de l'élevage porcin, compte tenu de la facilité avec laquelle elle se transmet au sein des troupeaux et des taux très élevés de mortalité qu'y sont associés. La peste porcine, qui est due à un virus, n'est pas dangereuse pour l'espèce humaine. Elle se caracté-

rise chez l'animal par une fièvre accompagnée de nombreux symptômes d'ordre respiratoire, digestif, nerveux ou cutané. La survenue de lésions hémorragiques au sein de différents organes (ganglions, reins, rate, vessie) entraîne la mort de l'animal en quelques jours. On sait par ailleurs que le sanglier peut être porteur du virus et, parfois, le transmettre aux cochons d'élevage.

Le paradoxe veut ici, comme dans le cas de la fièvre aphteuse, que l'on dispose d'un vaccin qui a fait la preuve de son efficacité, mais dont la mise en œuvre se heurte à de puissants intérêts économiques

« Après avoir organisé la lutte il y a une vingtaine d'années, de nombreux pays d'Europe comme la Grande-Bretagne, la France, l'Espagne, l'Italie ou la Suisse ont réussi à se débarrasser de cette maladie, ce qui a permis de déclarer le continent indemne de peste porcine, avec tous les avantages commerciaux que cela comporte », a expliqué au Monde le professeur Marc Savay (Centre national d'études vétérinaires et alimen-

taires. Alfort). Malheureusement, la maladie est réapparue il y a quelques années en Allemagne, et ce pays n'a, à l'évidence, pas réussi à contrôler la situation épidémiologique. Le paradoxe veut ici, comme dans le cas de la fièvre aphteuse, que l'on dispose d'un vaccin qui a fait la preuve de son efficacité, mais dont la mise en œuvre se heurte à de puissants intérêts économiques.

Avoir recours au vaccin contre la peste porcine signifierait en effet que le pays concerné est considéré, au plan de la réglementation internationale, comme un pays atteint par la maladie. Ce qui signifierait qu'il ne peut plus, en conséquence, exporter ni les animaux, ni leur viande, ni leurs produits dérivés.

Autorisé par les textes de l'Office international des épizooties, l'arrêt progressif des relations commerciales dans ce domaine avec l'Allemagne se justifie pleinement, compte tenu de la menace d'extension de l'épidémie animale. Les mesures prises ne peuvent toutefois pas être dissociées du contexte actuel de la crise de la « vache folle » et des très vives tensions diplomatiques et commerciales que cette crise a provoquées.

Plusieurs spécialistes vétérinaires de l'Union européenne notent aujourd'hui, avec une certaine ironie, que l'Allemagne, qui avait verement tancé la Grande-Bretagne et l'accusé de ne pas avoir pris les mesures sanitaires qu'elle imposaient face à la « vache folle », doit publiquement reconnaître, avec l'épidémie de peste porcine, qu'elle est bien loin d'être le pays modèle de l'Union européenne en matière d'hygiène animale.

Jean-Yves Nau

Spot-5 compense les restrictions par la technologie

Le satellite distinguera à la surface du sol des détails de 3 mètres

SAN AGUSTIN (Canaries)

Le programme d'observation de la Terre par satellite, baptisé Système polyvalent d'observation de la terre (Spot), a résisté à tous les séismes de la vie politique française. Qu'on en juge. Spot-1 fut décidé, en 1978, sous Raymond Barre. Spot-2 sous son successeur, Pierre Mauroy, en 1981. Six ans plus tard, pendant la première cohabitation, c'est le gouvernement Chirac qui choisit de continuer le programme avec Spot-3. Le quatrième du nom prolonge, sous Michel Rocard, en 1989, le jeu de l'alternance, avant que Spot-5, décidé par Edouard Balladur en 1994, mette un terme provisoire à la série. Moralité : les hommes passent, l'idée demeure.

Cependant, il est un concept bien dans l'air du temps qui vient d'écarter sérieusement Spot-5 : faire des économies. La coupe, sévère puisque le budget chute de 6 à 3,5 milliards de francs, devrait ramener l'ambition des promoteurs du programme à des proportions plus modestes. Deux satellites étaient prévus, censés emporter chacun trois instruments de mesures. Objectifs : multiplier par deux la précision des images en offrant une résolution au sol de 5 mètres, au lieu de 10 actuellement, avoir une possibilité de vue stéréoscopique et maintenir la position de leader de Spot Image, qui commercialise les données des satellites et domine son secteur avec 60 % à 70 % des parts de marché.

Le Centre national d'études spatiales (CNES) s'est donc serré la ceinture. Si Spot-5A devrait bien être lancé en 2002,

son jumeau Spot-5B « est retardé, mais pas annulé », a précisé Jacques Mouysset, le PDG de Spot Image, maniant l'euphémisme avec élégance.

Clôturant, mercredi 5 février à San Agustín (Canaries), la onzième réunion des opérateurs des stations de réception, Jacques Mouysset, il est vrai, ne voulait pas trop décevoir ses interlocuteurs. Pour faire bonne mesure, Spot-5A, toujours en raison de contraintes budgétaires, n'emportera que deux outils au lieu de trois, et « la décision d'avoir un instrument stéréo sera prise en 1998 », a précisé le PDG de Spot Image.

CURE D'AMAISSISSEMENT

Rayon de soleil dans un ciel maussade, Spot-5 devrait disposer néanmoins d'une résolution de 2,5 à 3 mètres en mode panchromatique. Le procédé - une « astuce » mise au point et brevetée par le CNES - consiste à prendre, avec une précision de 5 mètres, deux images très légèrement décalées, puis à les mixer, ce qui permet ensuite de doubler la résolution sans perte d'information.

Les responsables du CNES et de Spot Image sont obligés de pratiquer un subtil dosage entre la demande d'images de plus en plus détaillées - d'une précision égale voire inférieure au mètre - et la nécessité d'offrir un champ de vue assez large, qui balaye le plus de surface possible. Spot-5 conservera un champ de vue de 60 kilomètres, comme ses prédécesseurs, alors que ses futurs concurrents américains et japonais se contenteront d'observer des bandes de 10 à 25 kilomètres de large.

Spot-4 n'est pas encore lancé - il devrait l'être en mars 1998 -

et Spot-5 avance en tâtonnant un peu. Pourtant, l'après-Spot-5 est déjà en préparation dans les bureaux de la société. « L'objectif est l'outsourcing du système », a déclaré Jacques Mouysset. Elle ne sera obtenue que sous deux conditions : développer le marché et baisser les coûts sans diminuer la qualité du service.

Le projet intitulé 3S - pour Suite du système Spot - s'appuie sur l'utilisation de la mini-plate-forme Proteus, fabriquée par Aerospatiale. Légère, souple, économique et rapide à assembler, cette espèce de véhicule à tout faire de l'espace a été spécialement conçue pour emporter des instruments différents : observation de la Terre, expériences scientifiques ou télécommunications.

Toutefois, pour utiliser Proteus, Spot devra se soumettre à une cure d'amaigrissement draconienne et passer d'une masse de 3,6 tonnes à un poids plume de 500 kilos - plate-forme et instruments compris. Le projet 3S prévoit une résolution de 2,5 mètres, un champ de 60 à 100 kilomètres, une vue stéréoscopique ainsi qu'une réduction de la taille des antennes au sol, toujours pour sacrifier au leitmotiv d'économies budgétaires.

Seul luxe que se permet cette étude prévisionnelle menée par le CNES, l'utilisation simultanée de deux, voire trois, satellites en orbite, qui se complèteraient afin d'offrir des champs de vue de 200 kilomètres et une fréquence de passage plus importante. L'expérience a en effet montré que, pour avoir un satellite, mieux valait en demander deux.

Pierre Barthélémy

MOTS CROISÉS



سكرا من الامل

La skieuse suédoise Pernilla Wiberg passe de la technique à la vitesse

Elle est devenue l'une des dernières polyvalentes de la discipline

L'épreuve du Super-G dames des championnats du monde de ski devait avoir lieu, mardi 11 février à 13 heures, à Sestrières (Italie). La Sué-

doise Pernilla Wiberg s'est affirmée comme l'une des favorites de la course. Mais, dans ce rendez-vous mondial, l'Allemande Katja Seizinger et l'Italienne Isolde Kostner peuvent aussi se distinguer. Il reste aux Françaises engagées dans ce super-G à créer la surprise.

meuse, adroite entre les piquets, tenace partout ailleurs. A son idole Ingemar Stenmark qui lui faisait remarquer qu'elle pourrait choisir des bâtons de skis plus courts, elle répondit sèchement qu'elle les préférerait de cette taille-ci. L'idée de son passage aux courses de vitesse a germé après les Jeux olympiques de Lillehammer, en 1994. Pernilla Wiberg rencontre alors Picabo Street, qui court pour le même fournisseur de skis.

UN JEU D'ENFANT

L'Américaine, vice-championne de descente, donne quelques recettes à la Suédoise, championne de combiné, et vice versa. Pernilla apprend à ne plus avoir peur de l'ivresse des longs schuss. Picabo, sans la prévenir, lui a conseillé de couper les virages difficiles. Elle a aimé cela. Elle peut désormais partir à l'attaque des courbes. Grisée, elle s'amuse de cette « impression d'être plusieurs skieuses ». Elle frise la schizophrénie mais le combiné devient pour elle un jeu d'enfant. Bientôt un ennui.

Afin de bien figurer en descente, Pernilla Wiberg a consenti d'énormes efforts. Épargnée par les blessures depuis quatre ans, elle s'est infligée une préparation physique et musculaire intense à laquelle elle a ajouté de longues séances de

concentration. Surtout, elle a accepté de sacrifier un peu de sa solitude de championne. « La descente demande un groupe et la solidarité de gens qui prennent des risques », explique-t-elle.

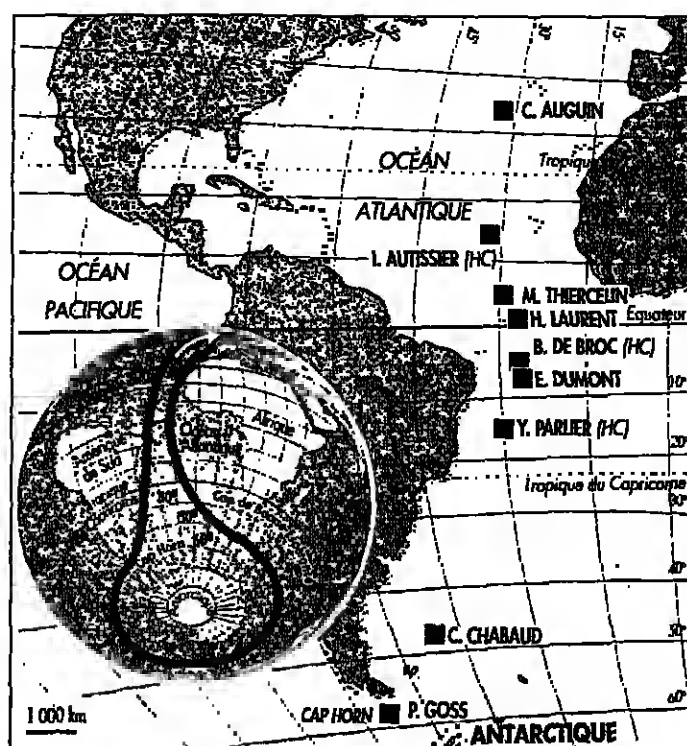
Pendant l'été, elle a donc rejoint l'équipe de Suède pour s'entraîner aux épreuves de vitesse, ne conservant sa cellule personnelle que pour la préparation du slalom et du slalom géant. Un pied dedans, un pied dehors : la définition de la position de l'artiste selon Scott Fitzgerald. Hors sa vie de skieuse, Pernilla Wiberg continue d'être cette star coquette. Après avoir enregistré un album, écrit ses mémoires, elle vient de lancer une ligne de bijoux : boucles d'oreilles, colliers et bagues en forme de S - comme ski - agrémentés d'un diamant qui symbolise la ligne d'arrivée. Elle a offert le premier ensemble à Anita Wachter, l'autre grande polyvalente du circuit.

Eric Collier et Bénédicte Mathieu

Pour la première fois depuis sa création, la Coupe du monde de ski alpin fera une escale en Corée du Sud en 1998. Fin février, après les Jeux olympiques de Nagano, les hommes engagés dans le circuit de la Coupe du monde se rendront dans une station de Corée du Sud.

Cent jours de mer avant un record pour Christophe Auguin

Le navigateur ménage son voilier



DEPUIS deux semaines, Christophe Auguin lutte contre des vents du nord qui ralentissent sa progression et l'obligent à tirer des bords. « Chaque virement me prend quarante-cinq minutes, raconte-t-il, c'est-à-dire que le vent doit au moins rester stable pendant

trois heures pour que le temps perdu pendant le monovirement soit récupéré. Cela ne marche pas à tous les coups. » Cette « partie de saute-mouton » éprouve le marin qui ne se nourrit plus que de plats froids. Son réchaud a rendu l'âme et une installation de fortune lui permet juste de faire son café du matin.

L'homme se sent si près de la terre sans pouvoir l'atteindre. Dimanche 9 février, il a croisé un cargo. « Cela m'a donné la première preuve tangible que la vie a continué normalement sur terre depuis trois mois. » Christophe Auguin repense à la mésaventure de Philippe Poupin, qui, dans le 2^e Vendée Globe, avait dématé et avait dû laisser sa 2^e place à Jean-Luc Van den Eede. Alors, Christophe Auguin conjure le sort : « J'attends patiemment de savoir ce qui va m'exploser dans la figure :

le bateau, le mât, la quille, moi ? »

En fait, le skipper de Geadis aura pris soin, depuis trois mois, de ne pas trop solliciter un bateau qui a déjà accompli un tour du monde en lui donnant la victoire dans le BOC Challenge en 1995. Il a demandé à ses préparateurs de simplifier le gréement de son 60 pieds. Là où les autres ont embarqué des voiles à remplir la soute avant, il s'est contenté d'une grand-voile, d'un géniois, d'un foc intermédiaire, d'une trinquette et de deux spés asymétriques. Christophe Auguin a même renoncé au tissu Kevlar, performant mais fragile, pour un spectra très résistant. Et dans l'attaque des vagues qui martyrisent le matériel, il a bénéficié des précautions qu'il avait prises dans les mers du Sud : « Je navigue de façon à obtenir une usure homogène de mes voiles », expliquait-il alors. Méthodique, tel est Christophe Auguin dans les derniers jours d'une course qu'il aura dominée de toute sa science de marin. Le loup de mer de trente-sept ans n'a qu'un souci alors qu'il hésite à décompter les heures et les jours qui le rapprochent d'une foule avide : retrouver ses ciseaux pour tailler une barbe hirsute de cent jours qui lui a tenu chaud près de l'Antarctique.

Christophe de Chenay

Le XV de France compte deux victimes par KO

SUR LE COUP, Philippe Benetton n'a pensé qu'à sa santé. Il fallait soigner au mieux cette double fracture de la mâchoire, et espérer des jours meilleurs. Aujourd'hui, le troisième ligne d'Agen et de l'équipe de France a pris contact avec un avocat.

Porter plainte ou passer l'éponge ? Il hésite, soucieux d'endiguer toutes les conséquences de sa décision. Loïc Netelembos a, quant à lui, continué sa vie de deuxième ligne anonyme du championnat de France. L'acteur du coup de poing au visage de Benetton n'a quitté le terrain que le dimanche 9 février, lors du match Nîmes-Périgueux. Il a abandonné ses coéquipiers à cause d'une blessure au genou.

Thomas Castaignède se rappelle d'avoir été « envahi par la haine ». La raison lui est revenue, malgré les deux mois d'arrêt que lui impose sa fracture de la mâchoire. Il a décidé de laisser la justice à l'écart de l'affaire, parce que le Castres olympique a eu « une réaction magnifique ». Les dirigeants tamaris ont vite décidé d'écarter de leur équipe Nicolas Hallinger, et de prolonger son exil jusqu'au retour du troisième quart centre international. Le joueur a lui-même pris soin de téléphoner à sa victime pour s'excuser, convaincre qu'il n'avait pas fait exprès. « J'ai alors eu peur de porter plainte », raconte Thomas Castaignède, je me suis dit qu'il avait une famille, un enfant, pour lequel ce ne serait pas un bon exemple. »

REGAIN DE VIOLENCE

A cause de ces brutalités, le XV de France se voit privé de deux de ses titulaires. Lundi 10 février, à l'heure du rassemblement pour le match du tournoi contre le pays de Galles, Philippe Benetton était à son travail au conseil général de Lot-et-Garonne, dans l'attente de nouveaux examens. Ils détermineront, vendredi, le délai nécessaire à sa guérison. Thomas Castaignède était chez lui, s'exprimant encore avec peine, se plaignant de ses difficultés à se nourrir. Tous deux re-

garderont France-Galles à la télévision. Jean-Claude Skrela, l'entraîneur de l'équipe de France, souligne le regain de violence qui entache le championnat depuis quelques semaines. Le spectacle des bagarres générales redevient fréquent. Les mauvais gestes retrouvent leur place dans l'antique panoplie du jeu. En guise d'explication, Skrela accuse la fatigue des joueurs, qui « accroît leur irritabilité », et le manque de discipline.

L'évolution du jeu vers le professionnalisme a changé les données du problème. Aujourd'hui, la blessure d'un joueur représente un handicap pour son club, parfois un manque à gagner pour lui-même. Il ne s'agit plus seulement d'une question de fair-play ou de santé, mais aussi de revenus. Philippe Benetton se dit couvert par un contrat d'assurance. Thomas Castaignède confirme que le Stade toulousain a maintenu son salaire. Qu'en sera-t-il des sommes que leur rapporte leur statut de membre à part entière du XV de France ? Le trois-quarts centre en a déjà fait son deuil. Et s'il demande

une compensation financière, c'est pour la verser à l'association des handicapés du rugby.

La situation inquiète la majorité des internationaux, déjà soumis à des risques de blessures « naturelles » plus fréquents qu'auparavant. Abdelatif Benazzi, le capitaine, se veut leur porte-parole, lorsqu'il exige que « les instances fédérales fassent ce qu'il faut ». Trois semaines après les faits, la commission de discipline ne s'est pas encore réunie. Elle devrait le faire dans les jours qui viennent. Un délai que Philippe Benetton trouve « étonnamment long ». La Fédération française de rugby (FFR) sera pourtant obligée de réagir, sauf à laisser aux tribunaux le soin de trancher seuls dans ce type d'affaires.

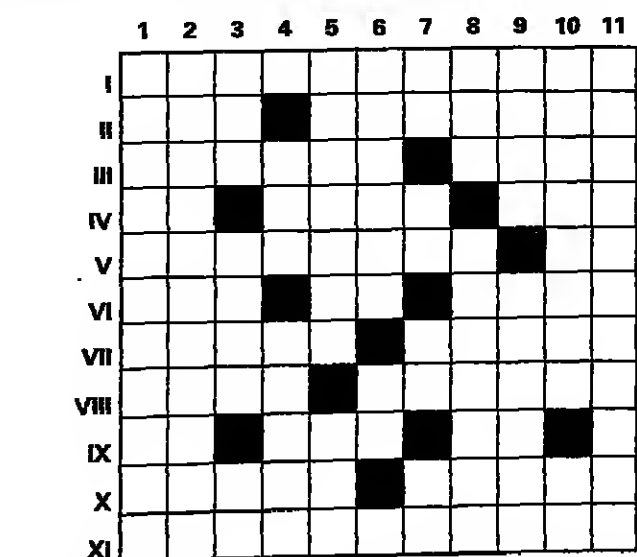
Pascal Ceaux

■ Le trois-quarts aile du Stade toulousain Emilie Mtamak, blessé aux adducteurs, a déclaré forfait pour le match France-pays de Galles. Il sera remplacé dans le groupe des 21 par le Briviste Sébastien Vians.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97020

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

1. Les traits laissés par un ministre de Louis XV. - II. Un jeune d'aujourd'hui. Le travail de la pièce. - III. Petite sole. Le transport préféré des écoliers. - IV. Coule des Alpes à l'Adriatique. Fait partie du test. Hurlé ment de charrette. - V. Brisées comme des arcs. Pour mesurer la Grande Muraille. - VI. Grosse bête disparue. En piste mais pas en poste. Ville d'eau. - VII. Lieu de rencontres pour des portu-

gaises et autres vieilles. Jetai un coup d'oeil sur les œufs. - VIII. A du mal à l'envers. Un bonheur partagé. - IX. Bouts de linoléum. Pas très marxal. Ouverture de la gamme. - X. On vient d'en parler. Le siège du pouvoir. - XI. S'oppose à tout ce qui est vulgaire.

VERTICALEMENT

1. C'est à cause du préfet qu'il descend aujourd'hui dans la rue. - 2. Donnent les images mais pas

la son. - 3. Il est agréable de recevoir ce gros. Ville d'Allemagne visitée par Napoléon. Bas de gamme. - 4. Existence retournée. Poussé dans un sens, marche dans un autre. - 5. Protégés délicatement. Sortie de l'office. - 6. Dictionnaires et encyclopédies. Une bande qui ne fait pas peur. - 7. En bouteille. Personnel. Note. Blanc et dur. - 8. Fait la bombe. Tous les descendants ne touchent pas le fond. - 9. Un peu mieux que jamais. Développer pour les pays en développement. - 10. Partis dans la nature. Négation. - 11. Assurent le service à tour de rôle.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97019

HORIZONTALEMENT

1. Informateur. - II. Nerveuse. So. - III. Tuai. Séides. - IV. Evidés. Nuée. - V. Rase-mottes. - VI. Lie. Blues. - VII. Inscrite. Ma. - VIII. Ge. Fane. Sar. - IX. Nasillard. - X. Aoi. Lingé. - XI. Transcendés.

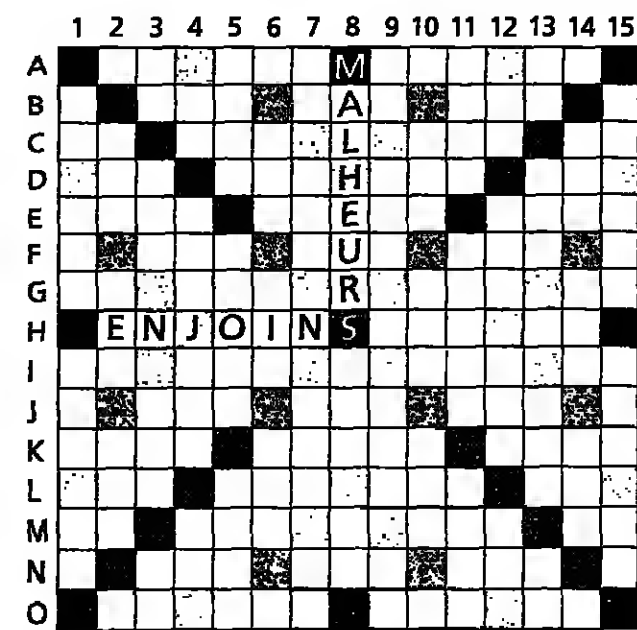
VERTICALEMENT

1. Interlignât. - 2. Neuvaïne. Or. - 3. Fraises. Nia. - 4. Ovide. CFA. - 5. Ré. Embrasés. - 6. Musolini. - 7. Ase. Tutelle. - 8. Teintée. Lin. - 9. Dues. Sand. - 10. Usées. Marge. - 11. Rose. Fardés.

SCRABBLE

PROBLÈME N° 4

Le troisième mot



Vous avez tiré A B C E I O T.
1) Trouvez et placez un mot de sept lettres.
2) Trouvez cinq mots de huit lettres en utilisant cinq lettres différentes de l'un ou de l'autre des deux mots placés sur la grille.

Préparation de la grille du problème de la semaine prochaine.
Premier tirage : E I L N O T V.
Trouvez deux sept-lettres.
Deuxième tirage : A C F L M N O.
En utilisant une lettre du tirage précédent, trouvez un huit-lettres.
Solution dans Le Monde du 19 février.

Solution du problème de la semaine précédente. Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal ; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.
a) CUTANÉE, 7 H, 71, faisant CROULERA.
b) EXAUCENT, B 7, 92 - ENUCLEAT, 11 D, 90 - ACCENTUE, C 7, 82 - ECUMANTE, F 5, 69 - CENTAURE, 13 B, 74 ;
c) ENJOINS ;
d) MALHEUR, HUMERAL

Michel Charlemagne

**A Paris, repas
dans trois cantines
étoilées à prix serrés**

Sûrement, l'arrivée dans la nuit chez Ledoyen, dans le bes des Champs-Élysées, a de quel effet frayer ou impressionner son monde. On a davantage le sentiment de débarquer dans les jardins d'une ambassade que sur le perron d'un restaurant. De l'ombre vous sautent dessus une volée de volutiers à capote grise et col rouge de postillon, qui vous dévroussent de votre automobile à peine a-t-on eu le temps de la quitter. Ne pas prendre peur; on la retrouvera plus tard pour quelques pièces ou un court billet, si on veut faire le généreux.

Se diriger vers la gauche, éviter l'entrée à colonnades. Continuer à garder son calme; ne pas s'extasier sur le décor; allure souple et sourire amusé. Important. Ça s'appelle le Cercle Ledoyen. Toujours garder son sang-froid, ne jamais reculer. Pousser la porte avec force; dame du vestiaire avec sourire et arrivée dans le salon. Alors attention! Que du catted gris et de la cravate de soie avec

bien avant que ne naisse dans le Lyonnais la mode des quenelles de brochet, ce poisson, que l'on tirait alors directement de la Saône, était cuisiné là-bas dans un court-bouillon vinaigré. Grimoed de la Reynière raconte qu'à ou cours d'un mois passé à Lyon, *ayant dix-sept fois diné en ville, on lui servit dix-sept fois du brochet*. Il est amusant de constater aujourd'hui que la notoriété de cet animal doté d'une formidable machoire (700 dents environ) passe par une recette, qui, paradoxalement, fait des délices de plus d'un *édenté* : la quenelle.

La pâte moelleuse de ces petits rouleaux se compose habituellement de farine ou de semoule de blé dur, de beurre, et d'eau ou de lait, parfumé avec du sel et de la crème. Ce mélange qui prend le nom de panade est effectué à chaud. Il repose pendant vingt-quatre heures, avant qu'il soit incorporé, à froid cette fois ci, la chair du brochet, finement broyée, et que l'on y ajoute éventuellement des œufs.

Le code de la charcuterie fixe à 13 % la teneur minimale en chair de poisson d'une



Plus confidentiel et plus intrigant, le bar libre que met à la disposition des fauchés avec moyens Pierre Gagnaire, l'exilé de Saint-Etienne, le massacré du Michelin, qui retrouve du souffle dans son nouvel établissement de la rue Balzac. Bel endroit mis

CLUB À L'ANGLAISE
Dans ce cas de figure du solitaire accroché à sa rambarde, l'essentiel serait de ne pas lorgner sur les plats servis en contrebas, dans le restaurant, et d'espérer l'ennemi vite fait bien fait avant de retourner à ses affaires. Disons et reconnaissons que l'accueil est sympathique et que personne, à aucun moment, ne vous fera sentir la modestie de votre mise de fonds.

Autre lieu, autre exercice, autre histoire : Le Cerdle du Lucas-Carton, place de la Madeleine. Il y a une dizaine d'années, Alain Senderens imaginait, pour ses clients fidèles qui s'auraient pas toujours les crédits ni l'envie de se faire passer par les armes à la grande carte, d'installer une sorte de club à l'anglaise où l'on recevrait les amis à la bonne franquette. Un parrainage et une cotisation lé-

Il y avait un coin. Pouvaient-on donner l'adresse? Sanderens, qui était à Cahors, dans son cher Cahors, allait être consulté. Il est marrant et très vif Sanderens, ce prophète de la poignée de vérités qu'il fallait lancer en défi à la rénovation des fourneaux épiscopaux et français; un gentil, derrière sa barbe de gardien des livres de la très grande bibliothèque d'Alexandrie, il n'a pas pris beaucoup de temps pour répondre. C'était oui: lancez les bonnes coordonnées, je m'occupe du reste.

Jean-Pierre Quélin

★ Cercle Ledoyen, cerré des Champs-Élysées 75008 Paris. Tél.: 01-53-05-10-02.
★ Pierre Gagnaire, 6, rue Balzac 75008 Paris. Tél.: 01-44-35-18-37.
★ Lucas-Carton, Le Cercle, 9, place de la Madeleine 75008 Paris. Tél.: 01-42-65-56-66.

son ouvrage de 1928, le classique *La Cuisine lyonnaise*, rapporte que cet ingrédient constituait pourtant autrefois le tiers d'une quenelle de brochet digne de ce nom. Le reste étant composé dans les mêmes proportions de chair de polisson et de panade. La recette s'inscrit étant trop complexe pour être réalisée à grande échelle, les quenelles industrielles ont eu de bons recours d'autres matières grasses : œuf de bœuf ou saumon.

Une bonne nouvelle cependant dans tout cela, la quenelle en boîte, ancienne star des cantines et des garçons, est en pleine régression. 3 000 tonnes de quenelles ont été vendues fraîches l'an dernier. Bernard Cotteau, directeur de l'entreprise Ecobard, leader sur ce type de produit, a récemment sorti une gamme baptisée « tradition culinaire » et compte bien sur ces nouvelles recettes riches en œuf et en beurre « pour sortir la quenelle de l'ornière où elle était tombé à cause de la conserve ». Une seule chose l'effraie, c'est que l'été soit caniculaire : si le vend trois fois plus de quenelle en février qu'en juillet, et, plus le thermomètre grimpe, plus la consommation décroît.

Guillaume Crouzet

Vins de Savoie

CRU AYZE
Le petit vignoble d'Ayze, d'une cinquantaine d'hectares, s'étend sur les communes de Bonnac, Marignargues et Ayze. Il occupe un adret du Môle (à 1 863 mètres d'altitude), le long de la plaine alluviale de l'Arve, qui dévale du massif du Mont-Blanc avant de se jeter dans le Rhône. Son élevage pépiniériste unique est composé de « gringet », un cépage originaire de Chypre, dit vin, qui prospère au soleil levant et puise dans un sol mangano-manganésif. Ce terre de feu est une note de silex allié à une grande vivacité. Traditionnellement, le vin d'Ayze — effervescent naturellement — est élaboré en brut, vit et fruité, aux parfums de violette, de pêche blanche et de jasmin. Patrick et Dominique Belfaud ont développé, sur la propriété familiale d'une dizaine d'hectares, une vinification classique qui met en valeur la typicité du cépage — fleur blanche et amande douce associée à une grande fraîcheur. Il s'agit d'un vin blanc sec tranquille et délicat malgré sa pétulance, que l'on appréciera avec la truite, le lavaret ou l'omble chevalier des lacs, mais aussi avec les crustacés ou les spécialités savoyardes au fromage, la fondue et la raclette.

★ Domaine Belluier fils. GAEC Le Mont-Blanc, Les Chenevaz, Ayez (74130) Bonneville. Tél. : 04-50-97-05-63. Télécopie : 04-50-25-79-66.

Auberges

À l'heure du déjeuner, la terrasse de ce restaurant d'altitude attire les sœurs en de joyeuses tablées, et – le soleil et la mondaine vieilles vignes de la famille Grisard aidant – la température devient soudain délectable. Sur la table, des cochenallons dignes des rudes et subtils Allobroges, le père de foie au genièvre, le jambon cru, les diots (petites saucisses de montagne très rustiques) accompagnées de pâtes carottes à la farine de sarrasin appelées crozets, puis l'excellent beaufort, fromage indisciplinément sablé à la fondue monnaie au vin blanc d'Ajoie. Ambrosia, le jambon, le saumon, les œufs au persil sur la route... la carte, compter 150 F.

Pré-Saint-Espirit, Les Arcs 2000 (73700) Tél. : 04-79-09-29-13. Tous les jours au déjeuner seulement, en saison d'hiver et d'été.

■ Depuis ce nid d'aigle de la moyenne Tarentaise, on embrasse les massifs du Parc de la Vanoise. Le chalet, accroché aux pentes du Bec-Rogue, dans le hameau du Miroir, paraît incliné depuis le rattachement de la Savoie à la France, sous le Second Empire. Ici, la poule au pot n'est pas un signe d'allégeance, mais un trait de cuisine ménagère et rustique où l'on retrouve, parmi les classiques de la table de Savoie, les diots et la polenta si prise du Val d'Aoste francophone, tout proche. Ambiance familiale. Un peu de fantaisie dans les horaires et les jours d'ouverture. Il est possible d'être surpris. Miroir 1200 m. 04-79-06-90-16. 150 F.

■ A Le Miroir, Sainte-Foy-Tarentaise (73640) Tél. : 04-79-06-90-16. Ouvert à midi le week-end et le soir.

★ **BOUTIQUE** de Montveniv et sa chapelle consacrée à saint Ours, c'est Astérix chez les Allobroges, à la recherche de la potion magique – liqueur de gentiane ou bien ratatouille de morilles –, et de la recette oubliée de « *pâtés d'ours macérés trois jours* » d'Alexandre Dumas. Atmosphère très « école » et cuisine rurale, c'est la fondue au reblochon qui fait apprécier le kirch, le matafan, une crème épaisse ~~seigne~~ nature ou bien fourrée d'épinards ou de pommes de terre, la croûte aux morilles, le margot aux champignons. Accueil caillonnant dans un chalet antique. Mémus : 04-79-07-15 30 F.

★ **Montveniv**, Bourg-Saint-Maurice (73700) Tél. : 04-79-07-17-92. Le soir seulement.

E L'Anroloche
 A l'aplomb du torrent le Ponturin, qui scinde les flancs du sommet de Barette, l'Anroloche est l'un des plus anciens (1760) et authentiques restaurants d'altitude. Les menus : « Une journée en alpage » permet de découvrir la cuisine de Savoie, avec la salade de pommes de terre au porrommière (petite saucisse aux herbes), le sauté de calon (civet de porc), la blanquette de cabri à la sauge ou bien les fameux dults et crozets à la farine de sarrasin. A l'Anroloche, on cultive la mémoire de la province avec des outils de ferme, des bouquets de fleurs séchées et une table raffinée. C'est la nouvelle cuisine des terroirs aux recettes ancestrales, une archéologie des goûts et des usages d'autrefois. Menus : 145 F, 170 F et 202 F. A la carte, compter 180 F.

★ Pesey-Nancroix, à Nancroix (73210) Tél. : 04-79-07-93-20.


Gastronomie

[illegible]

■ Michel Dado, le chef du Grand Cour, est alsacien, mais il s'est pris de passion, avec l'aide de l'historienne Monique Lansart et les conseils de Guy Martin, le chef savoyard du Grand Vefour, pour les recettes oubliées de Maître Chiquart, cuisinier d'Amédée VIII, au temps de la splendeur du duché de Savoie (XV^e siècle). A l'heure actuelle, en janvier, les amateurs de recettes oubliées peuvent apprécier quelques plats d'érudition culinaire arrosés de vins régionaux. Au quotidien, la cuisine s'adapte à la modernité, joue le jeu entre lacs et alpage, avec le jambon de montagne et noix accompagnés d'un petit flan au beaufort, l'omble et fera première, carottes au thym et crème d'oseille et encore la tourte vigneronne au chou à la sauce liée de vin et cerise aigre, véritable art de généralisme culinaire. Un restaurant élégant, un bar confortable, les pistes de ski accessibles depuis la terrasse : le Grand Cour offre tous les agréments du raffinement dans une atmosphère dévouée et courtoise. Menu : 360 F. A la carte, compter 300 F.

★ Meribel-les-Allues. Route du Grand Cour (73550) Tél. : 04-79-08-60-03.
Jean-Claude Ribaut

PARIS 1^{er}

 **A**
**L'Escargot
Montargueil**
Midi Bistro 180 F. Menu de saison 250 F
Carte de tradition - Tous les jours
38, rue Montargueil - 01.42.36.83.51

PARIS 5^e
L'INDE SUCCULENTE
ou
MAHARAJAH
72, bd St-Germain 5^e
Menus 127 F - 169 F
01.43.54.26.07 / T.L.J.

PARIS 8°
LE BERKELEY
 La Brasserie à la MODE
 Avec 1 plat, 1 entrée ou 1 dessert : 135 F
 après spectacle 109 F - Fruits de Mer -
 7, av. Maignon - 01.42.25.72.25 TJ

PARIS 14^e
MONIAGE GUILLAUME
Spécialité de Poissons et Bouillabaisse
Cheminée - Salons Particuliers (30 pers.)
Menu St Valentin : 320 F et 420 F
Fermé Dim. - Chambres confort **
88, rue Tombé-Incise. Tél. : 01-43.32.96.15

PARIS 16°

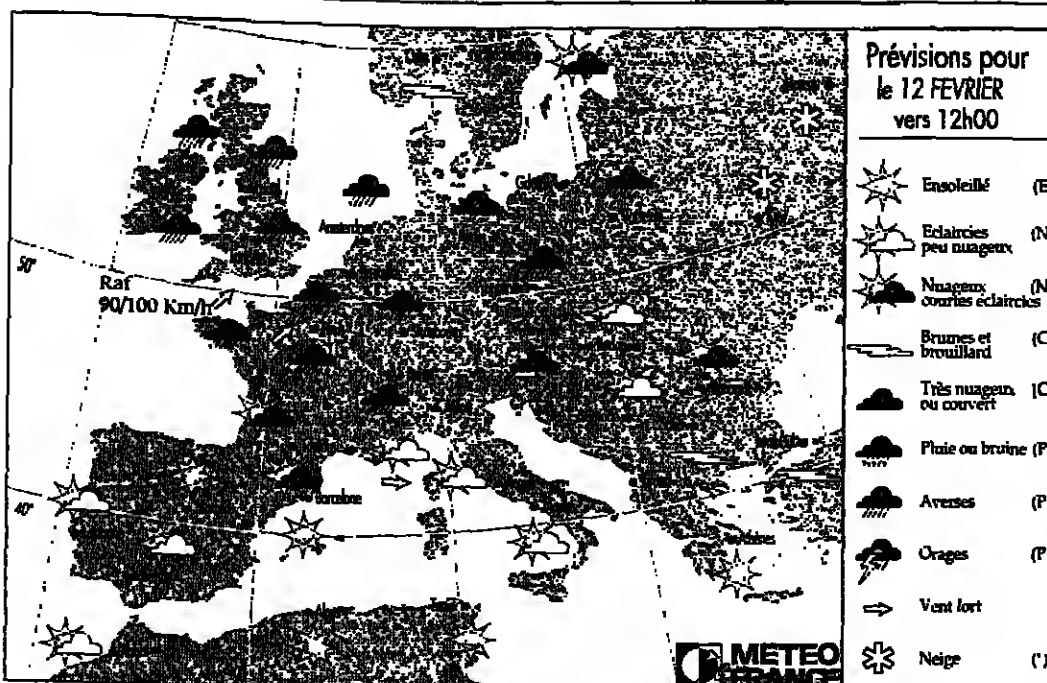
Chez Candido

Venez déguster nos spécialités espagnoles dans une ambiance typiquement Andalouse.
Terrasse sur jardin, été comme hiver.

Carte de 150 F à 200 F

40, av. de Versailles - Tél. 01 45.27.86.68

LA GASTRONOMIE
dans "LE BLEND"
pour vos annonces
contacter le :
T 01.44.43.77.36
(Fax : 01.44.43.77.30)



Prévisions pour le 12 FÉVRIER vers 12h00

- Ensoleillé (E)
- Éclaircies peu nuageux (N)
- Nuageux courtes éclaircies (N)
- Brumes et brouillard (C)
- Très nuageux ou couvert (C)
- Pluie ou bruine (P)
- Aréoles (P)
- Orages (P)
- Vent fort
- Neige (C)

LE 12 FÉVRIER
Temps/Températures
minima/maxima

FRANCE

métropolitaine

AJACCIO	N/6/18
BIARRITZ	N/11/16
BORDEAUX	N/9/16
BOURGES	P/6/12
BREST	N/9/11
CAEN	P/7/11
CHERBOURG	P/7/10
CLERMONT-F.	N/8/14
DIJON	P/6/10
GRENOBLE	N/3/12
LILLE	P/7/12
LIMOGES	N/8/14
LYON	N/5/11
MARSEILLE	N/9/17
NANCY	P/5/11
NANTES	P/8/12
NICE	N/8/17
PARIS	P/6/12
PAU	N/7/15
PERPIGNAN	N/8/16
RENNES	P/9/12
ST-ETIENNE	N/8/14
STRASBOURG	P/5/11
TOULOUSE	N/10/14
TOURS	P/7/12

FRANCE outre-mer

CAYENNE	P/23/27
FORT-DE-FR.	E/26/27
NOUMEA	E/25/26
PAPEETE	P/27/28
POINTE-A-PIT.	E/26/27
ST-DENIS-REU.	E/26/27

EUROPE

AMSTERDAM	P/6/10
ATHENES	E/9/12
BARCELONE	E/7/13
BELFAST	P/7/12
BELGRADE	N/4/7
BERLIN	C/3/10
BERNE	P/1/6
BRUXELLES	P/7/11
BUCAREST	N/4/4
BUDAPEST	N/5/3
COPENHAGUE	P/4/6
DUBLIN	P/8/12
FRANCFORT	P/3/9
GENEVE	P/6/6
HELSINKI	P/1/10
ISTANBUL	C/2/6
KIEV	P/1/12
LISBONNE	N/9/15
LIVERPOOL	N/8/11
LONDRES	P/5/12
LUXEMBOURG	P/4/9
MADRID	E/2/11

MILAN

MD5CDU	E/2/8
MUNICH	P/2/1
NAPLES	C/3/7
OSLO	C/5/2
PALMA DE M.	E/13/14
PRAGUE	P/1/6
ROME	N/7/12
SEVILLE	N/4/16
SOFIA	C/3/4
ST-PETERS.	P/2/1
STOCKHOLM	N/2/2
TENERIFE	E/17/18
VARSOVIE	P/2/6
VENISE	N/1/6
VIENNE	C/4/4

AMERIQUE

BRASILIA	E/17/27
BUENOS AIRES	E/16/24
CARACAS	N/23/27
CHICAGO	P/10/6
LIMA	C/16/20
LDS ANGELES	E/7/13
MEXICO	P/1/14
MONTREAL	E/7/14
SAN FRANC.	E/8/12
SANTIAGO	E/10/24

AFRIQUE

ALGER	E/7/14
-------	--------

ASIE-OCEANIE

BANGKOK	E/21/32
KINSHASA	P/20/26
LE CAIRE	N/6/17
MARRAKECH	N/7/16
NAIROBI	P/17/25
PRETORIA	E/17/25
RABAT	N/7/16
TUNIS	E/9/15
BOMBAY	E/16/28
CHENNAI	N/26/27
COLOMBO	E/15/23
HANOI	N/13/22
HONGKONG	E/13/20
JERUSALEM	N/6/14
NEW DELHI	E/6/18
PEKIN	E/1/1
SEDUL	E/10/3
SINGAPOUR	E/26/29
SYDNEY	P/19/20
TOKYO	E/2/5

C: ciel couvert
E: ensoleillé
N: nuageux
P: pluie
*: neige

Pluie et douceur au nord

UNE DÉPRESSION se creuse sur le nord des îles Britanniques. Les pressions baissent sur la France, et une perturbation pluvieuse traverse la moitié nord du pays. Les vents de sud-ouest seront assez forts, et ils apporteront de la douceur, avec des températures supérieures aux normales saisonnières.

Bretagne, Pays de Loire, Basse-Normandie. - Le temps restera maussade et faiblement pluvieux toute la journée. Les pluies seront plus soutenues l'après-midi. Le vent de sud-ouest soufflera fort, jusqu'à 100 km/h en rafales près des côtes et 80 km/h dans l'intérieur. Les températures maximales seront douces, avec 12 à 13 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le temps restera couvert et faiblement pluvieux une bonne partie de la journée. Le vent de sud-ouest soufflera jusqu'à 80 km/h en rafales l'après-midi. Il fera doux pour la saison, avec 11 à 12 degrés au meilleur moment de la journée.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Cette journée sera placée sous le signe de la grisaille et de la pluie, faible en général, mais plus mar-

quée en fin de journée. Les vents de sud-ouest se renforceront en fin d'après-midi, pour souffler à 80 km/h en rafales. Les températures seront douces, avec 11 à 12 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Sur Poitou-Charentes, le ciel restera couvert avec quelques faibles pluies éparses. Ailleurs, les nuages resteront nombreux, avec de courtes éclaircies l'après-midi. Il fera doux pour la saison, avec 13 à 16 degrés l'après-midi.

Limousin, Anvergne, Rhône-Alpes. - Sur Rhône-Alpes, le ciel très nuageux du matin laissera place à quelques éclaircies l'après-midi. Ailleurs, le temps restera couvert, avec quelques pluies éparses. Le thermomètre marquera 12 à 15 degrés.

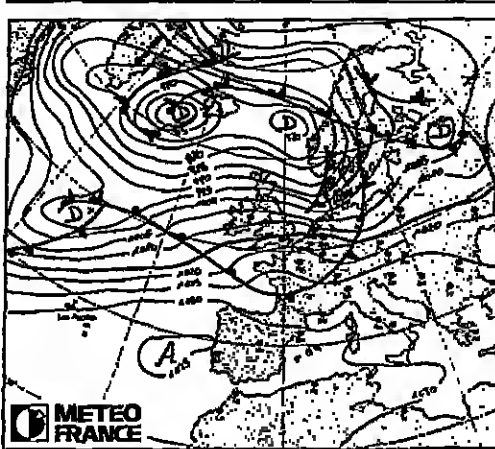
Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Sur le Languedoc-Roussillon, les nuages du matin laisseront place à de belles éclaircies l'après-midi, avec une tramontane soufflant à 60 km/h en rafales. Ailleurs, le ciel sera voilé, mais l'impression restera agréable. Les températures maximales seront comprises entre 16 et 20 degrés.

LE CARNET DU VOYAGEUR

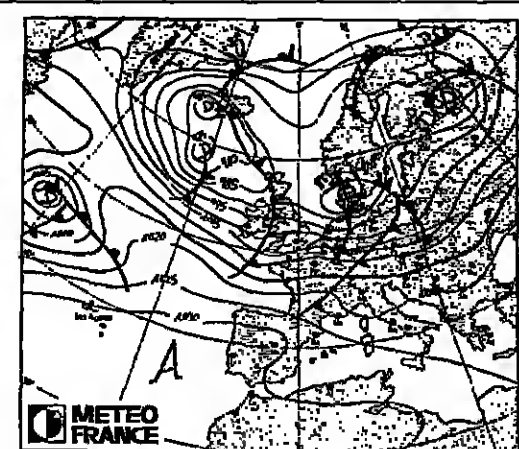
FRANCE. Un nouveau serveur vocal Fréquence Plus, le système de fidélisation des passagers voyageant sur les vols du groupe Air France, vient d'être mis en place. Il s'agit du 08-36-68-20-48, qui fonctionne désormais en plus du 3614, 3616 ou 3623 Fréquence Plus.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE. Un accord a mis fin à la grève de cinq jours qui paralysait les chemins de fer tchèques. D'après le gouvernement, le manque à gagner s'élevait à 37 millions de dollars. A la différence des autres industries qui ont été rapidement privatisées, les chemins de fer tchèques, entreprise d'Etat, perdent de l'argent.

THAÏLANDE. Le nouvel aéroport international de Bangkok, dont l'ouverture était prévue en l'an 2000, devrait être mis en service en 2003. Le premier ministre a proposé le transfert de la base aérienne de l'armée royale sur une autre plate-forme, ce qui permettrait à l'aéroport de la capitale d'accueillir 40 millions de passagers par an au lieu des 25 millions actuels.



Situation du 11 février



Prévisions pour le 13 février

PRATIQUE

Le succès grandissant des services clients

Par téléphone ou par courrier, pour du dentifrice ou la location d'une voiture, les consommateurs multiplient les demandes de conseils - ou les plaintes - auprès des marques

« SI VOTRE ENFANT refuse ses légumes, ne hurlez pas, téléphonez. » Pas le moindre produit à l'honneur dans cette vaste campagne d'affichage lancée au début de l'année par le groupe Danone. Pour la première fois en France, c'est le service consommateurs de l'entreprise, fonctionnant jour et nuit, même le week-end, et mobilisant une vingtaine de personnes, qui tenait la vedette.

Depuis le début des années 90, ces structures entièrement vouées à la relation avec le client connaissent un développement rapide et suscitent un intérêt toujours plus vif. « On recense plus de deux cents services consommateurs aujourd'hui, contre moins d'une dizaine il y a cinq ans. Ils engendrent une augmentation surprenante des lettres et coups de téléphone, et sont devenus en quelques années un véritable phénomène de société », avance Yves Renoux, maître de conférences et créateur d'une licence de conseiller en consommation à l'université de Colmar. Les unes après les autres, les grandes entreprises françaises se mettent ainsi à l'écoute de leurs clients, avec un temps de retard sur leurs homologues d'outre-Atlantique : dès le début des années 70, l'industrie alimentaire américaine, sous la pression d'associations de consommateurs très offensives, avait ouvert la voie afin de répondre aux réclamations « qui, lorsqu'il n'y a pas de services consommateurs, sont parfois enterrées puisque c'est celui qui a commis la faute qui les reçoit », explique Martine Paré, de chez Colgate-Palmolive.

« SONDAGE GROSSEUR NATURE »

Les services consommateurs, apparus en France au milieu des années 70, ont progressivement gagné le secteur des produits de grande consommation non alimentaires (automobile, électroménager, parapharmacie...), la grande distribution puis d'autres types de services publics ou privés (transport aérien, banques, assurances, hôtellerie, agences de voyages, location de voitures...). Dans le même temps, ils ont « changé de

nature », selon Yves Renoux. « La première génération constituait une réponse à un mouvement socio-économique nouveau, le consumérisme. Elle est née sur un mode défensif, pour faire de la "gestion de réclamations". La seconde génération représente un atout commercial sur des marchés saturés. Son objectif principal est de fidéliser le client. On parle désormais de "gestion des contacts". »

En pleine crise de la consommation, plus question en effet de s'offrir le luxe de perdre un client pour une insatisfaction mineure. Il s'agit d'intensifier la relation avec

prise en compte du client dans l'entreprise, explique-t-on au service consommateurs de Continent. Le service consommateurs est le garant que toutes les activités seront tournées vers le client. « Il fait fonction de sondage grandeur nature qui nous tient en contact permanent avec le client. Nous ne sommes plus dans notre tour d'ivoire », confirme Philippe Rambaud chez Danone. Au-delà de ces intentions louables, le service consommateurs constitue pour les entreprises une mine de renseignements soigneusement recueillis en interne et qui peuvent aboutir à

logiciel : « Quand nous lançons un nouveau produit, nous croisons toutes les réactions au niveau mondial. Nous exploitons ensuite ces données centralisées, à New York, pour de futurs lançements. » Seule difficulté de l'entreprise, selon Martine Paré : « Faire comprendre aux services marketing que dix réclamations spontanées valent dix réclamations qui ont acheté le produit sans plus importantes que tous les panels... »

« BESOIN D'ÊTRE GUIDÉS »

Que ce soit pour demander un conseil, pour réclamer, râler, suggérer ou même féliciter, les consommateurs français n'hésitent plus à solliciter directement l'entreprise. Les réclamations ne représentent qu'une part généralement très mineure des contacts (5 % chez Nestlé ou Danone), qui ont actuellement tendance à se faire moins conflictuelles, plus conviviales. On appelle ainsi énormément Danone à l'heure des repas pour demander simplement des recettes, des règles de base concernant l'alimentation des enfants ou la diététique, « qui se transmettent moins désormais au sein des familles », commente M. Rambaud. Pour lui, le succès du service consommateurs s'explique encore par la « déramatization de l'acte d'alimentation ». Pour d'autres, il est le fait d'un consommateur plus acteur, érigé en partenaire par certaines entreprises de grande distribution, qui entendent désormais avoir son mot à dire dans l'évolution des produits.

Un consommateur qui, lorsqu'il n'achète pas un produit à moindre coût mais une marque, attend de l'entreprise qu'elle se mette à son service. « Les consommateurs sont de plus en plus éduqués, rappelle enfin Yves Renoux. Ils n'hésitent plus à écrire ou téléphoner, surtout les retraités ou préretraités, qui ont du temps pour cela. De façon plus générale, les gens ont davantage besoin d'être guidés. Certains souffrent de solitude, et trouvent là le moyen d'entrer en relation avec d'autres, de sortir de l'anonymat. »

Pascal Krémer

Chez Nestlé, les contacts ont doublé en cinq ans

- Chez Nestlé, en 1996, le service clientèle a établi 180 000 contacts avec les consommateurs des produits de la marque, deux fois plus qu'il y a cinq ans.
- Chez Danone, quelque 200 000 personnes en quête d'informations sont attendues cette année.
- Chez Colgate-Palmolive, plus de 15 000 clients ont appelé - ou écrit - en 1996, au lieu de 12 000 l'année précédente.
- Chez Avis, le loueur de voitures dont le service consommateurs n'existe que depuis 1991, on reçoit déjà 126 000 courriers et appels par an.
- Les numéros de téléphone des services cités sont : Danone Conseils, 08-01-63-66-63 (numéro

azur, soit le prix d'une communication locale quel que soit le lieu d'appel) ; Nestlé, 01-60-53-24-32 (avec des numéros azur par groupe de produits) ; Colgate-Palmolive, 01-47-68-62-00, avec numéros azur pour les articles d'hygiène (08-36-63-45-26), pour les produits d'entretien (08-36-63-27-20) et numéros verts, appel gratuit (hygiène, 0800-00-25-65 ; entretien, 0800-39-12-46).
- On peut appeler les services consommateurs du Crédit lyonnais au 01-49-07-14-00, ceux de la chaîne Avis au 01-49-06-67-90 et ceux des magasins Continent au 01-47-15-64-91.

lui, d'accroître « proximité » et « écoute », bref, de préserver coûte que coûte son « capital clients » en offrant un service qui « donne une valeur ajoutée ou produit », selon les termes employés chez Nestlé France. A en croire Martine Paré, « l'existence même du service consommateurs est vécue par le client comme une preuve que la société le respecte, mérite sa confiance ».

Enrichissant utilement les études de marché, les baromètres de satisfaction et autres assises de clients, ces contacts directs et quotidiens sont le « catalyseur de lo

des évolutions du produit ou de la prestation commercialisées. Au Crédit lyonnais, on a repensé la manière d'informer les consommateurs d'un changement de leur conseiller-clientèle ; chez Colgate, c'est la composition de certains produits d'entretien qui s'en est ressentie. Les conversations téléphoniques, les lettres reçues, fournissent de précieux renseignements sur les attentes des clients, les évolutions de leurs modes de vie.

Partout dans le monde, les services consommateurs de Colgate-Palmolive travaillent sur le même

Un guide pour ne pas dépenser trop en voyage

LA CINQUIÈME ÉDITION du Guide du routard consacré à la France sera bientôt en librairie. Au fil des ans, ce guide est devenu le vade-mecum de ceux qui apprécient autant que d'autres la qualité de la table et le confort des gîtes et des hôtels, mais qui ne veulent - ou ne peuvent - dépenser sans compter. Ce petit livre recense des adresses moyennes, non pas du point de vue de la cuisine ou du service, abordables dans leur catégorie. S'il est normal d'y trouver Le Clos des Morillons ou L'Océlide à Paris, plus étrange est la présence du Hard Rock Café, un moment fermé par décision administrative.

Pour les auteurs il n'existe qu'une seule règle : permettre au lecteur de choisir au hasard d'un menu, sans risquer de fâcheuses surprises, d'être autre chose qu'un simple numéro de table, et lui donner envie. Une fois l'addition payée (qui n'excèdera pas 300 francs), de remercier le maître d'hôtel ! La nouveauté, cette année, est un classement par régions, des cartes, et une couverture cartonnée... de couleur rouge. Selon l'éditeur, ce choix s'explique « parce que le rouge se voit chez le libraire ». Comme le Michelin, un précurseur !

★ Hôtels et Restos de France, Le Guide du routard, Hachette, 1997, 99 F. Mise en vente le 29 février.

DÉPÊCHES

■ **TOURISME** : pour répondre aux nouvelles attentes des consommateurs de vacances (plus d'idées, plus de conseils, plus de services, plus de solutions, le meilleur rapport qualité-prix), le Salon du tourisme, qui a lieu du 26 avril au 8 mai, lors de la Foire de Paris, propose une nouvelle mise en scène. Après avoir parcouru les régions françaises et apprécié les richesses du patrimoine, le visiteur poursuivra sa découverte du monde via l'Europe, l'Amérique, l'Asie et l'Afrique. Il pourra ensuite s'informer auprès des professionnels présents (voyagistes, agences, compagnies aériennes, hôteliers, transporteurs, croisiéristes, etc...) et ramener un souvenir acheté dans les marchés de France et d'ailleurs.

■ **CARNAVAL** : plus de 50 000 participants étaient attendus pour le carnaval de Rio de Janeiro, qui a débuté le 9 février, et les bénéfices prévus s'élevaient à 30 millions de dollars (150 millions de francs environ), le meilleur résultat depuis cinq ans. Les professionnels du tourisme estiment que la violence a diminué et que les touristes reviennent. L'an dernier, les hôtels n'étaient réservés qu'à 60 % de leur capacité, cette année, 85 % des chambres ont été payées d'avance et les écoles de samba déclarent avoir vendu tous les billets pour les défilés. - (AFP)

■ **SÉCURITÉ** : la ville de Montpellier a reçu l'Écarpe d'or 1996 de la Prévention mutuelle, qui récompense les collectivités locales agissant pour réduire le nombre et la gravité des accidents de la circulation. Dans cette ville, les accidents corporels ont diminué de 44 % ces dix dernières années et le nombre de morts a été divisé par deux.

**Retrouvez
nos offres d'emploi**

3615 LEMONDE

2.23 Prix

CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 12 FÉVRIER 1997

SCÈNES Maurice Maeterlinck est trois fois à l'affiche : au Théâtre de l'Athénée, Olivier Werner met en scène *Pelléas et Mélisande*, la pièce. A l'Opéra-Garnier, Robert Wilson

monte *Pelléas et Mélisande*, l'opéra de Debussy. Au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, Claude Régy propose *La Mort de Tintagiles*. ● **PERSONNAGE** étrange, secret,

passionné autant par les insectes que par le spiritisme, l'écrivain belge a connu de son vivant (1862-1949) une gloire immense. Il a été couronné par le prix Nobel en 1911,

et anobli par le roi Albert de Belgique en 1932. ● **OCCULTÉE** par la musique qui l'a fait connaître dans le monde entier, son œuvre a souffert, depuis la fin de la deuxième

guerre mondiale, d'un profond désintérêt. Relégué au rang de chef de file du symbolisme, Maeterlinck est aujourd'hui réhabilité sur les scènes de théâtre.

La réhabilitation d'un ogre rêveur, Maurice Maeterlinck

La présentation simultanée de trois spectacles, « La Mort de Tintagiles », « Pelléas et Mélisande », en opéra et en pièce de théâtre, n'est pas seulement le fruit du hasard. Elle traduit le désir de revenir sur un auteur oublié, réduit au rôle de chef de file du symbolisme

L'OGRE RÊVEUR est de retour : Maeterlinck, Maurice de son prénom, né en 1862, mort en 1949, unique Prix Nobel de littérature belge, apparaît à l'affiche de deux théâtres et d'un opéra. A Saint-Denis, Claude Régy présente *La Mort de Tintagiles*. A l'Athénée, Olivier Werner monte *Pelléas et Mélisande* - la pièce - tandis que salle Garnier, Robert Wilson met en scène *Pelléas et Mélisande* - l'opéra de Debussy inspiré du livret de Maeterlinck. La présentation simultanée de ces trois spectacles ne tient pas seulement au hasard. Elle témoigne du désir de réhabiliter un écrivain dont on a oublié l'importance qu'il eut jusqu'à la deuxième guerre mondiale, pour en faire un simple librettiste ou le chef de file du symbolisme.

L'homme était effectivement un ogre rêveur. De grande taille et de carrure athlétique - il pratiquait sérieusement la boxe et le vélo - Maurice Maeterlinck avait un regard d'eau et une petite voix fluette. Né dans une famille de la

L'œuvre, vaste et oubliée

Maurice Maeterlinck a écrit près de vingt-cinq pièces. Outre *La Princesse Maleine*, *Pelléas et Mélisande*, *L'Oiseau bleu*, *Aglavaine et Sélysette*, *Joyzelle*, *L'Intruse*, *Intérieur* et *Les Aveugles* - qui sont les plus connues -, la plupart de ces œuvres ne sont ni éditées ni jouées. Mais la lecture de Maeterlinck nourrit souvent le travail secret des metteurs en scène et comédiens.

Outre le théâtre, l'écrivain belge s'est intéressé à un nombre considérable de sujets, dont témoignent les titres suivants : *La Sagesse et la destinée*, *La Vie des abeilles*, *L'Intelligence des fleurs*, *La Mort*, *Les Débris de la guerre*, *Contre les déportations en Allemagne*, *La Vie des termites*, *La Vie de l'espace*, *La Vie des fourmis*, *Devant Dieu*, *La Grande Loi*, *Avant le grand silence*, *L'Autre au cadran solaire*... Maeterlinck a également écrit, en 1948 (un an avant sa mort), un livre sur ses souvenirs de jeunesse, *Bulles bleues*.

bourgeoise flamande, il aurait dû mener une carrière d'avocat. Il commença d'ailleurs au barreau, et sa voix lui servit d'alibi pour arrêter quand il publia ses premiers textes, à vingt-sept ans. C'était un recueil de poèmes, *Serres chaudes*, et une pièce, *La Princesse Maleine*. Les ayant lus, Octave Mirbeau fit, en janvier 1910, un article à la une du *Figaro*, avec pour titre : « Maurice Maeterlinck nous a donné l'œuvre la plus géniale de ce temps ». Le jeune auteur trouve le coup rude. Il part faire une longue virée en patins sur les canaux, pour se remettre, puis répond à son encenseur : « Cela vient trop tôt, je suis trop jeune ; cela n'est pas juste, et je crois que ces moments doivent se payer, peut-être terriblement. » Maeterlinck a raison. Quel qu'il en pense, il est lancé.

Sa vie a été extraordinairement glorieuse. Une reconnaissance mondiale, le prix Nobel, une fortune, et même un titre de comte octroyé par le roi, en 1932. Des metteurs en scène comme Stanislavski montent ses œuvres, que Debussy, Dukas ou Schönberg mettent en musique. A cela s'ajoute une vie publique qui le lie d'abord, pendant vingt-sept ans, à Georgette Leblanc, sœur du père d'Arsène Lupin, célèbre actrice et chanteuse parée à la ville d'un gros diamant sur le front, avant qu'il n'épouse une jeune femme qui deviendra comtesse et veillera à l'agencement d'une maison sublime sur la Côte d'Azur.

Voilà pour la face publique de Maeterlinck. La face d'ombre révèle un homme boudeux, qui tire au fusil pour écarter les visiteurs indésirables, ou sur sa chatte dont les miaulements le gênent (et il la tue, cela fera toute une histoire). Un drôle de personnage, capable de faire Paris-Gand en motocyclette pour aller manger chez sa mère, parce que Georgette Leblanc ne sait pas cuisiner et qu'il a impérativement besoin de trois gros repas par jour. Un amateur du petit monde d'en bas - il a écrit sur les abeilles, les fourmis, les termites -, passionné par les signes de l'au-delà, les pratiques médiumniques, les songes, le spiritisme. Un écrivain qui habite des mondes nocturnes et lumineux, traduit Ruysbroeck-le-



« La Mort de Tintagiles », mise en scène de Claude Régy, au TGP de Saint-Denis.

Magnifique ainsi que les *Fragments* de Novalis, et réussit en même temps à se faire excommunié pour *La Mort*, un livre qui aimait aider les gens à mourir. La mort, voilà la grande histoire de Maeterlinck. Peut-être parce qu'il avait été frappé par celle d'un de ses frères. Sûrement parce qu'elle nourrit une réflexion qui traverse toute son œuvre. En son temps, Maeterlinck a abordé le sujet comme, dans un tout autre registre et longtemps après, Jean Baudrillard l'a fait dans *L'Échange symbolique et la Mort*. En s'intéressant à « la mort partout, la mort qui rêve ». En levant le voile. En s'inspirant sur le seuil. En puisant à sa source. Pourquoi ? Il l'a dit, dans un de ses textes : « Je voudrais me pen-

cher sur l'instinct, en son sens de lumière, sur les pressentiments, sur les fougues et les notions inexplicables, négligées au éternel, sur les mobiles braconnés, sur les merveilles de la mort, sur les mystères du sommeil, où malgré le trop puissant influence des souvenirs d'homme, il nous est donné d'entrevoir, par moments, une lueur de l'être énigmatique, réel et primitif, sur toutes les puissances inconnues de notre âme, sur tous les moments où l'homme échappe à sa propre garde, sur les secrets de l'enfance, si étrangement spiritualiste avec sa croyance au surnaturel et si inquiétante avec ses rêves de terreur spontanée, comme si réellement nous venions d'une source d'épouvante. »

Ce texte étrange, Claude Régy l'aime tout particulièrement, parce qu'il est selon lui un écho, « très exact », à *La Mort de Tintagiles* qu'il met en scène à Saint-Denis. C'est la deuxième fois que Claude Régy aborde Maeterlinck. En 1987, il avait monté *Intérieurs* - un des plus beaux spectacles qu'il ait été donné de voir. Une nuit auprès d'un couple et trois de ses enfants, qui ne savent pas encore que le quatrième, une petite fille, vient de se noyer... Dans ce moment suspendu entre la vie et la mort, Claude Régy a trouvé une écriture qui l'a stupéfié : une source secrète de la littérature moderne. Il se souvient d'ailleurs de l'étonnement de Marguerite Duras et Nathalie Sarraute, venues voir le spectacle : « Chacune a découvert dans Maeterlinck des choses d'elle-même qu'elle

ne connaissait pas : la dissociation du récit et des images, pour Marguerite Duras, une forme de radiographie des mouvements de l'inconscient, pour Nathalie Sarraute. »

Pour Claude Régy, l'auteur de *Tintagiles* apporte à notre fin de siècle ce qui lui manque : « Un regard sur la mort, que le matérialisme triomphant refuse ; une dimension de l'esprit dont nous avons été coupés, et qui n'est pas dissociable du corps. Maeterlinck nous rappelle qu'il y a de l'esprit dans la matière. Dans Le Grand Silence, il a écrit cette phrase extraordinaire : « Un bloc de granit ou de quartz est aussi spirituel qu'une pensée de Pascal. »

VOIE BAISSÉE

Longtemps, cette singularité de la pensée de Maeterlinck a été occultée par ce qui fit le drame de l'auteur : la maîtrise de la musique sur ses écrits. *Pelléas et Mélisande* devint un triomphe quand Debussy en fit un opéra - avant Sibelius et Schoenberg - en 1902 ce qui fut l'occasion d'une brouille homérique entre l'auteur et le compositeur, qui avait refusé d'engager Georgette Leblanc. Par la suite, Rachmaninov mit en musique *Monno Vnno* (1907), Paul Dukas, *Arlène et Barbe-Bleue* (1907), Humperdinck, *L'Oiseau bleu* (1910). Tout cela - alors que l'écrivain ne s'intéressait pas à la musique ! - a engagé l'œuvre sur une voie baissée. Depuis, Maeterlinck est condamné à exister dans les limbes : sa réhabilitation doit sans cesse être réaffirmée.

C'est à cette tâche qu'Olivier Werner s'attache à l'Athénée, en montant *Pelléas et Mélisande*, la pièce : « Je ne peux plus entendre que Maeterlinck n'existe pas sans Debussy », dit ce jeune homme de vingt-sept ans, qui signe sa première mise en scène. « Dans les deux œuvres, le texte est le même, mais chez Debussy, ce n'est pas lui qui a écrit, c'est lui qui a écrit. Maeterlinck : ça devient du Debussy. Je voudrais montrer que Pelléas n'est pas un livret, mais un poème dramatique. » Le poème d'un homme qui disait : « N'oublions pas que nous sommes de la même substance que les étoiles. »

Brigitte Salino

Les ombres et les lumières de Claude Régy et Olivier Werner

LA MORT DE TINTAGILES, de Maurice Maeterlinck. Mise en scène : Claude Régy. Avec Valérie Dréville, Yann Boudaud, Virginie Anton... **THÉÂTRE GÉRARD-PHILIPPE DE SAINT-DENIS**, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. M° Saint-Denis-Basilique. Tél. : 01-48-13-70-00. Du mardi au samedi, 20 h 30 ; dimanche, 16 heures. 70 F et 110 F. Durée : 1 h 40. Jusqu'au 16 mars. **PELLÉAS ET MÉLISANDE**, de Maeterlinck. Mise en scène : Olivier Werner. Avec Frédéric Cherbœuf, Karine Fellous, Marc Zammit... **ATHÉNÉE**, 4, square de l'Opéra, 9^e. M° Opéra. Tél. : 01-47-42-67-27. Mardi, 19 heures ; mercredi à samedi, 20 heures ; dimanche, 16 heures. 60 F à 120 F. Durée : 2 h 15. Jusqu'au 8 mars.

Un jour, Golaud a rencontré Mélisande, au bord de l'eau. Il sortait d'une forêt profonde. Il aimait aussi

tôt la jeune fille, l'emmena dans le château paternel, l'épousa. Souvent, il partit pour la chasse, laissant Mélisande avec Pelléas, son demi-frère. Ainsi naquit l'amour, et la jalousie de Golaud. Mélisande enfanta d'une petite fille, faible, et elle mourut. D'amour ? Ce n'est pas certain. Dans la présentation qu'Olivier Werner donne de la pièce de Maeterlinck, Pelléas (Frédéric Cherbœuf) et Mélisande (Karine Fellous) ressemblent plus à des jumeaux qu'à des amants. Même voix solitaire, même attirance du regard vers les sphères imaginaires, même croyance en le silence. Ils vivent dans un château et une forêt moyenâgeuse, qu'on ne voit pas : la petite scène de la salle Bérard est une île hors du temps, bercée par les ombres et les lumières, les battements de cœur et les points de suspension d'une écriture très simple, que les comédiens font entendre comme une langue étran-

gère : avec la conviction douce d'être en terre lointaine. Une grâce réelle se dégage de ce *Pelléas et Mélisande*, d'où l'on sort comme d'un rêve éveillé. *La Mort de Tintagiles*, dans la mise en scène de Claude Régy, est aussi une invitation au voyage. Loin, très loin, tout près des rives d'ombres de la conscience. Tintagiles est un enfant, qui retrouve ses sœurs après une absence mystérieuse, et meurt entre leurs bras. La pièce occupe une place particulière dans l'œuvre de Maeterlinck. C'est l'un des trois petits drames pour marionnettes qu'écrivit l'auteur, avec *Intérieur* et *Alladine et Palomides*. Claude Régy suit les traces de Maeterlinck, qui croyait au secret et chercha passionnément des formes nouvelles : il frappe aux portes de l'inconnu.

Les comédiens sont des ombres sans visage, réfléchies d'une manière presque irréaliste contre un mur de fer somptueusement éclairé par Dominique Bruglière. Les voix sonnent comme des instruments qui joueraient une partition née dans la quatrième dimension. Chaque syllabe est détachée, chaque mouvement décomposé, et toute psychologie niée. La mort de Tintagiles, dans ce spectacle, en appelle une autre : celle de la convention du théâtre, remplacée par l'expérience du mystère de la représentation, face à laquelle il revient à chacun de se situer. Seul Claude Régy, qui a traversé toutes les terres de l'art du théâtre, peut se permettre ce pari ultime.

B. Sa.

Un opéra à la frontière de la musique et du silence

PELLÉAS ET MÉLISANDE de Claude Debussy. Avec Russell Braun (Pelléas), Suzanne Mentzer (Mélisande), José Van Dam (Golaud), Victor von Halem (Arkel), Felicity Palmer (Geneviève), Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, James Conlon (direction), Robert Wilson (mise en scène). Opéra national de Paris. Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 9^e. M° Opéra. 19 h 30, les 15, 19 et 21, jusqu'au 2 mars. Tél. : 01-44-73-13-00. De 60 F à 610 F.

Claude Debussy, qui ne haïssait rien tant que le prosaïsme, rêva un jour, pour *Pelléas et Mélisande*, d'une salle plus intime que l'Opéra-Comique, où l'on devait le créer, et d'un auditoire choisi. Ainsi, l'entrée de *Pelléas et Mélisande* au répertoire du Palais-Garnier en 1977 (dans la mise en scène de Lavelli) pouvait ressembler à une trahison.

CORRESPONDANCE IDÉALE

Et cependant, contrairement aux idées reçues, les pianissimos ont moins à souffrir de l'acoustique des grandes salles que les fortissimos, car il n'y a pas de limite. La douceur et le moindre murmure peuvent passer la rampe dans un vaste vaisseau pour peu que l'auditoire retienne son souffle.

C'est précisément le cas dans cette nouvelle production car l'ouvrage est rarement apparu, à ce point, à la frontière de la musique et du silence. Dans la scène

de la fontaine, « on entend d'abord l'eau ». Dans la scène d'amour, « on n'entend pas respirer ». Mélisande, qui, au dernier acte, meurt et renaît sans un bruit : « L'âme humaine est très silencieuse. » Bob Wilson, qui fit *Le Regard du saur* (1970) - spectacle muet ne vivant, but beureux durant, que par le rythme des déplacements -, était a priori un metteur en scène idéal pour *Pelléas*, que l'on peut aussi concevoir comme un drame noir très serré.

Il vient de prouver que le parti d'une stylisation absolue, proche de la chorégraphie hiératique de quelque drame sacré oriental, pouvait soutenir l'attention jusqu'au bout et, surtout, l'augmenter d'acte en acte, car en donnant si peu de gestes à voir, dans des décors géométriques épurés, en incitant le spectateur à imaginer ce que recouvrent les symboles choisis - la main, l'anneau, la lumière -, il oblige à une écoute concentrée des mots et de la musique.

Cette connivence, qui exige sans doute une bonne connaissance du livret, car la prononciation laisse parfois à désirer (celle, notamment, de Victor von Halem, Arkel), va aussi loin que possible dans le sens de l'œuvre. D'autant que si chaque déplacement des chanteurs gagne à être suivi, on peut aussi fermer les yeux, s'abstraire, s'immerger dans l'écoute et les retrouver, comme les formes mobiles des nuages quand on les observe par intermittence.

Ce nouveau *Pelléas* est un bel objet tel qu'on les apprécie en France et en Italie, mais il va plus loin tant le rythme de la mise en scène épouse celui de la musique, tant cette retenue très puritaine de l'expression qui caractérise ce réquisitoire contre l'opéra qu'est *Pelléas et Mélisande* trouve dans l'économie de Bob Wilson une correspondance idéale.

ALCHIMIE CAPTIVANTE

La direction musicale de James Conlon va dans ce sens mais, de même que les couleurs, les contre-jours, les contrastes de lumières jouent un rôle essentiel dans le spectacle proprement dit, de même l'orchestre de l'opéra fait miroiter ce timbre à l'intérieur d'une alchimie captivante.

La distribution est dominée par Suzanne Mentzer, Mélisande visiblement décidée dès le début à aller toujours plus vers la lumière, et par le Golaud de José Van Dam laissant Russell Braun (Pelléas) un peu en retrait. Compensant les inégalités de Victor von Halem (Arkel), Felicity Palmer (Geneviève) et Vincent Le Texier (un médecin) laissent la meilleure impression. La partition n'exige pas de prouesses vocales ; c'est donc la qualité de l'expression dramatique dans le chant comme dans le jeu qu'il faut souligner. Debussy, peut-être, aurait été content, lui qui ne l'était guère.

Gérard Coné

PUBLICATIONS JUDICIAIRES
Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex
TEL : 01.46.40.26.07 - FAX : 01.46.40.70.66

Attendu des lors qu'en...ommetant celui de Mr CHRISTOPHEL, qui...a réalisé la majorité des émissions dont ont été extraits les « Réquisitoires » sélectionnés pour figurer sur les CD en cause, l'INA a commis une faute peu importante que cette omission soit le fruit d'une intention malveillante ou d'une simple négligence...

Attendu qu'en égard à la popularité dont a joui à l'époque l'émission « Le Tribunal des Flagrants Délits » et au succès rencontré par l'édition des CD des « Réquisitoires de Pierre DESPROGES » qui en sont issus...cette faute a causé un préjudice certain à Mr CHRISTOPHEL qui s'est vu privé tant auprès du public que des professionnels d'une notoriété à laquelle il pouvait légitimement prétendre.



Les patients d'un hôpital psychiatrique défilent pour la première fois au Carnaval de Rio

Leur char mettait en scène des célébrités qui ont traversé « l'ombre de l'inconscient »

Pour la première fois, dimanche 9 février, des malades souffrant de troubles mentaux ont participé au défilé des écoles de samba du carnaval carioca.

RIO DE JANEIRO
de notre correspondant
Dans une cour ombragée, une samba-chanson dont le refrain précise : « Ceux qui sont ici ne sont pas tous fous, ceux qui sont fous ne sont pas tous ici ». Avec une euphorie de débutants, une trentaine de danseurs s'efforcent, sous le regard extatique d'une poignée de spectateurs visiblement traités aux neuroleptiques, d'harmoniser une chorégraphie quelque peu chaotique. Des vigiles en uniforme et des médecins sans signe distinctif mêlent leurs déhanchements approximatifs à ceux d'un groupe de patients de l'Institut Philippe-Pinel à Rio, établissement modèle de la psychiatrie brésilienne.

Cette répétition dirigée dans une joyeuse pagaille par deux psychologues annonçait la fin imminente d'un tabou : des malades souffrant de troubles mentaux devaient participer pour la première fois, dimanche 9 février, au défilé des écoles de samba du carnaval carioca. Ils l'ont fait et avec quel

succès. « L'école de samba Unidos do Porto da Pedra affole le festival », titrait la presse locale au lendemain du carnaval.

« Il faut savoir chasser les préjugés et faire preuve de tact », résume Mauro Quintas, le carnavalesco (sorte de directeur artistique) d'Unidos do Porto da Pedra, l'école de samba qui consacre cette année son *enredo* (le thème du défilé) à la folie à travers les âges. La direction de l'Institut Pinel a fait le premier pas en lui proposant de former, entre membres du personnel et patients, une *al* (un groupe de sambistes portant le même déguisement) dénommée « Fous à lier ».

Aux accents d'une samba-chanson intitulée *Au règne de l'Allégorie*, à chaque *fau* sa *manie*, une douzaine d'« usagers » (sous-entendu : de services psychiatriques), ont rendu l'hommage carnavalesque à quelques célébrités ayant, comme eux, « traversé l'ombre de l'inconscient ».

Don Quichotte, Raul Seixas, feu le pionnier « disjoint » du rock brésilien, et Bispo do Rosario,

chotte, au rocker Raul Seixas, au peintre Bispo do Rosario et à Marie P., dite « la folle », reine du Portugal de 1777 à 1792.

régulièrement depuis six ans l'Institut Pinel. Aux yeux de son médecin traitant, elle incarne « la créativité exubérante des malades de l'affectif ». Maritza écrit en effet des sketches pour TV Pinel, le mini-centre de production télévisuelle de l'Institut, et travaille sur un roman autobiographique dont elle a déjà trouvé le titre forcément révélateur : « *entre rires et pleurs* ».

« Ma mère, confiera-t-elle spontanément avant une ultime répétition sur le « sambodrome », est un monstre alcoolique, qui décharge ses problèmes sur moi. Pour elle, je personnifie la maladie, la folie... »

Novice, lui aussi, du défilé, le docteur Gorge Luis Carralho termine une spécialisation de deux ans en psychiatrie à l'Institut Pinel, convaincu de la « valorisation de la citoyenneté » que représente pour ses patients leur participation à l'événement majeur de l'expression culturelle du « carioca ».

« Le carnaval nous a offert cette année l'occasion d'accomplir un pas de plus sur la voie de leur insertion sociale. Notre objectif, souligne-t-il, est d'en finir avec le système d'exclusion perpétué par les établissements psychiatriques totalement fermés au monde extérieur ».

Maritza a tenu le coup. Le docteur Carralho se faisait quelques soucis à son propos. « Ces derniers jours, on sentait chez elle, expliquait-il, une mantée d'euphorie qui pouvait devenir incontrôlable sous les feux des projecteurs. L'intéressée, elle, avait « la conscience tranquille ». Maritza une ancienne enseignante d'anglais fréquente

« Ceux qui sont ici ne sont pas tous fous, ceux qui sont fous ne sont pas tous ici », dit le refrain d'une samba

Cloîtrée, eo atteote du jour), dans son *barraca* (un hangar où sont fabriqués les chars allégoriques) voisins des quais de Rio, le carnavalesco Mauro Quintas ne craignait aucun « dérapage » susceptible d'être pénalisé par le jury chargé de noter les évolutions de chaque école de samba pour l'attribution du titre de « champion du carnaval ».

« Vu notre erendo, un vrai coup de folie sur le sambodrome », assure-t-il le sourire aux lèvres

Jean-Jacques Sévillia

Les Victoires de la musique, un an après l'affaire Stephend

Ces récompenses veulent améliorer leur image après le scandale de 1996 qui avait vu la victoire d'une chanteuse inconnue

FONDÉES en 1986, les Victoires de la musique sont une copie des Grammy Awards, mais elles se distinguent du modèle américain en demandant aux artistes nommés dans chaque catégorie lors du premier vote de répéter leur passage en direct à la télévision sans qu'ils soient avertis de l'issue du vote final.

En apparence tout était vertueux. Les votants recevaient un aide-mémoire recensant disques, artistes et spectacles. La Sacem se chargeait du dépouillement des votes du premier tour. Pour le second, les votants se déterminaient d'après la liste des nominés (trois par catégorie) et renvoyaient leur bulletin chez un huissier de justice. Suivait la proclamation des prix au cours d'un spectacle qui associait tous les genres musicaux dans un bel ecuménisme abandonné depuis 1994, année qui a vu la création des Victoires de la musique classique.

Les premiers doutes ont assailli des observateurs méfiants. Les bulletins de vote non numérotés n'interdisaient pas la triche (quand un votant déclarait avoir perdu le sien, un nouveau lui était envoyé). Le petit nombre de votants dans certaines catégories favorisait les artistes bénéficiant de la discipline de certaines branches professionnelles.

Les errements contenues dans l'aide-mémoire (fausses déclarations des maisons de disques classiques) entraînaient de fait des résultats curieux. Un opéra publié un an avant la date officielle de mise sur le marché reçut ainsi sa Victoire. Un enregistrement on enregistre fut retenu avant d'être éliminé.

Puis survint Stephend. Le nom d'une jeune chanteuse inconnue qui devait remporter la Victoire de la révélation féminine de l'année en février 1996. Un prix qui n'a pas porté chance à Claude Fiechter (qui avait demandé son élimination entre les deux tours de vote). La profession s'offusqua soudain de ce que le délégué général des Victoires cumulait aussi cette fonction avec celle de producteur délégué et

exécutif des émissions de télévision liées aux cérémonies des Victoires. La société Téléscope Audiovisuel qui produit les deux émissions avait de plus Denis Limon, producteur de Stephend, comme directeur général (Le Monde du 28 février 1996).

CARACTÈRE TROP NATIONAL

Claude Fiechter (« propriétaire-fondateur » à 34 % des Victoires) et les nouveaux maîtres des Victoires en sont aujourd'hui venus à correspondre par avocats interposés. De fait, ce prix veut améliorer son image de marque. Dès cette année, les bulletins de vote étaient numérotés. Comme nous l'a confirmé Régis Talar, secrétaire général des Victoires, son comité d'organisation doit revoir la définition des catégories classiques de façon que les éditeurs ne puissent plus bialser, exiger qu'ils remplissent des fiches de déclaration pour chacun des disques et artistes en compétition. Reste que l'attitude des professionnels - ils avaient donné trois Victoires à Myung Whun Chung pour se démarquer de l'attitude regrettable du gouvernement Balladur qui avait éjecté le chef d'orchestre américain de l'Opéra Bastille - peut parfois faire sourire. Qu'à donc bien pu faire Georges Prétre pour être sacré meilleur chef de l'année et comblen de votants auront entendu le Concerta pour violon de Marcel Landowski, désigné meilleure création contemporaine de l'année ?

Le caractère trop national des Victoires montre bien la paupérisation des interprètes classiques français signalée récemment par le *New York Times*, tout comme elles ne peuvent faire oublier que les quotas de chansons françaises ne parviennent pas à masquer sa production marquée par sa faible qualité actuelle ainsi que le remarque Jean-Claude Petit... directeur artistique des Victoires de la musique. N'est-il pas curieux de voir Ophélie Winter et Barbara concourir pour la même récompense ?

Alain Lompech

La télévision au service des malades

Créée en février 1996, TV Pinel représente une innovation de première importance dans l'univers psychiatrique brésilien. En association avec TV Maxambomba, une télévision communautaire d'une banlieue pauvre de Rio, son unité de production compte des caméramen, des patients formés dans une école d'apprentissage et équipés de matériel professionnel.

Au départ, son objectif se limitait à fournir à l'Institut Oswaldo Cruz (équivalent local de l'Institut Pasteur) des films vidéo traitant de questions de santé et destinés à être diffusés sur la chaîne publique à vocation éducative. Très vite, Pinel est aussi devenu, par le truchement de saynètes et de sketches filmés, un formidable outil de communication en circuit fermé à la disposition des malades. « La télévision lui aide à exercer leur créativité, à révéler leurs blocages et à exposer, profitablement, certaines difficultés relationnelles avec les médecins », explique le docteur Fernando Ramos, directeur adjoint de l'Institut Pinel.

Henri Tachan livre un nouveau combat au Théâtre de Dix-Heures

Le chanteur de « La Chasse » continue de se revendiquer militant pour la vie

THÉÂTRE DE DIX-HEURES, 36, boulevard de Clichy, Paris 18^e. M^o Pigalle. Le 7 février. Jusqu'au 15 février. 20 h 30, du mardi au samedi. Prix : 100 et 140 francs. Téléphone : 01-46-06-10-17.

Il déboule sur scène comme un boxeur sur un ring, fougueux et impatient, prêt à en découdre. Dans sa ligne de mire, ses cibles favorites : la bienséance, les racistes et les bigotes, les hommes travestis en mâles, leurs fiertés. Tachan invective, égratigne, apostrophe, il remet les pendules à son heure, rêve tout éveillé d'un monde bien meilleur, change les drapeaux en draps de

lit pour y faire l'amour. Le cœur est sa raison, sa raison palpitante évidemment. Du pamphlet révolté (*La Chasse*) à la gauleserie pour fin de banquets (*Fais une pipe à pépé*), Tachan ne fait que proclamer son penchant pour le verbe aïmer. Rebelle sans cesse sur le qui-vive, il se revendique « ni de gauche, ni du centre, ni de droite », mais militant pour la vie. C'est là sa seule obsession déclarée au grand jour.

SAUVAGE ET INSTINCTIF
Son tour de chant, il le mène à la manière d'un combat, ardent et passionné, en forçant les mots de la voix, du regard et du pied. Une surenchère parfois excessi-

sive. Quand arrivent les moments de belle tendresse tels *Dans les yeux de Clément* ou *Notre train* - des titres de son dernier album, *Côté cœur côté cul* (Anvidis) -, on les savoure comme le calme après la tempête. En fait, il a toujours été comme ça, Tachan, sauvage et instinctif. Fondamentalement battant. Depuis le début, à l'orée des années 60, quand, aiguillonné par les conseils de Brel, il quitte le Québec, où il se produit dans un cabaret, pour retourner en France forcer la main à la chance. Dès son premier album en 1965, il évite le pire, l'indifférence. D'un côté on l'applaudit, de l'autre on le condamne. L'Académie du disque le récompense d'un Grand Prix, les ragots le censurent, jugeant ses propos trop osés.

Puis vient le temps des premières parties, une mise en grand appétit pour le public de Juliette Gréco, Félix Leclerc, Georges Brassens, Pierre Perret. A partir

de 1975, son nom gagne le haut des affiches, celles du Théâtre de la Ville, de l'Olympia, de Bobino... Plus de vingt ans et des centaines de chansons plus tard, Tachan s'empare de la scène avec toujours la même énergie. Au Théâtre de Dix-Heures, accompagné par le pianiste Antoine-Marie Millet, il arpente son répertoire à grandes enjambées, se défoule sur Julio Iglesias et fait chanter la salle. Sur la pochette de son premier album, Brel avait écrit : « *Le lian est lâché*. » Il ne croyait pas si bien dire. Contre vagues et modes, Tachan continue à rugir. Le temps n'a rien émoussé de ses ardeurs, même si ses coups de gueule et ses mots saës paraissent aujourd'hui plutôt sages, comparés aux phrases acérées de certains rappeurs.

Patrick Labesse

Le palmarès et la parole du ministre

La surprise de la soirée est venue, non du palmarès ou de l'intervention des intermittents du spectacle, désormais habituelle, mais de la déclaration du ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy. Celui-ci a indiqué que « les négociations entre les intermittents et le patronat allaient commencer dans trois jours », avant de préciser : « Je ne voudrais pas qu'il y ait, dans ce dossier, un amalgame entre le patronat et le gouvernement ».

Le palmarès :
● Meilleure interprète féminine : Barbara.
● Meilleure interprète masculine : Charles Aznavour.
● Chanson : *Alcha*, par Khaled (auteur-compositeur : Jean-Jacques Goldman).
● Album : *Mr Eddy* (Eddy Mitchell).
● Groupe : les Innocents.
● Humoriste : Valérie Lemerrier.
● Révélation variétés : Juliette.
● Musique de film : Bruno Coulais (*Microcosmos*).
● Concert : FFF.
● Vidéo-clip : *C'est ça, la France*, Marc Lavoine (réalisateur : Sylvain Bergère).
● Artiste interprète francophone : Teri Moïse.
● Chanson pour enfants : *Far West* (Henri Dès).
● Album jazz : *New York Tango* (Richard Galliano).
● Album de musique traditionnelle : *I Muvrini* à Bercy (I Muvrini).

février - mars 97
2 CREATIONS
L'illusion comique
CORNEILLE - VILLÉGIÉ - 4 février / 8 mars 97
Pelléas & Mélisande
MAESTERLINCK - WERNER - 4 février / 8 mars 97
Loc 01 47 42 67 27
ATHÉNÉE
Théâtre Louis Jovet

L'ŒUVRE
DIMANCHE PROCHAIN
de PIERRE CHARRAS
Mise en scène GÉRARD MARO
CLAUDE GIRAUD
YVES PIGNOT - ANNICK ROUX - ALEXIS NITZER - SYLVIE FEIT
LE MARDI A L'ŒUVRE - TARIF UNIQUE 50F
01 44 53 88 88

THÉÂTRE DE LA VILLE
LES ABRESSES
51 RUE DES ABRESSES PARIS 18
DU 19 FÉV. AU 8 MARS
Chambres d'amour
Arthur Adamov
Comme nous avons été, les Retrouvailles, Journal
mise en scène MICHEL RASKINE
LOC 01 42 74 22 77

NOSTALGIE PRÉSENTE
Pour la St-Valentin, offrez
symphonies d'amour duos d'amour classiques d'amour
...3 disques pour faire rêver.
PHILIPS **DECCA** **NOSTALGIE**
C'est pour toujours

Spectacles hors normes pendant dix jours à Avignon

et Jérôme Bel la faiblesse des corps. Jean Gaudin vient avec Narcisse, et Claude Brumachon, de retour d'Afrique, apportera ses dieux et ses totems. On pourra relever le solo de Benjamin Lamarche dans lequel ce superbe danseur se prend pour kare. Jeux et métamorphoses, énigmes et intrigues multiples, les Hivernales promettent cette année d'être paradoxales. Elles sont l'œuvre d'Amérique Grand.

★ Hivernales d'Avignon, Maison Jean-Vilar, 84 Avignon. Du 13 au 22 février. Tél. : 04-90-14-97-84. De 50 F à 100 F

Georges Moustaki
Entre valse musette, ballades et
douces sambas, Moustaki ne se
lasse pas de chanter. Pour lui, la
page n'est pas encore tournée,
d'autant que « Tout reste à dire »
(titre de son dernier album, paru
sous le label Tristar Music).
*Petit Journal Montparnasse, 13, rue du
Commandant-René-Mauchatte,
Paris 14^e. M^{me} Gué, 1*

Montparnasse-Bienvenue,
21 heures, les 12 et 13. Tél. :
01-43-21-56-70. De 100 F à 150 F.

Cornu
On aimait beaucoup la frénétique
fantaisie des Forgnette Mi Note,
séparés depuis en deux cotités
distinctes : Dh Terzi et Cornu. Ces
derniers perpétuent la vivacité
d'un rock bruidiste bien agité du
bocal.

**Blues'Heures, 97 bis, rue
Championnet, Paris 15°.**
Mr Porte-de-Cignancourt. Tél. :
01-42-57-30-66. 20 heures, les 11 et
12 février. 30 F.

El Cabrero, El Paco del Gaster
Né José Dominguez dans un village d'Andalousie, El Cabrero tient son surnom de son premier métier, gardien de chèvres. Il n'a jamais tout à fait laissé tomber son troupeau, même si, magnifique de passion exacerbée, il est devenu un interprète en vue du *cante jondo* (chant profond). Il est accompagné à la guitare par Paco del Gaster.

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e, M^o Châteaude-Eau. 20 h 30, le 11. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

La Bande Magnétique
Rien dans les mains, tout dans les voix, géocreuse et fertile, Avec une rayonnante bonne humeur, cinq Québécois chantant à capella un répertoire qui voyage du rock'n'roll au motet.

La Pipérine Opéra, 7, rue Louis-le-Grand, Paris 2^e, M^o Opéra. 19 heures, les 11, 12, 13, 14 et 15. T^{él.} 01-47-51-44-16. 100 F.

NOISE/EAALY FILMS

NOUVEAUX FILMS

Kristin François de Patrick Braoué, avec
 André Scott Thomas, Gérard Darmon,
 Valéria Bruni-Tedeschi, Patrick Braoué,
 Michèle Garcia, Jules Edouard
 Moustic (1 h 40).
UGC Ciné Cité les Halles, dolyb, 1^{re}
Gaumont Opéra 1, dolyb, 2^e (01-43-12-
 91-40 ; réservation : 01-40-30-20-10).
Rea, dolyb, 1^{re} (01-40-10-00).
UGC Ciné Cité les Halles, Gaumont
Opéra, dolyb, 1^{re} (01-43-59-10-08 ; reser-
 vation : 01-40-30-20-10). **Salut-Las-
 Pasquier, 8^e** (01-43-87-35-43 ; reser-
 vation : 01-40-30-20-10). **UGC**
Normandie, dolyb, 8^e **UGC Lyon**
Bastille, 12^e **Gaumont Robins**
Opéra, dolyb, 1^{re} (01-40-75-88 ; reser-
 vation : 01-40-30-20-10). **Gaumont Ais-**
la, dolyb, 1^{re} (01-43-27-78-50 ; reser-
 vation : 01-40-30-20-10). **Gaumont**
Parnasse, dolyb, 1^{re} (réservation : 01-
 40-30-20-10). **Gaumont Convention,**
dolyb, 15^e (01-48-28-42-27 ; reser-
 vation : 01-40-30-20-10). **Pathe Wepler,**
dolyb, 1^{re} (réservation : 01-40-30-20-10).
10^e ; **Garcia, 20^e** (01-45-36-
 10-98 ; réservation : 01-40-30-20-10).
C'EST POUR LA BONNE CAUSE
 Film français de Jacques Fansten, avec
 Antoine de Caunes, Dominique Blum,
 Loli Freynet, Laurie Lefret, Gaspar
 D'Amboise, Mehdi Dahin (1 h 45).
UGC Ciné Cité les Halles, dolyb, 1^{re}
UGC Normandie, dolyb, 8^e **UGC Oan-**
terre, dolyb, 6^e **George-V, 8^e** **UGC Opéra,**
dolyb, 8^e **Mistral, dolyb, 14^e** (01-39-17-
 10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10).
Pathe Wepler, dolyb, 1^{re} (réservation :
 01-40-30-20-10).
MESURE D'ORIGINE
 Film américain de Michael Apted, avec
 Hugh Grant, Gene Hackman, Sam
 Jessica Parker, David Morse, Bill Nunn,
 John Ties-Bey (1 h 58).
UGC Ciné Cité les Halles, dolyb, 1^{re}
1^{re} **Gaumont Marginal, dolyb, 8^e** (ré-
 servation : 01-40-30-20-10). **George-V,**
dolyb, 8^e **Sept Pararnassis, dolyb, 14^e**
 (01-43-30-32-20).
NAPOLEON EN AUSTRALIE
 Film australien de Mario Andreacchio,
 avec Anthony Hopkins (1 h 40).
VF : Gaumont les Halles, dolyb, 1^{re} (01-
 40-39-99-40 ; réservation : 01-40-30-20-
 10). **Gaumont Opéra Impérial, dolyb,**
2^e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-
 20-10). **L'Arlequin, 6^e** (01-45-44-24-
 28-00 ; réservation : 01-40-30-20-10). **By-**
ron, Lincoln, 1^{re} (01-43-36-14-10).
Monte Carlo, dolyb, 1^{re} (01-40-30-20-
 00 ; réservation : 01-40-30-20-10). **Pa-**
thé Wepler, dolyb, 1^{re} (réservation : 01-
 40-30-20-10).

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE

3615 LEMONDE

Une sélection des pièces
à Paris et en Ile-de-France

NOUVEAUTÉS
Cathédrale
de la misère érotique
d'après Kurt Schwitters,
mise en scène de Gilles Losseroy,
avec Françoise Klein.
Tremplin-Théâtre des Trois-Frères
39, rue des Trois-Frères, Paris 18^e
Mi'Abesses. À partir du 11 février. Du
mardi 11 au samedi 15. À 20 h 30 : le di-

manche 16, à 16 h

9h-00, Durée : 1 heure, de 50 F à 100 F jusqu'à 9 h 30.

Le Fédiciste
de Michel Tournier
mise en scène de Pierre Spiwakoff
avec Jean-Claude Feytaud.

Le 23
de Lucien Huchard, Paris 3, M. P. Salin-Lichel, 4 samedi du 12 février, Du mercredi 12 au samedi 15, le lundi 17, à 21 heures
Tél. : 01-43-26-38-59. De 80 F à 120 F jusqu'à 30 juin.

Le
d'Eric-Emmanuel Schmitt
mise en scène de Bernard Murat,
avec Bernard Giraudeau, Christiane Cohendy, Claire Kelm, Elisabeth Gille, Catherine Delsol, Danièle Arditi et Vincent de Bouverd.

Théâtre Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, Paris 14^e. M. Edgar-Quinet, Galéri du 14 février. Le vendredi 14, à 21 heures; le dimanche 16, à 15 h 30
Tél. : 01-43-22-77-74. Durée : 1 h 40. Du 10 F à 260 F. Jusqu'à 30 juin.

Mut à palés
de Catherine Anier
mise en scène de Philippe Faure,
Henri Texier et Daniel Znyk
avec Philippe Faure, Henri Texier et Daniel Znyk.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11^e. M. Bastille, Voltaire du 14 février, à 19 h 30 et 17 heures
Le lundi 17, à 19 h 30. Tél. : 01-43-57-42-14. 70 F et 100 F. Jusqu'à 16 mars.

Quelques
de Bernard-Marie Koléa
mise en scène d'Elisabeth Chailloux
avec Antoine Baudet, Eduardo Ghalhos, Roland Gervel, Adal Hakim, Adam Niane, Michèle Oppenot, Agnès Poncet, Christine Thuat et Michèle Simonnot.

Le 17
d'Antoine-Vitez, 1, rue Simonnot-Durand, 14 rue A, partir du 17 février
Le lundi 17, à 20 h 30. Tél. : 01-46-72-37-43. Durée : 2 h 30. De 50 F à 110 F jusqu'à 16 mars.

Les Sottimes
de Michel de Certeau
d'après Rodolphe Topffer
mise en scène de Claude Auffray,
avec Claude Auffray.

Centre culturel suisse, 38, rue de

Paul, Les vendredis 14 et samedi 15, à 20 h 30 : le dimanche 16, à 17 heures 15 fr. ; 01-47-71-38-38, Entrée libre.
Les vendredis 14 et 15, à 20 h 30 :
 de Joël Pommerat,
 mise en scène de l'auteur,
 avec Saeïda Bentzilel, Pierre-Yves Chapalain, Lionel Codino, Christophe Haefliger, Stéphane Jais, Laurence Jamet, Maher Kamoun, Ruth Olazola et Muriel Piquart.
Théâtre Paris-Villette, 211, avenue Jean-Jaures, Paris 19e. • **Moi Portée-de-moi**, à partir du 17 février. Le lundi 17, à 21 heures, 15 fr. ; 01-47-02-02-00.
Durée : 1 h 30. De 65 € à 135 €. Jusqu'au 29 mars.

SÉLECTION

Argon par Caubère : le Communiste ; le Fou d'après Louis Aragon, mise en scène de Philippe Caubère, avec Philippe Caubère et Michel Maistre, 19 h 30, Tél. : 01-48-05-40-88. De 80 € à 240 €. Jusqu'à 22 février.

Le mal exquis de Jean Bois, mise en scène de l'auteur, avec Dominique Constantin, Jean Boies et Jocelyne Sand, 19 h 30, Tél. : 01-48-05-40-88. De 80 € à 240 €. Jusqu'à 22 février.

Paris 6^e, de rue Pierre-Louis, Paris 6^e, Hôtel de Ville. Du mardi au samedi, 20 h 30 ; le dimanche, 16 heures. Tél. : 01-42-78-46-42. Durée : 1 h 30. De 60 € à 120 €. Dernières.

Le Cirque Puppé de Bernard Kudlak, mise en scène de l'auteur, avec Alexandre Demay, Valérie Dubourg, Michèle Faivre, Valérie Garçon, Jean-Marie Jacques, Pierre Kudlak, Jean-Mallet, Robert Mully, Rachel Poncet, Catherine Reynier-Pesquign, Jacques Schneider et Brigitte Sespier. Parc de La Villette (Espace chapiteau), avenue Corentin-Carlier, Paris 19^e. Du mardi au dimanche, 15 h 30. De 10 € à 140 €. Jusqu'à 16 mars.

Conversations dans le Loui-et-Cher de Paul Clouet, mise en scène de Pierre Franc, avec Marianne Basler, Laurent Malet, Jean-Paul Muel et Jacques Spiesser. Théâtre de l'Atelier, place Charles-Dullac, Paris 18^e. Du mardi au dimanche, 21 heures ; le samedi, 15 h 30. Tél. : 01-46-06-49-24. Durée : 1 h 30. De 50 € à 250 €. Jusqu'à 30 juin.

Ernesto Prim de Raymond Lepoutre, mise en scène de Aurélien Peugnot, avec Yannick Baraban, Prunella Rivière, Nine de Montal, Juan Casanova, Stéphanie Tesson, Charlie Windschmidt, Sébastien Lalanne, Christophe Gen-

Antoine Scotti, David Recoing (plaisanterie) et l'Orchestre.
Théâtre de la Commune-Pandora, 2, rue Edouard-Poisson, 93 Aubervilliers. Les mardi, jeudi, vendredi, samedi, à 20 h 30 ; le mercredi, à 19 heures ; le dimanche, à 16 heures. De 70 F à 130 F. Dernières.
L'Homme aux
Lia Difficultés de s'exprimer
de Copi,
mise en scène de Philippe Adrien, avec Margot Abascal, Christophe Raymond, Benoît Strabaler, Dominique Boelsel et Jean-Daniel Magnin.
Cartoucherie-Théâtre de la Tempête,
12, rue de la Chapelle-Maurcœur, Paris 12. *NP* Château-de-Vincennes, puis navette Cartoucherie ou bus 112. Du mardi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 16 h 30. Tél.: 01-41-28-36-36. De 50 F à 110 F. Jusqu'au 23 février.
L'Illusion comique
de Pierre Corneille,
mise en scène de Jean-Marie Baur, avec Sandrine Bonjain, Alfredo Canavate, Stéphane Fauriol, François Faraut, Antoine Girard, Frédéric Laurent, Didier Nivard, Cécile Saulnier et Bernard Blier.
Aldhace - Louis-Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, Paris 9. *NP* Opéra. Le mardi, à 19 heures ; du mercredi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél.: 01-47-42-67-27. Durée : 2 h 15. De 20 F à 150 F. Jusqu'au 8 mars.
Italienne avec orchestre de Jean-François Svédler,
mise en scène de l'auteur, avec Michel Delbecq, Marie-Claude Clements, Nora Krieff et Jean-François Svédler.
Opéra-Comique, 5, rue Favart, Paris 2. *NP* Richelieu-Drouot. Les mardi et jeudi, à 20 h 30 ; le mercredi, à 19 heures et à 20 h 30. Tél.: 01-42-44-45-46. De 20 F à 100 F. Dernières.
Kinokai
d'Arnaud Béduet,
mise en scène de Philippe Adrien, avec Marthe Keller, Thierry Frémont, Félicie Wouassé, Jean-Paul Roussillon, Jean-François Svédler, Antoine Girard. Théâtre national de la Colline, 15, rue Maïte-Brun, Paris 20. *NP* Gambetta. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30. Tél.: 01-44-62-52-52. Durée : 2 h 30. De 10 F à 160 F. Jusqu'au 2 mars.
Macbeth
de William Shakespeare,
mise en scène de Katharina Thalbach, avec Jean-Claude Adrien, Hélène Babou, Jean-François Svédler, Antoine Girard, med Jaffachai, Jérôme Bergman, Jacques Boudet, Mathieu Delmonté, Michel Dussarrat, Isabelle Gomez, Vanessa Larrie et Valentin Rossier.
Théâtre national de Chaillot, 1, place du Théâtre, Paris 16. *NP* Trocadero. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél.: 01-47-27-51-15. Durée : 2 h 20. De 80 F à 160 F. Jusqu'au 29 mars.

après Hans Magnus Enzensberger, mise en scène de Pierre-Alain Chapuis, avec Pierre-Alain Chapuis et Clotilde Mollet.

Cartouche - Théâtre de la Température, *route du Champ-de-Manœuvre, Paris 18^e*, **M^e Château-de-Vincennes, palette** *Cartouche ou bus 112*. A partir du 14 février. Les vendredis 14 et samedi 15, 20 h 30 ; le dimanche 16, 16 heures. Tél. : 01-47-36-36. Durée : 1 h 40. De 30 F* à 110 F. Jusqu'à 16 ans.

Oragun sur le Caine d'Herman Wouk, mise en scène de Robert Hossain, avec Robert Hossain, Marc Casert, Sylvain Lemaire, Jean Negroni, Yves Le Moign, Frédéric Smetakia, Hervé Besson, Hélène Médigue. Cheik Doukouré et Stéphane Bouteux.

Comédie des Champs-Élysées, avec Philippe Marchand, **Paris 8^e**, **M^e Alma-Marceau, Champs-Élysées**. Du mardi au samedi, 21 h 45 ; le dimanche, 15 heures. Tél. : 01-53-23-99-19. Durée : 1 h 40. De 10 F* à 250 F. Jusqu'à 30 ans.

Le Pesse-muraille d'après Marcel Aymé, mise en scène d'Alain Sachs, avec Francis Perrin, Ginette Garray, Isabelle Georges, Dozier, Jean-Claude Carrière, Jean-Claude Béraud, Marie Laquai, Edouard Preter, Bernard Valdenneix, Michel Verschaeu et Patrice Peyrieras, Philippe Fauconnier et Bernard Duphil (musiciens).

Bouttes-Françaises, 4, rue Monsigny, **Paris 18^e**, **Le Cabaret**. Du mardi au vendredi, 20 h 30 ; le samedi, 17 heures et 21 heures ; le dimanche, 15 h 30. Tél. : 01-42-95-60-24. Durée : 2 heures. De 70 F à 270 F. Jusqu'à 30 ans.

Polles et Mésidiane (lire page 24) de Maurice Maeterlinck, mise en scène d'Oliver Werner, avec Geneviève Esmondard, Frédéric Berthier, Jean-Louis Jammit, Karine Felou, Jean-Paul Billecoq, Anne de Calderon, Sandrine Bourreau, Sylvia Contt-Caustier et, en alternance, Eliot Jacquelin, Ludwig-Stanislas Loison-Robert et Léo Maurice ou Médéric Thois.

Antenne - Louis-Jouré, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouré, **Paris 9^e**, **M^e Opéra**. Le mardi, 19 heures ; du mercredi au samedi, 20 heures ; le dimanche, 16 heures. Tél. : 01-47-42-67-27. Durée : 2 h 30 à 3 h 30 et 120 F. Jusqu'à 8 ans. Le reste du Trassubier.

La petite de Jehanne de France d'après Blaise Cendrars, avec Silvia Sella, Marc Cormier et Jean-Louis Jouré.

L'œuvre moderne parisien-Procréaire, 35, rue Léon, **Paris 18^e**, **M^e Château-Rouge**. Du mardi au vendredi, 21 heures. Tél. : 01-52-52-09-14. Durée : 1 heure. 60 F et 90 F. Dernières.

Le Quatuor : le quatuor des cordes, avec Alain Sachs.

Le Quatuor : le quatuor des cordes, avec Laurent Vercamère, Pierre Ga-

THE PILLOW BOOK -
de Peter Greenaway, ...
Franco Brétignière (2 h 05)
Vr Gaumont les Halles, dolyb, 1^{re} (01-40-39-99-40; réservation: 01-40-30-20-10); Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5^e (01-45-54-15-04); La Pagode, dolyb, 7^e (réservation: 01-40-30-20-10); Elysées Lincoln, 8^e (01-43-59-36-14); La Bastille, dolyb, 1^{re} (01-43-07-58-60); Sept Passagers, 14^e (01-43-20-32-20); Le Cinéma des cinéastes, dolyb, 17^e (01-53-42-42-20; réservation: 01-40-30-20-10).

Y AURA-T-IL DE LA NEIGE À NOËL ?
de Sandrine Besset.
Française (1 h 30)
Gaumont Opéra 1, 2^e (01-42-12-91-40; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaubourg, dolyb, 3^e (réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Odéon, dolyb, 5^e (01-42-25-59-83; réservation: 01-40-30-20-10); Elysées Lincoln, 8^e (01-43-59-36-14); Gaumont Ambassade, dolyb, 8^e (01-43-29-19-08; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Bastille, 1^{re} (01-43-57-90-81; réservation: 01-40-30-20-10); Les Nations, dolyb, 12^e (01-43-03-04-67; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Gobelins Fauvette, dolyb, 13^e (01-47-05-55-88; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Parnasse, dolyb, 14^e (réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolyb, 14^e (01-43-27-84-50; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Breugnotte, dolyb, 15^e (01-45-17-79-79).

ZINA
de Ken McMillen,

Frano-britannique (1 h 33).
 VO : Action Christine, 67 (01-43-29-11-30).

REPRISES

LA BELLE DE MOSCOU
 de Rouben Mamoulian,
 avec Jeanette Aronson, Cyd Charisse, Janis Paige, Peter Lorre.
 Américain, 1957, copie neuve (2 h).
 VO : Mac-Mahon, 174 (01-43-29-79-89).

ELÉPHANT BOY
 de Robert Flaherty et Zoltan Korda,
 avec Sabu, Walter Hudson, Allan Jeayes,
 W. E. Holloway, Wilfrid Hyde White.
 Britannique, 1937, noir et blanc, copie
 neuve (1 h 16).
 VO : Action Ecoles, 55 (01-43-25-72-07).

LE LIVRE DE LA JUNGLE
 de Zoltan Korda,
 avec Sabu, Joseph Calleia, John Qualen,
 Frank Pugk, Rosemary De Camp, Patricia O'Rourke.
 Britannique, 1942, copie neuve (1 h 44).
 VO : Action Ecoles, 55 (01-43-25-72-07).

LE VOLEUR DE BAGDAD
 de Ludwig Berger,
 avec Sabu, Conrad Veidt, John Justin,
 June Duprez.
 Anglais, 1940, noir et blanc, copie
 neuve (1 h 45).
 VO : Action Ecoles, 55 (01-43-25-72-07).
 (M) Films interdits aux moins de 12 ans.
 (**) Films interdits aux moins de 16 ans.

Théâtre du Palais-Royal, 38, rue Montpensier, Paris 7^e. M. Palais-Royal, Bourse. Ou mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-42-47-55-81. Durée : 2 h 10. De 70 F à 230 F. Jusqu'à 30 avril.

Tout comme à l'école de Luigi Pirandello, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Dominique Blanchard, Philippe Laroche, Dominique Labouriet, Olivier Perrier, Océane Mozas, Michel Peyronnet, Mark Saporita et Jean Pennec. 78 places. Bourgeois de Bagatelles, Paris 17^e. R. Romet. Dur mardi au vendredi, à 21 heures ; le samedi, à 17 h 30 et 21 heures ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-43-67-23-23. Durée : 2 h 30. De 100 F à 250 F. Jusqu'à 30 juin.

Une portésienne de Heinrich von Kleist et Ludovic Haegey, mise en scène de Daniel Mesguich, avec Thierry Chancel, Nicolas Lormeau, Alain Lenglet, Sylvia Bergé, Laurent Ray, Céline Samie, Laurent d'Ocle, Jean Dautremay, Michel Favory, Catherine Salviat, Claude Mathieu, Bruno Raffalli, Simon Elie, Christian Babin, Isabelle Laroche, Véronique Vella, Jean-François Rémi et Claude Guillot.

Comédie-Française, salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris 1^{er}. M. Palais-Royal. Les mardi 11, samedi 15, lundi 17, à 20 h 30 ; le dimanche 16, à 14 h 30. Tél. : 01-42-36-15-15. Durée : 2 h 45. De 35 F à 220 F. Jusqu'à 30 juillet.

*) Tarifs réduits.

Le Monde
DOSSIERS DOCUMENTS

L'ISLAM
AUJOURD'HUI

CHRONOLOGIE
DE L'ANNEE
1996

Numéro de février 1997 - 12 F

COMMUNICATION

LE MONDE / MERCREDI 12 FÉVRIER 1997

PRESSE Le projet d'hebdomadaire *Marianne* de Jean-François Kahn arrive sur un marché des « news magazines » qui connaît une forte évolution depuis quelques an-

nées. ● LES HEBDOS cherchent à développer leurs ventes au numéro après avoir souffert du reflux publicitaire et constaté les limites de leurs politiques d'abonnement.

● L'EXPRESS a repris l'initiative par une politique de « scoops » qui dope sa vente au numéro et est par ailleurs en train de réfléchir à une nouvelle formule, tandis que *Le Nouvel*

Observateur tente de conserver sa place de leader en renforçant son information de service. ● LE POINT n'envisage qu'une augmentation limitée de sa diffusion. Au moment

de fêter ses vingt-cinq ans, il est à la recherche du successeur de Claude Imbert, tout comme *L'Événement du jeudi* en cherche un à celui qui fut son fondateur : Jean-François Kahn.

Les « news magazines » sont à la recherche d'un nouveau souffle

Après l'âge d'or de la publicité facile et la bataille sur les abonnements, les quatre principaux hebdomadaires français doivent se replacer sur le terrain de la vente au numéro pour repartir à la conquête de leurs lecteurs

« LE GENRE news est mort ».

Avant de lancer son nouveau projet, *Marianne*, Jean-François Kahn entreprit en beauté ce genre qui a obtenu un grand succès en France et qu'il a lui-même contribué à revitaliser en créant *L'Événement du jeudi* en 1984. Depuis la transformation de *L'Express* en magazine à l'américaine, au début des années 60, la presse d'information a changé en France. Au succès de diffusion s'est ajoutée une réussite publicitaire. Les hebdomadaires se sont alors laissés aller à certaines facilités, en se lançant dans une surenchère aux cadeaux destinés à recruter les abonnés, et en alignant des « unes » interchangeables sur le salaire des cadres ou le mal de

dos. Le reflux publicitaire a en raison de cette stratégie et a obligé les news à se replacer sur le terrain de la diffusion, et notamment de la vente au numéro. Non sans mal. Sur une diffusion française de 13 millions d'exemplaires, la vente en kiosque représente environ 300 000 exemplaires. « Ce n'est pas un indicateur de bonne santé », souligne Luciano Bosio, directeur de Carat-Presse, qui estime que « un news devrait se vendre en kiosques à 150 000 exemplaires ». Les quatre hebdomadaires d'actualité ont une vente moyenne au numéro de 75 000 à 85 000 exemplaires. La pagination publicitaire a baissé de 4 % en 1996, une chute qui a particulièrement affecté *Le Point* et *L'Express*.

1996 ressemblait à l'année de tous les dangers et de tous les changements pour les news magazines. Elle a été une année de transition. CFP-Communication, filiale d'Havas, a repris *L'Express* et *Le Point*, et Christian Bréguet a fixé un objectif très ambitieux pour *L'Express*. La reprise en main s'est traduite par de nombreux conflits entre la direction et le personnel. *Le Nouvel Observateur*, pour la première fois, a dépassé en 1995 *L'Express*, mais a perdu son directeur de la rédaction, Laurent Joffrin, remplacé par Bernard Guetta. *L'Événement du jeudi* a commencé l'année avec une nouvelle formule et l'a terminée par un divorce avec son fondateur Jean-François Kahn. La période de transition se poursuit en 1997, et les quatre princi-

aux hebdomadaires ne sont pas vraiment en ordre de bataille pour partir à la reconquête de leurs lecteurs.

L'Express reprend du poil de la bête. Christian Bréguet a annoncé qu'il était repassé devant *Le Nouvel Observateur* pour les ventes au numéro. Depuis la fin de l'été 1996, *L'Express* a réussi plusieurs « scoops » qui ont relancé ses ventes, après un été maussade. Denis Jeambar a travaillé à un projet de nouvelle formule. Les premiers éléments ont été transmis à la direction du journal. Un numéro zéro sera réalisé après une concertation avec la rédaction. Aucun calendrier n'est fixé.

La recherche de successeurs.

Les relations sociales, qui s'étaient fortement dégradées avant l'été, se sont améliorées. Mais la situation reste fébrile, comme en témoigne une polémique qui a agité les couloirs de *L'Express*, au début de l'année : une « une » demandant le départ d'Alain Juppé avait été refusée par Christian Bréguet. L'affaire a été démentie, mais cela a jeté un trouble dans la rédaction, révélant le soupçon d'une volonté du groupe Havas, dirigé par Pierre Danzard, de contrôler la ligne politique du journal avant les élections législatives.

Denis Jeambar réplique : « Je dirige *L'Express* en homme indépendant ». Une charte d'indépendance entre la rédaction et l'actionnaire est d'ailleurs en discussion entre la société des rédacteurs et Christian Bréguet.

Le Nouvel Observateur devrait conserver en 1996 sa place de numéro un des « news », mais l'annonce de la perçue de *L'Express* en vente au numéro suscite cependant quelques inquiétudes. Cela arrive moins de six mois après la prise de fonctions de Bernard Guetta, dont le ton tranche avec celui de son prédécesseur, Laurent Joffrin, qui savait concilier des points de vue divergents, là où Bernard Guetta n'hésite pas à mettre les pieds dans le plat. Claude Perdriel, qui reconnaît avoir eu des « hésitations » avant de faire son choix, estime que « Bernard Guetta sera le grand directeur de la rédaction des vingt prochaines années ». « La génération future est assurée par Jacqueline Galvez, à la direction générale, et Bernard Guetta », souligne Claude Perdriel, avant de préciser que Jean Daniel et lui sont en excellente santé.

Pas de nouvelle formule en préparation au *Nouvel Observateur*, mais Bernard Guetta souhaite accentuer « l'information de service

La progression du "Nouvel Observateur"

DIFFUSION FRANCE PAYÉE	L'EXPRESS	Le Nouvel Observateur	LE POINT	L'EVENEMENT
1995	428 325	432 433	280 774	145 693
1994	419 009	399 785	280 774	160 585
1993	434 558	384 799	265 019	189 528
1992	427 619	378 214	270 018	192 709
1991	428 016	375 833	269 928	194 780
1990	409 668	371 155	269 337	176 987
1989	409 512	365 121	265 513	162 792
1988	407 963	330 182	267 748	163 575
1987	405 249	303 972	262 439	140 798

Source : Diffusion contrôlée

La progression de la diffusion s'est faite parallèlement sur les abonnements grâce aux ventes au numéro. Celle-ci représente à peine un quart de la diffusion totale.

qui est très faible en volume dans le journal ». « Elle est plus présente aujourd'hui que dans les années 70 », constate-t-il. Selon lui, « il y a beaucoup d'évolutions à envisager, mais il ne faut pas se précipiter ». *Le Point* continue à vivre sur la lancée du succès de sa nouvelle formule de 1993. Mais 1996 devrait marquer un fléchissement de sa vente au numéro, même si la baisse des abonnements va permettre de terminer avec une diffu-

sion à la hausse. Bernard Wouts, le PDG du *Point*, estime que « le positionnement haut de gamme du journal ne peut entraîner qu'une augmentation limitée de notre diffusion, si nous ne voulons pas perdre notre identité ». Enfin, *l'Événement du jeudi*, qui s'apprête, cet automne, à fêter ses vingt-cinq ans, doit envisager une nouvelle échéance. L'homme qui a incarné la nouvelle formule, Denis Jeambar, est parti en 1995, d'abord

à Europe 1 puis à *L'Express*. Il était le successeur désigné du fondateur, Claude Imbert, qui a repris les commandes et s'en porte bien, mais qui devra chercher quelqu'un pour incarner à son tour l'hebdomadaire.

DIFFICILE ÉQUATION

Thierry Verret, le nouveau patron de *L'Événement du jeudi*, cherche aussi quelqu'un. Il a signalé aux lecteurs de *L'Événement* le départ du fondateur Jean-François Kahn, en termes légèrement honteux. Thierry Verret a montré que le journal, mourant et en dépit de bilan, pouvait survivre. Il doit montrer qu'il peut mener sa vie loin de son fondateur et résister aux interférences créées par le lancement de *Marianne*. Il est en négociation avec Hachette – qui est actionnaire de *L'Événement* –, au niveau publicitaire et industriel. Et Christine Ockrent ? Elle étudie son éventuelle venue à la tête de la rédaction mais veut être assurée qu'elle aura les moyens de mener une vraie politique rédactionnelle. Hachette ne semble pas prêt, pour l'instant, à augmenter sa participation. Mais Thierry Verret doit résoudre une équation difficile : trouver un directeur de la rédaction qui conserve le ton impératif du titre et rassure les publicitaires qui hésitent à investir dans *L'Événement*.

A. S.

Alain Salles

Le terrain politique retrouve une place privilégiée

« POUR RETROUVER un nouveau souffle, préconise Luciano Bosio, directeur de Carat-Presse, les news magazines doivent avoir une manière intéressante pour le lecteur d'aborder le terrain politique. » Jean-François Kahn ne cache pas, en lançant *Marianne*, que son objectif est politique et citoyen. De leur côté, les deux nouveaux directeurs de la rédaction des principaux hebdomadaires, Denis Jeambar à *L'Express* et Bernard Guetta au *Nouvel Observateur*, réaffirment le rôle de la politique dans leur journal.

En ce qui concerne l'hebdo de Claude Perdriel et Jean Daniel, c'est clair : « Le *Nouvel Observateur* a été et restera un journal de gauche », explique Bernard Guetta, mais pas le journal de la gauche. Il ne se résume pas à l'histoire d'un parti. On s'inscrit dans la continuité historique de la social-démocratie européenne. Notre rôle est de participer à la définition de ce qu'est la gauche en pleine évolution – et par voie de conséquence de ce qu'est la droite. On

ne peut plus vivre sur des grilles d'il y a quinze ans. Les frontières passent aujourd'hui à l'intérieur des camps. Le *Nouvel Observateur* doit avoir un rôle majeur dans ce débat-là. »

LE LIEN DU DÉBAT

« Nous voulons redonner une identité politique, mais pas partisane », *L'Express*, explique Denis Jeambar, faire savoir que c'est un journal qui a une analyse politique. Je veux que *L'Express* soit le lieu du débat. Cela a été le cas avec Giscard et le franc fort, au sur la parité hommes-femmes en politique. En septembre, *L'Express* a publié une « lettre ouverte au président », intitulée « Ça suffit ». C'est pour Denis Jeambar le rôle de *L'Express*, « même si ça ne plaît pas à tout le monde ».

Depuis son arrivée à l'hebdomadaire – et surtout depuis la fin de l'été –, Denis Jeambar a constitué « une structure d'investigation forte, constituant une vraie force de frappe journalistique », ce qui s'est traduit par des

scoops, sur le passé de Charles Hernu, la confusion de Loïc Le Floch-Prigent, Elf, les bombes de croissance, etc. *Le Nouvel Observateur* appuie moins sa politique rédactionnelle sur le traitement des affaires politico-financières, mais Bernard Guetta tient à rappeler deux affaires « sorties » par *Le Nouvel Observateur* : les salaires des animateurs-producteurs de France Télévision et l'entretien de Loïc Le Floch-Prigent à sa sortie de prison.

Pour Bernard Guetta, l'identité du *Nouvel Observateur* réside également « dans la qualité de son écriture et de ses analyses », le recul qui est pris par rapport à l'information. « Il faut avoir une capacité d'anticipation, souligne Denis Jeambar, être capable de créer l'actualité, d'être en avant le plus souvent possible. C'est là que réside l'avenir de la presse. On ne peut pas se battre avec les valeurs de la télévision. »

Les difficiles débuts télévisuels du suédois Marieberg

L'éditeur est contraint de céder des parts dans d'autres secteurs

STOCKHOLM

S'il n'existe pas de loi en Suède contre la concentration excessive dans les médias, le gouvernement n'hésite pas à rappeler à l'ordre les entreprises qui en prendraient trop à leur aise. Premier groupe de presse suédois, Marieberg a visiblement dépassé les bornes, si l'on en juge par la réaction du ministre de la culture, Maria Ulvskog.

L'objet du « délit » est sa prise de participation dans la télévision privée TV4 : 16,7 % des titres, ce qui fait de Marieberg le troisième actionnaire de la chaîne, derrière deux autres acteurs de poids, Kinnevik et Investor.

Propriété du Suédois Bonnier, premier groupe de presse et d'édition nordique, Marieberg – qui fut actionnaire du quotidien *InfoMatin* et publie en France des magazines de jardinage et de décoration – ne peut pas se voir reprocher d'avoir accru sa mainmise sur la télévision. Son entrée dans le capital de TV4, pour 555 millions de couronnes (405 millions de francs environ), représente son premier investissement financier dans un secteur où, curieusement, il n'avait pas encore osé s'aventurer. C'est précisément parce qu'il a franchi le pas que les autorités ont tiqué.

Avec plusieurs journaux nationaux et régionaux dans son giron, Marieberg totalise environ un quart de la presse quotidienne du royaume et s'apprête à lancer un hebdomadaire gratuit le week-end. Sa maison-mère, la famille Bonnier, possède une série de magazines, un quotidien économique, un des deux principaux distributeurs de films suédois, et contrôle environ 60 % du marché national du livre. « Une position trop dominante », a déploré le ministre qui, jeudi 6 février, a averti Bonnier qu'il lui faudrait se désengager de certains autres secteurs pour pouvoir conserver ses parts dans TV4. Dans le cas contraire, l'État pourrait ne pas renouveler l'autorisation d'émission accordée à la chaîne jusqu'en 2001.

riberg n'est pas épargné : ses pitres résultats pour 1996 devraient le confirmer. Trois ans après avoir refusé une invitation à rejoindre TV4, il ne peut plus se permettre de snobier le petit écran en cette période de mutation technologique. « Outre les nouvelles chaînes qui arrivent, il sera bientôt possible de combiner chez soi multimédia, Internet et télévision », a expliqué le PDG de Marieberg, Bengt Braum, qui n'a pas exclu le lancement futur d'une chaîne propre à son groupe.

Le paysage télévisuel suédois évolue rapidement, avec une érosion apparentement irréversible du secteur public au profit des chaînes privées, toujours plus nombreuses depuis le début des années 90. Pour tenter d'empêcher ce processus, Sveriges Television (publique) lancera un bouquet de cinq chaînes numériques, en principe dès les printemps.

Au sein même du secteur commercial, la guerre fait rage. Diffusées par satellite, TV3 (MTG, filiale de Kinnevik) et Kanal 5 (SBS, regroupant notamment des actionnaires américains dont Paramount) rattrapent peu à peu TV4, dont la programmation se veut plus généraliste que celle de ses rivales, très orientées sur les divertissements et le sport. D'autres chaînes tentent de survivre (ZTV, TV6) ou de se faire un nom, comme TV8, qui devrait voir le jour en septembre, grâce au numérique.

Benoît Petitier

DÉPÊCHES

■ MULTIMÉDIA : Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, veut mener une « politique volontariste » en faveur du multimédia. A l'occasion de sa visite du marché international de l'édition et du multimédia (Milla), il a annoncé, lundi 10 février à Cannes, la mise en place d'un système d'aide à l'exportation pour les éditeurs multimédias. Ce système vient compléter le fonds d'aides à l'édition géré par le CNC et qui a accordé 61 millions de francs d'aides remboursables depuis 1989, ainsi que le fonds de 20 millions de francs d'aides à la presse pour des investissements dans le multimédia. Un fonds de garantie est créé qui permettra de cautionner 60 millions de francs de crédits par an.

■ France Télécom entend renforcer sa présence dans le multimédia. Gérard Fymery, directeur de la diffusion multimédia de l'opérateur national, a annoncé, lundi 10 février à Cannes en marge du Milla, la mise en place d'un nouveau service Minitel, le 3615 Minitelnet, permettant d'envoyer et de recevoir du courrier électronique vers (ou en provenance) d'un abonné à Internet.

■ PRESSE : Le *Guide de la Presse* édité par Alphom vient de gagner en appel contre *Le Quotidien du médecin* de Marie-Claude Tesson-Millet et Philippe Tesson. Le quotidien médical n'avait pas admis les critiques du *Guide* concernant l'importance de la publicité dans ses pages et réclamait 500 000 francs de dommages. La cour d'appel de Paris a considéré, mardi 28 janvier, que *Le Guide de la Presse* avait agi dans un but d'information légitime du public.

● Joël de Rosnay, Du pasteur au passeur ● Paul Caro, La marche obstinée du savoir ● Roger Lesgards, Pour un nouveau pacte républicain ● Georges Minois, Savant et théologien : le grand débat ● Jean-Marc Lévy-Leblond, Le paradoxe de la démocratie ● Claude André-Deshays, Lettre ouverte aux jeunes ● Pierre Thuillier, Qu'est-ce qu'un savant ? ● Le pouvoir dans l'état : questions à François d'Amberg, secrétaire d'Etat à la recherche, et Francis Mar, président de l'Agence nationale pour la recherche technique ● L'ombre de l'Idéologie, par Nicolas Truong ● La médiane de l'opinion - Entretien avec Isabelle Stengers, par Valérie Marange ● Manipuler pour comprendre - Interview de Georges Charpak ● Enseignement : peut mieux faire, par Caroline Heffter ● Publier ou périr, par Agnès Sinaï ● La mise en scène des inventions, par Fabrice Hervieu ● La culture du questionnement - Interview de Goby Delacote, directeur de l'Exploratorium de San Francisco ● Marc Dupuis, La science infuse, Internet diffuse ● Olivier Postel-Vinay, La recherche française menacée

● d'asphyxie ● Hervé Hamon : Lettre ouverte à ceux qui n'aiment pas la science ● Maïcha Séry, Cyberm' était conté ● Cyril Jartion, Roman au creux d'une éprouvette ● Portrait : Mi-reille Viguer, immunologiste.

UNE NOUVELLE FORMULE QUI DONNE À RÉFLÉCHIR

Et aussi : ● Michel Serres, Le jour et le père ● Jean-Michel Gaillard, L'agréation, un concours royal pour une élite républicaine ● Portrait de Jean-Pierre Rosenczweig, activiste des droits de l'homme ● La violence en débat, avec Olivier Cachin, Martin Even et Bernard Charlot...

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Danke schön !

par Alain Rollat

NE PLEUREZ PLUS, mademoiselle. Un jour, le Vitrolles que vous aimez se réveillera. Oui, c'est bien à vous que ce propos s'adresse. A vous, lunette inconnue, entrapée au milieu de ces hommes qui levaient le poing en entonnant *Le Chant des parisiens*. Vous cachiez votre visage à deux mains pour retenir vos larmes. Une caméra vous filmait à votre insu. Depuis que nous avons fait votre connaissance, lundi soir, grâce au magazine d'information d'Arte, nous sommes nombreux à avoir envie de devenir vos amis.

Souriez ! Regardez-les donc, ces gens qui prétendent imposer leur ordre dans notre vie quotidienne : ils ressemblent trop à leur caricature pour faire illusion longtemps. Voyez M. Mégret : il a déjà perdu sa femme ! A peine élu, « Madame se repose », rapporte France 2. On dirait que M. Mégret a perdu son parapluie... Retenez aussi le propos de cet électeur de Marignane qui s'étonne que les médias violent « le démon » dans sa ville. Il se doit pas savoir qu'une ville où l'on inflige aux autres sa manière de penser est déjà soumise à une idéologie totalitaire. Pardonnez au reporter d'images de l'avoir filmé devant un magasin qui s'appelait Peau d'âne. Gardez surtout ce mémoire la honne conscience de Josette, la secrétaire de Fraternité française, cette association caritative de Vitrolles qui réserve sa charité lepidiste aux Français d'abord...

Au fait, connaissez-vous Patrice ? Ce blond au visage émacié, ce « déçu de gauche » qui ne vote

plus, sauf contre le Front national... C'est peut-être votre voisin. Cela fait quinze ans qu'il habite Vitrolles. De son balcon, au quartier des Pins, il a tout vu. C'est lui qui suivait la caméra d'Arte à la salle des fêtes. Il a tout résumé en trois mots quand les jeunes beurs de sa cité se sont armés de pierres : « Bravo, les politiques ! »

Les politiques, ce lundi soir, occupaient le service public. Sur France 3, Tartarin Gaudin promettait de faire rempart : « M. Le Pen ne sera pas président de ma région... » Sur France 2, le préposé à la parole gouvernementale, le ministre Raoult, passait sa mauvaise humeur sur le porte-parole socialiste, le ministrable Hollande, qui le lui rendait bien. Bruno Massure, qui leur avait demandé : « quelles réponses concrètes » les états-majors donneraient aux électeurs de Vitrolles et d'ailleurs, n'a pas insisté. Il a bien fait. Ils n'avaient rien à lui répondre.

Mais gardez confiance, mademoiselle ! Vous avez plein de copains jusqu'en Allemagne. Les habitants de Mörfelden-Walldorf, cette localité proche de Francfort jumelée avec Vitrolles, vous ont dédié leur carnaval. Ils ont défilé devant une autre caméra d'Arte pour vous dire leur amitié : « On suit ce que c'est, vous pouvez compter sur nous... » Un pitre s'est même exclamé : « Je ne suis plus seul ! Il y a un autre roi des cons à Vitrolles ! » Ce bouffon voulait sûrement parler de ces malheureux qui ne savent plus que la vraie fraternité n'a nul besoin d'être « française » parce qu'elle est universelle.

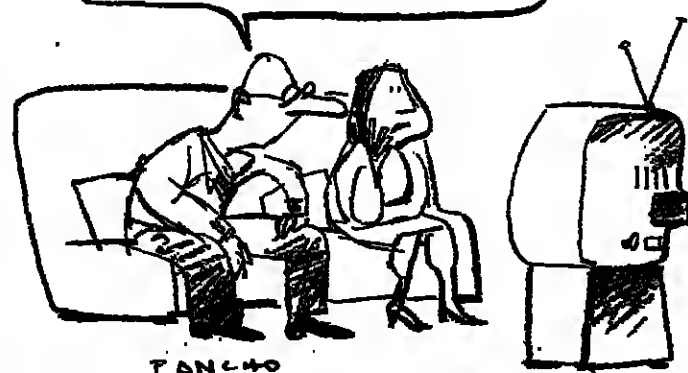
COMMENT se construit la mémoire juive de la Shoah ? Trois films programmés ce soir sur Arte relèvent implicitement la génération du génocide à celle de ses descendants, l'Histoire à la mémoire, la recherche à la commémoration, retraçant son évolution de l'après-guerre à nos jours.

Tout commence à la Libération, lorsque le Centre de documentation juive contemporaine, créé clandestinement sous l'Occupation, pose les bases de la recherche historique sur la Shoah en France. Parmi les jeunes chercheurs qui y puisent l'essentiel de leurs sources, Léon Poliakov, futur auteur du *Bréviaire de la mémoire* et d'une monumentale *Histoire de l'antisémitisme*. C'est un portrait de cet homme célèbre et cependant très discret - Léon Poliakov, historien de l'antisémitisme - qui lance le débat. Affaiblé par quelques déformations narratives plus gênantes qu'autre chose, le film d'Emile Weiss n'en demeure pas moins captivant, par le simple fait de s'attacher au grand hétéroclite qu'est Poliakov. Car ce directeur de recherches honoraire au CNRS - qui se définit, accent russe et humour juif à la clé, comme « docteur de l'incrédule » - est un être au destin romanesque et singulier. En tant qu'homme, en tant que juif, et pas moins en tant qu'historien, qui justifie sa vocation en termes fort peu académiques : « Le point de départ, c'est tout à fait naturel, j'ai voulu savoir pourquoi on voulait me tuer. C'était quasiment une affaire personnelle. »

La vie des morts

Arte aborde la mémoire juive de la Shoah avec un portrait de Léon Poliakov, une évocation stylisée des « pèlerinages » à Auschwitz et une confession intime

IL PARAÎT QU'À TOULON, MARIGNANE, ORANGE ET VITROLLES, PAS MAL DE GENS ONT OUBLIÉ...



Un saut dans le temps permet ensuite d'évaluer en quoi la Shoah demeure aussi une « affaire personnelle » pour les générations suivantes. *La Marche pour la vie*, court-métrage ukrainien d'Alexander Rodnyansky, évoque ainsi un de ces pèlerinages à Auschwitz qui réunissent depuis quelques années des centaines de jeunes venus du monde entier dans le cadre de ce que l'on nomme « la marche des vivants ». Tout l'intérêt du film est de poser à travers sa forme même - stylisée par l'utilisation de ralentis, de distorsions sonores, d'effets de montage, et de passages du noir et blanc à la couleur - la ques-

tion de la réappropriation collective d'un événement par essence inappropriable. Un autre court-métrage, *A la recherche de Vera Barbas*, de Danielle Jaeggi, illustre au contraire la quête personnelle de l'auteur. La mort de sa mère a éveillé en elle l'irrépressible désir de découvrir ce que cette dernière lui a tué : l'histoire de sa famille déportée de Hongrie. Nul effet apparent de style ici, mais un usage de la vidéo comme journal intime et confession expiatoire. Il n'est rien de plus troublant que cette mise à nu de soi-même, cette volonté de briser publiquement le silence, cette aspiration presque fé-

brile à ce qui n'était jusqu'alors qu'une « souffrance interdite ».

Du pionnatisme et de l'isolement d'un Poliakov, archiviste méticuleux ou individus de remémoration, telles seraient donc les grandes lignes d'une mémoire de la Shoah devenue aujourd'hui un des principaux vecteurs de l'identité juive. Non sans une certaine exaspération des rapports entre mémoire nationale (laquelle connaît aussi bien des vicissitudes) et mémoire juive. En parlant de « religion civile », on reproche à cette dernière de privilégier une approche fondée sur la seule émotion identitaire, occultant ainsi la dimension politique, historique et universelle du génocide. Ce que Tzvetan Todorov, par exemple, illustre par les termes de « mémoire littéraire » et de « mémoire exem-

C'est peut-être oublier qu'on ne fait pas si rapidement son deuil de ces morts-là. Déjà, dans *Corinne ou l'Italie*, Madame de Staël soulignait que les juifs de Rome évitaient de passer sous l'arc de triomphe dédié à Titus pour la conquête de Jérusalem : « Les longs souvenirs conviennent aux longs malheurs. »

Jacques Mandelbaum

★ Profil : Léon Poliakov, historien de l'antisémitisme : « La Lucarne » : *La Marche pour la vie*, A la recherche de Vera Barbas ; Arte, mercredi 12 février à 23 h 20 et 0 h 15.

TF 1

20.45
BEETHOVEN 2
Film de Rod Daniel, avec Charles Grodin, Bonnie Hunt
(1993, 100 min.) 363633
Malgré une ovation d'échec, cette suite des aventures du gros toutou est bien inférieure au premier film. Et donc inutile.

22.25
LE MONDE DE LÉA
Magazine présenté par Paul Amar
(100 min.) 7365072
0.05 et 0.45, 2.15, 3.15, 4.15, 4.55 TF 1 nuit.
0.20 Reportages.
Sarajevo, dans le silence des canons, de F. Laffont et J.-F. Cize (rediff., 25 min.) 32299
Sur les pas de Dorotea Slavica dans les rues de Sarajevo.
0.55 Mozart - Schumann, Concert (rediff., 10 min.) 2.25 Musique des inventions, [56] (rediff.), 3.25 et 4.25, 5.10 Histoires naturelles (rediff.), 5.05 Musique (5 min.)

France 2

20.50
LE LÉOPARD
Film de Jean-Claude Sussfeld, avec Claude Brasseur
(1983, 90 min.) 453527
Divertissement garanti.
22.25 Les films qui sortent le lendemain dans les salles de cinéma.

22.35
CANICULE
Film d'Yves Boisset, avec Lee Marvin, Milou-Milou
(1983, 100 min.) 7224817
0.15 Journal.
Bourse, Météo.
0.30 Le Cercle de minuit.
Cinéma. Invités : Bernard-Henri Lévy, Jean-Marie Straub, Ombelle Huillet (80 min.) 2947218
1.30 Histoires courtes, 2.30 et 4.30 2^e continue. Les vidéos du Yole, 3.30 24 heures d'Info, 3.30 Météo, 3.35 Les 2 semaines, 4.30 Pyramide (diff.), 4.35 La Compère, 5.00 Chup et Charly (35 min.)

France 3

20.50
SOUS LE PLUS GRAND CHÂTEAU DE SUÈDE
De Lars Scott
(75 min.) 284498
22.05 M. Beani, Série.
Le retour de M. Beani.
22.40 Journal, Météo.

23.10
VU DE PRÈS
Documentaire de Joël Colmettes.
La maison des sans-abri (35 min.) 6986169
0.05 Cinéma étoiles.
Woody Allen (*Tout le monde dit I Love you*) ; Michael Douglas (*L'Ombre et la Prou*) ; Paul Vecchiali (30 min.) 47367
1.05 Capitaine Furtivo. Série. De quoi avoir le cafard, 1.50 Musique griffu. Occasion en mi-béat majeur op. 25 de Felix Mendelssohn, par Régis Pasquier, Michèle Fried, Constantin Bogdanov, Florin Szegedy, violons ; Hristo Boyerle, Dan Iancu, alto ; Franck Helmenstein, Dorel Fodoraru, violoncelles (40 min.)

Arte

20.45
LA VIE EN FACE : LA LOI DU COLLÈGE
Documentaire de Mariana Otero [58] (55 min.) 7458988
Trois ans de travail pour un remarquable feuilleton documentaire où la réalisatrice, Mariana Otero, soutient des parents et des élèves, montre, en même temps que des personnages, les carences de l'éducation nationale. Dernière partie.

21.40
COMÉDIA
21.40 Archipel.
Pièce en un acte de Robert Pinget, mise en scène et réalisation de Gérard Mordillat, avec Roland Bertin, Jean-Luc Bideau, Michel Robin (50 min.) 3809275
22.30 Le Temps et la Chambre.
D'après la pièce de Boito Straus, mise en scène et réalisation de Patrice Chéreau, avec Anouk Grinberg, Bernard Verley (95 min.) 8247623
0.05 Travolta et Moi.
Julien Gelin (rediff., 70 min.) 7437744
1.15 Vézéc.
Film de Xavier Castano, avec Kirk Douglas (1990, rediff., 90 min.) 4524588

M 6

20.50
LES SEPT CITÉS D'ATLANTIS
Film de Kevin Connor, avec Doug McClure, Peter Gilmore
(1978, 115 min) 176886
Aventures fantastiques selon l'esprit d'Edgar Allan Poe.

22.45
LA DÉTRESSE INVISIBLE
Téléfilm de Paul Schneider, avec Tracy Gold, William Devane (100 min.) 7600688
Une jeune fille, dont la vie est mise en péril par une grave crise d'adolescence, refuse d'être placée dans un service spécialisé et décide de quitter l'hôpital où elle venait d'être admise, victime d'un malaise.
0.25 Zone interdite. (rediff.) 2.25 Culture pub. (rediff.) 2.30 Best of Rila Mitozka, 4.35 Hor. terre. (rediff.), 5.00 Jazz 6, (60 min.)

Canal +

20.35
LE HUSSARD SUR LE TOIT
Film de Jean-Paul Rappeneau, avec Olivier Martinez, Pascal Glendon
(1995, 125 min) 2485368
Adaptation du roman de Glorieux.
22.40 Flash d'information.
22.45 Quoi de neuf en court ? Magazine.

23.55
RANCOON
Film de John Boorman, avec Patricia Arquette, Frances McDormand (1094, v.o., 94 min.) 2520089
Une Américaine traumatisée par l'assassinat de son mari et de son jeune fils participe à un voyage organisé en Birmanie. A Rangoon, elle assiste à une manifestation menée par une femme non violente. On lui vole son passeport. En attendant de nouveaux papiers, elle découvre la réalité du pays.
1.30 Ma femme me quitte
Film de Oskier Kaminka (1995, 90 min.) 2840880

Radio

France-Culture
20.30 Archipel médecine. Accueil d'un enfant handicapé.
21.32 Réfugiés iraniens : construire l'écaille.
22.40 Nuits magiques.
Vous y êtes-vous ? Vous y êtes-vous ? Vous y êtes-vous ?
0.05 Du jour au lendemain, Jean-Claude Mouri (dédié à l'été), 0.45 Musique : les chœurs du muséum, Michel Dorlan, 1.00 Les Nuits de France Culture (rediff.).

France-Musique
20.00 Concert.
En direct du Ciro à Genève. Œuvres de Monod.
22.30 Musique pluriel.
Œuvres de Fauré, Puccini.
23.07 Atout choc.
Anniversaire d'Ockeghem.
0.00 Des notes sur la culture.
Œuvres de Soler, Brahms, Hovhann, 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique.
Carnaval de Venise, capriccio en si bémol majeur pour clarinette et orchestre de Gluck ; Carnaval de Vienne op. 26 de Schumann ; Carnaval à Rome, ouverture, de Strauss fils ; Carnaval, ouverture op. 92 de Dvorak ; Carnaval russe de Witold ; œuvres de Stravinsky, Smetana, Liszt, Carulli, Milhaud.
22.30 Les Soirées de Radio-Classique.
(Suite). Œuvres de Schubert.
0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

RECEVEZ LE MONDE

chez vous pendant 3 mois

3 MOIS 536 F

BULLETIN - RÉPONSE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 536 F ☐ 6 MOIS - 1 038 F ☐ 1 AN - 1 890 F

eu lieu de 548 F* eu lieu de 1 092 F* eu lieu de 2 184 F*

* prix de vente au numéro

Je joins mon règlement soit : ☐ F 701 MO 004

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature : _____

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

TARIFS HORS FRANCE		USA - CANADA	
Abonnement	Prix	Abonnement	Prix
1 an	2 960 F	1 an	2 960 F
6 mois	1 520 F	6 mois	1 520 F
3 mois	770 F	3 mois	770 F

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.

Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 9 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :
LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc
93046 Châtigny Cedex

TV 5

20.00 Envoyé spécial.
Invité : Michelle Darc
(France 2 du 10/2/97).
20.30 La Maison de Kate : un lieu d'espoir
(France 2 du 10/2/97).
21.30 Perfecto.
21.55 Météo.
des cinq continents.
22.00 Journal France 2.
Invité : Jean-François Revel
(France 2 du 10/2/97).
23.50 Viva.

Planète

20.35 Missions aériennes au Vietnam. [66].
21.30 L'Epreuve des faits.
Les caméscopes de Saint-Amour.
22.25 Une tragédie américaine : la guerre de Sécession. [56].
23.15 Les Oubliés de la Grande Guerre.

Animaux

20.30 et 2.30 Ballenas.
21.00 Monde sauvage.
Première partie de géométrie.
21.30 La Vie des zoos.
22.00 Les Requins du Serengeti.
23.00 Faune ibérique.
L'écologie zoologique.
23.30 Le Terre-neuve.

Paris Première

20.00 et 0.35
20 h Paris Première.
21.00 Nova.
21.55 et 1.45 Le J.T.S.
22.25 La Banquière.
Film de Francis Girod
(1980, 130 min.) 7362232
2.10 La Péniche. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène de Pierre Jourdan
(130 min.) 78751270

France Supervision

20.30 Passion.
Film de Jean-Luc Godard
(1982, 85 min.) 62840850
21.55 Grand Large.
Thierry Dubois.
22.50 La Fabuleuse histoire du pur.
23.40 Les Mondes espagnols.

Ciné Cinéfil

20.30 Umberto D.
Film de Vittorio De Sica
(1952, N. 85 min.) 21689833
21.55 Le Crime.
de M. Lange
Film de Jean Renoir (1935, N. 85 min.) 68283904
23.20 Stella.
Film de Benito Perojo
(1943, N. v.o., 90 min.) 3850533

Ciné Cinémas

20.30 Oublie-moi.
Film de Noémie Lvovsky
(1993, 95 min.) 5817140
22.05 L'Affaire.
Pélucan
Film d'Alan J. Pakula
(1993, v.o., 135 min.) 27572546
0.20 Quoi de neuf, Bob ?
Film de Frank Oz
(1991, 100 min.) 45755580

Série Club

20.45 Les Champions.
Qui est le traître ?
21.35 et 1.30 La Corroserie de Chary.
23.00 20 ans pas comme les autres. Adieu les roses.
23.45 Chapeau melon et Bottes de cuir.
Bon baisers de Vénus.

Canal Jimmy

21.00 Friends. Celui qui affronte les voyous.
21.25 Le Fugitif.
Capturé et homme !
22.15 Chemin de la route.
22.30 The Doors in Europe
(60 min.) 65581969
23.20 Star Trek : The Next Generation. Haven (v.o.).
0.10 V.S. Docteur Folamour.
0.35 Mister Gipsy.
L'esprit célébré.
1.20 La Puissance et la Gloire.
Les voitures rouges.

Festival

20.30 Maîtres et Valets.
Feuilleton [5/13].
22.15 Sentiments.
Téléfilm de Giovanni Soldati, avec François Marthouret.
La vie en suris (95 min.) 58291633

Téva

20.45 Passion interdite.
Téléfilm de Wladimir Hassen, avec Melissa Gilbert (90 min.) 50094850
22.15 Murphy Brown.
Le cœur à Rio.
22.45 Système Téva.
Environnement : déchets et produits recyclés (55 min.)

Voyage

19.55 et 23.30
Chronique de Jacques Lanzmann.
Paris.
20.00 Suivez le guide.
Oiseaux, souvenirs verts : Dubaï, les sous le vent.
22.05 En parcourant le monde.
La Nouvelle-Zélande.
22.35 L'Heure de partir.
L'or blanc.

Muzzik

20.00 et 1.50 L'Invité : Placido Domingo.
21.00 French Night avec G. Prétre et L. Fleisher.
Concert (100 min.) 2718459
22.40 Les Planètes de Holst.
23.40 Bill Evans Trio.
0.45 Le Tri Deum de Berlioz.
Concert (110 min.)

Eurosport

12.50 Ski alpin. En direct. Championnats du monde. Super G dames à Sestrières (Italie) (70 min.) 8798072
18.00 Ski alpin. Championnats du monde. Programme spécial.
19.00 Motors.
20.00 Kick Boxing.
Le résumés de Prague.
21.00 Boxe. En direct. Championnat de Grande-Bretagne poids légers. Combat au York Hall : Colin Danna - Lewis Reynolds (120 min.) 232427
23.00 Football.
Qualifications pour la Coupe du monde 98. Tour préliminaire de saut d'obstacles à Sydney (Australie) (60 min.).

LCI

Journaux toutes les deux heures, avec, en soirée : 19.30 et 23.15 Tait Durand, 19.30 et 23.30 Le Grand Journal, 19.30 et 23.30, 1.12 Bourne, 20.15 et 20.45 Le 18-21, 21.10 Le Journal du monde, 21.17 et 23.30 Le Journal de l'économie, 21.20 Cinéma, 21.42 Talk culture, 22.10 Talk média, 22.50 L'heure de l'économie, 23.40 Sports (30 min.).

Chaînes d'information

CNN

Informations en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today, 20.30 et 22.00, 1.00, 2.00 World News, 21.00 Larry King Live, 22.30 Nightline, 23.30 World Sport, 0.00 World View (60 min.).

Euronews

Journaux toutes les deux heures, avec, en soirée : 19.30 et 23.15 Tait Durand, 19.30 et 23.30 Le Grand Journal, 19.30 et 23.30, 1.12 Bourne, 20.15 et 20.45 Le 18-21, 21.10 Le Journal du monde, 21.17 et 23.30 Le Journal de l'économie, 21.20 Cinéma, 21.42 Talk culture, 22.10 Talk média, 22.50 L'heure de l'économie, 23.40 Sports (30 min.).

Signification des symboles :
▶ Signifié dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ Chef-d'œuvre ou classique.
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

En 1996, pour la deuxième année consécutive, le nombre de naissances a augmenté en France

L'espérance de vie est de 74 ans pour les hommes et de 82 ans pour les femmes

POUR la deuxième année consécutive, le nombre de naissances en France (58,5 millions d'habitants au 1^{er} janvier 1997) a augmenté en 1996, constate l'Insee dans le *Bilan démographique 1996* publié mardi 11 février. Au cours de l'année, on a enregistré 734 000 naissances, soit 6 000 de plus qu'en 1995. Même si environ 2 000 de ces naissances tiennent au fait que l'année 1996 était une année bissextile, l'augmentation observée en 1995 se confirme. Certes, cette hausse reste modeste, mais elle est remarquable car elle se produit après plusieurs années de baisse.

La natalité avait diminué à partir d'octobre 1991 pour atteindre un niveau très bas en septembre 1994. Le redressement observé depuis le dernier trimestre 1994 s'est donc poursuivi et intensifié. L'indicateur conjoncturel de fécondité, qui avait atteint son minimum historique en période de paix avec 1,65 enfant par femme en 1993 et 1994, est désormais proche de 1,72. Dans l'ensemble des pays de l'Union européenne, la tendance générale est à la baisse. Le nombre moyen d'enfants par femme y était, en 1995, de 1,43. Hormis la France, seules la Grèce et l'Irlande ont connu une remontée de leur fécondité.

Cette progression du nombre de naissances va-t-elle se poursuivre

ou bien s'agit-il d'un simple rattrapage après le « retard » pris au début des années 90 ? Les spécialistes de l'Institut national de la statistique et des études économiques se gardent bien de cocher, même s'ils sont tentés d'établir un lien entre natalité et climat économique. « Face à la récession économique et à l'accroissement du chômage », écrit notamment Roselyne Kerjose, l'auteur de l'étude, un nombre croissant de femmes retardent l'arrivée de leurs enfants. L'âge à la maternité a été en moyenne de vingt-neuf ans. Il était de vingt-huit ans en 1988 et de vingt-sept ans en 1981. « On se rapproche d'un modèle dans lequel les

femmes ont un premier enfant avant trente ans, conduit M^{me} Kerjose, et un second après trente ans. » Cette augmentation des naissances explique presque à elle seule la croissance de la population. 238 000 habitants supplémentaires cette année. L'excédent migratoire a encore diminué pour être limité à 40 000 personnes, soit la moitié du solde du début des années 90.

La baisse de la mortalité se poursuit mais se ralentit. 536 000 personnes sont décédées en 1996, soit 4 000 de plus qu'en 1995. Mais la hausse des décès en 1996 est inférieure à celle qui résulterait des seuls effets du vieillissement de la population. Si les conditions de mortalité de 1995 s'étaient maintenues, 6 000 décès supplémentaires auraient été enregistrés.

En ce qui concerne la mortalité infantile, domaine dans lequel la France peut se vanter d'obtenir d'excellents résultats, seule la Suède peut, dans l'Union européenne, afficher un taux de mortalité infantile comparable de moins de 50 décès pour 10 000 naissances. Néanmoins, en 1996, 3 650 enfants sont décédés avant leur premier anniversaire, soit 150 de plus qu'en 1995.

Les Français vivent de plus en plus longtemps. L'espérance de vie ne cesse d'augmenter de près d'un trimestre chaque année. En 1996, l'espérance de vie à la naissance est estimée à soixante-quatorze ans pour les hommes et quatre-vingt-deux ans pour les femmes. Bien que celle des hommes augmente actuellement plus vite que celle des femmes, huit années les séparent encore. L'espérance de vie des hommes est aujourd'hui comparable à celle des femmes au début des années 60. Par rapport à ces partenaires européens, la France coïncide le record de longévité pour les femmes et le plus grand écart entre les sexes.

Michèle Aulagnon

Le mariage à la hausse

Le nombre de mariages a augmenté de 10 % par rapport à 1995. En 1996, 279 000 unions ont été célébrées. On reste loin du nombre de mariages recensés en 1972 (416 000), mais il s'agit de la plus forte hausse depuis le début des années 70. Pour l'Insee, cette nette progression est liée à la suppression, dans la loi de finances 1996, de certaines dispositions fiscales qui avantageaient les parents non mariés. Les concubins avec enfants ne peuvent plus désormais bénéficier d'une demi-part supplémentaire lors du calcul de l'impôt sur le revenu. « Il n'est donc pas impossible qu'il s'agisse d'une pointe passagère », conclut l'Institut national de la statistique et des études économiques. La Suède avait connu une évolution similaire en 1989. A l'époque, un changement de législation avait provoqué une hausse exceptionnelle de 146 % du nombre de mariages.

Huit ans plus tard, la Suède est désormais le pays où le nombre de mariages pour 1 000 habitants est le plus faible.

Mégameubles condamnée pour ses « méga-méthodes » de vente

RENNES

Le tribunal d'instance de Rennes a condamné, lundi 10 février, la société Mégameubles Bretagne Diffusion (vente de meubles) de Melesse, près de Rennes, à restituer à quatre-vingt-seize clients le montant des acomptes versés pour l'achat de meubles dans des conditions peu ordinaires. Le jugement précise que le « phoning » suivi d'un courrier personnalisé et d'une forte pression de vendeurs pour provoquer « un achat d'impulsion » est assimilable à un démarchage à domicile.

« Bonne nouvelle, vous avez gagné un quérin que vous pouvez retirer dans notre magasin », L'appel téléphonique était suivi d'un courrier personnalisé confirmant le rendez-vous et souhaitant la présence du couple pour la remise du cadeau. Lorsque le gagnant venait chercher son quérin d'une valeur de 20 francs, un ou plusieurs vendeurs lui appre-

naient qu'il était aussi l'heureux bénéficiaire d'un chèque de réduction de l'ordre de 25 000 francs à valoir sur l'achat immédiat d'un meuble au prix affiché de 45 000 francs. Condition impérative de la bonne affaire : il fallait signer tout de suite le bon de commande et verser un acompte. Une fois rentrés chez eux, plusieurs clients ont considéré qu'ils avaient signé un peu vite et n'avaient pas besoin du salon ou des meubles commandés. Mais leur demande d'annulation du contrat et de restitution de l'acompte fut rejetée dans la plupart des cas par Mégameubles.

Pour le tribunal d'instance de Rennes, de l'appel téléphonique à la signature du contrat dans le magasin, ces « étapes s'inscrivent dans la même opération globale de vente par démarchage à domicile ». En application du code de la consommation, Mégameubles devait présenter un contrat avec un formulaire de renonciation et ne pouvait percevoir

d'acompte avant l'expiration du délai de réflexion de sept jours fixé par la loi 509vener. Faute du respect de ces obligations, les contrats de vente sont nuls, et Mégameubles devra restituer les acomptes reçus, avec intérêts au taux légal, à compter de la date de leur versement. Le tribunal a par contre rejeté les demandes de dommages-intérêts et indemnités, en remboursement des frais de procédure. Les acomptes vont de 2 000 à 10 000 francs.

Six cents plaintes déposées par des clients mécontents des cinq points de vente de Mégameubles en Bretagne font encore l'objet d'une instruction au cabinet du juge rennais Pascal Lemolne, spécialisé dans les affaires financières. Lundi soir, la société Mégameubles Bretagne Diffusion de Melesse ne figurait plus sur l'annuaire téléphonique du Minitel.

Christian Tual

Sotheby's va créer un comité chargé de faire respecter son « strict code de conduite »

LONDRES

Accusée d'avoir exporté frauduleusement des œuvres d'art d'Italie et d'Inde vers le marché de Londres (Le Monde du 8 février), Sotheby's, la prestigieuse maison de vente aux enchères, a décidé de « faire le ménage ». Elle a annoncé, lundi 10 février, son intention de « créer un comité composé de ses directeurs indépendants pour examiner ces pratiques et imposer le respect de

son strict code de conduite ». Un nouveau directeur chargé du contrôle va également être nommé. La présidente du biding américain qui contrôle Sotheby's, Diana Brooks, a déclaré à son personnel : « Vous êtes par conséquent au courant de ce que nous attendons de vous (...) Intégrité et bon jugement. »

M^{me} Brooks s'en est par ailleurs pris à Peter Watson dont le livre, *Sotheby's: The Inside Story* - repris à la télévision et dans le

Times - avait fait scandale la semaine dernière. Si elle a qualifié cet ouvrage de diffamatoire, elle n'a toutefois pas l'intention de le poursuivre. Cela signifie-t-il qu'elle reconnaît les faits ? « Absolument pas », répond-elle. Cela dit, « nous ne cherchons pas à nous venger mais à restaurer la confiance de nos clients. Nous ne pouvons nous permettre de perdre deux ou trois années devant les tribunaux ».

En attendant, Sotheby's a pris acte de la démission de Roland Kollwijn, l'expert de son bureau de Milan, l'homme par qui le scandale était arrivé. Il avait en effet été filmé en train de conseiller à une « cliente » comment passer en fraude un tableau d'un peintre italien, Giuseppe Nogari. George Corrado, l'autre personne sanction-

née, reste suspecté. Rien n'est dit, en revanche, de Brendan Lynch, accusé d'avoir commandité de la contrebande d'art indien.

Avec l'aide d'avocats américains et britanniques et un renforcement de ses procédures de contrôle, le plus ancien et le plus important marchand d'art - dont le chiffre d'affaires en Europe a été de 90 millions de livres (environ 900 millions de francs) en 1995 - compte ainsi effacer le doute qui pèse depuis quelques jours sur ses pratiques.

Patrice de Beer

Comment calculer vos impôts

DANS le prochain numéro du Monde (mercredi 12 février daté jeudi 13) paraît un cahier spécial fiscalité de 16 pages petit format, contenant toutes les indications sur les revenus à déclarer, les charges déductibles et la façon de calculer simplement le montant de son imposition.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le mardi 11 février, à 10 h 15 (Paris)

PERMETTRE DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES
Tokyo Nikkei 18181.20 +1.76 -6.89	Cours au Var. en % Var. en %
Hong Kong Index 1543.50 -0.12 -1.42	1000 0102 fin 96
Tokyo Nikkei sur 3 mois	Paris CAC 40 2293.37 -0.08 +12.06
	Londres FT 100 -0.01 +5.91
	Zurich 121.24 -0.01 +12.24
	Milan MIB 30 3171.42 -1.06 +3.75
	Bruxelles 121.42 -0.01 +12.42
	Suisse SMI 121.42 -0.01 +12.42
	Madrid Iboex 35 475.41 -0.01 +6.83
	Amsterdam CBS 121.42 -0.01 +6.86

Tirage du Monde daté mardi 11 février 1997 : 486 481 exemplaires

ACHATS - VENTES

LINGOTS - PIÈCES OR - \$ U.S
MONNAIES DE COLLECTION
transactions sur l'or coté
Napoleon - Souverain
Cours journalier
Règlement immédiat
COMPTOIRS SAVOYARDS
18, rue de Rome
75008 PARIS. M^o St Lazare
01.45.22.93.02

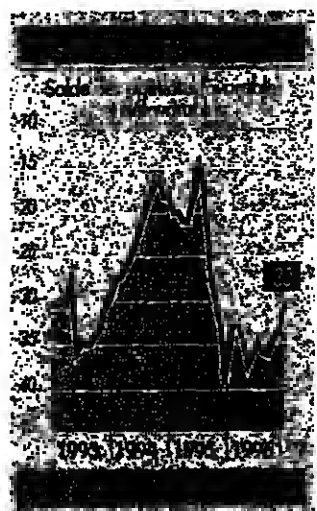
OITSE
L'anglais à Oxford
Bristol - Cambridge - Dublin
Cours pour tous les niveaux
1. Les principes, un cours - note obligatoire
2. Les principes, un cours - note obligatoire
3. Préparation aux examens
4. Préparation en français accélérée
5. Préparation à des concours culturels
Boulevard 13, 97 92 14 12
Libre 01 20 40 25 38
Lyon 04 78 24 04 74
Paris 01 44 19 65 66
Rennes 02 99 79 78 44
21 rue Théophraste Renaudot
75015 Paris

Les ménages français sont de moins en moins moroses

LA MOROSITÉ cède du terrain.

Selon l'enquête auprès des ménages que l'Insee a réalisée en janvier et qu'il a publiée mardi 11 février, l'« indicateur résumé » de confiance est négatif de seulement 30 points, contre 33 le mois précédent. Cet indicateur présente le solde des opinions favorables et défavorables que les Français expriment sur leur niveau de vie passé et futur, leur situation financière passée et future et leur opportunité d'acheter.

Au lendemain de l'élection présidentielle, cet indicateur avait accusé une chute spectaculaire, tombant de -15 points à la mi-1995 à près de -40 points en décembre de la même année. En mai 1996, il était encore négatif de 37 points. Depuis, une petite amélioration est enregistrée chaque mois, même si un nombre croissant de ménages sont préoccupés par l'évolution probable du chômage.



Grève des transports urbains : M. Pons rencontre M. Blondel

LA GRÈVE des transports de commun se poursuivait, mardi 11 février, à Lille, Marseille, Sète, Toulon, Nice, Cannes et Clermont-Ferrand. A Toulouse, où le conflit entre dans sa troisième semaine, la Semvat, société d'économie mixte chargée d'exploiter les autobus et le métro, a mis en place un service de substitution sur deux lignes, composé de 18 autobus privés. A Dijon, seuls 20 % des bus sont restés au dépôt, le tribunal de grande instance ayant imposé la levée des piquets de grève, sous peine d'astreinte de 800 francs par jour. Pour tenter de trouver une issue à ce conflit, Bernard Pons, ministre de l'équipement et des transports, devait recevoir Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, et Roger Poletti, secrétaire général de la fédération FO des transports, mardi 11 février à 9 heures.

DÉPÊCHE

■ ESPACE : la navette américaine Discovery a décollé, mardi 11 février à 9 h 56 (heure française), depuis le centre spatial Kennedy en Floride, pour une mission de dix jours au cours de laquelle l'équipage procédera au changement de divers équipements du télescope spatial Hubble. L'observatoire astronomique sera doté d'un nouveau détecteur à infrarouge et d'un spectrographe qui devraient améliorer sensiblement ses performances.

ANOUS
de PRÉ

Washington 2500F⁺

Chicago 2500F⁺

UNITED AIRLINES
Contactez votre agence de voyages ou United Airlines au 01 41 40 30 30

1500 m² dédiés aux ordinateurs
MACINTOSH • APPLE Plus de 6000 PRODUITS RÉFÉRENCES

Performa 5260/100	5796Frt	6990Frt
Mémoire 12 mo+Disque dur 800 mo+CD-Rom+de nombreux logiciels		
Performa 6320/120	6290Frt	7504Frt
Mémoire 12 mo+Disque dur 1,2 Go+CD-Rom+de nombreux logiciels		
Performa 5400/160	9900Frt	11930Frt
Mémoire 16 mo+Disque dur 1,2 Go+CD-Rom+Modem 28.8+de nombreux logiciels		
Performa 5400/180 Graphite	11930Frt	14380Frt
Mémoire 16 mo+Disque dur 1,2 Go+TV+CD-Rom+Modem 28.8+de nombreux logiciels		
Performa 6400/180	8900Frt	10730Frt
Mémoire 16 mo+Disque dur 1,2 Go+CD-Rom+Modem 28.8+de nombreux logiciels		
Performa 6400/200	10400Frt	12540Frt
Mémoire 16 mo+Disque dur 2,4 Go+CD-Rom+Modem 28.8+de nombreux logiciels		
PowerMacintosh 7600/132	11090Frt	13075Frt
Mémoire 16 mo+Disque dur 1,2 Go+CD-Rom+Microsoft Pack Office		
PowerMacintosh 8200/120	8680Frt	10460Frt
Mémoire 16 mo+Disque dur 1,2 Go+CD-Rom+Microsoft Pack Office		
PowerMacintosh 8500/180	15900Frt	19175Frt
Mémoire 32 mo+Disque dur 2 Go+CD-Rom+de nombreux logiciels		

COMPUTER BENCH 13, r. Ambroise Croizat, 91800 Villejuif
TEL: 01 49 58 11 00 • FAX: 01 46 78 19 11

Ces d'an qui s

Le Monde Economie
Le Monde Emploi

MANAGEMENT
Des entreprises
font preuve
d'imagination
pour accompagner
le changement



EMPLOI
Mariage insolite
dans l'intérêt
d'insertion

Le Monde EMPLOI



ANNONCES CLASSÉES
de la page VI
à la page XII

DANS
« LE MONDE
EMPLOI »
DU 19 FÉVRIER
La longue
marche
vers la flexibilité

MERCREDI 12 FÉVRIER 1997

INITIATIVES



Doreurs au mercure,
ivoiriers ou bombours
de verre, ils incarnent
la longue lignée
des « maîtres d'art »
au savoir-faire
incomparable

Ces métiers d'antan qui survivent

Une technique de passe-temps tour de
main élevée au rang d'art. Si des métiers
disparaissent sous la poussée des
nouvelles technologies et de la moder-
nité, il en existe qui, heureuse-
ment, survivent. Mieux, il en est que
les conditions économiques
d'aujourd'hui devraient condamner
et qui, au prix parfois d'acrobaties
ou de sacrifices, parviennent à se
maintenir pour notre plus grand
plaisir.

Anciens, surnommés quelquefois,
avec des origines qui remontent
souvent au XVI^e, au Moyen Age et
même à l'Antiquité, ils appar-
tiennent à notre patrimoine, entre-
tiennent des savoir-faire qui, sinon,
seraient oubliés, et représentent
une richesse, une culture, à trans-
mettre. A chaque fois, ou presque,
ils sont portés - habillés - par des
hommes et des femmes dont la vie
se confond avec la maîtrise d'une

technique de passe-temps tour de
main élevée au rang d'art. La
plupart du temps, aussi, ils s'in-
scrivent dans la continuité de l'his-
toire, les générations successives
d'une même famille assurant l'hon-
neur d'une réputation, quand ce ne
sont pas des ouvriers qui re-
prennent le flambeau.
Au Japon, le souci de préserver
ces artisans exceptionnels, déten-
teurs des valeurs du pays, a abouti à
en élever plusieurs à la dignité de
« trésor national vivant ». Honorés
comme tels, ils bénéficient aussi
d'une pension à vie. En France, où
l'on s'est inspiré de cet exemple,
sans la rente mais avec une aide de
100 000 francs pendant trois ans, un
Conseil des métiers d'art a été créé
en 1994 pour les sauver et aider à
leur transmission. Dans quarante
spécialités, 37 « maîtres d'art » ont
déjà été sélectionnés sur les 50 pré-

vis et un inventaire des métiers, par
région, devrait être établi. Partici-
pationnisme riche de ce point de
vue, la France semble donc décidée
à préserver ce capital humain et de
compétences, lié à l'histoire et dont
le renom s'étend à l'étranger.
Mais ce n'est pas pour autant que
les conditions d'exercice en sont
glorieuses, sauf exception. « Dino-
saures », comme ils se qualifient
eux-mêmes parfois, les derniers re-
présentants de ces métiers
éprouvent fréquemment des diffi-
cultés à poursuivre leur activité.
Quand on fait partie de la dynastie
en voie de disparition des fabricants
d'aiguilles d'horloge - à ne pas
confondre avec les réparateurs -,
on s'inscrit de la mode de l'affi-
chage lumineux qui réduit le mar-
ché. Si l'on appartient à l'ultime
cercle des ivoiriers, la loi de 1989 sur
le commerce des ivoires peut

compromettre l'avenir, même si on
n'utilise guère que deux défenses
par an, rachetées dans le stock fran-
çais. Situation économique oblige,
riches amateurs, collectionneurs ou
antiquaires ne se bousculent plus
pour restaurer ou pour soulever
des créations.
La plupart de ces métiers sont
très dépendants de la commande
publique par les musées ou par la
direction du patrimoine, par
exemple, et par les collectivités ter-
ritoriales. Plus que jamais « protec-
teur des arts », l'Etat a pris
conscience de la valeur de son hé-
ritage, en châteaux et palais, comme
en objets rares, mais il a aussi
compris la responsabilité qui était la
sienne pour l'entretenir et l'amélio-
rer. Désormais, il se soucie d'autant
plus de la présence de précieux
hommes de l'art qu'il sait ne pas
pouvoir remplir sa mission sans eux.

et que, surtout, il découvre que
beaucoup sont en fin de carrière,
prêts à s'arrêter. D'où la volonté de
soutenir un secteur qui pèse jusqu'à
9 000 emplois dans la restauration
du patrimoine architectural, ne se-

c'est prendre le risque d'endomma-
ger une filière patiemment consti-
tuée. De même, il est à regretter
que les engagements de travaux,
par une commune ou un départe-
ment, soient trop soumis à la per-
spective d'échéances électorales.
Pour un maître-verrier qui a investi
dans la durée, et qui peut être ac-
compagné des années durant par une
œuvre, il est difficile de vivre dans
l'attente d'ordres de chantier qui
surviennent en rafale à quelques
mois d'un vote.

La question ne se pose pas dans
ces termes pour certaines profes-
sions qui renouellent de l'engoue-
ment pour certaines activités de loisir
comme l'équitation ou la
navigation de plaisance. Les mar-
chaux-ferrants en voie de dispari-
tion sont maintenant 1 500, parai-
t-il, et les selliers ont de l'ouvrage, y
compris à l'exportation. L'attrait
pour les coques en bois et pour l'ac-
castillage idoine provoque parallèle-
ment le retour d'anciennes tech-
niques qui avaient failli être
submergées par la fibre de carbone
et l'aluminium.

Menacés, survivants ou en état de
grâce, tous ces fiers serviteurs des
métiers d'antan sont des passionnés
qui vivent jusqu'au bout leur talent.
Ils exaltent la beauté du geste, voire
son intelligence. Quoique bougons
et secrets, quelquefois, ils sont in-
telligibles dès qu'ils évoquent leurs
sensations et les prouesses tech-
niques qu'ils accomplissent. Héritiers
d'une longue tradition, ils alim-
entent à raconter la longue filiation
de leur profession et savent qu'ils
resteront à jamais des témoins. Ce
qui nous émeut tous.

Alain Lebaube

Seulement trois familles de
bombeurs de verre
subsistent en France
par Clarisse Fabre

Artisans du temps
qui passe
par Philippe Baverel

Les gestes antiques
du doreur au mercure
par Francine Alzicovici

Un ivoirier sculpte
au maximum
deux défenses par an
par Laetitia Van Eckhout

Les commandes publiques
jouent un rôle décisif
dans la survie
des métiers d'autrefois
par Olivier Piot

L'équitation ravive
d'anciennes vocations
par Marie-Claude
Betbeder

rait-ce que pour continuer l'œuvre
et, par l'arrivée de jeunes, renouve-
ler et dynamiser un secteur devenu
essentiel.

Mais si l'orientation est claire, elle
est soumise à nombre d'aléas, dont
l'inconnue budgétaire n'est pas la
moindre. Réduire les moyens du
ministère de la culture, entre autres,

**Le Monde
Economie** le lundi *

**Le Monde
Emploi** le mardi **

et la rubrique

**Le Monde des
Initiatives Locales** le vendredi ***

Trois rendez-vous à ne pas manquer
pour vos opportunités de carrière

* daté mardi
** daté mercredi
*** daté samedi

*Consultants
en organisation
et en management
de projets*

RETROUVEZ-NOUS
EN PAGE VII



CONJUGUONS NOS TALENTS.

صكرا من الالاحل

II / LE MONDE / MERCREDI 12 FEVRIER 1997

Seulement trois familles de bombes de verre subsistent en France

Pour faire vivre le métier, l'une d'elles ouvre au public son atelier dans le Marais, à Paris. Où l'on peut assister à la fabrication d'une élégante vitrine ou de lanternes anciennes

Le grand-père, Claude, Serge, Patrick aujour- d'hui, et peut-être Hugues demain. Depuis trois générations, le fond de cour du 17, rue du Pont-aux-Choux, au cœur du Marais, abrite les établissements Desserme, annoncés en lettres d'or depuis la rue. A l'entrée du magasin, une affiche jaunée détaille le règlement maison, du temps où Serge tenait les rênes, Patrick Desserme, son fils, nommé au conseil des métiers d'art par le ministère de la culture, entretenait incontestablement ses racines. De son appartement qui jouxte l'atelier, il a pu voir grandir les deux arbres qui ont été plantés pour fêter les neuf et dix ans de son père : un véritable conte de fées, si ce n'est qu'il y a eu seulement trois familles à pratiquer notre métier, regrette-t-il, un bonnet vissé sur la tête d'où s'échappent quelques mèches gris blanches, le regard libre, cerclé de lunettes métalliques.

Agé de cinquante ans à peine, il est depuis longtemps un maître incontesté dans l'art du verre bombé : la restauration des lanternes du pont Alexandre-III - qu'assuraient déjà son père et son grand-père -, celles de la Concorde et du Grand Trianon à Versailles, mais aussi des réalisations contemporaines pour le compte des grands du design, de l'architecture et de la mode. Des particuliers « pas forcément riches, mais attachés aux souvenirs de famille », font également réparer des vitrines d'époque. Et de grands anneaux lui passent des commandes pointues, comme la restauration de globes de pendules Empire, « que nous sommes l'un des seuls à faire en Europe ».

Parfois, il ne voit pas le résultat de son travail, comme lorsqu'il a participé à l'aménagement de la salle d'état-major de l'Élysée, située au sous-sol du bâtiment, lors du premier septennat de François Mitterrand. Secret défense. Mais il lui arrive de refuser de travailler avec des gens dont la tête ne lui revient pas, et on le croit volonteers lorsqu'il dit qu'il a son « caractère ».

La morosité économique rejai-

ses propres modèles (ou gabarits) de lanternes anciennes ou, quand il s'agit de créations contemporaines, ses clients les lui procurent.

La première étape consiste à tailler la plaque de verre en fonction du format souhaité. Le verre ainsi découpé est posé sur un moule dont il va épouser les formes en chauffant dans le vieux four à bois qui date du XVIII^e siècle ou dans l'un des cinq

très progressivement sur son moule. Ensuite il faut l'ajuster, et c'est la partie la plus délicate. Sa femme, son fils y participent, mais, « quand il s'agit d'un travail de tradition qui demande une certaine expérience, c'est moi qui m'en charge », explique l'artisan, qui travaille depuis l'âge de quinze ans et demi et qui a été formé par son père. « Ce n'était pas quelque chose que l'on discutait beaucoup. Je l'ai découvert observé qu'il ne m'a prodigué de conseils », lui-même reconnaît ne pas avoir la fibre pédagogique, ce qui pose la question de la transmission du savoir. « Une personne douée est celle qui a le « geste intelligent », lequel ne s'apprend pas forcément à l'école ».

Paulo, trente ans, l'un des employés dont le père a œuvré pendant vingt-neuf ans pour les Desserme, a appris sur le tas et se dit qu'un jour peut-être son métier n'existera plus. Il est responsable, presque exclusivement, de la cuisson dans le vieux four à bois : « Quand j'ai démarré, il y a neuf ans, on m'a dit : ta place est là ! » ; ce poste exige une attention très soutenue : il faut aérer le feu en permanence, écarter les braises à l'aide du ringard, une perche en fer forgé munie d'un crochet qui permet aussi de travailler le verre à chaud. « Je me sens utile, je n'ai pas l'impression d'être un maillon de la chaîne », Patrick Desserme, qui s'était décliné, vient dire au revoir, transformé. Le pantalon de flanelle a remplacé le vieux jean usé et les lunettes sont cette fois-ci en écaille. Il s'échappe au ministère, et pour ce faire a revêtu sa tenue de commercial.

Clarisse Fabre

Diamant sur mesure

Vieil instrument, le ringard n'a pas pris une ride. An départ, les bombes de verre utilisaient cette barre métallique crochétée pour attiser le feu où le verre, en chauffant, épouse la forme du moule. Puis, par la suite, ils s'en sont servi pour travailler le verre à chaud. La fourche, utilisée pour l'enfourner, demeure également toujours indispensable.

Mais la pince à gruger, qui permet de rattraper les défauts du verre bombé, n'est plus guère utilisée à l'heure actuelle, si ce n'est pour réparer les matériaux d'époque et donner un aspect patiné. La meule diamantée l'a remplacée.

Plus rare encore, le diamant de découpe est devenu quasiment un objet de collection. Cet outil, qui « se fait » à la main de chaque artisan, n'est par conséquent pas utilisable par un autre. Chaque pièce est en quelque sorte unique. Aujourd'hui, le verre plat se découpe avec une molette à sabot large et le verre bombé avec une molette à contourner.

lit forcément sur son activité artisanale, qu'il qualifie lui-même de « luxe ». Aussi, pour faire vivre le métier, lui, sa femme, leur fils et leurs deux employés ont choisi d'ouvrir l'atelier de 600 mètres carrés au public. « Nous ne sommes pas un musée, ou contraire, nous voulons montrer que notre métier est vivant. » Il consacre donc une partie de son temps à expliquer comment une quelconque plaque de verre va se transformer en élégante vitrine. Il

fours à gaz qui émettent perpétuellement un bruit de soufflerie. Dans la pièce flotte une odeur persistante d'alcool à brûler qui sert à nettoyer le verre avant de l'enfourner.

Il régit un joyeux bazar entre les étagères surchargées de moules, les plaques de verre éclatées çà et là et les commandes exécutées qui attendent d'être livrées. Pour autant, personne ne court, le travail demande du temps. Une fois bombé, le verre doit refroidir

Les gestes antiques du doreur au mercure

Avec son pinceau métallique, il applique deux fines couches d'amalgame d'or à 24 carats et de mercure sur le tablier de commodité en bronze pour le « blanchir ». Puis il le dépose sur les braises d'un feu de charbon de bois, le brosse pour égaliser sa surface. Et attend, oppressé par la chaleur du four, l'évaporation du mercure. Ce spectacle, auquel il a assisté des centaines de fois, reste pour lui « magique » à chaque fois.

Bruno Bourgeois, doreur au mercure de la maison Mahieu, est « très honnête » de perpétuer cette technique que son atelier est l'un des derniers à pratiquer en France. Un savoir-faire qui vient de « la nuit des temps », indique Edith Maurette, PDG de l'entreprise. Au moins de l'Antiquité. Bien plus tard, sous Louis XIV, est apparu le « vernis or » ; puis, vers le milieu du XIX^e siècle, la dorure par électrolyse. Peut-être à petit, celle-ci a remplacé la dorure au mercure, 40 % plus coûteuse, pour un résultat visuel « presque identique », assure Edith Maurette. Pourtant, l'ancienne méthode perdure « pour des pièces vraiment exceptionnelles. Car on sait qu'elles traversent les siècles ». L'utilisation du mercure renforce en effet l'adhérence de l'or sur les métaux à base cuivrée.

Les clients de la maison Mahieu ? Des musées, des antiquaires et des particuliers du monde entier. Dans certains pays, cette tech-

nique est interdite, en raison de la toxicité des vapeurs de mercure, qui peuvent provoquer des troubles neurologiques graves. La maison Mahieu a dû se conformer aux normes : installation d'un « laveur d'air », traitement de l'eau. Et Bruno doit porter un masque. Pour rien au monde la petite-mièce de Georges Mahieu, qui, dans les années 20, a racheté une société de dorure pour lui donner son nom, d'abandonnerait la partie. Une partie difficile. L'atelier de dorure au mercure est utilisé deux ou trois jours par mois. L'activité baisse, en raison de la crise. L'entreprise compte quinze salariés contre vingt-cinq en 1991. Les salariés, explique-t-elle, « ont tous une connaissance impressionnante de leur métier et un sens artistique époustouflant. Pour pouvoir sortir de belles pièces, il faut vraiment aimer son travail ». Certains ont vingt-cinq ou trente ans d'ancienneté.

CONSCÉRATION

Bruno Bourgeois, trente-deux ans, a été embauché il y a douze ans. Il a commencé par des petits travaux, avant d'apprendre la dorure par électrolyse, puis au mercure, il y a neuf ans, auprès de l'ancien PDG qui a dû se retirer en 1996, atteint par les vapeurs toxiques de mercure. « Les risques sont minimes, affirme néanmoins Bruno, puisque nous prenons toutes les précautions. » Et puis la dorure au mercure, « c'est la

consécration ». C'est elle qui donne à l'entreprise sa réputation.

Comme autrefois, Bruno fabrique l'amalgame. Dans le creuset, il dépose l'or et le mercure et remue le mélange sur les braises jusqu'à l'apparition de fumeroles indiquant que la fusion se produit. L'amalgame plongé dans l'eau devient une boule malléable. Ensuite, peaufiné sur la « pierre à mercure », âgée d'au moins deux cents ans, Bruno « projette » l'amalgame au pinceau sur la pièce. « Il faut avoir le coup d'œil, dit-il, pour bien le faire pénétrer dans les moindres recoins. Sinon, il y a des défauts une fois le mercure évaporé. » Et il faut tout recommencer. Parfois des alliages prennent mal la dorure ou, au contraire, l'absorbent. Cette incertitude rend d'autant plus grande « la satisfaction » d'un travail réussi.

Mais son effort, le client ne le voit pas. Ce dernier juge surtout la qualité de la finition faite par d'autres : le travail de « brun » qui donne à l'or son brillant avant d'être « patiné ». La dorure, « c'est un travail obscur », observe Bruno. Mais essentiel, qui conditionne la réussite de toute la chaîne. « Penser que, dans l'Antiquité, des gens faisaient les mêmes gestes que moi n'est pas quelque chose d'intrigant. Ça prouve que l'homme ne peut pas être remplacé partout. »

Francine Atzicovici

Un ivoirier sculpte au maximum deux défenses par an

Tout en parlant, Francis Migeon touche des objets qu'il a travaillés. Depuis un demi-siècle, cet homme sculpte l'ivoire. Un savoir-faire hérité de son père et de son grand-père. Diplômé de l'école Boulle, il a renoncé à l'ebénisterie pour reprendre l'atelier familial, en dépit d'une image parfois difficile à gérer. Francis Migeon préfère percer l'abcès tout de suite : il n'est pas un traquant, mais un artisan. Et pense que le miratisme sur le commerce international de l'ivoire, instauré en 1989, était nécessaire, même s'il se facilitait par l'approvisionnement. « Le marché, explique-t-il, était envahi de produits venant d'Extrême-Orient, fabriqués à partir de défenses d'éléphants brochantes en Afrique orientale. Cela portait préjudice à notre orfè-

s'approvisionner et puiser parmi les centaines de défenses qui dorment dans les greniers des particuliers, vieux restes du passé colonial français. Les artisans-ivoiriers n'ont besoin que de faibles quantités pour travailler. « Chacun n'utilise qu'une à deux défenses par an, soit au maximum cinquante à soixante kilos d'ivoire », assure Francis Migeon, qui en consomme, pour ses propres travaux, une trentaine de kilos.

La poignée d'héritiers de cette tradition, vieille de plusieurs siècles, n'est pas une menace pour la survie des éléphants. Sur les deux cents ivoiriers que comptait la profession, au lendemain de la guerre, il n'en restait plus que soixante en 1974. Aujourd'hui, ils ne sont plus que quatorze dont sept sculpteurs.

Quelques tourneurs ou minia-

compagnons dans son atelier. Mais, le marché se rétrécissant et le métier se perdant, il n'a pu les remplacer.

CAMPAGNES DE BOYCOTTAGE

Il explique souffrir davantage des campagnes de boycottage à l'égard de l'ivoire que du miratisme commercial. Les magasins qui exposent de l'ivoire dans leur vitrine se font de plus en plus rares. Francis Migeon vit pour l'essentiel de commandes que lui passent des particuliers, des antiquaires, ainsi que quelques responsables de musées ou de monuments historiques. L'an passé, il a été chargé de refaire toute la chaise d'orgue de la chapelle du château de Versailles. La restauration représente la moitié de son chiffre d'affaires. Mais il continue à fabriquer des sta-

une part importante de son temps à la création.

S'il le faut, Francis Migeon reculera l'âge de sa retraite. Il saurait, avant de se retirer, s'assurer que le métier continuera à vivre et pour cela transmettra son savoir. A son fils, qui le seconde déjà dans les travaux de restauration et qu'il veut aussi former à la création. Il désire également accueillir un ou deux jeunes sculpteurs sur bois de l'école Boulle pour leur apprendre le travail sur ivoire. Le titre de maître d'art qu'il lui a été remis en 1996 l'encourage dans cette volonté. « Si l'on veut sauver le métier, il nous faut susciter de nouvelles vocations », assure-t-il, sachant que tous ses confrères avancent, comme lui, en âge.

N'est-ce cependant pas illusoire de former des jeunes, alors que le

Artisans du temps qui passe

Nicole et Gilbert Avé sont les derniers fabricants français d'aiguilles d'horlogerie

C'est une petite boutique qui ne paie pas de mine, fondée en 1855 par un nommé Paul Boulois au cœur du Marais, entre le Cirque d'hiver et la place des Vosges. Dans une calligraphie de bouteille signalée : « Fabrique d'aiguilles de pendules et de baromètres ». Il suffit de pousser la porte pour pénétrer dans l'univers de Gilbert Avé, soixante et un ans, et de sa femme, Nicole, derniers fabricants artisans d'aiguilles d'horlogerie de France. Avec ses petits trois en chêne qui tapissent le mur du fond et ses tableaux spécialement réalisés pour l'exposition universelle de 1900, où sont exposées aiguilles de tous styles et médailles du siècle dernier, la boutique a des airs de musée.

Blouse bleue élimée, stylo accroché à la poche, petite moustache bien taillée, l'artisan, en son atelier attaché à la boutique, restaure et fabrique à façon pour des horloges et pendulettes anciennes des aiguilles de tous styles, en cuivre ou en acier parfois en os de bœuf, notamment pour les coucous. « Mais je ne répare pas les mécanismes ; ça, c'est le travail des horlogers », précise-t-il.

Aussi minutieux soit-il, l'artisan n'empêche pas la division des tâches : diplômée des Arts déco, Nicole, qui était architecte d'intérieur dans sa jeunesse, dessine les aiguilles en s'inspirant des modèles de toutes les époques dont regorge son catalogue. « Les premières aiguilles datent de 1200 », affirme-t-elle.

Si Nicole et Gilbert ne manquent pas de cœur à l'ouvrage, la clientèle, sous l'effet conjugué du quartz et de l'affichage numérique, a fondue comme neige au soleil. La société de consommation est ainsi passée par là : « Aujourd'hui, quand le réveil ne marche plus, on ne le fait plus réparer ; on le jette », constate Gilbert Avé, un soupçon d'amertume dans la voix.

Et puis, malheureusement, les aiguilles ne cassent pas toutes seules, rattachées à une femme, qui se réjouit toutefois, à chaque changement d'heure, de voir les journalistes de télévision « tourner la grande aiguille à l'envers », geste sacrilège souvent fatal aux vieilles horloges. Grâce au ciel, les démanagements sont généralement propices aux pertes d'aiguilles, sans compter certaines femmes de ménage indélicates qui n'ont pas leurs pareilles, paraît-il, pour changer les aiguilles d'un coup de plumeau.

Par bonheur subsistent quelques clients inconditionnels : antiquaires, restaurateurs de pendules, collectionneurs qui écumant les salles des ventes de Drouot, toujours à la recherche d'une aiguille égarée. Sans oublier les marchands de pièces détachées, même si leur nombre s'est également singulièrement réduit. « Il y a vingt-cinq ans, nous fournis-

sions une vingtaine de maisons qui comandaient cinq cents à mille pièces par an, alors qu'aujourd'hui nous ne travaillons plus que pour deux marchands », déplore Gilbert Avé.

« Sacrifiées » sur l'autel de l'affichage numérique, qui a imposé depuis une quinzaine d'années « les chiffres lumineux », les aiguilles disparaissent petit à petit : « Naguère, nous fabriquions des aiguilles en aluminium, pour les bascules qu'on trouvait dans les gares ou dans les postes pour peser les colis. Et même pour celles des Halles, avec lesquelles on évaluait le poids des bœufs », rappelle Nicole Avé. Avant d'évoquer le souvenir des aiguilles des boussoles ou de celles des manomètres utilisés pour mesurer la pression de la vapeur dans les locomotives.

Héritier d'une longue tradition familiale - son père a travaillé avec le dernier descendant des Boulois, mort dans son atelier à l'âge de quatre-vingt-cinq ans -, Gilbert Avé n'a pourtant pas toujours vécu de l'horlogerie : « Quand j'étais jeune, la mécanique ne m'attirait pas. Jusqu'en 1968, j'étais photographe, et puis j'ai créé une imprimerie dans une grande entreprise. » C'est en 1989, un lendemain de la disparition de sa mère, qu'il se décidera à reprendre l'entreprise familiale avec sa femme.

Huit ans plus tard, dans le petit atelier-boutique de la rue Commines, Nicole et Gilbert Avé continuent, même si l'activité a considérablement diminué, à fabriquer des aiguilles à la demande. Plus par amour du métier : « C'est un travail agréable qui nous permet de rencontrer des gens », ajoute Gilbert - que par appât du gain : cette activité d'un autre temps ne leur rapporte à tous les deux que 6 000 francs par mois. Quant à l'avenir, il n'est pas d'attente : « Aucun de nos enfants ne semble intéressé à l'idée de nous succéder », constate Gilbert Avé, avant de conclure, un brin fataliste : « Nous sommes les derniers d'aujourd'hui. A en croire Nicole, la Mairie de Paris use de formules infiniment plus prévenantes envers ces petits artisans dont la spécialité est appelée à disparaître : « Serez-vous que l'odyssée du maître de Paris nous a dit que nous étions des trésors vivants ? »

BRINS DE MUGUET

Si la fabrication artisanale d'aiguilles ne semble pas devoir survivre aux Avé, quelques chefs d'œuvre témoignent longtemps encore de la minute de leur travail, qu'il s'agisse des aiguilles sculptées pour le Trianon à Versailles, de la collection de la section horlogerie du Conservatoire des arts et métiers, dont ils ont restauré plusieurs pièces. Ou encore des pendules commandées par la maison Dior, dont les aiguilles en laiton symbolisent des brins de muguet, en hommage au grand couturier qui glissait, par superstition paraît-il, de blanches clochettes dans les poches de ses mannequins.

Sans oublier leur ouvrage sans doute le plus futuriste, à savoir les aiguilles et les douze étoiles (symbolisant l'Union européenne) de la grande horloge du Futuroscope de Poitiers.

Familier du quartier depuis 1960 environ, Gilbert Avé, du seuil de sa boutique, a vu évoluer les activités des commerces. « Quand je suis arrivé, il y avait encore des magasins d'alimentation. Mais depuis que les marchands de fringues ont débarrasé, il y a une quinzaine d'années, il est plus facile de trouver une ceinture en cuir qu'un litre de lait. Il n'y a dix ans encore, ils auraient tué père et mère pour racheter l'atelier... » se souvient le dernier fabricant d'aiguilles, qui a tenu bon.

Depuis, les vents ont tourné, la crise de l'immobilier est passée par là. Les rideaux de fer baissés en permanence en attestent : dans la rue, nombre de locaux commerciaux restent vacants. Signe des temps ? Voici quelques semaines, c'est Maccadam Journal qui a ouvert une antenne, juste en face de la boutique de Gilbert Avé.



Les commandes publiques dans la zone des métiers



sans du temps
passe



EMMANUEL PIERRAT

Les commandes publiques jouent un rôle décisif dans la survie des métiers d'autrefois

Etat et collectivités locales soutiennent la restauration du patrimoine architectural et mobilier. Plusieurs dizaines de milliers d'emplois en dépendent

Trésor national vivant : prestigieux, le titre honore au Japon ces maîtres et artistes de renom dont les empires aiment à s'entourer depuis plusieurs siècles. Dotés d'une pension à vie, ces gardiens de savoir-faire ancestraux ont tout le loisir d'exercer leur métier. Ils assurent ainsi la survie de vieilles traditions techniques et artistiques et en transmettent les secrets. Ce statut original a séduit le ministère de la culture en France. En 1994, un conseil des métiers d'art est créé rue de Valois. Son objectif : sauver des métiers et des savoir-faire menacés de disparition.

« Maîtres d'art » : c'est la version hexagonale choisie par ce conseil pour désigner les cinquante meilleurs élus - trente-sept ont déjà été nommés à ce jour - sélectionnés au sein des quarante métiers d'art retenus par le ministère (lutherie, céramique, mode, verrerie, fonderie, etc.). Le rôle de ces « trésors vivants » ? « Contrairement à ce qui se pratique au Japon, il s'agit de privilégier à la fois la tradition et la création », souligne Pascal Leclercq, secrétaire général du conseil des métiers d'art. Le titre de maître d'art est décerné à des artisans d'art dont la mission est de transmettre leur savoir-faire aux jeunes générations.

Sans aller jusqu'aux largesses nipponnes de la pension à vie, la dotation de ces maîtres est significative : une subvention de 100 000 francs par an, sur une période maximale de trois ans. Objectif : financer la formation de jeunes en atelier. « La conservation des savoir-faire passe par leur transmission », commente Pascal Leclercq. Il faut donc des relais pour aider les jeunes qui débutent dans ces métiers. En 1997, le conseil des métiers d'art se fixe une autre mission : établir l'inventaire complet des métiers d'art, région par région, afin de « définir des politiques nationales de soutien à telle ou telle filière ».

Pour récente qu'elle soit, cette démarche engagée par le ministère de la culture s'inscrit dans la lignée d'une vieille tradition Colbertiste. L'Etat français a longtemps rattaché - y compris, parfois, sous

forme de monopoles - à ses différents corps quantités d'arts et de métiers, protégés par le statut et la commande publique. A de rares exceptions près, ces métiers sont aujourd'hui exercés par des compagnons, des salariés ou des artisans indépendants. Le statut de fonctionnaire a très largement disparu, mais la commande publique, elle, demeure. Elle est même la pièce maîtresse de la survie de la plupart de ces métiers.

Il suffit pour s'en convaincre de faire le tour des différentes délégations et directions du ministère de la culture. Chacune à sa façon, directement ou indirectement, favorise par ses commandes le maintien d'activités traditionnelles. Sans les chantiers de restauration

Les vitraux de l'Etat

La terminologie contemporaine le désigne comme « vitrailliste ». Au XIX^e siècle, son métier était l'apprentissage des « maîtres verriers ». Elle se considère, elle, comme artiste, spécialisée dans la création et la restauration de vitraux. En 1973, Mireille Juteau reprend un atelier de maître verrier fondé à Chartres en 1860. « En création ou en restauration, la commande publique représente aujourd'hui 97 % de notre activité », précise-t-elle.

Il est vrai que la France possède 50 % du patrimoine mondial de vitraux, l'essentiel étant propriété de l'Etat. C'est grâce aux chantiers de celui-ci que l'atelier de Mireille Juteau peut accueillir quatre jeunes en formation. « Il existe plusieurs écoles qui enseignent l'art des vitraux, poursuit-elle, mais la véritable transmission des techniques, dont certaines remontent au XI^e siècle, ne peut se faire qu'en atelier, auprès d'artistes qui ont eux-mêmes des années d'expérience ».

des châteaux de Versailles, de Fontainebleau ou de Compiègne, par exemple, de nombreux ateliers de passementerie, de broderie ou de soierie n'auraient sans doute pas survécu.

Dans la région lyonnaise notamment, les très anciennes techniques de tissage à bras pour la soierie ne vivent que par les commandes de restauration de la direction des musées. La reliure d'art connaît une situation similaire, stimulée par le travail régulier de restauration sur les collections nationales gérées par la direction du livre. De la même façon, lorsque la délégation aux arts plastiques décide, comme pour cette année à l'occasion du bicentenaire de la lithographie, de

commander plus de quarante œuvres à des artistes contemporains, il s'agit bien d'un soutien indirect aux ateliers traditionnels de gravure et d'estampe.

Si la création contemporaine peut, à l'occasion, faire appel à des savoir-faire traditionnels, c'est surtout dans le domaine de la restauration que la commande publique joue un rôle majeur. Par l'ampleur des chantiers engagés, la direction du patrimoine et le mobilier national ont ici une mission décisive. Les collections nationales de meubles, tapis, tapisseries et objets nécessitent de faire appel à une myriade de savoir-faire. Art du bronze, ébénisterie, menuiserie, etc. : le Mobilier national a ses propres ateliers pour certains de ces métiers, soit

Mais c'est sans doute du côté du patrimoine que la tendance est la plus nette. Sur les 40 000 monuments aujourd'hui protégés par le label Monuments historiques, parmi les classés 7 % appartiennent à l'Etat (dont les cathédrales) et 63 % aux collectivités locales. C'est dire l'importance du financement public dans l'entretien et la restauration de ce patrimoine bâti, y compris sous forme de subventions lorsqu'il s'agit de travaux engagés par des particuliers.

La Caisse nationale des monuments historiques et des sites a d'ailleurs bien conscience de sa mission d'intérêt général, elle qui orchestre depuis 1995 des opérations dans les régions sur le thème « Le monument et ses artisans ». Expositions, ateliers, démonstrations, conférences... « le but de ces manifestations est d'alerter sur le risque de disparition de certains métiers et de susciter des vocations », précise Lise Grenier, responsable de la mission des événements à la Caisse.

De son côté, le Groupement des entreprises de restauration des monuments historiques - qui regroupe 150 entreprises privées - évalue à 9 000 le nombre d'emplois qui dépendent aujourd'hui de ces commandes. « Le principe de la restauration exige en France de pratiquer les mêmes procédés que ceux qui ont présidé à la fabrication ou à l'édification des monuments », précise Patrice Huet, secrétaire général du Groupement. Autrement dit, nos maîtres conservent de façon vivante ces traditions. Mieux, c'est au sein des petites et moyennes entreprises de restauration que se transmettent les savoir-faire et que sont formés les jeunes apprentis.

Ferronnerie, charpente, vitrail, taille de pierre, couverture, maçonnerie, fresque, etc. : peu d'écoles forment aujourd'hui à ces métiers. En permettant la survie de ces entreprises, la commande publique favorise l'existence et la pérennité de nombreuses activités traditionnelles. A l'inverse, des coupes trop brusques dans les budgets peuvent les condamner, sans appel.

Olivier Plot

L'équitation ravive d'anciennes vocations

Des jeunes deviennent selliers ou maréchaux-ferrants nouvelle manière

Laurent Saint-Aubin, trente ans, est maréchal-ferrant, près de Senlis, dans l'Oise. Il doit cette orientation peu banale à son père Jean-Claude, fils d'un éleveur de chevaux. Celui-ci s'était lancé dans la « maréchalerie » au cours des années 60, avec l'idée de bousculer la pratique d'un très vieux métier qui avait réussi à survivre dans le monde des courses et des chasses à courre, mais n'avait pas su se renouveler.

En fait, c'est presque une profession nouvelle que les pionniers de sa génération ont inventée : alors que les maréchaux-ferrants du passé appartenaient au monde rural, leurs successeurs sont implantés à la périphérie des grandes villes, là où depuis une trentaine d'années ont proliféré les clubs hippiques. Une clientèle de citadins amoureux d'équitation a remplacé les agriculteurs. Et la forge est devenue vagabonde : installée dans une camionnette, alimentée par une bouteille de gaz, elle sillonne les routes, faisant la tournée des clients. Les Saint-Aubin tournent ainsi dans un rayon de quelque 50 kilomètres autour de Senlis, et font plus de 50 000 kilomètres par an.

Sous l'effet conjugué de la mode de l'équitation et du chômage, les vocations de maréchaux-ferrants se sont multipliées.

« En dix ans, les centres de formation d'apprentis (CFA) ont vu doubler leurs effectifs. Un signe ! », souligne Marcel Pasquier, de Maisons-Laffitte dans les Yvelines, qui fut longtemps représentant de son département au sein de la fédération nationale professionnelle.

Aujourd'hui, les maréchaux-ferrants sont environ quinze cents ; la plupart travaillent seuls, mais ils commencent à constituer de petites sociétés, pour avoir une meilleure protection sociale. La profession a probablement atteint un plafond : « On compte environ cent soixante-quinze mille chevaux ferrés en France. Un maréchal-ferrant peut en entretenir deux cents. Faites le compte ! » D'autant que le marché du cheval de selle est en léger recul, parce qu'il coûte cher à entretenir.

Un autre métier a bénéficié de la vogue de l'équitation : celui des selliers. Il faut distinguer deux catégories bien différentes. Les plus nombreux se bornent à revendre des éléments de harnachement qu'ils importent de Grande-Bretagne, ou encore d'Asie et d'Europe de l'Est où le niveau des salaires permet de fabriquer ces articles réclamant beaucoup de main-d'œuvre, à un prix accessible aux amateurs.

La seconde catégorie est celle des producteurs. Malgré le handicap des salaires hexagonaux, une poignée d'indépendants a entrepris de ressusciter la fabrication en France de selles et brides cousues main, les seules assez solides pour les professionnels, en pariant sur la plus haute qualité et sur la technicité. Avec succès : en dix ans, la production annuelle de selles haut

de gamme est passée de mille à plus de six mille.

Frédéric Butet est l'un de ces intrépides. Installé à Saumur (Maine-et-Loire) depuis une bonne dizaine d'années, il emploie actuellement dix-huit personnes. Conscient des limites du marché national, il concentre de plus en plus ses efforts sur les marchés étrangers. A l'heure actuelle, 70 % de sa production sont exportés aux quatre coins du monde, dont une bonne moitié aux Etats-Unis.

C'est aussi la passion du cheval qui anime Bruno Armand, patron d'une petite société qui compte trois salariés à Chaville, dans les Hauts-de-Seine. Elle l'a amené à se lancer dans une spécialité encore plus exigeante en travail manuel de haut niveau, et donc plus coûteuse : la fabrication de tout ce qui, dans le harnachement du cheval, n'est pas la selle. Sa spécialité : ce qui est introuvable ailleurs.

Ils sont quelques dizaines de son espèce, à travers la France. Pas plus. Comme eux, leurs salariés « tiennent » le plus souvent par la passion. Non pas que les salaires ne soient pas corrects : le métier n'admet que d'excellents professionnels, et un patron fait ce qu'il faut pour garder ceux qu'il a. Mais c'est une spécialité où il n'est pas question de compter sa peine, ni son temps.

Marie-Claude Betbeder

Repères

- Les Monuments historiques sont régis par la loi de 1913. Ils sont aujourd'hui près de 40 000, dont 15 000 dits classés et 25 000 inscrits. Parmi les classés, l'Etat est propriétaire de 7 % d'entre eux, les collectivités locales en possèdent 63 %, les 30 % restants appartenant à des particuliers.
- On compte un peu plus de 1 000 entreprises spécialisées dans la restauration du patrimoine architectural. Certaines d'entre elles peuvent avoir jusqu'à 200 salariés, mais la plupart sont des petites structures. Selon le Groupement des entreprises de restauration des monuments historiques, 9 000 emplois dépendent aujourd'hui de cette activité, dont 5 000 sont occupés par des spécialistes de savoir-faire traditionnels.

Club STRATEGIES DU MANAGEMENT
 Rédigé et animé par
 Didier Vauquelin et Yves Minvielle
 27 Avril 1997 - Paris - 175 300 200
 Travail/Emploi : Enjeux et Perspectives, le point de vue de
Michel Rocard
 Réservez votre exemplaire
 01 47 34 26 36 / fax 01 45 66 50 30

Le Monde
DOSSIERS-DOCUMENTS littéraires
Un surprenant M. Descartes
 Pour redécouvrir dans sa vivacité et son originalité l'inventeur du cogito
 « Je pense, donc je suis »

Francophonies africaines et caraïbes
 De Léopold Sédar Senghor et Aimé Césaire
 Jusqu'à la jeune garde actuelle, ces francophonies cherchent leur voie dans la douleur, mais en accouchant d'un certain nombre de chefs-d'œuvre

M UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Réorienter les objectifs de l'Union

MANIFESTE POUR UNE EUROPE SOCIALE
d'Ulrich Mückenberger, Brian Bercusson, Simon Deakin,
Pertti Kivistinen, Yota Kravartou, Alain Supiot, Bruno Veneziani
Descée de Brouwer, 176 p., 120 F.

Des entreprises font preuve d'imagination pour accompagner le changement

Renault, Levi Strauss, DHL, Sollac communiquent à travers BD, nouvelles ou romans d'entreprise

En mai dernier, Renault mettait en vente, après l'avoir diffusé auprès de ses salariés, un recueil superbement illustré, édité chez Gallimard. L'Album Renault de la qualité totale, sous-titré Voyage au cœur du changement, résume en 64 pages la politique de management du constructeur automobile. En 1996 également, l'américain Levi Strauss distribue à ses troupes un large dépliant qui raconte, en dessins, la vie d'un jean, de la conception à la distribution. L'entreprise n'oublie pas de rappeler à chaque étape les changements de procédures récemment introduits. Nouvelles formes de communication ? Visiblement. Ces supports se distinguent des livres annuels traditionnels rédigés par des historiens d'entreprise. Ils sont destinés soit à accompagner le changement ou plutôt à le « dédramatiser », soit à remobiliser en interne pour mieux affronter les concurrents grignoteurs de parts de marché.

La liste de ces initiatives originales va en s'allongeant. En témoignent celles prises, tout récemment, par DHL et Sollac. Numéro un français des sociétés de transport express international, avec un taux de pénétration du marché de 35 %, DHL s'attelle aujourd'hui à une complète refonte de ses applications informatiques. Ce chantier européen intitulé « Strategic Programme » et « destiné à améliorer le service aux clients » concerne l'ensemble des salariés. Pour préparer les 1300 « DHLiens » français à cette bourrasque, la direction, conseillée par l'agence de publicité Saatchi & Saatchi, a bâti sa communication interne autour du thème de la « révolution ». Dans une belle confusion des genres d'ailleurs. En octobre, des acteurs déguisés en révolutionnaires mexicains sont venus au siège de l'entreprise à Roissy faire exploser des obus de la guerre de 14-18 (des bombes en chocolat) ou étaient cachés des petits livres rouges qui

donnent le ton des la couverture : *Strategic Programme, la révolution en marche*, et dans lesquels il est ainsi question du « grand bond en avant ». Ces analogies zappato-maïstes accompagnent le projet tout au long de son avancement dans les trois années à venir. Les salariés recevront ainsi « digi-rillos » et « diplômes de révolutionnaires », tandis que les murs du siège et des 22 agences de l'Hexagone seront régulièrement encombrés de tracts et de dazibos.

« On ne réussit pas à mobiliser les gens pour un projet informatique, par nature ennuyeux, avec des options sérieuses, argumente Etienne de Longvilliers, directeur de la conduite du changement à DHL France. Cher nous, où les salariés - âge moyen : 32 ans - réclament une communication décalée, le ludique est une courroie de transmission possible. »

Gadget ? Etienne de Longvilliers comme Isabelle Deniau, responsable communication, rejettent l'appellation. « La révolution en marche » a été défendue en comité de direction afin de décrocher les 50 000 francs de budget nécessaires à sa réalisation. Et si ce « Club-Méd du changement », pour reprendre l'expression d'Etienne de Longvilliers, a été avalé officiellement, c'est parce que, derrière le concept, il faut voir un objectif précis, en l'occurrence la satisfaction du client.

MÉTAPHORE GUERRIÈRE

Ainsi, quand les révolutionnaires mexicains débarquent en octobre dernier, l'un des acteurs interprète la concurrence : l'union-forme bardé d'autocollants Chronopost, Federal Express, UPS, il arrive sur scène en sang, à moitié mort. « La métaphore est largement guerrière, confirme Etienne de Longvilliers, mais elle correspond à la réalité du quotidien : nous sommes attaqués en permanence par nos rivaux et la lutte est sans pitié pour la conquête des parts de marché. »

C'est la même idée de résistance à la concurrence qui a incité la direction de Sollac, la branche aciers plats d'Usinor Sactilor, à publier, encartée dans le journal interne du siège social (600 personnes), une nouvelle écrite par Anne-Caroline Pautot : *La Vie sans fer, c'est l'enfer*. L'auteur a choisi la trame d'un roman policier, dont la présentation d'ailleurs est placée sur la célèbre « Série noire » de Gallimard, et décrit comment un tueur à gages est chargé d'éliminer un conseiller du président de la République qui a imposé la prohibition de l'acier. Le dénouement s'en trouve évidemment bouleversé : les nouveaux rivaux en béton obligent à rebaptiser le TGV en TPV (train à petite vitesse) puis l'ont même désarmé 12 heures pour rélier Paris à Bordeaux, et les coiffeurs manquent de précision avec des ciseaux en verre trempé. « L'image de l'acier mérite mieux que la banalisation excessive qui en est faite, explique Alain Bertrand, directeur de la communication d'Usinor Sactilor. Pire, ce matériel véhicule souvent une perception négative, car il est assimilé aux plans sociaux menés dans la sidérurgie. La nouvelle d'Anne-Caroline Pautot vise à revaloriser notre produit. »

L'opération est peu chère (25 000 francs). En interne, elle vise à « rassurer » les salariés à la fois sur la pertinence à long terme de l'activité et sur ses atouts face aux deux produits concurrents majeurs : le plastique et l'aluminium. En tout cas, la forme a priori et déjà séduit les responsables de communication des établissements de Fos (4000 salariés) et de Dunkerque (3800 salariés), qui ont demandé à diffuser à leur tour le roman policier.

Mais aussi bien chez DHL que chez Sollac, on précise que cette communication n'a d'intérêt que si elle s'inscrit dans un programme général, « qu'elle accompagne plus

qu'elle n'innove ». Les révolutionnaires de « Strategic Programme » vont aussi suivre des formations à l'informatique et à la bonne et due forme, et Sollac défend aussi l'image de l'acier en faisant des conférences auprès d'étudiants en architecture ou d'élèves de classes primaires.

INVESTISSEMENTS MINIMES

Comment mesurer l'impact réel de ce genre d'initiative ? Les salariés de Sollac et de DHL, c'est un point commun, se disent d'ores et déjà « trop sollicités ». Enfin et surtout, même si les investissements financiers pour ce type de communication restent minimes, il n'empêche que leur audace implique de ne pas prêter le flanc à d'autres critiques.

DHL France est en phase de croissance, donc de recrutement depuis sa création en 1976, et Sollac se remet, de son côté, tout juste à recruter. L'ombre de plans sociaux ne nuit donc pas aux projets. Mais le vent peut vite tourner. Le comité d'entreprise de DHL, qui a initié une action en justice contre la direction pour défaut d'entente (respect insuffisant des procédures de consultation), est confronté aujourd'hui aux problèmes classiques d'une société en voie d'expansion. L'ambiance bon enfant d'il y a vingt ans ne peut plus suffire à régler les modes de relation sociale dans une entreprise qui compte désormais 1300 salariés. Ce recadrage va d'ailleurs de pair avec les efforts à réaliser pour mieux former les encadrants aux rapports hiérarchiques. « Nous ne sommes ni meilleurs ni pires que d'autres en ce domaine, admet Etienne de Longvilliers, mais nous lançons des formations ou managées pour combler les déficits quand ils existent. » Faute de quoi, les révolutionnaires de pacotille pourraient ne plus avoir autant de succès qu'aujourd'hui.

Marie-Béatrice Baudet

em p l o i

Mariage insolite dans l'intérim d'insertion

Tout les oppose, pourtant Adecco et le groupe Id'ees font alliance

A l'heure où il commence à porter ses fruits, l'accord conclu en novembre dernier entre Adecco et le groupe Id'ees continue d'intriguer le monde de l'insertion. Et pour cause. Le premier protagoniste est le leader mondial du travail temporaire depuis la fusion entre Ecco et le suisse Adia, le 20 août 1996, et anime un pôle insertion depuis quelques années. Le second représente un acteur majeur de l'insertion par l'économie et a développé une quinzaine d'agences d'intérim d'insertion sous le label Id'ees Intérim.

L'alliance entre le « capitaliste » et l'« acteur de l'insertion » n'allait pas de soi. Quelques-uns y ont vu un pacte avec le diable, d'autres un possible marché de dupes. Selon eux, Adecco souhaite se donner une image sociale forte alors qu'Id'ees Intérim risque d'y perdre son âme. Signé en présence de Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, l'accord a une portée politique dont certains ne manquent pas de souligner les risques de récupération. Autant de facteurs qui peuvent faire douter même si, a priori, la formule prolonge bien la démarche engagée par les entreprises d'insertion dans leur ensemble : se rapprocher du monde économique.

« Nous avons comparé nos modes de fonctionnement avant de nous engager et nous nous sommes rendus compte que nous avions développé les mêmes pratiques sans le savoir », explique Jean-François Connan, responsable de l'emploi et de l'insertion chez Adecco. L'accord est d'abord un partenariat financier puisque Adecco entre dans le capital d'Id'ees Intérim à hauteur de 34 %. « Pour nous qui vivons en général sur le court terme, cette recapitalisation nous permet d'envisager des

développements », explique Jean-Claude Benaï, directeur d'Id'ees Intérim, qui ajoute : « Cet accord symbolise aussi la reconnaissance de notre identité ». En effet, Adecco mise sur l'expertise de son nouveau partenaire pour élargir le réseau : « Les futures agences porteront le nom d'Id'ees Intérim », précise Jean-François Connan. Si les neuf structures d'insertion d'Adecco qui existaient avant l'accord vont continuer sur leur lancée, les « jeunes mariés » comptent bien mettre leurs

groupes commencent à nouer des liens entre eux.

Ainsi, une nouvelle agence Id'ees Intérim a vu le jour à Grand-Quevilly (Seine-Maritime) en décembre dernier. Certes, le contexte était favorable à son implantation bien avant l'accord de novembre. Outre un soutien de l'administration du travail et des élus locaux, le président de l'union régionale des entreprises d'insertion, Alain Gousault, qui est aussi gérant d'une entreprise d'insertion, y a forte-

ment contribué. La volonté du directeur régional d'Adecco a fait le reste.

Un cas de figure semblable se dessine à Montreuil, un quartier de Saint-Etienne qualifié de zone franche, où le projet d'une agence Id'ees Intérim est à l'étude. Elle viendrait s'ajouter à une première agence du même groupe, implantée dans la ville stéphanoise depuis 1995. Au départ, le député de la Loire, Jean-Pierre Philibert (UDF), à l'origine du projet, fait appel à Adecco au moment même où se négocie l'accord avec Id'ees. Finalement, ce dernier est choisi pour pl-

loter la nouvelle antenne dans l'esprit de l'accord de novembre.

« Nous sommes actuellement dans une phase d'évaluation des coûts et nous espérons ouvrir nos portes à la rentrée prochaine », explique Denis Vignat, responsable du centre de formation Reculture et Innovation et responsable de proximité à l'agence Id'ees Intérim de Saint-Etienne.

Cette agence a déjà entamé le dialogue avec les chefs des antennes Adecco de la ville, lors d'une réunion où les responsables des deux structures ont accordé leurs violons et délimité leur domaine d'intervention. « Je pense que les règles du jeu sont claires et que les possibilités de concurrence sont très minimes, ne serait-ce que par les petits flux que nous gérons », souligne Jacky Billon-Grand, responsable de l'agence stéphanoise, qui précise : « Id'ees Intérim assure entre quinze et vingt emplois équivalents temps plein par an ». De là à ce que les deux structures s'entraident... Adecco a ses propres objectifs de rentabilité et il ne faut pas trop compter qu'ils prospectent pour nous », poursuit Jacky Billon-Grand, qui mise plutôt sur des rencontres informelles avec les entreprises de la région, organisées par Adecco. « Une telle initiative a été prise à Nice et pourrait voir le jour ici. »

Réciproquement, Id'ees Intérim peut présenter des personnes en fin de mission d'insertion à Adecco. Les deux groupes pourraient donc se stimuler mutuellement. Denis Vignat, le responsable de proximité, sensible aux risques de récupération économique et surtout politique, à quelques mois de la campagne électorale, est plus réservé : « Le mariage a eu lieu. Attendons neuf ou dix mois pour voir ce qu'il va produire. »

Clarisse Fabre

RENCONTRES

■ **RÉSEAU.** Les Rencontres thématiques de l'ENSPTT présentent les travaux des groupes permanents de réflexion de l'Observatoire du management des entreprises de réseau. Conçues pour les cadres dirigeants, elles leur offrent l'occasion de bénéficier des travaux menés sur un sujet par un ensemble d'experts. La prochaine réunion aura lieu le mardi 25 février à Paris et aura pour thème « Stratégies gagnantes pour demain. Les entreprises de réseau ont-elles le choix et les moyens de leur stratégie ? ». Contact : ENSPTT, Isabelle Tisseraud. Tél : 01-42-79-44-76.

■ **COMPÉTITION.** Le cadre national, base du développement de l'entreprise, est devenu trop étroit dans un contexte de mondialisation. Confrontée à la diversité des cultures, des relations sociales, des relations économiques, des rapports avec l'Etat dans chaque pays où elle est implantée, l'entreprise doit aussi faire face à la mondialisation des marchés de produits et de capitaux. Dans ce contexte, les dirigeants sont amenés à remettre en question leur mode de management et à élaborer de nouvelles stratégies. C'est le thème de la rencontre organisée le mardi 4 mars à Paris par Andersen Consulting, l'Anvie et Enjeux-Les Echos, et intitulée « L'entreprise française dans la compétition mondiale : vers un renouveau managérial ? ». Contact : Anvie. Tél : 01-49-54-21-16.

■ **QUALIFICATION.** « L'organisation peut-elle être apprenante ? Expériences françaises et européennes ». C'est le thème de la journée organisée le 12 mars prochain, à Paris. Cette conférence inaugure un cycle destiné à aborder les formes concrètes de mise en œuvre d'organisations apprenantes. Organisé en partenariat entre Centre Inffo, Citadelle, la chaire de formation des adultes du CNAM (Conservatoire national des arts et métiers) et l'Ifce, du groupe ESCP, ce cycle alternera conférences et ateliers. Contact : Citadelle. Tél : 01-48-05-08-75.



صكنا من الامل

LE MONDE / MERCREDI 12 FÉVRIER 1997 / V

POUR COMPRENDRE
LE FUTUR
MIEUX VAUT CONNAÎTRE
LE PRÉSENT



Un véritable atlas économique et social du monde d'aujourd'hui

Préfaces de Raymond Barre et de Michel Rocard

- 174 pays analysés par les correspondants du Monde
- Le panorama des 22 régions françaises
- Les mutations de l'économie française et mondiale
- La situation des grands secteurs industriels mondiaux
- L'évolution des marchés financiers

Une publication du **Monde**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 200 PAGES - 50 F

صكنا من الامل

Marketing - Communication

Les Hôtels et Casino Lucien Barrière à Deauville (Hôtel Normandy, Hôtel Royal, Hôtel du Golf et le Casino de Deauville) recherchent leur

Attaché de presse H/F

En liaison directe avec le Directeur Commercial et Marketing et en collaboration avec l'ensemble des Directeurs d'Etablissements, vous organisez et centralisez les informations à communiquer à l'ensemble de la presse. Vous êtes également en charge de la communication média des nombreux événements dont nous sommes soit partenaire, soit promoteur ou sponsor exclusif.

Votre objectif : susciter de larges retombées médiatiques sur l'entreprise et ses produits.

De formation supérieure, vous bénéficiez d'une expérience similaire de 5 ans minimum et possédez d'excellentes qualités de rédaction et d'organisation.

Pour ce poste basé à Deauville et à pourvoir immédiatement, vous pratiquez l'anglais couramment.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo + prétentions) à Société des Hôtels et Casino de Deauville, Direction des Ressources Humaines, Rue Edmond Blanc, 14800 Deauville.

LUCIEN BARRIERE
Resorts, Hôtels & Casinos
Deauville

ORTEMS

ORTEMS est un éditeur de logiciel de création récente, spécialisé dans l'optimisation et la synchronisation de production. La société dispose d'un savoir-faire reconnu et compte, parmi ses clients, des références de premier plan en Europe. La présence d'actionnaires financiers puissants et prestigieux (capital-risque) lui permet d'entreprendre un très ambitieux plan de développement. Dans ce cadre nous recherchons son :

VP Sales & Marketing

(Directeur Commercial et Marketing Europe)

Package attractif + Stock Options Plan

Lyon

LE POSTE

- Rattaché au PDG, vous :
- créez votre poste et dirigez les équipes commerciale et d'avant-vente (10 personnes), dédiées aux ventes directes et indirectes,
- réalisez les objectifs de croissance et de rentabilité en privilégiant les opérations de partenariat avec d'autres éditeurs ou des intégrateurs,
- développez les ventes export par la mise en place d'un réseau de partenaires distributeurs.

PROFIL RECHERCHÉ

- 35/40 ans, très bonne formation supérieure.
- Expérience réussie et prouvée de la direction d'équipes de vente dans le logiciel, et possible pour des applications telles que ERP, MRP, MES, GPAC, etc...
- Bonne compréhension de la technologie et du secteur industriel.
- Incontestable expérience internationale, acquise idéalement chez un éditeur américain.
- Dynamique et engageant, vous avez l'esprit team-up.
- Anglais absolument impératif, allemand souhaitable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et rém. actuelle en précisant sur lettre et enveloppe la réf. 60902B/LM à N.B.S., 44 rue du Collège, 75008 PARIS.
E mail : 106413.3050@compuserve.com

NBS SELECTION LTD
a RNB Resources plc company

NBS

Paris - London - Aberdeen - Birmingham
Bristol - City - Edinburgh - Glasgow - Leeds
Manchester - Slough - Madrid

SOFTBANK
ZIFF-DAVIS FRANCE

éditeur des magazines PC Direct, PC Expert
et Univers Jeux & Micro recherche :

1 ASSISTANT(E) DE GESTION DES ABONNEMENTS (Réf. DM)

Vous assurerez la bonne marche de la gestion quotidienne de l'ensemble des abonnements, ainsi que le contrôle des bases de données. Vous coordonnerez l'ensemble des prestations, et participerez aux actions marketing des abonnements.

Pour ce poste, 2 à 3 ans d'expérience dans la gestion des abonnements est nécessaire.

Connaissance d'un traitement et d'un logiciel de gestion des abonnements souhaitée. Maîtrise de Word et Excel indispensables.

1 ASSISTANT(E) MARKETING (Réf. MKT)

Vous serez chargé de l'analyse de l'évolution du marché et de la concurrence (sur tableur Excel), de la création de mailing et du support événementiel.

BAC + 4, école de commerce souhaitée, avec 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine de la presse ou secteur informatique de préférence. Maîtrise d'Excel indispensable - Bonnes notions d'Anglais.

Envoyez votre candidature sous réf. à Ziff-Davis France (DRE) 14, Place Marie-Jeanne Bassot - 92593 Levallois Perret Cedex.

synergie

communication stratégique et opérationnelle
PARIS - DIJON - LYON

Nous sommes l'une des principales agences françaises de communication corporate, institutionnelle et sociale. Notre développement parisien et lyonnais nous amène à recruter deux collaborateurs de haut niveau :

Directeurs de clientèle en communication

De l'analyse à la production, vous serez responsable du développement de projets de communication globaux.

Vous vous distinguez par votre aptitude à faire émerger des missions et à les traiter. Vous trouvez du plaisir à dénouer des situations complexes.

Innovateur et rigoureux, vous vous assurez du respect des exigences stratégiques, créatives, techniques, commerciales et économiques.

Nous apprécierons votre sens de l'autonomie, de la négociation et du travail en équipes pluridisciplinaires. Vous avez entre 30 et 40 ans, une expérience significative dans le domaine des services et du conseil. Vous souhaitez comme nous mettre la communication au service des évolutions sociales de notre temps.

Merci d'adresser votre curriculum vitae, votre photographie et votre lettre de motivation à notre siège social en région :

Didier Livio - SYNERGENCE
4 allée Alfred-Nobel - 21000 Dijon
e-mail : synergie@axnet.fr

Synergie est membre de l'AAIC. Confidentialité assurée. Il ne pourra être répondu à aucun appel téléphonique.

AGENCE CONSEIL EN
COMMUNICATION DE
RECRUTEMENT,
RECHERCHE DEVELOPPEUR
H/F - PROFESSIONNEL
DE LA PUBLICITE
DE RECRUTEMENT.

MERCI D'ADRESSER DOSSIER COMPLET

DE CANDIDATURE S/REF. MPM A AXIAL

27 RUE TAITBOUT, 75009 PARIS.

CONFIDENTIALITE GARANTIE.

AXIAL

Importante régie publicitaire
d'un groupe de presse national
recherche

UN(E) CHEF DE PUBLICITE IMMOBILIERE

Rattaché au Directeur de département, vous aurez la responsabilité d'un portefeuille d'agences spécialisées, ainsi que la gestion et le développement du portefeuille annonceurs.

Vous avez une formation BAC + 2 minimum, avec une première expérience de la vente sur le secteur immobilier ou en régie publicitaire.

Vous avez le sens de la rigueur et de l'organisation et êtes, par ailleurs, un habile négociateur.

Vous êtes, bien sûr, dynamique et avez le goût des responsabilités.

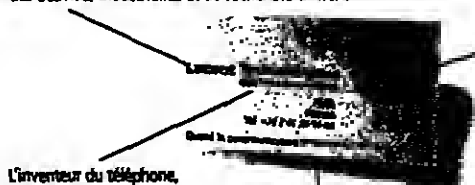
Salaire : Fixe + primes/objectifs.

Merci d'envoyer CV, photo, lettre de motivation et prétentions (sous réf n° 9069) à :

LE MONDE Publicité - 133, avenue des Champs-Élysées
75409 PARIS Cedex 08, qui transmettra.

Pour être admis dans notre
cercle, jouez la carte de
l'innovation.

Nouvelle société née du regroupement
des activités industrielles et de recherche d'AT&T.



L'inventeur du téléphone,
du télégraphe, du laser,
de la fibre optique...

VOUS.

CHEFS DE PRODUIT TÉLÉCOMS

En rejoignant Lucent Technologies vous rejoignez une nouvelle entité, héritière de la capacité d'innovation des Bell Labs. Proposant une offre globale d'équipements de télécommunications, nous sommes fiers de 125 000 collaborateurs, présents dans 50 pays et réalisant un CA de plus de 110 milliards de \$ En France, nous employons près de 1 700 personnes pour l'AT&T de France. A Saumur, au sein de notre division BCS (ex AT&T Bosphore), spécialisée en téléphonie, vous assurez le lancement des nouvelles versions des lignes de produits "petits systèmes" sur plusieurs marchés de la région "Europe, Moyen-Orient, Afrique".

Votre mission sera l'élaboration et l'adaptation de nos produits avec les attentes du marché, définition des développements futurs avec les laboratoires R&D, préparation des argumentaires des nouveaux produits, coordination de la promotion des produits avec nos canaux de vente et préparation des chaînes logistiques.

De formation Bac + 3 à Bac + 5 à dominante technique, vous possédez une expérience réussie d'au moins 2 ans comme chef de produit dans un environnement technologique, de préférence lié aux télécoms. Outre un fort esprit d'équipe et une grande aisance relationnelle, vous possédez un parfait niveau d'anglais.

Pour entrer dans notre cercle, adressez nous votre dossier de candidature sous réf. CP 1 : Lucent Technologies BCS - DRH - ZI de St Lambert - 49412 Saumur Cedex.

Lucent Technologies
Bell Labs Innovation

Chef de produit

Services mobiles aérospatiaux
par satellite

Vous définissez et assurez le suivi de la stratégie marketing pour les services mobiles aérospatiaux par satellite, assurez le pilotage, le contrôle et les négociations liées à l'activité. Proposez le plan de développement, assurez les relations avec les partenaires internes et externes concernés.

Vous participez également à l'élaboration du cahier des charges des services mobiles par satellite, ainsi qu'à leur mise en œuvre. Vous avez une expérience réussie de 3 à 5 ans dans le domaine des télécommunications ou dans un domaine proche, dans des fonctions de marketing.

La politique de l'entreprise est d'encourager :

D'une forte professionnalisme, vous maintenez l'efficacité de votre travail et la rigueur de vos compétences. Vous êtes capable de gérer des équipes pluridisciplinaires capables de relever les défis de ce poste, au sein d'une équipe dynamique et ouverte à l'innovation.

Le poste est basé à Nîmes (34) et à Paris (75).

Merci d'adresser, sous référence BCS, votre candidature, votre rémunération actuelle, votre adresse et CV à : BCS - 3 rue Théophile, 75008 PARIS.

France Telecom

Réseaux et Services Internationaux
Worldwide Networks and Services

Principal
Technology Inc.

صكنا من الالجل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 12 FÉVRIER 1997 / VII

Conseil et Audit

Le Groupe CAP GEMINI, leader européen dans le domaine du conseil et des services en informatique et télécommunications, recherche sur PARIS-RE pour sa division INDUSTRIE (500 personnes) en fort développement, plusieurs professionnels de haut niveau :

CONSULTANTS ET EXPERTS FONCTIONNELS

• Production • Logistique • Finance Comptabilité

Vous intervenez auprès de Grands Comptes Industriels nationaux et internationaux variés. Interlocuteur privilégié des clients (Direction Générale et Directions fonctionnelles), vous comprenez les enjeux de l'entreprise (métier, organisation, objectifs...), vous analysez les besoins, proposez des solutions et les mettez en œuvre. Vous intervenez aussi bien en amont (conseil, assistance, avant-vente...) que dans le cadre de grands projets d'intégration de progiciels, sur lesquels vous apportez votre expertise fonctionnelle.

A 30/45 ans environ, de formation Grande Ecole d'ingénieurs ou de gestion, vous possédez une solide expérience (5 à 15 ans) acquise en cabinet de conseil, en SSII, chez un éditeur de progiciels ou dans un poste de responsabilité fonctionnelle en entreprise. Vous disposez d'une bonne culture en organisation et systèmes d'information. La connaissance d'un progiciel intégré (SAP, Oracle Applications, BPCS...) est un atout sérieux. Vous parlez couramment l'anglais.

Vos qualités personnelles seront déterminantes : tempérament opérationnel, sens de l'efficacité et du résultat, leadership, aisance relationnelle, fort esprit de synthèse. De nombreuses possibilités d'évolution vous sont offertes au sein de notre Groupe, en France comme à l'international.

Pour obtenir des renseignements plus d'informations, appelez le 08 36 68 48 08 (2,23 j/m) en précisant la réf. 105. Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo, rémunération actuelle) à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris cedex 08, sous la réf. 99-49904/M portée sur lettre et enveloppe.

Consultants en organisation et en management de projets

PARFAITEMENT BILINGUES ANGLAIS

Département Organisation

Vous conduisez et encadrez des missions d'organisation (amélioration des performances, création/fusion de filiales, analyse de la valeur...). Vous accompagnez et mettez en œuvre des démarches qualité. Vous apportez votre expertise aux directions centrales et à leurs filiales françaises et internationales dans l'accompagnement de projets (passage à l'Euro, banque à distance, IARD...).

Diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, vous justifiez d'une expérience de plus de cinq années en organisation, management de projets et conduite du changement en milieu bancaire. (RÉF. CS/ORG)

Direction des marchés de opérations

Dans le cadre du développement de l'organisation mondiale de la gestion des opérations, nous souhaitons renforcer nos équipes pour faire face à l'accélération des processus de production des résultats et à l'évolution du système d'information de gestion des risques.

Vous avez pour mission de concevoir et de mettre en œuvre des solutions organisationnelles et informatiques, pour la gestion des opérations et la maîtrise des risques. Cet environnement en constante évolution nécessite adaptabilité, réactivité, aisance relationnelle et autonomie. Votre performance dans ce poste vous permettra d'évoluer par la suite vers le management d'équipes opérationnelles.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce vous avez, au cours de ces cinq dernières années, acquis une expérience significative de la conduite de projets, dans le domaine des marchés financiers. (RÉF. OM/CMP)

Avec 45 000 collaborateurs dans le monde, 2 000 agences en France et plus de 500 implantations dans 70 pays, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, groupe international, est active dans tous les métiers de la banque et de la finance.

Merci de nous faire part de votre motivation, en adressant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions), à Christine Salaf, pour la réf. CS/ORG et à Odile Mohan, pour la réf. OM/CMP, Société Générale, Service du Recrutement, Espace 21, 92972 Paris-La Défense Cedex.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Fonction Commerciale

Formation professionnelle et conseil

Commercial Grands Comptes

Important organisme implanté dans toute la France, notre forte volonté de développement passe par la fidélisation de nos grands comptes nationaux.

En appui de nos structures opérationnelles régionales, une petite équipe Marketing et Commerciale centrale organisée par secteurs économiques intervient en amont pour identifier les entreprises ciblées, les prospecter, analyser leurs besoins, développer, en l'entretenant, une relation commerciale durable, à partir d'une stratégie définie.

Commercial pour le secteur de l'industrie au sein de cette équipe, vous intervenez dans ce sens, initiez les contacts, détectez les potentialités, instruisez une offre adaptée en mobilisant les compétences internes pour la réalisation des projets, maintenez le contact client... en relation permanente avec les intervenants.

Cela concerne essentiellement des grands comptes et nécessite donc, à côté d'une formation initiale supérieure technique ou de gestion, une expérience significative dans des fonctions RH en entreprise ou en cabinet-conseil, une dimension commerciale réelle ou potentielle effective.

Le poste, à pourvoir à Paris, implique des déplacements évidents.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence C289K, à Olivier Chaumette, OC Conseil, Tour Corsea, 5 rue E. et A. Peugeot, 92500 Rueil-Malmaison.



AGENCE CONSEIL
COMMUNICATION
RECRUTEMENT
RECHERCHE DÉVELOPPEMENT
MÉTIER PROFESSIONNEL
DE LA PLEINE
DE RECRUTEMENT
MÉTIER TRADITIONNEL
DE CARRIÈRE
DE FORMATION
DE FORMATION

Consultant Développement Commercial/Marketing

Lille

KPMG Fiduciaire de France développe au sein de KPMG Fiduciaire de France l'activité de conseil en management auprès des PME-PMI. Nos consultants, grâce à leur niveau de technicité et à leur connaissance éprouvée de l'entreprise, interviennent dans des contextes et des secteurs d'une grande diversité. Nous vous proposons d'être acteur de notre projet de développement au sein de l'équipe Nord-Pas de Calais.

Vous avez la responsabilité de vendre et réaliser des missions de conseil commercial : stratégie et plan de développement, organisation et restructuration de la fonction commerciale (France et internationale), plan marketing/produits, études sectorielles... Vous maîtrisez parfaitement la définition et la commercialisation

de nouveaux produits ou services grâce à votre expérience opérationnelle de la direction des ventes ou du management d'un centre de profit.

Vous avez acquis une expérience professionnelle d'environ une dizaine d'années en entreprise ou en cabinet-conseil après une formation supérieure commerciale ou scientifique. A 30/35 ans vous avez su développer sens relationnel, qualité d'écoute, esprit d'équipe et forte capacité d'engagement. Une bonne maîtrise de l'anglais est souhaitée.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions (réf. CDC/FA) à KPMG Fiduciaire de France, Direction des Ressources Humaines, 2 bis rue de Villiers, 92300 Levallois-Perret.

KPMG Fiduciaire de France



Principal Consultant

Technology and Application Strategies

Nanterre

Gartner Group est un des leaders mondiaux du conseil informatique, proposant recherche, analyse et conseil sur les stratégies informatiques des utilisateurs et des fournisseurs de produits et de services informatiques.

Gartner Group a plus de 23 000 clients représentés plus de 6 700 sociétés partout dans le monde et emploie plus de 1 500 personnes dans 40 pays.

"Technology and Application Strategies" est une des branches de la très performante division conseil de Gartner Group.

Reportant au Vice-Président de la branche, ce poste comporte les responsabilités classiques d'un rôle de manager multi-projet, y compris gestion des clients et des projets, développement commercial et support à la vente. Les missions classiques comprennent l'évaluation de l'activité informatique et des technologies utilisées chez les clients et l'élaboration de conseils stratégiques pour une adaptation optimale de l'informatique aux business plans mis en place.

Merci d'adresser CV + Photo + N° de tél + Rémunération actuelle à Alain Chénne, Michael Page Informatique, 3 bd Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPAGE (Candidature sous Référence 15734).

Michael Page Informatique
Le spécialiste du recrutement Informatique

Le candidat retenu sera probablement titulaire d'un MBA ou équivalent et possèdera idéalement :

□ 10 ans d'expérience au sein d'un département informatique ou au sein d'une société de conseil spécialisée en informatique.

□ Une forte compétence sur les architectures client-serveur, y compris des compétences sur UNIX, NT et les protocoles réseaux.

□ Des connaissances approfondies à la fois sur les aspects techniques (architectures techniques, réseaux, infrastructures informatiques, organisation et financement) et les aspects fonctionnels (finance, production, etc.).

□ La capacité à présenter oralement et par écrit des scénarios informatiques et des solutions complexes à des dirigeants de haut niveau.

□ Une capacité d'analyse, une indépendance d'esprit et une curiosité intellectuelle de tous les instants.

□ Le caractère international des missions à effectuer offre la possibilité de déplacements de courte durée et exige la capacité à rédiger et présenter oralement en anglais.

صلى الله عليه وسلم

Juristes - Ressources Humaines

TORAY

Filiale française (800 MF pour 450 personnes) de ce groupe industriel international (32 000 personnes), cette société a été choisie comme référence européenne du groupe dans le cadre d'une stratégie de leader mondial. Ses activités concernent le développement, la production et la commercialisation de films Polyester destinés à des marchés en pleine croissance comme celui de l'emballage, de l'industrie et des supports magnétiques. Pour préparer le changement lié à l'appartenance à un nouveau groupe et participer à cette mutation de culture d'entreprise, l'équipe dirigeante recherche son

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

LYON

En liaison étroite avec le Directeur Général, vous dirigez la politique humaine et sociale de l'entreprise en phase avec les objectifs de développement du groupe : gestion des ressources humaines, relations sociales, administration du personnel... Simultanément, vous assurez le rôle de chef d'établissement.

A 45 ans environ, de formation supérieure, vous avez idéalement acquis une expérience similaire en milieu industriel, au sein d'un grand groupe international dans un premier temps puis avez privilégié la réactivité et l'opérationnalité de structure à taille plus humaine (filiale, PME...). Vous avez une réelle compétence en législation sociale et une pratique courante de l'anglais.

Doté d'un bon équilibre personnel, concret et réactif, vous imposez votre autorité de compétence par vos qualités d'écoute et de communication. Vous savez tenir un cap.

Les ambitions du groupe sur des marchés porteurs et la mise en place d'un nouveau projet d'entreprise sont de nature à motiver une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. PG/178/001/A à notre conseil :

NEMROD Ressources Humaines - 15, place Jules Ferry - 69006 LYON - 34, Bd Hausmann 75009 PARIS.

NEMROD
RESSOURCES HUMAINES

RÉSEAU INTERNATIONAL D'AVOCATS D'AFFAIRES RECHERCHE

AVOCAT EN DROIT DES AFFAIRES

BASE À PARIS

A 30 ans environ, de formation DESS, DJCE, vous possédez 5 ans d'expérience dans ce domaine acquise en cabinet et vous pratiquez l'anglais.

Vous interveniez auprès de P.M.E. et de filiales de grands groupes, en droit des sociétés, droit fiscal, droit commercial et des contrats.

Votre aisance relationnelle, votre capacité d'écoute et le goût du travail en équipe pluridisciplinaire vous permettront de participer activement au développement du cabinet avec la synergie d'un grand réseau.

Ce poste requiert un bon niveau d'autonomie et l'expérience de la relation clientèle.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite sous réf. AV/FO à ETC Conseil

22bis, rue Jouffroy d'Abbans - 75017 PARIS.

ETC
CONSEIL

Consultants 4/4

Cinq Sociétés de Services et de Conseils se sont groupées pour unir leurs forces et créer ainsi le premier réseau Français de Consultants EXPERTS AGREES à vocation Nationale et Internationale. Nous vous proposons de venir vous joindre à nous selon une formule originale d'Adhésion et de participation.

Nous recherchons des consultants experts, ou désirant, pour les plus jeunes qui sont les bienvenus, acquies une expertise. Nos domaines d'intervention sont les suivants :

- Prévention et anticipation des conflits par la communication, le dialogue, la gestion des compétences
- Mise en place de l'Aménagement et Réduction du Temps de Travail
- Recrutement, Bilan de compétence, Pilotage de carrière
- Formules Novatrices de Rémunérations
- Préparation Psychologique du personnel aux nouvelles formes d'organisation du travail
- Formation Comportementale Inter et Intra-Entreprise
- Ergonomie Physique et Mentale
- Prévention des accidents du travail
- Réglementation et obtention des aides Publiques ou para publiques aux Entreprises.

Notre Réseau s'étend à l'ensemble du territoire, vous pourrez ainsi exercer votre activité dans votre région tout en bénéficiant des connexions les plus modernes avec tous les membres du réseau.

Nos centres de Ressources et de Formation sont situés à Paris où se trouve également le siège de notre groupe.

Adressez votre candidature détaillée (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence HP 0100 à notre conseil :

HOMMES et PROJETS - 4, avenue Pasteur - 92400 Courbevoie. Aucun renseignement ne sera donné par téléphone.

RESPONSABLE ORGANISATION-FORMATION

Groupe
pharmaceutique
Européen
(600 MF de CA,
700 personnes),
leader de son
secteur, recherche
un directeur
efficace de ses
structures et

Notre organisation est en mutation et s'oriente vers un fonctionnement en structure transversale. Nous souhaitons vous confier la charge de l'analyse économique des structures sociales de l'entreprise. Vous établirez le diagnostic, proposerez les améliorations nécessaires sur les secteurs où la valeur ajoutée des hommes doit être adaptée ou augmentée. Pour atteindre ces objectifs, vous aurez également en charge la formation, qui vous servira de levier pour optimiser les compétences humaines et techniques de l'entreprise.

Travaillant aux côtés du DRH du Groupe, vous interveniez auprès de toutes les directions opérationnelles et leur apporterez votre concours en tant que spécialiste RH de l'organisation. Pour cela, à 30/35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience de l'organisation économique et du management des structures sociales acquise dans une entreprise ou dans un cabinet de conseil.

Si vous souhaitez participer à ce projet d'envergure, merci d'adresser votre candidature à notre conseil, Mr Jérôme LANCRENON, CLP associés, 33 avenue du Maine, BP 170, 75755 Paris cedex 15, sous réf. LM 312.

MONTPELLIER

C L P
Associés

LA SOCIÉTÉ : La Direction Juridique d'un grand laboratoire pharmaceutique, recherche un :

Juriste d'Affaires confirmé

Banlieue Ouest

LE POSTE : Rattaché au Directeur Juridique, vous intervenez plus particulièrement sur la rédaction des contrats et accords français et internationaux avec les tiers. Généraliste en droit des affaires, vous exercez une mission de conseil auprès des différents services opérationnels. Vous prenez en charge le suivi des dossiers contentieux et gérez les marques et brevets de la société.

LE CANDIDAT : A 28/30 ans environ, de formation supérieure en droit des affaires de type DEA, DESS ou DJCE, vous avez acquis impérativement 3 à 5 ans d'expérience minimum en entreprise, de préférence dans l'industrie pharmaceutique ou dans le secteur des biens de grande consommation. Une expérience en Cabinet d'avocats pourra être prise en compte. Des connaissances en droit fiscal, droit de l'informatique et droit de la distribution seront vivement appréciées. Une parfaite maîtrise de l'anglais écrit et oral est indispensable.

Rigoureux, dynamique, vos qualités relationnelles et votre ouverture d'esprit vous permettront d'évoluer avec succès au sein du Groupe en fort développement.

Merci de contacter nos conseils Frédérique STOEFLER ou Frédéric FOUCARD au 01 47 23 37 00 ou de leur envoyer un dossier complet sous réf. 3354/FS ou par fax au 01 47 23 38 00 à ROBERT HALF JURIDIQUE ET FISCAL, 39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS, ou par e-mail (Format MIME ou BunHex) : robert@half.fr.

Norman Parsons ROBERT HALF FRANCE.

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS

Chambre d'Avocats d'Affaires recherche dans le cadre de son développement un

Avocat Droit Social

Paris

Au sein de l'équipe droit social, vous interveniez pour le compte d'une clientèle française ou étrangère comme conseil sur des dossiers relatifs notamment aux relations individuelles de travail et aux modes de rupture du contrat de travail. Vous serez également appelé à traiter des aspects sociaux des restructurations d'entreprise et des licenciements économiques collectifs.

Agé d'environ 30 ans, de formation juridique supérieure en droit social (DEA, DESS), vous avez acquis une expérience de trois à cinq ans en cabinet d'avocats d'affaires.

Ouvert à la réflexion et attentif aux mutations tant législatives que réglementaires, vous faites preuve d'une réelle capacité d'imagination. Doté d'une grande autonomie et d'un fort potentiel relationnel, vous souhaitez vous investir au sein d'une structure évolutive.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo + rémunération Stéphanie Dru, Michael Page Tax & Legal, 3 boulevard Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex ou de taper votre CV sur le 36.17 MPage (Candidat 3.657/661) sous réf. SD15234

TP Michael Page Tax & Legal
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONSULTANT EN RECRUTEMENT

Cabinet conseil spécialisé, nous avons acquis une forte notoriété dans la recherche et l'évaluation des Ingénieurs et des Cadres du domaine des Hautes Technologies (Electronique, Informatique, Télécommunications...).

Pour faire face à notre croissance, nous souhaitons intégrer au sein de notre équipe un nouveau Consultant, dont la mission sera de développer et fidéliser une clientèle de notre domaine d'intervention, principalement constituée de grands comptes utilisateurs des systèmes d'information et d'opérateurs de télécommunications.

Diplômé d'une grande Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce, maîtrisant parfaitement l'anglais, vous avez acquis une expérience confirmée en recrutement ou en management de centre de profit sur ces marchés.

Si vous souhaitez aujourd'hui évoluer progressivement vers une position de partner, merci d'adresser lettre de candidature et CV complet, sous référence 393D, à :

JSA - Jacques Scarinoff et Associés - 10, avenue Matignon - 75008 Paris.

JSA

Kienbaum und Partner (numéro 1 du recrutement en Allemagne), groupe international de conseil (300 collaborateurs et 400 MF de CA), assiste depuis plus de 50 ans ses clients dans la gestion, l'organisation et le conseil en ressources humaines. Le groupe recherche pour ses activités en France un :

Consultant confirmé

Age de 30/35 ans, de formation supérieure et de préférence, diplômé en psychologie, vous possédez impérativement une expérience d'au moins 6 ans, acquise aussi bien en entreprise qu'en cabinet conseil, dans le domaine des ressources humaines ou de la formation. Vous connaissez parfaitement les particularités du marché français du conseil en ressources

humaines et êtes aussi à l'aise dans un cadre international ; vous saurez vous intégrer dans une équipe multiculturelle et dynamique. Après une formation à nos méthodes, vos capacités relationnelles et

commerciales vous permettront de mener à bien vos missions.

La maîtrise de l'anglais et de l'allemand est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre de motivation et photo), sous réf. 39685, à Regina Cincchamps, Kienbaum SA, 13 bd Malesherbes, 75008 Paris.

K

Kienbaum

Conseil international en ressources humaines

Gummersbach, Düsseldorf, Berlin, Dresde, Frankfurt, Hamburg, Hannover, Karlsruhe, Munich, Stuttgart, Paris, Prague, Vienne, Zurich, San Francisco, São Paulo, Johannesburg.

Gestion - Finance

Groupe Industriel International de tout premier plan
recherche pour l'une de ses filiales en très forte croissance un :

Contrôleur Financier

République Tchèque 300 KF
Rattaché au Directeur Général et à la tête d'une équipe d'une dizaine de personnes, vous devez adapter la comptabilité aux normes du groupe, optimiser la gestion de trésorerie et les relations bancaires, être l'interlocuteur des auditeurs (internes/externes).

Intervenant dans un contexte de création de poste, vous mettez en place le contrôle de gestion industriel, supervisez l'implantation du nouveau système d'information, établissez le reporting.

Agé d'environ 30 ans, issu d'une école de commerce et/ou d'une université de gestion, vous justifiez d'au moins 4 ans d'expérience dans le contrôle de gestion industriel.

Vous maîtrisez le français, l'anglais et/ou l'allemand. La connaissance du tchèque est également appréciée.

Merci d'adresser CV + Photo + N° de tél + tél. actuelle à Sylvain Rougeau, Michael Page Finance 3 bd Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex, ou de taper votre CV sur 3617 code MPage sous réf. SR15853



Michael Page Finance
Le spécialiste du recrutement Financier

Une importante banque régionale, dans le cadre de la reorganisation de sa direction comptable (environ 40 personnes), recherche un

Comptable responsable de projets

En direct avec le directeur adjoint de la comptabilité, chef du projet, vous serez chargé dans un premier temps de la reorganisation et de l'adaptation de la direction comptable aux nouveaux objectifs de la banque, ce qui implique :

- l'étude de l'organisation actuelle,
 - l'audit des effectifs,
 - l'étude de l'informatique,
 - la rédaction du projet,
 - la mise en place de la nouvelle organisation.
- Cette mission remplie, vous intégrerez la direction comptable comme responsable du service des études comptables où vous serez chargé du management de l'équipe.

De formation supérieure comptable (DECS) et/ou école de commerce, comptable de banque, vous devez, à un moment ou à un

autre de votre parcours, avoir été impliqué dans l'organisation ou la reorganisation d'un service comptable de banque, expérience acquise, soit comme cadre de banque, soit dans un cabinet d'expertise comptable.

Outre vos compétences et vos qualités d'organisateur, indispensables pour mener à bien la première mission, vous avez un vrai profil de manager.

Cette mission sera le point de départ d'une carrière dans un groupe bancaire en pleine restructuration, dans une des villes les plus dynamiques de France.

Poste basé dans le sud-est de la France.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence CRP à Yves Marie Consultants, 80 rue Cardinet, 75017 Paris.

Yves MARIE
Consultants



La Signature Financière

Organisateur

Notre métier :

simplifier l'avenir de nos clients en leur proposant des produits d'assurance-vie, de prévoyance, d'épargne ou de couverture de retraite. Le goût de l'innovation, le sens de l'initiative et l'ouverture d'esprit caractérisent les 800 collaborateurs de notre groupe, qui cultivent avec enthousiasme un véritable esprit d'entreprise, tourné vers l'avenir et l'international.

Après avoir intégré la problématique de la structure des données et des circuits de gestion de Cardif, et en étroite collaboration avec le responsable du Département Organisation, vous participerez à la définition des besoins organisationnels des implantations internationales en fonction des produits commercialisés. Vous participerez également à la planification des projets informatiques et aux actions de formation des nouveaux exploitants. Ouvert et attentif, vous êtes l'interlocuteur des responsables locaux pour la mise au point des procédures et instructions de gestion ainsi que pour la validation des applications informatiques. Autonome et rigoureux, vous vérifiez périodiquement les procédures de gestion dans chaque pays.

De formation supérieure école de commerce ou d'ingénieurs, vous souhaitez valoriser votre première expérience dans l'assurance et l'organisation ou l'audit dans le secteur tertiaire. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais ; la connaissance de l'espagnol sera un atout supplémentaire. Votre disponibilité, vos capacités d'adaptation et votre savoir-faire relationnel vous permettront de collaborer efficacement au sein de l'équipe.

Adressez sans tarder votre dossier de candidature : lettre, CV, photo sous la référence 6103 à Marie-Hélène Audair - Compagnie Bancaire - 5, avenue Kléber - 75116 Paris ou retrouvez-nous sur internet : www.cb-bancaire.fr

COMPAGNIE BANCAIRE

IMPORTANTE BANQUE RÉGIONALE RECHERCHE UN CADRE EXPÉRIMENTÉ chargé de

Proposer et mettre en oeuvre un plan de développement commercial en vue d'accroître sa présence sur le marché de la Catalogne Espagnole
Prospecter et développer une clientèle d'entreprises et de particuliers "Haut de gamme"
Assurer la gestion du risque
Organiser et manager une unité

Votre profil : diplômé de l'enseignement supérieur et/ou de l'enseignement professionnel bancaire, vous possédez une expérience réussie de la négociation commerciale dans un établissement bancaire et vous maîtrisez parfaitement le Catalan et l'Espagnol.

Poste basé à Perpignan

Pour nous rejoindre et relever ce challenge, adressez une lettre manuscrite avec CV et photo, à notre conseil A.C.O.R. Les Crénades Hautes - 11300 Villars-du-Razès.

Dirigeants

Directeur des Pôles Technologiques et Industriels

Notre important établissement public à vocation internationale, opérant dans le domaine des services de hautes technologies, recherche dans le cadre d'une création de poste un directeur des Pôles Technologiques et Industriels.

Grand Sud

Rattaché au Directeur Général, votre mission sera de rendre notre établissement acteur de la création et du développement des entreprises technologiques et industrielles sur notre région, dans les pôles suivants : les technologies de l'information, la santé et les sciences du vivant, les sciences de la terre et de l'environnement ainsi que d'autres activités industrielles.

Manager d'une « Task-Force » d'une dizaine de spécialistes, vous assurerez l'ensemble des actions : études, mise en oeuvre des projets, création et développement d'entreprises avec des directions de notre établissement et des partenaires clubs d'entreprises, associations et organismes de développement économique.

Ceci inclut le montage financier de ces projets.

Votre rôle de développeur de projets industriels existants et nouveaux vous amènera en outre à rechercher et créer des événements majeurs annuels de notoriété internationale. Diplômé d'une école d'ingénieurs (Groupe A), votre formation est complétée d'un cycle de gestion (par exemple l'INSEAD). Vous possédez une expérience de 10/15 ans en entreprise et avez exercé des fonctions à forte responsabilité soit auprès de la direction générale d'entreprise, soit en tant que responsable d'unités opérationnelles. Il est nécessaire de pouvoir justifier de cette expérience et de maîtriser parfaitement l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, niveau de salaire actuel) sous référence 107508 à EURO RSCG FUTURS 2 rue Marengo 75001 PARIS.

Filiale française d'un groupe international présent dans des domaines d'activité variés (équipements automobiles, techniques de communication, biens de consommation durables, biens de production), nous recherchons :

Responsable Contrôle de Gestion

En étroite collaboration avec la Direction Economique, vous animerez une équipe de 7 personnes chargées du contrôle de gestion d'un établissement industriel situé à Lyon.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure type ESC ayant une expérience réussie de 3 à 4 ans du contrôle de gestion industriel et du management d'équipe.

Votre future mobilité vers une autre région, votre excellente maîtrise de l'allemand et une bonne connaissance de l'anglais seront des atouts essentiels pour votre évolution dans le groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. FFWIR0297 à ROBERT BOSCH (FRANCE) S.A. Service du Personnel - 32, avenue Michelet 93404 Saint-Ouen cedex.



BOSCH

صكنا من الاجل

Carrières Internationales



Looking for a Challenge?

CFP is the derivatives subsidiary of Commerzbank. It trades a wide variety of OTC products in the Equity, Interest Rate and Currency market as well as structured bonds, warrants, Medium Term Notes and other stock market products with derivative components. One of CFP's key objectives over the next years is to become a leading supplier of customized tailored financial solutions in Europe. Around 250 employees enjoy the benefits of working in a stimulating multi-cultural environment. Our business language is English.

Our Back Office's mission is to provide a high quality service to our customers and traders and to maintain the security of our operations. By joining us you will become a member of a highly motivated and well trained team using and developing state of the art technology and have concrete opportunities to take wider responsibilities. To complete our active teams we are looking for this:

Head of Control Group

Our Control Group's mission is to carry out internal controls in our Back Office. In this group, positions are checked, discrepancies investigated and procedures verified.

As Head of this group your task is to ensure that these controls are performed accurately and that a detailed reporting is guaranteed. You propose and implement new control systems that are in line with management policies and regulations. You set up quality indicators and provide a detailed analysis of critical issues. You lead a team of motivated employees and manage your area of responsibility.

For this role you should be educated to a degree level and have gained at least three years' experience in internal controls or audit. You have very good communication skills, are a team player and have a high level of accuracy, follow-through, leadership and flexibility.

For further information, please contact CFP Human Resources, Barbara B. Botterilli, tel. 0049-69-9236-7627 or send your C.V. to Commerzbank Financial Products GmbH, Neue Mainzer Str. 32-36, D-60311 Frankfurt.

COMMERZ FINANCIAL PRODUCTS

THE INTERNATIONAL TRAINING CENTRE OF THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANIZATION TURIN (ITALY)

seeks

a Senior Programme Officer for Europe

Europe is one of the five regional programmes which characterize the structure of the International Training Centre of the International Labour Organization. The Regional Programme for Europe is set up and geared toward developing and delivering training programmes with particular reference to Central and Eastern European countries.

The Senior Programme Officer for Europe is responsible for the: (a) development and implementation of region-specific training activities and corresponding promotional activities; (b) determination and management of resources required; (c) selection, recruitment and management of external consultants; (d) providing training inputs as required; (e) management of individual courses; (f) evaluation and follow-up.

Qualifications required: (1) University degree in the field of economic and social development. (2) Proven experience and technical expertise in the field/fields of labour market/employment policies/vocational education/training and human resources development. (3) Minimum seven years professional experience in the design and conduct of human resource development activities and training. (4) Good knowledge of the region. (5) Good knowledge of the technical co-operation and assistance processes and procedures of development agencies. (6) Good knowledge of bilateral and multilateral donors policies and practices. (7) Fluency in English and in either French or Spanish. Knowledge of a Central or Eastern European language desirable.

The position carries the P4 grade in the UN grading structure. Tax-free salary and other benefits of the international civil service. Duty station: Turin, Italy.

Please send detailed CV (quoting reference 7/96) no later than 20 February 1997 to: Personnel Office International Training Centre of the ILO, 125, Corso Unità d'Italia, 10127 TURIN, Italy - FAX: (39 11) 6936.699.

The ILO is an equal opportunity employer. Acknowledgement will only be sent to short-listed candidates.

DO YOU WANT TO TEACH LANGUAGES IN THE UNITED KINGDOM?

If you would like to study full time in the UK, obtain a degree qualification and become a qualified Teacher of languages here is your opportunity.

We are recruiting students for the

BA(Hons) Modern Foreign Languages (2 years full-time)

To be considered for this course you will need:

- to be fluent in both spoken and written English
- to be highly proficient in French, German or Spanish
- to have studied a second language (French, German or Spanish) to A-level/Baccalaureate level
- to have the firm intention of becoming a teacher of children aged between 11 and 18

Due to the shortage of Modern Language teachers in the UK the employment prospects are excellent (100% in 1995). University fees may be paid and you may also be eligible for a bursary award.

Call us now on +44 191 515 2395 to arrange an interview in your country

The University of Sunderland has an OFSTED and HEFCE rating of the highest standard for Secondary Initial Teacher Training

School of Education,
University of Sunderland,
Hammerton Hall, Gray Road,
Sunderland, SR2 8BS.



<http://www.sunderland.ac.uk>

PROVIDING THE SKILLS FOR LIFELONG LEARNING

THE INTERNATIONAL TRAINING CENTRE OF THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANIZATION, TURIN (ITALY)

seeks

a Training Material Development Officer

Within the Training Support Service, the Research and Training Material Development Unit is responsible for the development of new and innovative training packages and training materials to be applied in the training programmes of the International Training Centre of the International Labour Organization.

The Training Material Development Officer is responsible for the design, development and validation of training material for new training Centre activities and other projects sponsored by various donor agencies and for training of trainers on its use and follow up activities.

Qualifications required: (1) University degree with specialization in Educational/Training Technology. (2) At least five years to face professional experience in applying theoretical knowledge in the field of training and design of training material both for face and self-learning, paper-based and multi-media. (3) Fluency in English and either French or Spanish. Knowledge of Italian an asset.

The position carries the P3 grade in the UN grading structure. Tax-free salary and other benefits of the international civil service. Duty station: Turin, Italy.

Please send detailed CV (quoting reference 8/96) no later than 20 February 1997 to: Personnel Office International Training Centre of the ILO, 125, Corso Unità d'Italia, 10127 TURIN, Italy - FAX: no. (39 11) 6936.699.

The ILO is an equal opportunity employer. Acknowledgement will only be sent to short-listed candidates.

CONSULTANTS DEBUTANTS

Notre client est un cabinet conseil international, présent sur le marché français. Ses clients sont parmi les plus prestigieuses entreprises dans le monde.

Son activité en pleine croissance en France l'amène à rechercher des consultants débutants. De réelles perspectives d'évolutions existent pour des candidats de valeur.

Pour que votre candidature soit prise en considération, vous devez avoir un bon niveau d'études ainsi qu'une expérience professionnelle de 3 ans environ. Vous pouvez travailler en anglais.

Veuillez envoyer votre CV en anglais à :

LYCHFIELD ASSOCIATES N.V., KRUISWEG 825A,
2132 NG HOOFFDORP, LES PAYS BAS, FAX + 31.23.5626737

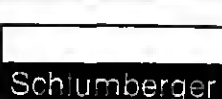
CT/ML/0497

صكنا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 12 FEVRIER 1997 / XI

Carrières Internationales



Leader mondial de la sous-traitance de l'industrie pétrolière (\$8 Mds de C.A., 50 000 p., 75 nationalités, implantés dans plus de cent pays) renforce la direction fiscale de la division Europe / Afrique et recherche des

Assistant Tax Managers

Londres / Paris

Fixe + alloc. dém

Rattaché(e) au Tax Manager, vous intervenez sur l'ensemble des dossiers fiscaux relevant de votre zone d'intervention.

Vos responsabilités couvrent notamment la revue et le suivi des déclarations fiscales ainsi que le tax planning des sociétés du groupe opérant en Afrique.

A ce titre, vous apportez un réel conseil auprès des opérationnels sur tous dossiers fiscaux (IS, IRP des expatriés, TVA, etc).

Agé(e) d'environ 30 ans, de formation juridique et fiscale supérieure (DEA, DESS, DJCE), avec de solides connaissances comptables appliquées aux problèmes fiscaux, vous justifiez d'une expérience d'au moins 2 ans en fiscalité française et internationale, acquise au sein d'un groupe évoluant dans un environnement mondial ou d'un cabinet d'audit.

La parfaite maîtrise de l'anglais (lu, écrit, parlé) est indispensable.

Ce poste nécessite des déplacements de courte durée dans votre zone d'intervention et pourra déboucher sur une mutation à l'étranger.

Merci d'adresser CV + Photo + N° de tél + rém. actuelle à Thierry Montecatine, Michael Page Tax & Legal, 3 bid Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex, ou de taper votre CV sur 3617 code MPage (Candidats 2000) sous la référence TM15804.



Michael Page Tax & Legal

Le spécialiste du recrutement Juridique et fiscal



EUROPEAN MONETARY INSTITUTE

PAYMENT SYSTEMS EXPERTS

The European Monetary Institute (EMI) was established on 1st January 1994 with its seat in Frankfurt am Main. The EMI's function is to strengthen the co-operation between its members, the central banks of the European Union, and to prepare for the establishment of the future European Central Bank (ECB). The EMI currently employs approximately 230 staff members and has its own terms and conditions of employment, including a competitive salary structure, pension plan, health insurance and relocation benefits. The EMI is looking for candidates to fill the following vacancies, which will be offered on a fixed-term contract basis, as soon as possible. The two vacancies relate to the preparation of the TARGET system, which will become the central payment system for the Euro. Candidates must be a national of a Member State of the European Union.

Positions and Qualifications

Target Production Support Expert

The holder of this post will work in an interdisciplinary project team within the Payment Systems Section of the EMI dealing with preparing TARGET in Stage Three of European Monetary Union (EMU). His/her major task will be to prepare the ECB's operational tasks in TARGET (e.g. conduct the end of day processing). In addition, the holder of this post will participate in the development of the organisational infrastructure for the support of the production for TARGET as a whole.

Qualifications

- University degree in Economics or Information Systems, or equivalent experience. The candidate should have a good knowledge of large value payment systems and a good understanding of the technical environment for payment systems.
- Practical experience in the fields of payment systems.
- Familiarity with modern office equipment and personal computers.
- Very good command of English and proven drafting ability in English. A command of at least one other European Union language is desirable.

Ref. GS/13/97

Payment Systems Security Expert

The holder of this post will work in an interdisciplinary project team within the Payment Systems Section of the EMI dealing with the preparation of TARGET for Stage Three of EMU. His/her major task will be to work on security aspects of Target. In particular, he/she will conduct a risk analysis for the ECB's element of TARGET, co-ordinate risk analysis with central banks and prepare security reports for EMI management and the Working Group on Payment Systems. In addition, the holder of this post will be responsible for maintaining all TARGET related papers on security.

Qualifications

- University degree in Economics or an Information Systems related degree, or equivalent experience. The candidate should have knowledge of large value payment systems, a general understanding of the technical environment for payment systems and good knowledge of risk analysis methods (e.g. ISO standards). Ideally the candidate should have recently finished his/her education and acquired some experience in the above mentioned field.
- Experience in the fields of security analysis and security design of systems.
- Familiarity with modern office equipment and personal computers.
- Very good command of English and proven drafting ability in English. A command of at least one other European Union language is desirable.

Ref. GS/14/97

Applications

Applications should include a Curriculum Vitae and a recent photograph, together with references confirming the required experience and skills. They should quote the appropriate reference number and should be addressed to the European Monetary Institute, Personnel and Office Services Division, Postfach 10 20 31, D-60020 Frankfurt/Main, and should reach us no later than 28th February 1997. Applications will be treated in the strictest confidence and will not be returned.

Carrières Européennes en Entreprises

couplage avec un ou plusieurs des titres suivants

NR: HANDELSBLAU - EL PAIS - Le Monde - Süddeutsche Zeitung - BERLINER ZEITUNG
COMPTON BELLA SERA - LES SOIRS - De Standard - THE INDEPENDENT - THE IRISH TIMES



Bloomberg L.P. is the premier on-line information services firm, providing sophisticated news-based data, analytics and transaction systems within the international financial markets.

Our dynamic growth worldwide continues to provide new opportunities for self driven individuals to join our London-based European sales team. Apply the experience gained within either the securities industry or with a competitor information company to continue to drive Bloomberg's growth as the information service for financial market professionals.

SALES - Based in London

Selling the most innovative product in the marketplace, you will be responsible for managing and developing client relationships with prestigious institutions throughout Europe, you will be engaged in the sale of PC or terminal-based information services; or sophisticated financial transaction systems. You will:

- Have a proven track record in sales within a similar environment or the financial markets sector.
- Have a sound understanding of financial instruments and of the securities industry in general; knowledge of the equities market would be an advantage.
- Be a keen team player with drive and energy and an ability to thrive under pressure.
- Fluency in English is essential and other European languages would be an advantage.

Please send your CV to: Catriona Henderson, Human Resources, Bloomberg L.P., City Gate House, 39-45 Finsbury Square, London, EC2A 1PQ, or fax +44 171 330 7228.

RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

Le Monde

1^{er} quotidien français à l'étranger

